

هكذا من لا يمل

# Le Monde



BOURSE ★★

QUARANTE-HUITIÈME ANNÉE - N° 14358 - 6 F

MARDI 26 MARS 1991

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

## « Réconciliation » à petits pas au Chili

Le président chilien, M. Patricio Aylwin, est décidément un homme habile. Il vient encore de marquer des points dans la lutte engagée depuis son arrivée au pouvoir, il y a un an, en vue d'écarter le général Pinochet, l'ancien dictateur, resté commandant en chef de l'armée de terre, et à ce titre un puissant adversaire, et pour réaliser la réconciliation nationale par la sanction des crimes commis sous le régime d'exception qui a duré dix-sept ans.

Il a d'abord fait enquêter sur ces crimes. La commission nommée à cet effet a publié son rapport il y a trois semaines. Pour la première fois, une instance officielle a exposé dans sa crudité la répression qui a suivi le coup d'Etat de 1973, répertorié les assassinats (près de 2 300), et décrit la sinistre machine à torturer et à faire « disparaître ». L'émotion a été grande dans le pays, et plus grande encore l'hypocrisie chez ceux - juges, journalistes, hommes politiques - qui avaient appuyé l'ancien régime, et qui feignaient de découvrir ce qui s'était passé.

À la suite de ce rapport, M. Aylwin a dit et répété qu'il fallait sanctionner les coupables. Tous les coupables ? Non, sans doute, mais que quelques exemples soient faits semblerait indispensable au chef de l'Etat pour « réconcilier » ses compatriotes, et désarmer une extrême gauche toujours prête à faire justice elle-même.

Les chefs de l'aviation et des carabiniers (police militarisée chargée des basses besognes de l'ancien régime) ont dit qu'ils étaient prêts à collaborer avec la justice. Mais l'armée de terre et la marine se taisent depuis trois semaines. Décidées, apparemment, à échapper à leurs responsabilités, elles voulaient réunir le conseil de sécurité pour exprimer leur « indignation » contre l'« outrage » qui leur était fait. Mais M. Aylwin a pris les devants, et convoqué lui-même le conseil pour le 27 mars, afin d'obliger marins et « tariens » à débattre, publiquement, d'un rapport qui met en cause leurs pratiques passées. Il les place ainsi en position difficile, après l'appui obtenu des autres armées. Cela ne signifie évidemment pas qu'il ait perdu gagné.

Autre succès pour M. Aylwin, cette fois au Parlement, les deux Chambres ont décidé, samedi 23 mars, d'annuler la Constitution pour permettre au président de recouvrer son droit de grâce en faveur des prisonniers politiques. La mesure devrait bénéficier à quelque deux cents détenus, victimes de l'ancienne dictature, et dont le maintien en prison est une anomalie de plus en plus choquante.

L'opposition de droite s'est jointe aux persans du gouvernement pour prendre cette décision, ce qui illustre l'isolement politique croissant du général Pinochet. Avant de quitter la présidence, le dictateur avait en effet « ligoté » le Parlement et la Constitution, en imposant une majorité de droite au Sénat et en annulant à l'avance les coupables d'exactions. Lui-même déclarait volontiers qu'il ne laisserait pas les revanchards toucher à un seul de ses soldats.

Il lui a fallu en rabattre. Ce ne sont pas seulement les crimes de son régime qui sont devenus démodés au grand jour, mais aussi sa corruption. Les « affaires » se multiplient, mettant en cause les anciens services secrets, ainsi que l'entourage et la famille du général. Samedi, c'est l'ancien chef de la police politique, le général Hugo Salas, qui a été mis en prison pour appropriation illicite d'une villa, où étaient torturés les opposants. De toute évidence, l'état se ressente autour de l'ancien dictateur.

M0147 - 0326 0 - 6.00 F



Le président Traoré refuse de démissionner

## Des dizaines de morts au Mali après trois jours d'émeutes

Pour la troisième journée consécutive, l'armée malienne a ouvert le feu, dimanche 24 mars, à Bamako, contre de jeunes manifestants. Selon les milieux d'opposition et des sources diplomatiques, 100 à 150 personnes auraient été tuées depuis vendredi. Le président Moussa Traoré, pour sa part, parle de 27 morts. Alors qu'émeutiers et opposants réclament son départ, le chef de l'Etat a affirmé que ni lui ni son gouvernement ne démissionneraient. Cependant, la radio officielle a annoncé la prochaine levée de l'état d'urgence et du couvre-feu imposés dans les principales villes du Mali.



Lire page 3 l'article de CATHERINE SIMON

Deux ans après le « printemps de Pékin »

## Sensible assouplissement de la ligne politique en Chine

Le premier ministre chinois, M. Li Peng, a ouvert la session annuelle de l'Assemblée nationale populaire, lundi 25 mars, par un discours qui consacre la déroute de l'approche idéologique qu'il avait faite sienne en 1989, à la suite du « printemps de Pékin », et marque donc un sensible assouplissement de la ligne officielle. Tout en persistant à louer la « puissance créatrice du marxisme », le chef du gouvernement s'est résolu à dresser un état des lieux réalistes : il a énuméré les difficultés auxquelles se heurtent les réformes économiques et a reconnu les limites de la marge de manœuvre du Parti communiste.

PÉKIN

de notre correspondant

Pendant que M. Li Peng prononçait son discours au Palais du peuple, des employés de la voirie municipale, au milieu de la place Tiananmen, défilent les marches de marbre qui mènent au monument aux Héros du peuple, et que les chenilles des chars de l'armée avaient saccagées lors de la répression de l'éphémère « printemps de Pékin », il y a bientôt deux ans.

Le chef du gouvernement n'a fait que des allusions très vagues à ces journées sanglantes, dont le régime tente d'effacer le souvenir encore viv dans la population. La réfection des escaliers de marbre en fera disparaître les avant-dernières cicatrices : ne resteront plus, ensuite, que les traces des chenilles sur le bitume, sur une centaine de mètres de l'avenue de la Paix éternelle, à l'entrée de la place.

Certes, M. Li Peng n'a pas renoncé aux marottes de la vieille garde qu'il représente. Il a haussé le ton, pour commander les applaudissements, à l'évocation de la Cause : « Si nous avons pu continuer notre marche en avant en dépit des pressions extérieures et des difficultés intérieures durant les deux dernières années, si la Chine socialiste reste fièrement debout, la raison la plus fondamentale est à chercher dans le fait que nous défendons notre socialisme selon notre voie propre », a-t-il lancé avant de louer « la puissance créatrice du marxisme et la vitalité du régime socialiste » ainsi que la nécessité d'une « civilisation spirituelle socialiste », accompagnant le progrès matériel. « Si nous restons, sans dévier, sur la voie juste que nous avons prise, nous sommes sûrs de réussir à moderniser la Chine », a-t-il encore estimé.

FRANCIS DERON

Lire la suite page 8

## Bruxelles veut sauver l'informatique européenne

Alors que la crise de l'informatique européenne s'aggrave, la Commission de Bruxelles devait débattre, mardi 26 mars, d'un projet de plan de sauvetage de cette industrie stratégique. Ce projet prévoit des actions en faveur de la coopération technologique et de la formation pour renforcer les entreprises du secteur. Le rapport des commissaires préconise des initiatives pour obtenir une réciprocité dans l'ouverture des marchés au Japon et aux Etats-Unis.

Lire page 19 l'article de PHILIPPE LEMAITRE

## TECHNOLOGIES

Compétition mondiale  
autour des images du futur

« L'Europe s'interroge sur l'avenir de sa télévision haute définition ». L'Amérique joue le numérique page 20

## CHAMPS ÉCONOMIQUES

Le complexe  
militaro-industriel dans le monde

« URSS : le noyau dur de l'économie »

« Marées d'hommes dans le Golfe » Les mauvaises graines de la guerre « La chronique de Paul Fabre : « Amender ou surcharger le traité de Rome ? »

page 21 à 24

## Mgr Lefebvre, l'évêque rebelle

Décédé lundi 25 mars à Martigny (Suisse),  
le chef de file du courant intégriste avait été excommunié

par Henri Tincq

Avait-il la taille et l'envergure suffisantes pour menacer l'unité de l'Eglise catholique ? Sa rupture avec Rome et un catholicisme qui tentait de s'affranchir des séquelles du passé et d'épouser son temps n'était-elle pas plutôt le fruit d'un esprit borné et entêté ? A dire vrai, cette deuxième hypothèse l'a souvent emporté sur la première. N'est pas Luther qui veut ! Mgr Lefebvre était l'avocat obstiné d'une théologie attardée et conservatrice, plus que le visionnaire inspiré ou le bâtisseur d'une nouvelle Eglise. Il a franchi le pas cependant, le 30 juin 1988, en consacrant, à Ecône, en Suisse, quatre évêques, c'est-à-dire en posant les piliers d'une contre-hiérarchie, ce qui lui valut son excommunication immédiate par Jean-Paul II.

Plus que le récit d'un schisme, l'histoire de Marcel Lefebvre a

été celle de la rébellion d'un homme contre le pape, de la dissidence d'un évêque rompant avec son Eglise. Ce qui ne veut pas dire que son combat fut solitaire. Au contraire, sur fond de grande confusion théologique et politique, il a amalgamé les courants de mécontentement aérés, dans le catholicisme, des mutations conciliaires et, dans la société, de Mai 68.

Lire la suite page 10

## Cabinet de guerre civile en Irak

La nomination d'un premier ministre, M. Saadoun Hammadi, ne remet pas en cause la position dominante de M. Saddam Hussein

page 5

## Un plan social pour les étudiants

Mis en place à partir de la rentrée 1991, il concernera les prêts, les bourses, le logement, la restauration et les transports

page 10

## Affaire politico-familiale à Lyon

Le mystérieux cambriolage de la permanence de M. Botton, gendre du maire de Lyon et candidat malheureux à la récente élection législative

page 9

## M. Pierre Marion règle ses comptes

Dans un livre corroisé, l'ancien chef des services secrets s'en prend au président de la République et au gouvernement

page 34

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 36

## LE MONDE diplomatique

Mars 1991

### ● GOLFE : VAINCRE SANS CONVAINCRE.

Nouvel ordre, par Ignacio Ramonet. - Penser l'après-guerre, par Georges Cornu. - Les milieux politiques français plus secoués qu'il n'y paraît, par Paul-Marie de La Gorce. - Le prix de l'alignement sur Washington, par Bernard Cassin. - Le relatif déclin de la puissance américaine, par Marie-France Toinet. - Les médias en tenue camouflée, par Serge Halimi. - Israël et les dividendes de la « retenue », par Alain Gresh. - Téhéran entre tant d'écueils, par Yvan Richard. - « Jours d'angoisse en banlieue », une nouvelle d'Amir Korymb.

### ● SOCIAL : Le prolétariat dans tous ses états, par Alain Bih.

● ÉCOLOGIE : Pour une révolution énergétique, par Jean-Paul Delage et Daniel Hémerly. - Le droit de la « civilisation pétrolière », par Jacques Decourty.

### ● UNE VILLE, DEUX MONDES : Lagos, jungle urbaine surpeuplée, par Claude Wauthier.

● CINÉMA : Images troubles des enfants de la crise, par Carlos Pardo.

En vente chez votre marchand de journaux

## Les assises, entre principes et dérives

Deux cents ans après l'institution du jury populaire,  
les réalités du prétoire sont bien loin d'une justice idéale

par Maurice Peyrot

Symbole d'une « justice populaire », le cœur d'essences auréolées atteintes ses propres limites ? Le récent - et interminable - procès de Simone Weber incite à s'interroger sur l'état de santé de cette bicentenaire. C'est en effet il y a tout juste deux cents ans, en 1791, que l'Assemblée nationale constituante décidait que la justice criminelle serait désormais rendue par un jury composé de citoyens.

Dans l'enthousiasme de la Révolution, l'institution du tribunal criminel départemental retirait le pouvoir aux juges de l'Ancien Régime pour le donner au peuple. A la tribune, le député Adrien Du Port demandait même la présence du jury au tribunal civil en lançant, emporté par sa fougue : « Sans jurés, il n'y a pas de liberté dans un pays : sans jurés, aucune élection n'est libre ; sans jurés, des ministres bas et corrompus,

comme il est bien à craindre qu'ils ne le soient toujours, excluront ceux qui leur déplairont... » Depuis, d'autres idées généreuses, nées de la Révolution ou issues de la sagesse des peuples, ont été consacrées par la loi ou par la Convention européenne des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

Juridiction apparemment idéale, la cour d'assises devrait donc présenter, en 1991, toutes les garanties. Or force est de constater que les réalités du prétoire sont sou-

vent bien éloignées des grands principes. Le procès de Simone Weber fut, à cet égard, caricatural. Après cinq ans d'une instruction tumultueuse, une audience d'un mois et demi a fait de cette affaire pléthorique une loupe grossissante de toutes les dérives de l'instruction criminelle. En l'absence de preuves, la rigueur judiciaire a souvent disparu derrière un flot de déclarations présentées comme des éléments à charge.

Lire la suite page 11

## Justice et droits de l'homme

La Bibliothèque publique d'information du Centre Pompidou et le Monde organisent, les 26 et 27 mars à Paris, un colloque sur le thème « Procès pénal et droits de l'homme ».

■ « Le palais et l'écurie », par GÉRARD SOULIER. ■ De l'habas corpus aux « Six » de Birmingham, par JOHN RASON SPENCER. ■ « Les Sisyphe de la procédure », par MARCEL LEMONDE.

Lire page 2

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA; Maroc, 7 DH; Tunisie, 750 m.; Allemagne, 2,50 DM; Autriche, 22 SCH; Belgique, 40 FB; Canada, 2,25 \$ CAN; Danemark, 12 KRO; Espagne, 190 PTA; Grèce, 70 p.; Hongrie, 200 HUF; Italie, 2,200 L.; Luxembourg, 42 FL.; Norvège, 12 KRW; Pays-Bas, 2,75 F.; Portugal, 170 ESC; Royaume-Uni, 375 F. CFA; Suède, 14 KRS; Suisse, 1,50 FR.; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

## DÉBATS

Justice et droits de l'homme

## Le palais et l'écurie

par Gérard Soulier

A l'occasion d'un colloque organisé les 26 et 27 mars à Paris par la Bibliothèque publique d'information du Centre Pompidou et le Monde sur le thème « Procès pénal et droits de l'homme », au moment aussi où vont être rediscutées les propositions de réforme de la procédure pénale contenues dans le rapport de la commission présidée par Mme Mireille Delmas-Marty, nous avons demandé à trois juristes, deux Français et un Britannique, de s'exprimer, à leur manière, sur la justice.

Gérard Soulier, avec le regard d'un professeur de droit, est allé jouer les chroniqueurs judiciaires dans une obscure chambre des appels correctionnels; John Spencer s'amuse de constater que ses concitoyens commentent à se méfier de leur procédure pénale et se mettant à envier... aux Français leur juge d'instruction. Quant à Marcel Lemonde, qui fut policier avant d'être juge d'instruction, il appelle à un renouveau profond de la procédure pénale, loin du système inquisitoire.

La justice est rendue au nom du peuple français. Le symbole est ici totalement détaché du réel qu'il prétend représenter. Le peuple n'a tellement rien à voir là-dedans qu'il n'y va même pas voir, sauf pour les petites affaires où il est impliqué, et les grandes où il y a spectacle. Cependant l'audience est publique en principe, et chacun peut aller se rendre compte.

L'expérience n'est jamais décevante: même quand l'affaire est sans grande importance, la façon dont se passent les choses n'est pas sans intérêt. Au hasard donc, la cour d'appel de Versailles. Le palais est installé, assez mal, dans les anciennes écuries de la reine. Justice républicaine dans les écuries royales ou justice royale dans les écuries de la République?

Huitième chambre, lundi matin 18 mars. Un homme, d'origine marocaine, entre deux policiers, a demandé, semble-t-il, sa mise en liberté. On croit comprendre qu'il a été condamné pour des détournements divers, des violences, peut-être commises un soir d'ivresse, et fâcheusement complètes d'outrage à agents, ce qui est toujours considéré comme superflu. Son avocat parle, debout derrière une petite balustrade; elle murmure plutôt, dans un débit hésitant, et elle doit lever la tête pour regarder les juges, assis, à un peu plus d'un mètre, mais sur les hauteurs symboliquement et architecturalement convenues. On croit comprendre que, par ailleurs, un arrêt a été cassé. Curieusement les juges ne semblent pas le savoir puisqu'ils demandent la date à l'avocat. (Comment font-ils leur dossier?)

Bref, il semble qu'il n'y a plus rien à débiter, ou que l'on décide plus tard. Inaudible et inintelligible, même pour qui connaît, en gros, les règles du procès. Visible en revanche, le départ du condamné, fictivement libre devant les juges, quoique encadré de policiers, il se laisse attacher les deux mains derrière le dos par les menottes (pourquoi derrière le dos?) tandis que les juges regardent ailleurs, et il sort, entre les rangées de sièges réservés au public, avec un regard vers les trois personnes qui ne l'avaient pas quitté des yeux - père, mère, épouse, ou père, mère, sœur? - mais sans pouvoir ni les toucher ni leur parler.

Violence silencieuse. Crusant ordinaire. En quoi cela pourrait-il entraver la bonne marche de la justice que de permettre, un instant, qu'une main se pose sur un bras, sur une épaule?

Ce n'est pas un cliché misérabiliste. Comment ne pas remarquer l'extrême dignité de ces gens qui sont sortis impavides, résignés, derrière l'enchâssant. A coup sûr sans compétence juridique avec peut-être une connaissance imparfaite du français, ils n'ont rigoureusement rien com-

pris de ce qui pourtant les concernait si fort. Quelle résonance peut avoir, pour eux, ce nom prestigieux de justice? Comment peuvent-ils penser cette surtallité judiciaire? Faut-il d'être véritablement rendu par le peuple, la justice ne pourrait-elle être plus proche des gens? Un rien compréhensif ou généreux?

Affaire suivante: un préparateur en pharmacie a été condamné à une peine (mais laquelle? on ne l'entend pas) et à des réparations civiles pour avoir piqué pendant des années dans la caisse de l'officine, une partie des sommes dérobées étant dépensée au PMU. Il a reconnu les faits sans tergiverser devant la police. Il semble qu'on lui en ait sa gré. La justice française continue de se repaître des aveux; c'est l'un des traits redoutables de sa tradition. Il a au moins la chance de n'être pas entre des policiers. Il est donc libre. Il est assis en face de la pharmacienne, à un mètre cinquante, chacun regardant vers les juges.

Le président l'interroge brièvement, et, pour ce que l'on peut entendre, il semble que l'accusé ait fait valoir qu'il avait été tenté par l'exemple de la pharmacienne, laquelle prélevait elle-même au besoin dans la caisse. Icone du président: « C'était une manière de participer au bénéfice; c'est intéressant comme point de vue. » Charge furibonde et en style direct de son assesseur aux joutes couvertes d'une barbe cubérante comme on n'en avait pas vu depuis Damiens: « La prison, c'est fait pour les voleurs, c'est normal, c'est votre place. Savez-vous que la cour peut aggraver votre peine? Vous n'avez pas conscience de la gravité de votre geste. » L'avocat qui veut intervenir est séchement rabroué par le président: « La question est posée à votre client, pas à vous mon cher maître. Monsieur le président se plaît visiblement dans les antiphrases.

## Coupable et victime

Voilà donc qui commence bien. Comment pourrait-on expliquer à un profane que, en théorie le tribunal n'est pas l'accusation, qu'il doit au contraire apparaître « indépendant et impartial » (selon la Convention européenne des droits de l'homme), tenant la balance entre les parties, veillant à l'égalité des armes entre l'accusation et la défense. L'avocat général - l'accusation - fut un modèle de brièveté. Il se limita à souligner la durée de l'infraction (les prélèvements ont duré plusieurs années en effet avant que la victime ne s'en aperçoive) et demandera que la décision de première instance soit confirmée.

Plaidoirie. Est-ce ainsi qu'il faut plaider pour être entendu du tribunal et attirer sa bienveillance? L'avocat

ne trouvait pas de mots assez dégradants pour son client: « Il sait qu'il a commis une infraction grave, il sait qu'il a été un voleur. » L'avocat de la partie civile fut presque plus réservé: il ne demandait pas la prison pour le coupable, mais il crut nécessaire d'y aller lui aussi de son couplet de vertu en stigmatisant les jeux et le goût du jeu.

Ainsi l'accusé semble-t-il avoir tout le monde contre lui: l'accusation pour l'accuser, le tribunal pour l'accabler, son avocat pour l'humilier. Déjà non contestable et non contesté en l'espèce, mais pourquoi cette surcharge des bonnes consciences? Croient-elles ainsi exorciser d'obscurités tentations?

On se prend à songer que l'auteur de l'infraction est aussi une victime: le comportement de la pharmacienne était à certains égards provocant, et le fait qu'il lui ait fallu plusieurs années pour s'apercevoir des détournements conduit à penser que sa comptabilité ou ses marges bénéficiaires ou les deux avaient singulièrement favorisé les choses.

Dans les projets de réforme du code pénal, on songe à introduire l'incrimination de l'instigateur de l'infraction. Ce pourrait être amusant de voir les directeurs des chaînes de télévision, les patrons des agences de publicité, des sociétés de courses, des multiples sortes de loteries, le ministre du budget comme représentant de l'Etat, cités comme complices ou comme instigateurs de délits commis par de pauvres types conditionnés, harcelés, sommés de participer au prochain tirage. Sachant par ailleurs qu'il n'y a guère qu'un vol sur mille qui aboutisse à une condamnation pénale, on se prend à penser que ceux qui se font prendre n'ont finalement pas eu de chance, et que la loterie judiciaire est aussi hasardeuse que n'importe quelle autre.

N'importe quelle petite affaire sans importance peut faire réfléchir sur la justice; n'importe quelle petite affaire est déconcertante si on la confronte un instant avec des principes démocratiques, républicains et judiciaires: le respect des personnes, l'égalité des armes, l'impartialité du tribunal, la présomption d'innocence, l'individualisation des peines, la réinsertion des condamnés.

Il est vrai aussi que la justice manque cruellement de temps, de moyens, et qu'il n'y a pas à l'accabler outre mesure. Comme pour tout accusé, il y a, au-dessus d'elle, de solides responsabilités. Mais les insuffisances matérielles ne peuvent être une excuse à tous les refus corporatistes de réforme. La justice croule autant sous les dossiers que sous son arriération. A regarder la paille de ses écuries, on finit par ne plus voir les poutres de ses palais.

► Gérard Soulier est professeur de droit à l'université d'Amiens.

## De l'habeas corpus aux « Six de Birmingham »

par John Rason Spencer

La détention provisoire est, en France, un sujet d'inquiétude. Il semble que pour chaque personne qui se trouve dans cette situation en Angleterre, on en incarcère deux fois plus en France: c'est sans doute ce qui pousse les observateurs du système français à rechercher une solution chez leurs voisins britanniques.

Pour certains Français, la formule magique serait un dispositif juridique bien particulier qui porte le nom d'habeas corpus. Il y a là de quoi étonner le juriste anglais, car l'habeas corpus n'a guère de rapport avec la détention provisoire, mais intervient dans la common law pour prévenir une détention illégale, comme si par exemple M<sup>r</sup> Thatcher avait essayé d'emprisonner un adversaire politique grâce à une lettre de cachet. L'habeas corpus ne peut en aucune manière permettre de contester un placement en détention ordonné par un tribunal, exerçant légalement les pouvoirs que lui accorde la loi.

## Textes et traditions

En Grande-Bretagne comme en France, avant le placement en détention provisoire on procède à l'examen du dossier après un débat contradictoire; le juge motive sa décision et il existe des procédures d'appel. A cet égard, les deux systèmes se ressemblent plus qu'on ne le croit. Mais, le nombre est là pour le prouver, on aboutit à des résultats bien différents: et ce, moins en raison des textes que des traditions et de la pratique professionnelle des magistrats. Or changer ce qui se passe dans les têtes est bien souvent plus difficile que modifier les lois. Les Français, de leur côté si enclins à s'enthousiasmer pour le modèle judiciaire britannique, seraient étonnés d'apprendre que leurs voisins s'inquiètent eux aussi de leur procédure pénale, sont eux aussi soucieux d'améliorer les libertés individuelles et seraient même tentés de s'inspirer du modèle français et de son juge d'instruction.

Qu'arrive-t-il au système judiciaire anglais? Déjà on lui reproche son inefficacité. Il ne remplirait pas, estiment ses détracteurs, son objectif principal à savoir condamner les coupables et acquitter les innocents. Que l'on acquitte trop souvent des coupables, l'opinion publique

le croit, à tort ou à raison, mais tous comptes faits le tolère, voyant là le prix à payer si l'on veut éviter de condamner des innocents. Le problème est plus aigu, justement, lorsque l'on se met à condamner des innocents, et que la preuve en est établie. C'est ce qui vient de se passer avec l'affaire dite des « Six de Birmingham », condamnés à des peines de réclusion à perpétuité pour des attentats meurtriers qu'ils n'avaient pas commis. Ils firent appel de leurs condamnations. Les appels furent rejetés. Puis on s'aperçut que les aveux avaient été extorqués sous la contrainte et la menace par la police, que les fameuses preuves scientifiques indiscutables avaient été réunies par des experts engagés par le procureur (dans ce cas les experts sont considérés comme des témoins à charge), à la compétence douteuse, et qui auraient dissimulé au tribunal des éléments utiles à la défense. Après la publication de ces révélations, alors que les condamnations étaient une nouvelle fois examinées par la cour d'appel, le procureur renonça en bout de course à soutenir l'accusation. C'est ainsi qu'après plus de seize ans de détention les Six de Birmingham ont retrouvé la liberté.

Que faire? Le Times dans un éditorial du 8 mars estimait que le solution aux maux du procès pénal anglais serait... d'importer, dans le premier train qui emprunterait le tunnel sous la Manche, le juge d'instruction français: « Le système accusatoire, qui doit théoriquement protéger l'innocent, peut devenir le rouleau compresseur qui écrase. Un système inquisitoire où le tribunal poursuit sa propre enquête serait meilleur que notre système pénal actuel. »

Il y a quelques jours le ministre de l'Intérieur a annoncé la création d'une commission d'enquête officielle puissante et sérieuse pour examiner tous les aspects du système pénal anglais. On sait déjà que cette commission s'intéressera à certains aspects du système pénal français. Elle les examinera, peut-être, d'un oeil moins sceptique que celui du Français moyen qui, comme l'Anglais moyen, a une tendance à se plaindre des inconvénients de son propre système, tout en prenant ses avantages comme une chose acquise.

► John Rason Spencer est professeur de droit à l'université de Cambridge.

## Les Sisyphe de la procédure

par Marcel Lemonde

Comment ne pas comprendre le sentiment d'écoeurement éprouvé par certains juges d'instruction? Alors que, dans leur immense majorité, ils exercent leurs fonctions avec une grande conscience, un réel désintéressement, parfois non sans risque, ils sont périodiquement présentés comme responsables d'une bonne partie des maux de la justice française. C'est profondément injuste et on ne le dira jamais assez. Mais, de même qu'il est absurde de s'en prendre aux personnes lorsque seules les structures sont en cause, de même il serait regrettable de confondre la défense des hommes et l'apologie d'un système. Parlons donc du système.

La procédure pénale française actuelle donne-t-elle satisfaction, c'est-à-dire fonctionne-t-elle de manière équitable et efficace? La réponse est non, à la quasi-unanimité. On critique, à juste titre, sa lenteur: quel sens peut avoir une décision judiciaire si elle intervient huit ou neuf ans après les faits (ce qui n'est pas exceptionnel)? ... Remarquons d'ailleurs qu'à l'inverse (ce qui prouve bien que le problème ne se limite pas à l'instruction) on reproche, non sans fondement, le caractère parfois expéditif des procédures de jugement immédiat: com-

ment accepter qu'une peine de prison ferme, parfois de longue durée, soit prononcée en quelques minutes au vu de trois procès-verbaux de police alors que le prévenu s'affirme innocent? ... On condamne légitimement l'abus des détentions provisoires: est-il tolérable que la France reste dans ce domaine la lanterne rouge des pays européens (ce qui est incontestable, au-delà des sempiternelles controverses sur les statistiques) et doit-on se satisfaire d'une situation qui conduit à juger une accusée, Simone Weber par exemple, en détention « provisoire » depuis cinq ans?

On déplore à bon droit l'insuffisance des garanties offertes à la défense: est-il normal que le magistrat instructeur puisse ignorer les demandes d'investigation de l'inculpé sans même être tenu d'y répondre, ne serait-ce que pour les refuser, et peut-on admettre que notre pays reste un des derniers à refuser toute assistance par un avocat pendant la garde à vue? ... On s'indigne, et c'est justice, des violations quotidiennes d'un secret pourtant solennellement affirmé dans les textes. On vintpère non sans raison la notion d'insultation, perçue comme une condamnation. Qu'un dossier un peu délicat attire l'attention des médias et on s'inquiète de

la solitude ou de l'omnipotence du juge d'instruction. Qu'un scandale politico-judiciaire éclate et on se révolte contre l'entêtement de l'affaire (en particulier si elle met en cause un adversaire politique)... Et ainsi de suite: on n'en finirait pas d'énumérer les reproches virulents adressés à notre procédure.

## Accord sur le diagnostic désaccord sur les remèdes

Il n'est pas étonnant, dans ces conditions, que les partisans du statu quo se fassent rares... Peut-on garder notre système procédural traditionnel en se contentant de corriger ses défauts? Non, mais il faut expliquer pourquoi. En effet, si le consensus est manifeste pour dénoncer les maux de la justice pénale, les désaccords réapparaissent rapidement lorsqu'il s'agit d'étudier les remèdes.

Pourquoi est-il vain d'espérer améliorer le fonctionnement de l'instruction dans sa formule traditionnelle? Parce que l'expérience l'a prouvé, depuis des années, on s'efforce d'y parvenir sans aucun succès. Pourtant la bonne volonté n'a pas manqué: en vingt ans, pas moins de dix lois (en se limitant aux plus importantes) ont essayé de réformer notre procédure. A deux

reprises, celles qui avaient pour ambition de modifier quelque peu les attributions du juge d'instruction (en instaurant une collégialité) ont été abrogées avant même d'entrer en vigueur, ayant été jugées inapplicables. Quant aux autres, celles qui se bornaient à des « améliorations » ponctuelles, elles n'ont réussi qu'à rendre la procédure un peu plus complexe et un peu moins cohérente.

Plus complexe: la multiplication des formations, prétendument destinées à renforcer les garanties, n'a fait que ralentir le cours des informations et rallonger la durée moyenne des détentions provisoires - elle est passée de 2,3 mois en 1969 à 3,8 mois en 1987 - sans en réduire le nombre de manière significative. Moins cohérente: à défaut d'améliorer le fonctionnement de l'instruction, on s'est progressivement appliqué à contourner celle-ci, multipliant les procédures dérogatoires comportant un accroissement des pouvoirs de la police et du ministère public et confiant à d'autres qu'au juge d'instruction (au président du tribunal de grande instance notamment) les attributions juridictionnelles. Résultat: en 1980 une affaire sur trois était confiée à l'instruction, en 1986 la proportion s'était réduite à 20 %, pour tomber à

moins de 10 % en 1988... Eclatement des procédures, confusion des rôles: notre système pénal, guère performant et peu protecteur, est de surcroît devenu au fil des ans incompréhensible.

## Une nouvelle répartition des rôles

Dans ces conditions, puisque personne ne songe sérieusement à imaginer le retour de la procédure qu'est devenue le législateur français, comment le délivrer de son fardeau?

Il faudra bien finir par admettre que la méthode employée jusqu'à ce jour est mauvaise. Tant que l'on se bornera à réfléchir à une réforme de l'instruction au sens strict, c'est-à-dire tant que l'on se refusera à repenser la cohérence de l'ensemble du procès pénal, l'entreprise est vouée à l'échec. Le juge d'instruction est théoriquement moitié juge, moitié enquêteur. Au fil des ans, il est progressivement devenu beaucoup plus juge qu'enquêteur. Mais en pratique il n'est vraiment ni tout à fait l'un ni tout à fait l'autre car les deux fonctions sont incompatibles. Il faut les séparer.

Il est temps de procéder à une nouvelle répartition des rôles, des droits et des devoirs de chacun des

intervenant au procès. Il ne s'agit pas d'importer de l'étranger un « système idéal », qui, d'ailleurs, n'existe pas. Il s'agit, après avoir redéfini l'esprit de notre procédure pénale à partir de principes directeurs dont les règles techniques ne seront que le reflet, de mettre en place un système nouveau.

C'est ce que propose la commission justice pénale et droits de l'homme dans le rapport qu'elle a remis au garde des sceaux en juin 1990. Le système qu'elle présente, adapté à notre propre histoire, illustre l'application d'un droit tout neuf, celui qui résulte de la ratification par la France de la Convention européenne des droits de l'homme. Accompagné d'une amélioration et d'un redéploiement des moyens dont - c'est presque une question de simple décence - doit enfin être dotée une justice digne d'une démocratie moderne, ce système aura pour clé de voûte un vrai juge, nouveau lui aussi.

Il y a quelques années, il était de bon ton, parmi les intellectuels s'intéressant à la justice, d'envisager sans rire « la mort du juge ». Il est temps, aujourd'hui, de préparer sa naissance.

► Marcel Lemonde est magistrat, membre de la commission justice pénale et droits de l'homme.

# ÉTRANGER

MALI : la répression a fait de nombreuses victimes

## Le président Traoré : « Je ne démissionnerai pas »

La Radio-Télévision malienne a annoncé, dimanche 24 mars dans la soirée, la levée de l'état d'urgence et du couvre-feu instaurés depuis vendredi soir dans les principales villes du pays. Au même moment, le président Moussa Traoré a déclaré, dans une interview accordée à la radio France-Info, qu'il ne démissionnerait pas. Il a affirmé que les troubles des trois derniers jours n'avaient fait que 27 morts. A la journaliste qui lui demandait s'il allait se démettre, comme le demande l'opposition, il a répondu : « Je ne le ferai pas. Je ne démissionnerai pas, mon gouvernement ne démissionnera pas, parce que je ne suis pas l'ennemi de la seule opposition, je suis l'ennemi du peuple malien. » Prié de dire s'il était prêt à

instaurer le multipartisme, il a ajouté : « Je n'ai pas à refuser ou à accepter le multipartisme. Ça n'est pas mon problème à moi. Mon problème, c'est de laisser le libre choix à notre peuple. C'est tout. » Lundi matin, 24 décrets politiques ont été libérés, a indiqué M. Drissa Traoré, bâtonnier de l'ordre des avocats. (AFP.)

Arrivé au pouvoir par les armes en novembre 1968, le général Moussa Traoré est, à seulement cinquante-cinq ans, l'un des plus jeunes chefs d'Etat du continent noir. C'est aussi l'un des moins imaginatifs, n'ayant jamais eu le courage politique pour vertu première. Pour survivre, son régime - à bout de souffle - ne connaît qu'une méthode : la force.

## L'usure d'un autocrate au pouvoir depuis plus de vingt-deux ans

L'ancien fils de paysan devenu enfant de troupe, puis professeur à l'école interarmes de Kati, avant de renverser le président Modibo Keita - discrédité par son expérience socialiste autoritaire et désastreuse - n'a jamais vraiment été à la hauteur des espérances que lui avait semées en promettant de « donner la parole au peuple ».

Le fait qu'il préside aux destinées d'un des pays les plus pauvres du monde n'a pas empêché M. Moussa Traoré de laisser, au fil des ans, se développer dans son entourage les malversations et les trafics en tous genres. Périodiquement, le président malien déclarait la guerre à la corruption, mais ses vertueuses mots d'ordre demeuraient le plus souvent lettre morte.

Si elle est la marque d'un régime aux abois, la sanglante répression de ces derniers jours ne peut surprendre tout à fait. Car M. Moussa Traoré a toujours eu tendance à user de la manière forte, notamment contre les syndicalistes et les

étudiants qui, plus fortement politisés qu'ailleurs, entretiennent une agitation sporadique et réclament sa démission depuis de longues années.

### Des bagues perdus dans les sables

La situation des droits de l'homme au Mali a toujours laissé à désirer. Amnesty international dénonçait régulièrement les « traitements cruels » infligés aux prisonniers, tant politiques que de droit commun, dans les garnisons sahariennes de Kidal et Touadieni, véritables bagues naturelles perdus dans les sables.

Le vent de la démocratisation n'a guère soufflé sur Bamako. Les appels à la libéralisation politique, venus notamment de Paris, n'ont pas semblé ébranler un président autocrate, pour qui l'immobilisme sort de doctrine, et qui avait réussi en 1979 le tour de force d'être réélu avec la totalité des suffrages populaires moins huit voix.

Aujourd'hui, M. Moussa Traoré promet de mettre l'avènement du multipartisme à l'ordre du jour du prochain congrès du parti unique. Mais cette promesse, entachée de sang, n'est-elle pas trop tardive pour convaincre ?

J.-P. L.

## De nombreux enfants parmi les victimes des affrontements

Ce n'est que dans quelques temps que l'on pourra faire le bilan des affrontements entre les manifestants et l'armée malienne, mais on sait déjà que de nombreux enfants figurent parmi les victimes. Tués par balles ou brûlés vifs.

Pourtant, le Mali a été l'un des premiers pays à ratifier la Convention internationale des droits de l'enfant. Le président Moussa Traoré partage, avec le premier ministre canadien, la présidence du sommet des enfants aux Nations unies, à New-York, en septembre dernier. Que sont devenues les déclarations ronflantes du président malien en faveur de l'enfance ? « Que veulent les enfants ? D'abord l'amour, ainsi que la paix et la sécurité sans laquelle rien ne peut se faire. Ensuite la préservation de leurs droits, et enfin, la justice, l'équité et un environnement sain dans lequel ils peuvent s'épanouir », affirmait-il encore récemment.

Il y a décidément bien loin de

la parole aux actes. On ne peut s'empêcher de rappeler la mise en garde du président tchécoslovaque Václav Havel, lors du sommet de l'enfance : « La Convention internationale des droits de l'enfant devrait interdire aux parents et aux adultes en général de mentir et d'interdire aux meurtriers et dictateurs de caresser la tête des enfants ».

Ch. Ch.

BÉNIN : selon des résultats partiels de l'élection présidentielle

## Le premier ministre, M. Soglo devance largement le président Kérékou

Le premier ministre Nicéphore Soglo paraissait, lundi 25 mars en fin de matinée, assuré d'être élu président du Bénin en recueillant, selon des résultats encore partiels, 63,96 % des suffrages, contre 36,04 % au président sortant Mathieu Kérékou. Ces résultats portaient sur plus de 75 % des quelque deux millions d'électeurs inscrits.

Comme au premier tour, chacun des deux candidats l'a emporté nettement dans sa région. M. Kérékou dans les départements du Nord (Atacora et Borgou) et M. Soglo dans les quatre départements du sud. Le scrutin a été marqué par des violences ethniques à Parakou (450 kilomètres

au nord de Cotonou) qui ont fait au moins un mort et plusieurs dizaines de blessés. Il y a également eu des incidents à Natitingou (750 kilomètres au nord de la capitale). Des hommes en possession d'armes blanches ont attaqué des électeurs du Sud qu'ils suspectaient d'avoir voté pour M. Soglo. A Parakou, le couvre-feu a été instauré dimanche.

Cette élection est le dernier épisode de retour à un Etat de droit au Bénin, dirigé pendant dix-sept ans par le général Kérékou qui, selon ses résultats, serait, en Afrique, le premier responsable d'un coup d'Etat militaire à échouer dans une élection démocratique. (AFP.)

ALGERIE : la préparation du prochain scrutin législatif

## L'opposition dénonce le nouveau projet de loi électorale

En parlant de « démocratie de façade », les dirigeants islamistes et de plusieurs autres partis de l'opposition algérienne ont dénoncé, dimanche 24 mars, le projet de loi électorale qui vient d'être présenté et qui définit les conditions du prochain scrutin législatif.

Pour la première fois depuis l'indépendance en 1962, les Algériens seront appelés cette année à élire leurs députés dans un cadre pluraliste et non plus sous le régime du parti unique, le Front de libération nationale (FLN). La date de la consultation n'a pas été fixée, mais est prévue d'ici la fin du premier semestre et pourrait se situer en juin. La nouvelle loi avait été présentée vendredi par le président Chadli Bendjedid aux chefs de l'opposition et à l'Assemblée nationale. Huit partis de diverses tendances, regroupés notamment autour de l'ancien président Abdelkader Ben Bella et l'ex-premier ministre Kaddi Merbah, l'ont sévèrement critiquée. Ils ont estimé qu'elle visait à « reconstruire une équipe homogène minoritaire qui refuse obstinément de faire la moindre concession à la démocratie ». Ils affirment avoir été écartés des discussions sur la préparation du texte et le découpage des circonscriptions électorales.

Le Front islamique du salut (FIS), vainqueur des élections municipales et départementales de juin 1990, a exprimé la même amertume. Pour M. Abassi Madani, chef de file du FIS, le projet est « une injustice et

une supercherie. (...) Le régime a uniquement cherché à multiplier les obstacles pour les partis, notamment le FIS ». Le texte prévoit un système proche de celui qui connaît la France, le scrutin majoritaire uninominal à deux tours. Si aucun candidat n'a obtenu la majorité absolue au premier tour, les trois candidats les mieux placés restent en lice pour le second tour, qui doit avoir lieu dans les trois semaines suivantes. Le projet interdit la propagande électorale dans les mosquées et prévoit 502 sièges contre 290 dans l'actuelle Assemblée. L'opposition critique le découpage électoral et insiste sur la disparité de représentation entre zones urbaines et zones rurales, ces dernières paraissant devoir être « largement sur-représentées » par rapport à leur poids démographique.

D'autre part, la presse algérienne a condamné sévèrement, dimanche, les incidents provoqués les jours précédents, à Alger et dans d'autres grandes villes, par des extrémistes islamistes opposés à la tenue de concerts pendant le mois sacré du Ramadan. Des groupes intégristes avaient interrompu par la violence, samedi, un récital de musique « chaabi » (populaire), à Alger, dans un quartier situé entre ceux de Belcourt et d'El-Madania, dont les mairies sont contrôlées par le FIS. Les affrontements ont fait quatorze blessés, dont deux graves. (AFP, Reuters.)

## « On ira jusqu'au bout ! »

BAMAKO  
de notre envoyée spéciale

« Si j'ai peur ? ... » L'homme écarte la question d'un revers de la main, comme s'il s'agissait d'une mouche. « Ah non, c'est terminé ! On n'a plus peur de rien. On ira jusqu'au bout, jusqu'à ce que Moussa s'en aille », lâche-t-il d'une voix assurée. Sur le bord de la route qui traverse le quartier semi-résidentiel de Badala, au sud de Bamako, les vendeuses de légumes ont repris place à l'ombre des manguiers. Un peu plus loin, debout près d'une vieille moto, des gamins se partagent tranquillement une cigarette. N'étaient les carcasses noircies de cinq ou six poids lourds - dont une, abandonnée, au beau milieu de la chaussée, et que les automobilistes contournaient prestement, sans même ralentir, - on n'imaginait pas la capitale malienne aux portes du chaos.

Pourtant, malgré le calme apparent de cette fin d'après-midi, les trois hôpitaux de la ville n'ont pas désempli depuis trois jours. Selon les informations données, dimanche 24 mars, dans la soirée, par la radio nationale, le bilan des émeutes serait de trente-quatre morts et cent quarante et un blessés. De sources officielles, on estime le nombre probable de tués à environ cent cinquante et celui des blessés - « essentiellement par balles ou éclats de grenades » - à quelque trois cents. La Croix-Rouge internationale s'apprête à recevoir plusieurs centaines de kilos de matériel médical d'urgence et 3 tonnes de médicaments, financés par la CEE.

Selon l'opposition, les forces de sécurité auraient procédé à de très nombreuses arrestations. Plusieurs militants, dont M. Brama Baredou et M. Bir-tou Maiga, membres du Comité national d'initiative démocratique (CNID), ont ainsi disparu, enlevés en pleine nuit à leur domicile « par des policiers en uniforme et des types en civil ».

« Il y a trop de morts et trop d'atrocités pour que les gens s'arrêtent maintenant en chemin. Au rythme où vont les choses, je ne donne pas plus de

trois ou quatre jours au régime pour être balayé », prédit un habitant de la capitale.

La communauté française - qui, à aucun moment, n'a été la cible des émeutiers - a reçu pour consigne de limiter au strict minimum ses déplacements en ville. A vrai dire, la fermeture des écoles, fin janvier, au lendemain des premiers affrontements de rues, avait déjà incité nombre de mères de famille françaises et leurs enfants à quitter le pays. Celles qui restaient ont quitté Bamako dimanche soir par un vol régulier d'UTA.

« Le problème, c'est que, désormais, ni le gouvernement, ni l'opposition ne contrôlent vraiment leurs troupes », affirme un membre d'une organisation humanitaire. Ainsi, raconte-t-il, on a vu dimanche matin, dans le centre de Bamako, des militaires fonçant à bord d'un camion et « arrosant à l'aveuglette tout ce qui bougeait sur leur passage ». Pendant ce temps, des bandes de jeunes casseurs s'en prenaient, sans raison apparente, à une usine de vélocitateurs, à laquelle ils ont fini par mettre le feu.

### Mot d'ordre de grève illimitée

Le discours prononcé dimanche soir par le président Moussa Traoré, promettant que « la question du multipartisme » serait « étudiée » lors du prochain congrès de l'Union démocratique du peuple malien (UDPM, parti unique au pouvoir), censé s'ouvrir jeudi 28 mars à Bamako, ne semble pas devoir calmer les esprits. L'amorce de dialogue esquissée dimanche avec l'opposition n'a pas empêché cette dernière de maintenir son mot d'ordre de grève illimitée à partir de lundi. Le programme de l'opposition, qui regroupe notamment les militants du CNID et ceux de l'Association pour la démocratie au Mali (ADEMA), ne souffre guère de compromis. Le texte exige, en effet, « la démission de Moussa Traoré et de son gouvernement, la dissolution de l'Assemblée nationale et la constitution d'un comité de salut public chargé de gérer la transition vers la démocratie ».

CATHERINE SIMON

AFRIQUE DU SUD : regain de violence dans la région de Johannesburg

## Des heurts entre groupes noirs rivaux et avec la police ont fait au moins 35 morts

JOHANNESBURG  
de notre correspondant

Au moins trente-cinq personnes ont été tuées, au cours du week-end, dans la région de Johannesburg. A Daveyton, près de Benoni, douze personnes ont trouvé la mort au cours d'un affrontement entre deux cent cinquante militants du Congrès national africain (ANC) et une cinquantaine de policiers. Les premiers s'étaient apparemment regroupés à proximité d'un stade où avait lieu un rassemblement de l'Inkatha, le parti rival de l'ANC et à dominante zouloue, du chef Mangosuthu Buthelezi. Les policiers étaient là, semble-t-il, pour éviter tout débordement et obtenir la dispersion des militants de l'ANC dont la manifestation n'avait pas été autorisée.

Selon un porte-parole des forces de l'ordre, un sergent aurait été happé par la foule et battu à mort. Les policiers ont alors tiré pour tenter de dégager leur collègue. L'ANC, qui ne

croit pas à la provocation, estime qu'il s'agit d'une action criminelle s'inscrivant parmi les plus massives que ce pays ait jamais connues. L'ANC demande la constitution d'une commission d'enquête indépendante et exige « la suspension immédiate de tous les policiers impliqués dans la tuerie ». Dans la soirée de dimanche, le chef de la police, le général Johan van der Merwe, a annoncé la création d'un département spécial chargé d'enquêter précisément sur ce qui s'était passé dans la journée.

Dans les ghettos noirs d'Alexandria et de Tembisa, où plusieurs dizaines de personnes ont été tuées au cours des dernières semaines, dix-sept personnes ont été victimes de violences entre vendredi et dimanche soir. Six autres personnes sont mortes au cours d'une attaque lancée par cinq hommes armés de fusils d'assaut contre les installations d'une mine d'or où des groupes rivaux sont réputés cohabiter.

FRÉDÉRIC FRITSCHER

### EN BREF

■ DJIBOUTI : condamnation à mort de l'auteur d'un attentat à la bombe. - La cour criminelle de Djibouti a, dimanche 24 mars, condamné à la peine capitale Adouani Hamouda Ben Hassan, un Tunisien accusé d'être l'auteur d'un attentat à la bombe qui avait tué douze personnes en mars 1987. Cinq Français - un coopérant et quatre militaires - étaient au nombre des victimes de l'explosion, qui avait eu lieu dans un café, en plein centre de Djibouti. L'accusé avait déclaré agir pour le compte d'une organisation palestinienne. (AFP.)

■ NIGER : manifestation de plusieurs partis politiques à Niamey. - Quelques deux mille personnes ont, samedi 23 mars, manifesté - sans incident - dans les rues de Niamey, à l'appel de douze des quinze partis politiques provisoirement reconnus depuis novembre dernier. Ces formations protestaient notamment contre le fait que le Mouvement national pour la société de développement (MNSD, parti au pouvoir) est seul chargé de l'organisation de la conférence nationale, prévue en mai, et contre l'impossibilité d'accéder aux médias officiels. (AFP.)

## POINTS ESSAIS

Françoise Dolto Séminaire de psychanalyse d'enfants - 3 volumes	Roland Barthes L'aventure sémiologique
Jacques Lacan Le Séminaire tome XI Les quatre concepts fondamentaux de la psychanalyse	Pierre Ancelet Les sociologies contemporaines
Claude Bourdieu Chantal Thomas Don Juan ou Pavlov	Michel Crouzet État moderne État moderne

EDITIONS DU SEUIL

## PROCHE-ORIENT

ISRAËL : à la suite d'expulsions de Palestiniens

### La lune de miel entre Washington et Jérusalem semble prendre fin

JÉRUSALEM

de notre envoyé spécial

Les expulsions d'activistes palestiniens qui reprennent, la colonisation de la Cisjordanie occupée qui se poursuit, à en juger par ces développements, le « nouvel état d'esprit » espéré par Washington pour construire la paix dans la région éprouve quelques difficultés. Ainsi, la visite en Israël de deux semaines après la visite de M. James Baker dans la capitale, les journaux locaux remarquent qu'on ne parle déjà plus de l'éventuelle visite du président George Bush dans le pays, et certains vont jusqu'à prédire que « la lune de miel entre Washington et Jérusalem est déjà sur le point de prendre fin ». L'annonce, dimanche 24 mars par l'armée, de l'expulsion vers le Liban de quatre jeunes activistes palestiniens de la bande de Gaza n'améliorera pas le climat avec les États-Unis.

Le département d'État américain a toujours jugé ce genre de mesures contraires aux lois internationales, et il n'y a pas de raison pour qu'il change d'avis. En trente-neuf mois d'intifada, soixante-deux Palestiniens ont été expulsés de leur sol natal par Israël, mais à la demande de Washington justement, ce genre de mesures avaient été suspendues pendant près de dix-huit mois jusqu'en décembre dernier. C'est alors que des banissements avaient été prononcés et rapidement exécutés contre des militants du groupe islamique Hamas. Les services de sécurité ayant fait savoir que ce type de rétorsion pouvait se révéler très efficace dans la lutte contre l'intifada, des ministres en exercice, dont l'ancien patron de la défense M. Ariel Sharon, réclamaient aujourd'hui la multiplication des expulsions contre « tous les activistes et les agitateurs palestiniens » connus.

#### Accélération de l'immigration soviétique

La mesure annoncée pendant le week-end vise cette fois des militants du Fath de Yasser Arafat présentés comme des organisateurs de l'agitation. Comme naguère à de lourdes peines de prison pour divers sabotages et attaques à main armée contre les troupes de Tshahal, trois d'entre eux avaient été échangés en 1985 contre des soldats israéliens retenus prisonniers par le PLFP. Le commandement général d'Ahmad Jibril, les quatre expulsés ont décidé d'interdire l'accès à la Cour suprême d'Israël, mais leurs avocats savent qu'ils ont peu de chance d'être entendus. Verdict final d'ici trois ou quatre semaines, l'armée ayant demandé et obtenu dans le passé que les procédures soient accélérées.

Autre décision israélienne qui ne risque pas d'alléger l'atmosphère entre Jérusalem et Washington : l'annonce, à la veille du week-end, de la construction dans les deux ans, de treize mille nouveaux logements pour les colons en Cisjordanie occupée. Le ministre en charge, M. Ariel

Sharon, a reconnu qu'il s'agissait d'une forte « accélération » des programmes de construction, décision prise, a-t-il ajouté, en raison de « difficultés politiques » en perspective. M. Sharon n'a pas voulu préciser sa pensée, mais on se souvient ici qu'il y a tout juste quelques semaines le premier ministre, M. Shamir, avait fait savoir aux Américains que son gouvernement n'avait pas de plan particulier pour accélérer la colonisation des territoires.

C'est notamment à la suite de cette assurance que Washington, après avoir traîné les pieds pendant plus d'un an, avait accepté, le 20 février dernier, de garantir au nom de l'État juif, 400 millions de dollars d'emprunt visant à financer des logements pour les émigrés soviétiques à condition qu'ils soient installés à l'intérieur des frontières d'Israël. Interrogé sur ce point, M. Yossi Alhineir, l'un des plus proches conseillers de M. Shamir, a énoncé vendredi au *Jerusalem Post* que « les juifs ont le droit de vivre en Judée et Samarie » et que le gouvernement continuerait de bâtir « dans les territoires occupés à Tel-Aviv », ne serait-ce que pour faire face à « l'accroissement naturel de la population ». Selon lui, ces constructions nouvelles dans les territoires occupés « n'ont rien à voir avec l'immigration soviétique », qui, il est vrai, se fixe pour l'essentiel à l'intérieur des frontières d'avant 1967.

Reste cependant à s'entendre sur le sens des mots, et c'est tout le problème soulevé à la veille du week-end par un rapport rendu public à Washington par le département d'État. Contrairement à ce que les autorités israéliennes annoncent, laissent entendre ses auteurs, le nombre de juifs soviétiques établis à l'intérieur des territoires occupés croît au rythme de 10 % l'an et ils représentent 4 % des nouveaux arrivants de 1990, soit pas 1 % comme on le prétend à Jérusalem. Explication néoconservatrice de cette controverse : le gouvernement américain considère que la partie orientale de Jérusalem conquise en 1967 et annexée par la suite fait partie, avec le plateau du Golan, des « territoires occupés ».

Les autorités israéliennes estiment, elles, que ces deux régions leur appartiennent, et elles n'incluent donc pas leurs nouveaux habitants juifs dans ces statistiques globales sur les « territoires ». Or, selon Washington, qui publie ainsi pour la première fois le calcul de ses experts, outre les cent vingt mille juifs établis aujourd'hui dans l'est de la capitale, deux cent vingt mille autres vivent dans les « zones arabes occupées » : quatre-vingt-dix mille en Cisjordanie (+45 % en six ans), trois mille dans la bande de Gaza et deux cent mille immigrés sont arrivés d'URSS en 1989 et 1990. Malgré la guerre du Golfe et les masques à gaz, vingt-cinq mille autres ont atterri en Israël pendant les deux premiers mois de cette année.

PATRICE CLAUDE

#### LIBAN

Le général Aoun, pour quelques millions de dollars...

BEYROUTH

de notre correspondant

« Toute affaire a une fin. Que le général Aoun restitue les 32 millions de dollars et son cas sera réglé. Il représente un courant populaire et pourrait, dans deux ou trois ans, revenir pour exercer une activité politique et même briguer la présidence de la République » : en faisant cette déclaration, dimanche 24 mars, le premier ministre libanais, M. Omar Karamé, a confirmé que l'affaire Aoun approche peut-être de son dénouement.

Reste que le général, réfugié depuis sa déroute du 13 octobre 1990 à l'ambassade de France avec trois officiers – un aide de camp et les deux partenaires de son passage au pouvoir, les généraux Maalouf et Abou Jamra, – refuse cette restitution, considérant que les fonds litigieux lui ont été versés à titre personnel par ses partisans pour soutenir son action et non en qualité de chef du gouvernement pour alimenter les caisses de l'État.

LUCIEN GEORGE

#### LE LIVRE DU JOUR MARABOUT

15 minutes par jour pour apprendre l'anglais



## LES SUITES DE LA GUERRE DU GOLFE

Koweït

### La réouverture des banques marque un premier pas vers une difficile normalisation

Difficile retour à la normale au Koweït : les banques viennent d'entrouvrir leurs portes mais les queues et les pénuries sont la règle. Enfin l'amorce d'une démocratisation dans la vie quotidienne semble plus chaotique encore que le retour de l'eau et de l'électricité.

KOWEÏT-VILLE

de notre envoyé spécial

Les Koweïtiens sont désormais contraints de faire la queue en toutes circonstances, et, dans tous les quartiers de la ville ce ne sont plus que files interminables, l'essence, le gaz, le pain, la nourriture, l'eau, distribués gratuitement certes, mais au prix de longues heures d'attente. Dimanche 24 mars, de nouvelles files se sont constituées, cette fois devant les cinquante agences bancaires réouvertes pour la première fois.

Dans le quartier des affaires, aux élégants immeubles aujourd'hui déserts et comme abandonnés, cette brusque animation à quelque chose d'irréaliste. Pourtant, c'est à cette agence, celle de M. Fahad Al Nashmi, jeune Koweïtien employé à la Compagnie du pétrole, est arrivé pour ne pas rater l'ouverture des guichets prévue à 10 heures. Comme tout le monde, il a hâte d'échanger ses anciens billets contre les nouveaux, et de recevoir les 500 dinars promis par le gouvernement aux seuls Koweïtiens restés pendant l'occupation. Sur ce dernier point, nouvelle déception, car ce n'est pas cette fois que la banque les délivrera : il n'y a pas assez de billets disponibles.

Mais Fahad Al Nashmi a une autre déconvenue. Sur les murs de la banque, clairement apposés sur de grandes affiches en couleurs, figurent les numéros des billets qui ne seront pas repris, car ils ont été authentifiés comme faisant partie des 350 millions de dinars koweïtiens volés par les Irakiens dès le début de l'invasion. Sur sa liste, bien rangée, Fahad, compte ainsi 500 dinars, « un argent mort ».

dit-il. Il a aussi, comme tous les Koweïtiens demeurés au pays, des dinars irakiens, – 2 500, dit-il, – qui ne seront, bien sûr, pas repris non plus.

Pour lui, salarié, ce n'est pas très grave, car le gouvernement koweïtien ayant ordonné l'annulation de toutes les opérations bancaires effectuées pendant l'occupation et le retour à l'état des comptes au 1<sup>er</sup> août, ces retraits ne lui enlèvent rien. Ce n'est pas le cas en revanche pour Ahmad Behbahani, commerçant, qui sort d'une mallette d'énormes liasses de coupures, sa recette de six mois. S'il a bien 6 500 vrais dinars que la banque va lui échanger, il évalue à 4 500 dinars volés et 2 000 dinars irakiens, l'argent « perdu » sur ses recettes.

#### Les employés s'éclaircissent à la bougie

Pour ce premier jour de réouverture, les banques ne font que procéder, avec l'échange des billets, à la remise à jour des comptes. « Pour la question de change, de transfert, explique M. Hicham Sultan, directeur de cette agence de la Gulf Bank. Les ordinateurs ne fonctionnent pas, les communications sont inexistantes et beaucoup de personnel manque ». Ici on a rassemblé cinquante employés appartenant soit à cette agence, soit à d'autres établissements, mais qui se trouvaient sur place. « Nous avons déjà un plan pour faire revenir du personnel », explique toutefois M. Hicham Sultan, qui affirme attendre pour la soirée un charter venant de Dohaï et ramenant les ingénieurs chargés de revoir les ordinateurs.

Dans le hall de marbre immaculé, et qui n'a visiblement pas été touché, « j'ai retrouvé sur mon bureau le journal daté du 1<sup>er</sup> août, date de mon départ du Koweït », dit ce directeur. L'électricité fournie même aux employés un travail plus efficace et le fonctionnement des machines à compter les billets.

Hawalli, l'agence de la banque Al Ahli, est moins privilégiée. C'est

à la bougie que s'éclairaient les employés qui tournent précautionneusement les pages de grands livres pour retrouver les comptes de leurs clients. « Ici tout s'effectue à la main et dans la demi-obscurité, ce qui ne facilite pas les choses. On compte un par un des billets. Dans cette agence expliquée Leila. Dans cette agence qui regroupe dans sa clientèle près de 75 % de Palestiniens – c'est leur quartier, – à 1 heure de l'après-midi, trois cents clients ont pu être servis par une vingtaine d'employés présents. Malgré le Ramadan, les guichets resteront ouverts jusqu'à 15 heures, au lieu de midi en cette période de jeûne.

La bonne nouvelle pour les Koweïtiens a toutefois été le maintien au taux d'avant l'invasion de la parité du dinar par rapport au dollar, soit 1 dollar égal 3,478 dinars. Une décision plus politique qu'économique, compte tenu de l'état de l'économie koweïtienne. La réouverture des banques, limitée volontairement par la Banque centrale à une cinquantaine d'agences, qui est allée de pair avec la reprise samedi des programmes de la première chaîne de télévision koweïtienne, remise en route par Thomson, constitue un premier pas vers le retour à une normalisation.

#### Permettre un libre exercice de la démocratie

Sans gouvernement depuis mercredi dernier à l'aube, ce n'est que samedi que l'émir a chargé officiellement le prince héritier, cheikh Saïd, de constituer la nouvelle équipe. Une décision qui va à l'encontre d'une des revendications de l'opposition démocratique, qui dans un communiqué demandait que le premier ministre soit choisi hors de la famille Al Sabah. Un précédent pour le Koweït où le poste a toujours été occupé par le prince héritier, et qui aurait eu des conséquences dans toutes les monarchies du Golfe où cette fonction, quand elle existe, est toujours détenue par un membre éminent de la famille régnante.

Porte-parole du Forum démocratique

Mohammad Al-Nibari justifiait notamment cette revendication par la volonté de permettre un libre exercice de la démocratie. « Nous voulons pouvoir critiquer la politique du pays sans être accusés de vouloir changer le régime des Al Sabah », nous a-t-il nettement affirmé. « Il est difficile de censurer le futur par exemple, avoir comme premier ministre le prince héritier tend à renforcer les pouvoirs du cabinet, presque totalement constitué des membres importants de la famille princière. »

Outre cette revendication qui donc n'a pas été retenue par l'émir et qui, comme l'affirment un certain nombre de ressortissants koweïtiens, était quelque peu « irréaliste », le Forum démocratique demande aussi « le renvoi de tous les ministres du cabinet dissimulaire qui se sont montrés incompétents dans la défense du pays, la constitution d'un gouvernement d'unité nationale qui représente toutes les forces politiques, et dont la compétence et l'honnêteté soient hors de pair ». Ce gouvernement, ajoutent les opposants, devrait avoir comme tâche, « à part la reconstruction, la préparation du pays à une nouvelle vie parlementaire basée sur la Constitution de 1962. Il est impératif, affirment-ils, que le Parlement de 1985 soit convoqué immédiatement pour fixer la date des élections législatives ».

Si toutes ces demandes ont peu de chances d'aboutir, on n'exclut pas toutefois que le premier ministre, conscient de la gravité de la situation que lui brossent quasiment tous ses interlocuteurs, cherche à introduire dans son cabinet quelques personnalités proches de l'opposition et qui sont demeurées sous l'occupation, et des technocrates compétents. Malgré l'urgence, la formation du gouvernement devrait donc attendre encore quelques jours.

FRANÇOISE CHIPAUX

#### La fin de la visite du président turc à Washington

### MM. Bush et Ozal réaffirment leur désir de voir respectée l'intégrité territoriale de l'Irak

WASHINGTON  
correspondance

Après s'être entretenu pendant quarante-huit heures à Camp David avec le président Turgut Ozal, le président Bush a formulé l'espoir, dimanche 24 mars, que les États-Unis seraient en mesure de manifester leur reconnaissance à la Turquie. En plus de crédits de 200 millions de dollars approuvés vendredi dernier par le Congrès pour compenser les pertes économiques subies par la Turquie pendant la crise du Golfe, le gouvernement américain envisage

d'accorder aux Turcs 282 millions de dollars supplémentaires pour leurs achats d'armes.

Les entretiens ont surtout été dominés par la situation en Irak et la nécessité d'en maintenir l'intégrité territoriale. A cet égard, le président Ozal, dans une interview à la chaîne CNN, a adressé un avertissement à la Syrie et à l'Iran les invitant à laisser l'Irak régler ses propres problèmes à l'abri des pressions de l'extérieur. De son côté, le président Bush, lors de sa conférence de presse, a déclaré qu'il valait mieux que tout le monde se tienne à l'écart et laisse le

peuple irakien décider ce qu'il veut. Le président Ozal a précisé également que ses récents contacts avec les leaders kurdes et irakiens étaient strictement « humanitaires ». « Pourriez-vous accepter un Etat kurde indépendant en Irak ? » A cette question le président turc a répondu fermement : « Non, j'ai déjà dit non ».

Le président Bush a indiqué de son côté que les relations entre les États-Unis et l'Irak ne « seront pas affectées par les changements au gouvernement à Bagdad », car c'est toujours Saddam Hussein qui « dirige le jeu » en Irak. Sans entrer dans les détails, le président américain a ensuite indiqué que la Turquie était appelée à jouer un rôle important au Proche-Orient et à apporter une contribution substantielle aux divers arrangements de sécurité ainsi qu'aux projets envisagés pour assurer la stabilité dans le Golfe.

Il est vraisemblable que le président turc a évoqué deux grands projets qui lui tiennent à cœur. L'un vise à créer une zone de coopération économique de la mer Noire, qui associerait la Bulgarie et la Roumanie et comprendrait l'Ukraine, la Moldavie, la Géorgie, l'Azerbaïdjan et l'Arménie. L'autre projet serait de créer un « pipeline pacifique » qui porterait l'eau des montagnes de Turquie à la Syrie et à la Jordanie, avec un embranchement sur le Koweït et l'Arabie saoudite. Le coût du projet serait de l'ordre de 16 milliards de dollars.

Le président Ozal a tenu à ses interlocuteurs américains un langage qui leur plaisait. S'affirmant un champion du libéralisme commercial, il souhaiterait un accord de libre-échange entre les États-Unis et la Turquie de même nature que celui existant déjà entre les États-Unis et le Canada et celui que les Américains espèrent conclure avec le Mexique. Enfin, le président turc souhaite toujours entrer dans la Communauté européenne, et le président Bush l'encourage dans cette voie.

H. P.

### Le roi Fahd ordonne aux médias saoudiens de cesser de répondre aux attaques de la presse arabe

Le roi Fahd a ordonné aux médias saoudiens de cesser, à partir de lundi 25 mars, de répondre aux attaques dirigées contre l'Arabie saoudite par les moyens d'information de certains pays arabes, a annoncé dimanche le ministre saoudien de l'information Ali Chaer.

M. Chaer, cité par l'agence saoudienne SPA, a indiqué que le souverain saoudien a « à l'occasion du Ramadan (mois du jeûne musulman), ordonné aux médias saoudiens de cesser de répondre » aux campagnes de presse antisauoudiennes dans « certains moyens d'information arabes ».

Le ministre saoudien, qui n'a pas précisé de quels pays relevaient ces derniers médias, a souhaité en retour l'arrêt des campagnes anti-sauoudiennes.

Toutefois, M. Chaer n'a pas indiqué s'il avait été précisément demandé aux médias saoudiens de s'abstenir ou non de répondre aux attaques de la presse irakienne. – (AFP)

Cinq officiers français décorés par le général Schwarzkopf. – Le général Norman Schwarzkopf, qui a commandé l'opération alliée « Tempête du désert » en Arabie saoudite, a remis aux généraux Michel Roquejeoffre et Tanneguy Le Pichon la médaille américaine de la Légion of Merit, la plus haute distinction accordée à des militaires étrangers par les États-Unis. Il a également décoré trois officiers : le colonel Marc Leman, le lieutenant-colonel Daniel Braga et le capitaine Henri Bunei de la Joint Service Achievement Medal. « Ce sont les troupes françaises qui ont le plus avancé en territoire irakien pendant l'offensive », a dit le général américain, en ajoutant que « les Français sont devenus de grands collègues militaires » par le travail d'équipe sur le terrain.

D'après le gte

### Les pilotes américains pour instruction les hélicoptères

Les pilotes américains qui s'entraînent dans le ciel de l'Irak ont reçu pour instruction de ne pas « aller à l'approche des forces irakiennes », a déclaré samedi 23 mars, le général Norman Schwarzkopf au cours d'un point de presse à Bagdad. Il a déclaré que depuis la mise en œuvre de l'opération « Tempête du désert », les forces alliées ne se sont pas vues irakiennes l'approche irakienne, mais les avions américains ont hélicoptères pour tenter de mater l'insurrection. « L'usage des hélicoptères en Irak est à l'usage des hélicoptères, mais depuis la réaction que nous avons eue l'autre jour, les services principaux des hélicoptères pour déplacer des troupes sur les champs de bataille », a-t-il dit, ajoutant : « Nous leur avons fait savoir très nettement que les hélicoptères ne devaient pas voler vers des zones ou près de nos forces, et ils ne le feront pas. Ce n'est pas demain la veille ».

#### La situation

est toujours tendue

De son côté, dans une interview publiée par le *Washington Post* le samedi, le général Colin Powell, chef d'état-major interarmées américain, a déclaré que les nouvelles guerres de l'Irak ne sont pas des dizaines de milliers de soldats américains de la région, même si en cas de le feu permanent, il a rapé le souhait du gouvernement

### Les États-Unis un PC permanent

Le « patron » de l'opération « Tempête du désert », le général Norman Schwarzkopf, a annoncé dimanche 24 mars, à Riyad, que les États-Unis veulent maintenant « le sol arabe » : des unités militaires permanentes et des bases militaires permanentes dans le Proche-Orient, notamment dans la région de l'Arabie saoudite, jusqu'à l'Arabie saoudite.

C'est la première fois qu'un tel responsable militaire américain donne ainsi du « crédit » à de rumeurs dont, dès le fin de l'opération, le monde international s'est fait écho.

A ce jour, les États-Unis ont tenté, pour l'instant, d'obtenir une double compensation. D'un côté, ils ont obtenu l'abandon des dépense de l'Arabie saoudite pour le PC, placé sous les ordres du général Schwarzkopf. D'un autre côté, ils ont obtenu que l'Arabie saoudite leur fournisse des bases militaires permanentes et des bases militaires permanentes dans le Proche-Orient, notamment dans la région de l'Arabie saoudite, jusqu'à l'Arabie saoudite.

Cette double compensation, indépendante de l'opération « Tempête du désert », a été obtenue par le général Schwarzkopf, qui a obtenu l'abandon des dépense de l'Arabie saoudite pour le PC, placé sous les ordres du général Schwarzkopf. D'un autre côté, ils ont obtenu que l'Arabie saoudite leur fournisse des bases militaires permanentes et des bases militaires permanentes dans le Proche-Orient, notamment dans la région de l'Arabie saoudite, jusqu'à l'Arabie saoudite.

Cette double compensation, indépendante de l'opération « Tempête du désert », a été obtenue par le général Schwarzkopf, qui a obtenu l'abandon des dépense de l'Arabie saoudite pour le PC, placé sous les ordres du général Schwarzkopf. D'un autre côté, ils ont obtenu que l'Arabie saoudite leur fournisse des bases militaires permanentes et des bases militaires permanentes dans le Proche-Orient, notamment dans la région de l'Arabie saoudite, jusqu'à l'Arabie saoudite.

Cette double compensation, indépendante de l'opération « Tempête du désert », a été obtenue par le général Schwarzkopf, qui a obtenu l'abandon des dépense de l'Arabie saoudite pour le PC, placé sous les ordres du général Schwarzkopf. D'un autre côté, ils ont obtenu que l'Arabie saoudite leur fournisse des bases militaires permanentes et des bases militaires permanentes dans le Proche-Orient, notamment dans la région de l'Arabie saoudite, jusqu'à l'Arabie saoudite.

Cette double compensation, indépendante de l'opération « Tempête du désert », a été obtenue par le général Schwarzkopf, qui a obtenu l'abandon des dépense de l'Arabie saoudite pour le PC, placé sous les ordres du général Schwarzkopf. D'un autre côté, ils ont obtenu que l'Arabie saoudite leur fournisse des bases militaires permanentes et des bases militaires permanentes dans le Proche-Orient, notamment dans la région de l'Arabie saoudite, jusqu'à l'Arabie saoudite.

Cette double compensation, indépendante de l'opération « Tempête du désert », a été obtenue par le général Schwarzkopf, qui a obtenu l'abandon des dépense de l'Arabie saoudite pour le PC, placé sous les ordres du général Schwarzkopf. D'un autre côté, ils ont obtenu que l'Arabie saoudite leur fournisse des bases militaires permanentes et des bases militaires permanentes dans le Proche-Orient, notamment dans la région de l'Arabie saoudite, jusqu'à l'Arabie saoudite.

سكوت (من لا يعلم)

## LES SUITES DE LA GUERRE DU GOLFE

D'après le général Schwarzkopf

### Les pilotes américains ont reçu pour instruction de ne pas abattre les hélicoptères irakiens

Les pilotes américains qui patrouillent dans le ciel de l'Irak ont reçu pour instruction de ne pas abattre les hélicoptères, à moins qu'ils n'appartiennent aux forces alliées, a déclaré samedi 23 mars, le général Norman Schwarzkopf au cours d'un point de presse à Ryad. Il a ajouté que depuis la rencontre de dimanche dernier entre les forces alliées et le commandement irakien l'armée irakienne avait eu moins recours aux hélicoptères pour tenter de mater l'insurrection. « L'usage des hélicoptères de combat a assez considérablement diminué depuis la réunion que nous avons eue l'autre jour. Ils se servent principalement des hélicoptères pour déplacer des troupes sur les champs de bataille », a-t-il dit, ajoutant : « Nous leur avons fait savoir très nettement que les hélicoptères ne devaient pas voler vers, au-dessus ou près de nos forces, et ils ne le feront pas. Ce n'est pas demain la veille. »

#### La situation est toujours confuse

De son côté, dans une interview publiée par le Washington Post de samedi, le général Colin Powell, le chef d'état-major interarmées américain, a déclaré que les insurrections qui déchirent l'Irak ne changent rien au fait que des dizaines de milliers de soldats américains de la région, même si un cessez-le-feu permanent n'est pas signé prochainement. Il a rappelé le souhait du gouvernement

de Washington de voir le président Saddam Hussein abandonner le pouvoir, mais a dit que l'Irak devait rester « un pays entier, afin de préserver au mieux les intérêts de la région ».

La situation sur le terrain demeure toujours confuse. Les informations des opposants, rapportées par la radio de Téhéran, faisant état de violents combats de rue dans Bagdad, « totalement encerclés par les Gardes républicains », n'ont pas été confirmées de source indépendante. Pas plus que les informations de Damas selon lesquelles un coup d'Etat militaire aurait été déjoué dans la capitale irakienne. Toujours selon les opposants, la rébellion aurait repris dans le Sud, notamment à Bassorah, où les hélicoptères irakiens auraient bombardé certains quartiers. Mais, selon des réfugiés au Koweït, « les forces gouvernementales semblent contrôler la quasi-totalité de la ville ». Pour Bagdad, cependant, la rébellion du Sud est presque entièrement matée, et le nouveau premier ministre irakien, M. Saadoun Hammadi, a effectué une visite dans plusieurs villes du sud de l'Irak pour y parler avec les autorités locales des tâches de la reconstruction. De son côté, M. Jalal Talabani, le chef de l'Union patriotique du Kurdistan, a déclaré dimanche que les Kurdes contrôlaient l'ensemble du Kurdistan, « y compris toutes les grandes villes à l'est du Tigre, à l'exception de Mossoul, qui est encore aux mains du gouvernement ». — (Reuters, AFP, AP)

### Les Etats-Unis planteront un PC permanent « sur le sol arabe »

Le « patron » de l'opération « Tempête du désert », le général Norman Schwarzkopf, a annoncé, dimanche 24 mars, à Ryad, que les Etats-Unis veulent maintenant « sur le sol arabe » des éléments d'un commandement militaire permanent. Il a ajouté que l'état-major principal des forces américaines pour le Proche-Orient resterait, néanmoins, basé à Tampa (Floride).

C'est la première fois qu'un haut responsable militaire américain donne ainsi du crédit à des rumeurs dont, dès la fin de l'année dernière, la presse internationale s'est fait l'écho.

A ce jour, les Etats-Unis maintiennent, pour l'action extérieure, une double organisation. D'une part, il existe une Force interarmées de déploiement rapide dont le PC, placé sous les ordres du général Schwarzkopf depuis 1988, est sur la base aérienne Mac Dill (à Tampa) et qui a formé l'ossature du dispositif « Tempête du désert » contre l'Irak, avec, en renfort, des détachements américains venus d'Allemagne. D'autre part, il existe, depuis la fin des années 40, un PC mobile pour le Moyen-Orient, qui est embarqué à bord d'une douzaine de navires de guerre croisant dans le Golfe ou en océan Indien, mais qui ne dispose pas de forces en propre, à l'exception de quelques unités de commandos de marines.

Cette double organisation est indépendante de l'assistance militaire (en conseillers et en matériels) que les armées américaines peuvent apporter à différents pays de la région. Le général Schwarzkopf n'a pas voulu préciser la nature exacte, le volume et le siège de ce commandement permanent américain qui serait stationné « sur le sol arabe ». L'un de ses proches a seulement indiqué qu'il s'agirait d'un PC chargé de préparer des

plans d'action et de garder des contacts avec les diverses organisations militaires de la zone moyen-orientale.

Selon des informations qui ont commencé à circuler à la fin de l'année dernière en Arabie saoudite, le projet des Etats-Unis pourrait concerner l'implantation permanente d'un état-major de quatre-vingts personnes détachées depuis le PC de Tampa. Il reste encore à négocier avec les Etats de la région qui le voudront les modalités de ce stationnement.

### Les camions Mercedes et les rampes de Scud

Mercedes-Benz a livré vingt-six camions à l'Irak bien que la firme allemande ait su qu'ils seraient utilisés pour tirer les rampes mobiles de lancement de ses missiles Scud, affirme l'hebdomadaire Der Spiegel dans son édition du lundi 25 mars.

Le magazine affirme également que la société française Marel, qui fabrique des berlines et des remorques, était également au courant de la destination des engins de transport, qu'elle a développés avec Mercedes, filiale du groupe Daimler-Benz. Les camions ont été livrés jusqu'au milieu de l'année 1989, soit avant l'embargo des Nations unies contre l'Irak.

Un porte-parole de Daimler-Benz, M. Matthias Kleinert, a démenti les affirmations du Spiegel en affirmant : « Nous n'avons ni produit ni livré des engins de

transports pour des fusées. » La semaine dernière, Daimler-Benz avait pourtant reconnu avoir signé, le 30 juillet 1988, un contrat pour la livraison de 26 camions avec la société irakienne State Organization for Technical Industries, mais avait souligné qu'il ignorait la destination de ces camions.

Selon Der Spiegel, les services d'espionnage allemand (BND) avaient indiqué au gouvernement que Mercedes-Benz avait sciemment occulté la véritable nature des livraisons pour obtenir les autorisations d'exportation nécessaires. Le parquet de Stuttgart avait mené, jeudi 14 mars, une vaste perquisition au siège de Mercedes et avait, dès le lendemain, ouvert plusieurs informations judiciaires contre des dirigeants de la firme, en particulier contre le président du directoire, M. Werner Niefer. — (AFP)

## M. Saddam Hussein a constitué un véritable cabinet de guerre civile

Le président Saddam Hussein avait promis le 16 mars, dans son premier discours public après la défaite, un gouvernement d'ouverture chargé notamment d'introduire des « réformes démocratiques » dans le pays. En fait, c'est un véritable cabinet de guerre civile qu'il vient de constituer, montrant une fois de plus qu'il est décidé à rester au pouvoir contre vents et marées.

La création du poste de premier ministre, qu'il a confié à l'un de ses fidèles, M. Saadoun Hammadi, qui a la réputation d'être un basiste modéré, ne met pas en cause sa position dominante au sein du pouvoir. Il cumule toujours les fonctions de président de la République, de président du Conseil de commandement de la révolution (CCR) — qui constitue la plus haute instance de l'Etat, — de secrétaire général du Baas et de commandant suprême de l'armée.

Déchargé désormais de ses fonctions de premier ministre dont la principale attribution sera la reconstruction du pays, M. Saadoun Hammadi consacra sans doute son temps et son énergie aux problèmes intérieurs de son pays : la répression du soulèvement kurde dans le sud, et de la rébellion kurde dans le nord. Dans cette tâche, il sera parfaitement secondé par son cousin, Ali Hassan Hammadi, le « boucher du Kurdistan » comme on l'appelle. Celui-ci conserve le poste de ministre de l'intérieur, qui lui a été confié il y a deux semaines pour mater l'insurrection, et sera aidé par son frère, le colonel Hussein Kamal Hassan, gendre du président, qui garde ses fonctions de ministre de l'industrialisation militaire et en cette qualité joue un rôle essentiel au sein des forces armées.

Le remaniement du gouvernement ne constitue pas seulement un moyen de consolider le pouvoir de Saddam Hussein, mais également une tentative pour donner au gouvernement une image plus modérée. Exemple : l'éviction du ministre de l'information et de la culture, M. Latif Nassif Jassam, de ministre mémoire et dont les propos irresponsables avaient largement contribué à rendre impopulaire la cause de l'Irak au cours de la crise du Golfe. La relative disgrâce de M. Tarek Aziz, qui tout en gardant son poste de vice-premier ministre, perd celui des affaires étrangères, pourrait éventuellement faciliter le rétablissement de relations normales avec le monde arabe et l'Occident.

M. Tarek Aziz n'avait fait qu'appliquer, à la lettre et non sans talent, la politique de M. Saddam Hussein qui avait tenu à faire de la diplomatie son domaine privé. Il semble ainsi assumer le rôle de bouc émissaire dans l'échec d'une politique, dont la pre-



### La composition du nouveau gouvernement

Le nouveau gouvernement irakien, présidé par M. Saadoun Hammadi, comprend dix-neuf ministres et quatre ministres d'Etat. Huit de ses membres seulement sont des technocrates, pour la plupart des technocrates, connus pour leur fidélité inconditionnelle au régime basiste, dont M. Abderrazak Kassem El Hachimi, ancien ambassadeur d'Irak à Paris.

Voici la liste du cabinet :

- Premier ministre : M. Saadoun Hammadi (ancien vice-premier ministre) ;
- Vice-premier ministre : M. Tarek Aziz (ancien vice-premier ministre et ministre des affaires étrangères) ;
- Vice-premier ministre : M. Mohammed Hamza Zoubaidi (ancien ministre des transports) ;
- Intérieur : M. Ali Hassan Al Majid (inchangé) ;
- Affaires étrangères : M. Ahmed Hussein El Khodair (nouveau) ;
- Agriculture et irrigation : M. Abdel Wahab Mahmoud Abdel Wahab El Sabbagh (inchangé) ;
- Wakfs et affaires religieuses : M. Abdallah Fadel Abbas (inchangé) ;
- Plan : M. Samal Majid Faraj (inchangé) ;
- Commerce : M. Mohamed Mehdi Saleh (inchangé) ;
- Industrie et industrialisation militaire, ministre du pétrole par

interim : colonel Hussein Kamel Hassan (inchangé) ;

- Défense : général Saadi To'ma Abbas (inchangé) ;
- Culture et information : M. Hamed Youssef Hammadi (nouveau) ;
- Justice : M. Chebib El Maliki (nouveau) ;
- Travail et affaires sociales : M. Oumid Medhat Moubarak (inchangé) ;
- Santé : M. Abdessalam Mohammad Saïd (inchangé) ;
- Habitat et construction : M. Mahmoud Diab El Ahmed (nouveau) ;
- Finances : M. Majid Abed Jaafar (nouveau) ;
- Enseignement supérieur et recherche scientifique : M. Abderrazak Kassem El Hachimi (nouveau) ;
- Education : M. Hikmat Abdallah El Baddal (nouveau) ;
- Transports et communications : M. Abdessattar Ahmed El Mattar El Ma'ni (nouveau) ;
- Ministre d'Etat pour les affaires militaires : général Abdel Jabbar Chachal (ancien ministre de la défense) ;
- Ministre d'Etat pour les affaires étrangères : M. Mohamed Saïd Kazem Sahhaf (inchangé) ;
- Ministre d'Etat pour les affaires pétrolières : M. Oussama Abderrazak Hammadi El Hiti (nouveau) ;
- Ministre d'Etat (sans portefeuille) : M. Erchad Zibari (inchangé).

Selon des sources américaines

### Le président irakien détiendrait des intérêts importants dans des firmes occidentales, dont Hachette

Selon la chaîne de télévision américaine CBS, le président Saddam Hussein détiendrait, à travers une série de sociétés écrans, d'importants intérêts dans des firmes occidentales. Citant les enquêtes menées pour le compte des autorités koweïtienes par l'agence privée de détectives Kroll, CBS indique en particulier que la société Montana, qui détiendrait 8,4 % de Hachette depuis 1989, fait partie de ces sociétés écrans. Se référant aux mêmes sources, la presse américaine avance que M. Saddam Hussein disposerait de plus de 2,4 milliards de dollars (environ 12,5 milliards de francs) placés dans une quarantaine de banques occidentales. Cet argent proviendrait en grande partie, selon ces sources, des dons demandés aux irakiens pendant la guerre avec l'Iran, ainsi que de dons du roi Fahd d'Arabie saoudite. Ces dons auraient été détournés par des

proches de M. Saddam Hussein, dont son demi-frère M. Barzan Al Takriti. Les proches et la famille de M. Saddam Hussein auraient également constitué ce « trésor de guerre » en rachetant à bas prix des lettres de crédit de l'Etat irakien.

Montana Management Inc est une société de droit panaméen. Elle détenait depuis 1981 environ 1 % de Hachette, avant de porter cette participation à 3 %, puis à 8,4 % en mars 1989 — un franchissement de seuil qui n'avait été signalé qu'en août 1989 aux autorités boursières françaises (le Monde, nos éditions des 15, 30 et 31 août 1989).

L'identité et les intentions de Montana Management — représentée par un avocat genevois M. Philippe de Boccard — avaient suscité des interrogations il y a deux ans. M. de Boccard se contentait d'affirmer que les actionnaires de Montana n'étaient « ni suisses ni français »,

refusant de confirmer ou d'infirmer une piste irakienne évoquée par la presse (le Monde du 30 août 1989). La direction de Hachette, pour sa part, déclarait « être parfaitement au courant des intentions de Montana », et n'être nullement inquiète puisque le capital de Hachette (détenu en majorité par la holding fermée Marlis) la mettait à l'abri d'une OPA.

Lundi 25 mars, la direction de Hachette faisait valoir que tout le monde peut acheter des actions de la société, cotée en bourse. Pour Hachette, « Montana Management est une société d'investisseurs institutionnels, dont nous ne connaissons pas les actionnaires. Elle est assimilable à un fonds commun de placement. De plus, elle ne peut jouer aucun rôle dans la gestion de l'entreprise, puisque Hachette est contrôlée par Marlis ».

## NEW YORK ALLER (RUOTETJ TE) AVEC TWA. 2995 F.

2995 F  
New York • Boston • Washington  
3700 F  
Miami • Tampa • Orlando  
Fort Lauderdale  
West Palm Beach • Fort Myers

Retour le 5 mai 1991 au plus tard. Tarifs soumis à des conditions particulières de vente et de transport. Prix sous réserve de modifications en fonction de la réglementation en vigueur.

A ce prix, la "Big Apple" se laisse croquer! Plus de 100 destinations TWA aux Etats-Unis vous sont offertes à des prix assez doux. Appelez dès maintenant votre agence de voyages ou TWA au 4720 6211 pour de plus amples informations.

**TWA**  
LE MEILLEUR DE L'AMÉRIQUE

## AMÉRIQUES

EL SALVADOR :  
résultats définitifs des élections législatives

## Le parti au pouvoir a perdu la majorité absolue à l'Assemblée nationale

Le parti au pouvoir au Salvador, l'ARENA (Alliance républicaine nationaliste, droite) a perdu, la majorité absolue à l'Assemblée nationale, à la suite des élections législatives du 10 mars.

Selon les résultats définitifs du scrutin rendus publics vendredi 22 mars, l'ARENA a obtenu 44,3 % des suffrages exprimés et aura trente-neuf des quatre-vingt-quatre sièges de la nouvelle Assem-

blée, qui doit entrer en session le 1<sup>er</sup> mai. Les démocrates-chrétiens, en seconde position, avec 28 % des voix, auront vingt-six sièges, l'alliance de gauche Convergence démocratique, avec 12,2 % des voix, aura huit sièges, un de moins que le parti conservateur Conciliation nationale, qui en aura neuf, bien qu'il n'ait obtenu que 9 % des suffrages. — (Reuter, AFP.)

## CUBA

## Le directeur d'une radio se réfugie aux États-Unis

Le directeur des programmes du premier réseau radiophonique cubain a annoncé qu'il s'était réfugié aux États-Unis en raison de la détérioration dramatique de la situation dans son pays. M. Romel Iglesias Gonzalez, quarante-sept ans, qui travaillait à Radio-Progresso depuis vingt-trois ans, est entré avec sa femme aux États-Unis avec un visa de touriste et compte demander prochainement l'asile politique. M. Romel Iglesias Gonzalez a laissé ses parents et ses filles à Cuba, mais il s'est dit

convaincu qu'il pourrait bientôt leur rendre librement visite. Pour une raison simple : « Le régime ne durera plus longtemps », a-t-il déclaré vendredi 22 mars. « Il est dans une phase de décadence terrible. Ce n'est pas une question de jours mais plutôt d'une année, pas beaucoup plus que ça ». M. Romel Iglesias est le deuxième Cubain à annoncer sa fuite aux États-Unis en moins de quarante-huit heures, après l'atterrissage en Floride, mercredi, d'un pilote de Mig-23 cubain. — (AP.)

Les représentants d'une dizaine de pays directement concernés par le sort des boat people vietnamiens devaient se réunir à Genève, lundi 25 et mardi 26 mars, pour reprendre le dossier des rapatriements « non volontaires » de réfugiés.

## BANGKOK

de notre correspondant

Près de cent dix mille Vietnamiens crouillent dans les camps de la région, qui sont souvent des prisons. Plus de cinquante deux mille sont internés à Hongkong. Les autres se répartissent entre la Thaïlande (quatorze mille), la Malaisie (près de quinze mille), l'Indonésie (vingt mille) et les Philippines (sept mille), sans compter une poignée à Singapour.

Les départs illégaux du Vietnam ont nettement décliné : 912 en janvier de cette année, contre 2 508 pendant la même période l'an dernier, selon Hanoi. Parallèlement, les départs légaux, organisés sous les auspices du Haut Commissariat pour les réfugiés de l'ONU (HCR)

avec le concours des autorités vietnamiennes, sont en nette augmentation : 57 300 en 1990, soit trois fois plus qu'en 1988.

Mais les pays de transit, comme ceux d'accueil définitif, entendent décourager toute reprise des fuites de Vietnamiens. Suivant l'exemple de Hongkong, une cinquantaine de pays ont adopté une distinction entre réfugiés politiques et migrants économiques, en juin 1989. Depuis cette date, les Vietnamiens qui ne peuvent pas justifier de persécutions politiques n'ont pas le droit de poser leur candidature à une installation dans des pays d'accueil définitif, en général occidentaux.

## Relancer la dissuasion

Les cas contestés ont abouti jusqu'ici au rejet d'une majorité des réfugiés, condamnés à être, d'une façon ou d'une autre, rapatriés. L'an dernier, le Vietnam, la Grande-Bretagne, Hongkong et le HCR s'étaient même entendus sur une troisième catégorie de rapatriements : entre les « volontaires » et les « non volontaires », on avait

introduit ceux « qui ne s'opposent pas » à un retour. Les rapatriements volontaires, organisés avec le concours du HCR et l'accord de Hanoi, n'ont cependant donné, pour l'instant, que de piètres résultats : fin février, un peu plus de huit mille Vietnamiens (dont sept mille en provenance de Hongkong) avaient ainsi regagné leur pays.

A l'initiative des Britanniques, une politique de rapatriements non volontaires avait été élaborée en juin 1989 à Genève, en dépit des réserves formulées à la fois par Hanoi et, pour des raisons humanitaires, par Washington. Mais les conditions dans lesquelles cinquante et un Vietnamiens ont été rapatriés de Hongkong en décembre 1989 ont soulevé un tel tollé que l'expérience ne s'est pas reproduite.

Il ne s'agit pas seulement, aujourd'hui, de voir comment pourrait être relancée cette politique qui ressemble fort à un habillage de rapatriements forcés, mais

aussi de prévenir une nouvelle vague de départs illégaux du Vietnam. Le mouvement s'est tari, notamment en 1990, puisque les camps de la région ne comptaient que trois mille pensionnaires de plus que l'année précédente.

Mais, alors que le Vietnam connaît une nouvelle crise sociale et économique, il s'agit de dissuader les éventuels candidats à la fuite en leur faisant savoir qu'aucun espoir de réinstallation à l'étranger ne leur est permis. La grande majorité de ceux qui se trouvent déjà dans des camps n'ont pas davantage d'illusions à se faire puisque tout relâchement à leur égard serait rapidement connu au Vietnam.

C'est ce qui explique les incidents qui ont lieu dans les camps de la région, les derniers en date s'étant déroulés, début mars, dans celui de Phanat-Nikhom en Thaïlande.

JEAN-CLAUDE POMONTI

## DIPLOMATIE

A Genève

## Nouvelle réunion sur le rapatriement « non volontaire » des réfugiés vietnamiens

## La préparation de la rencontre de Prague en juin

## MM. Havel et Mitterrand ont mis au point la liste des invités aux assises de la Confédération européenne

Le président tchécoslovaque, M. Václav Havel, et M. François Mitterrand ont réussi, samedi 23 mars à Paris, à mettre au point un compromis sur la participation de représentants non européens aux assises de la Confédération européenne, prévues à Prague du 12 au 14 juin prochain.

Organisées à l'initiative du président Mitterrand, qui en avait fait la proposition lors de sa visite à Prague en septembre 1990, ces assises doivent réunir quelque cent soixante personnalités de tous les pays d'Europe, « connues pour leur expérience politique, économique ou culturelle », mais non membres des gouvernements. Sélectionnées par la France et la Tchécoslovaquie, ces personnalités seront invitées conjointement par les présidents Mitterrand et Havel.

Un problème est cependant apparu, dans la phase préparatoire de ces assises, au sujet de la participation des Américains et des Soviétiques, a-t-on appris de source centre-européenne. La France avait d'emblée écarté les Américains, puisqu'il s'agit du concept de Confédération européenne cher à M. Mitterrand, ce qui n'avait pas manqué de provoquer quelques réactions d'irritation de la part des États-Unis, lesquels firent promptement valoir leur point de vue auprès des dirigeants de Prague. D'autant plus que, en revanche, Paris avait prévu d'inviter des Soviétiques en tant que tels,

alors que les Tchécoslovaques auraient préféré qu'ils ne fussent présents qu'en tant que représentants des Républiques européennes de l'URSS, et non pas comme représentants du « centre ».

## Des Baltes et des Ukrainiens

Ces divergences semblent avoir été aplanies par les deux chefs d'Etat co-organisateurs, au cours d'un déjeuner organisé samedi par l'Elysée, à la faveur d'une très brève escale à Paris de M. Havel, de retour de visites officielles à Bruxelles et à La Haye. Il a été finalement décidé que seraient invitées aux assises de Prague des « intellectuels » des pays membres de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), présidée par Jacques Attali, formule qui permet aux Américains d'être présents sans renier la spécificité européenne des assises.

Quant aux Soviétiques, devant le souci exprimé par M. Mitterrand de ne pas compliquer la tâche du président Gorbatchev, les Tchécoslovaques ont accepté une formule selon laquelle, « par hasard », ne seront pas seulement invités des Russes, mais aussi des Baltes, des Ukrainiens, et même « un Géorgien », nommé Edouard Chevardnadze...

SYLVIE KAUFFMANN

KGB  
CIA  
SJT

PARMI CES 3 SPÉCIALISTES  
DE L'INFORMATION, UN SEUL SE CONSACRE  
EXCLUSIVEMENT AU TÉLÉPHONE.

N'importe quel poste téléphonique permet désormais à tout un chacun d'accéder à une multitude de services vocaux regroupés sous l'appellation d'AudioteX.

SJT, leader européen de l'AudioteX avec plus de 400 millions d'appels traités, a développé à ce jour plus d'une centaine de services accessibles par téléphone pour le compte de chaînes de télévision, de banques, d'administrations, de stations de radio, d'agences de publicité, de quotidiens, etc.

Cette gamme de services s'étend de la consultation vocale automatisée des comptes bancaires à la prise de

commande d'articles vendus par correspondance en passant par la prévision météorologique régionalisée (36.65.12.3.4), l'information boursière en continu (36.65.10.03), les actualités en direct (36.65.10.00), les jeux promotionnels (36.65.33.33) ou encore les informations hippiques (36.65.11.11).

L'étendue et la complexité des technologies mises en œuvre (prononciation en temps réel, interactivité par pointeur vocal, reconnaissance de la parole, couponing vocal, etc.), permettent à SJT de répondre à toutes les demandes spécifiques des entreprises qui considèrent à juste titre le

téléphone comme un nouveau média. Pour en savoir plus n'hésitez pas à appeler Béatrice Duchazelle au (1) 4734.65.88.



le N° 1 de l'AudioteX

**EUROPEAN UNIVERSITY OF AMERICA**  
Member of the California Association of State Approved Colleges and Universities  
A.C.B.S.P.

1629 Pine Street at Van Ness • San Francisco, CA 94109

**MBA Master of Business Administration**  
UNIVERSITÉ A SAN FRANCISCO spécialisée en management international, associant une pédagogie active à l'expérience d'un projet personnel/professionnel : programme américain unique dans son concept, habilité à délivrer le :

**Master of Business Administration**  
with an emphasis in international management.

**Filière d'admission : 3<sup>e</sup> CYCLE**  
Diplômés de l'enseignement supérieur : Doctorats : sciences, lettres, droit, médecine, pharmacie - Ingénieurs - DEA - DESS - IEP - Grandes Ecoles - Titulaires de maîtrise.

Programme de 12 mois à San Francisco, modulé en fonction de votre formation initiale et de votre niveau d'anglais, conduisant au : M.B.A.

Informations et sélections : European University of America  
17/25, rue de Chaillet (métro Iéna) - 75116 Paris, (1) 40.70.11.71  
Communiqué par European University of America Member of CALSAC, A.C.B.S.P. • 1629 Pine Street at Van Ness • San Francisco, CA 94109  
Programmes associés en Europe et en Asie : Tai Ming, Hong Kong et aux USA : P&D

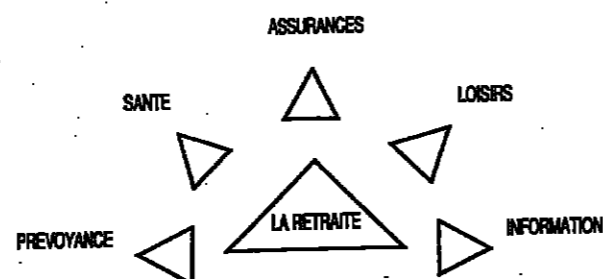
سكول من الامم

مركز من راصل

• Le Monde • Mardi 26 mars 1991 7

# GROUPE AGRR

## 2005, 2010, 2020, NOUS NE CRAIGNONS PAS LES RENDEZ-VOUS.



7,9 MILLIARDS DE FRANCS D'ENCAISSEMENTS.  
PLUS DE 300 000 ENTREPRISES CLIENTES.  
3 MILLIONS DE SALAIRES ET DE RETRAITES.  
1300 COLLABORATEURS AGRR DANS 45 VILLES EN FRANCE.

N° 1 de la retraite par  
répartition au sein de l'Arrco,  
l'AGRR a toujours exercé sa  
mission, loin des polémiques et  
dans le respect des principes

qui ont fait sa force et sa réussite depuis 40 ans : professionnalisme  
et solidarité. Quelle que soit l'évolution du contexte économique et  
financier, l'AGRR travaillera en toute sérénité et avec ses  
partenaires naturels à l'amélioration de la protection sociale des  
salariés et de leur famille. Grâce à son savoir faire et à la qualité de  
ses équipes, l'AGRR sera toujours en mesure de répondre aux  
attentes des futurs retraités. Elle s'y prépare en contribuant à la  
création d'emplois par l'aide qu'elle apporte quotidiennement aux  
entreprises nouvelles.

Au groupe AGRR, nous vivons tous les jours l'avenir solidaire.



groupe

PREMIER GROUPE INTERPROFESSIONNEL FRANCAIS DE RETRAITE ET DE PREVOYANCE COMPLEMENTAIRE.  
SIEGE SOCIAL : 37, BOULEVARD BRUNE - 75680 PARIS CEDEX 14 - TEL : (1) 43.95.50.50;

## NÉO ATLANTIQUE

## EUROPE

## URSS : l'enchevêtrement ossète

Le conflit meurtrier qui oppose ce petit peuple du Caucase à la Géorgie illustre le dramatique problème des nationalités

MOSCOU

de notre envoyé spécial

Cible d'attaques de plus en plus violente, de la presse communiste à l'approche du 28 mars, où doit s'ouvrir la session du Parlement russe appelée à le censurer, M. Boris Eltsine ne se contente pas de courir de meeting en meeting pour recevoir les applaudissements de ses partisans. En se rendant, vendredi 22 et samedi 23 mars en Ossétie et en y rencontrant le président géorgien, M. Zviad Gamsakhourdia, pour tenter de trouver avec lui une issue au conflit entre Ossètes et Géorgiens, il prend des risques politiques.

Les chances d'apaisement sont en effet minimes. Mais s'il obtenait ne serait-ce qu'une trêve, M. Eltsine et Gamsakhourdia auraient fait la preuve que les dirigeants républicains peuvent réussir là où le « centre » a échoué et peuvent donc établir de nouvelles relations entre les Républiques de l'URSS sans passer par M. Gorbatchev et son projet de nouveau traité.

Le problème ossète est sans doute moins spectaculaire que la question balte. Les Ossètes sont moins nombreux et moins connus à l'étranger. Il n'en reste pas moins que depuis le début des affrontements ethniques, cette année, plus de cinquante personnes ont été tuées, plus de deux cents ont été blessées, plus de vingt-cinq mille ont été déplacées. Les troupes soviétiques présentes dans la région ont déclaré l'état d'urgence et le couvre-feu.

Les Ossètes sont un des nombreux peuples du Caucase, lequel, du temps des Romains, en comptait déjà plus de cent trente. Intégrés à la Russie par Catherine II, les Ossètes ont toujours été fidèles à l'empire, auquel ils ont donné des guerriers célèbres, et c'est pour leur résistance à l'Allemagne nazie que Staline, en 1944, leur a donné de nouvelles terres. Leur territoire est depuis 1922 divisé en deux parties : l'Ossétie du Nord, République autonome qui fait partie de la fédération de Russie, est peuplée d'Ossètes en majorité musulmans, tandis que l'Ossétie du Sud, région autonome de la République soviétique de Géorgie, est à majorité chrétienne.

## Changement de ton du président géorgien

C'est cette région autonome d'Ossétie du Sud qui constitue la pomme de discorde avec Tbilissi. Déjà, en 1925, au lendemain de l'intervention bolchevique qui mit fin à l'indépendance géorgienne, les Ossètes avaient demandé leur réunification dans une seule République rattachée à la Russie, mais Staline avait alors refusé. Avec la perestroïka et la montée des nationalismes dans toute l'URSS, les Ossètes du Sud ont repris cette revendication. En 1989, ils ont créé un Front populaire, qui demande la séparation d'avec la Géorgie et la réunification de la nation ossète au sein de la fédération de Russie.

Exigence inacceptable pour les Géorgiens, confrontés également au séparatisme de l'Abkhazie, République autonome de Géorgie dans lequel ils voient, à tort ou à raison, un instrument de déstabilisation du mouvement indépendantiste géorgien manipulé par les Russes. Avant son élection à la présidence de la Géorgie, à l'autonomie dernier, M. Gamsakhourdia avait multiplié les assurances sur le respect de l'autonomie de l'Ossétie du Sud. Mais dès son arrivée au pouvoir il changea de ton, affirmant que l'Ossétie, rebaptisée « Kartlie centrale » n'existait pas, que c'était une création artificielle des Russes et que M. Gorbatchev lui avait déclaré que tout rentrerait dans l'ordre si la Géorgie acceptait le nouveau traité de l'Union. C'était dire que le problème ossète



RSS : République socialiste soviétique - RA : région autonome

n'était qu'un élément du chantage exercé par le « centre » sur les Républiques rebelles.

La tension s'est aggravée à la fin de l'année dernière, après l'assassinat de deux gardes du corps de M. Gamsakhourdia à Tskhinvali, la capitale de l'Ossétie méridionale. L'état d'urgence et le couvre-feu étaient décrétés, les troupes du ministère soviétique de l'Intérieur essayaient de séparer les combattants, volontaires ossètes d'un côté et « informels » géorgiens, comme les appellent les Ossètes, de l'autre.

Le 6 janvier, plusieurs milliers d'hommes de la milice géorgienne en valisaient Tskhinvali avant d'être obligés de se replier dans les montagnes avoisinantes, au moment où le Parlement géorgien votait l'abolition de l'autonomie ossète. Mais les combats avaient fait vingt morts. Le lendemain, M. Gorbatchev annulait par décret, à la fois la déclaration d'in-

dépendance de l'Ossétie du Sud, et la décision des députés géorgiens. Mais les deux camps n'en avaient cure. Les affrontements se développaient dans les villages de montagnes peuplés d'Ossètes et de Géorgiens - la région autonome compte quelque cent mille habitants, dont 66 % d'Ossètes et 29 % de Géorgiens - et à Tskhinvali, où toutes les nuits des tirs étaient échangés entre les volontaires ossètes retranchés en ville et les Géorgiens embusqués dans les montagnes.

## Cessez-le-feu

Thores Gouloumbegov, dirigeant de l'Ossétie du Sud, venu négocier à Tbilissi, était jeté en prison où il se trouve encore.

A l'instigation des troupes soviétiques, un cessez-le-feu a été conclu

le 20 mars mais il est mal respecté et la rencontre, samedi, entre M. Eltsine et Gamsakhourdia n'a pas suffi à ramener le calme. Le président russe avait pris soin de s'entretenir auparavant avec les dirigeants d'Ossétie du Nord, solidaires de leurs frères méridionaux, peu enclins, a priori, à faire confiance à M. Eltsine. Lors du référendum du 17 mars, ils ont refusé de poser la question sur l'instauration d'une présidence due au suffrage universel.

Lors de leur rencontre dans la ville géorgienne de Kazbegi, à la limite de la Russie, les deux présidents ont décidé de créer une commission commune entre les ministères de l'Intérieur russe et géorgien pour examiner la situation en Ossétie du sud, de mettre sur pied une force de police conjointe pour désarmer les groupes illégaux, de demander au ministère de la Défense de redé-

ployer ses troupes hors de la région et d'œuvrer ensemble pour permettre aux réfugiés de rentrer chez eux. Ils se sont également mis d'accord pour rétablir les autorités locales, ce qui semble entendre qu'ils souhaitent revenir au statu quo ante. A moyen terme, ils ont décidé la création d'un groupe de travail chargé de préparer un traité sur les relations russo-géorgiennes.

M. Gamsakhourdia, qui organise dimanche prochain, un référendum sur l'indépendance de son pays, n'a, semble-t-il, pas intérêt à pousser au désordre s'il ne veut pas donner des prétextes à Moscou pour bloquer le processus de séparation de la Géorgie d'avec l'URSS. Mais les foucades chauvaines auxquelles il a habitude ses administrateurs ne permettent pas d'exclure des comportements contraires à la logique.

M. Eltsine, de son côté, se retrouve à l'échelle de la Russie dans une situation comparable à celle de M. Gorbatchev au niveau de l'Union. L'URSS voit certaines de ses républiques fédérées proclamer leur indépendance; la fédération de Russie abrite des républiques autonomes qui menacent de quitter son giron pour se rattacher directement à l'Union. L'URSS est menacée de désamorce, la Russie de désamorce.

Dans ce jeu compliqué, M. Eltsine a déjà essayé de court-circuiter le « centre » pour faire la preuve que le nouveau visage de l'Union soviétique ne doit pas être imposé par le haut mais façonné par un accord partant de la base entre les républiques fédérées qui le veulent.

Une première tentative d'entente entre la Russie, la Biélorussie, l'Ukraine et les discussions qui s'annoncent sur le nouveau traité de l'Union donneront certainement lieu à des alliances et des rapprochements d'alliances entre les républiques qui toutes, à un degré ou à un autre, se trouvent à la fois dans la position de « colonisée » et de « colonisateur ».

DANIEL VERNET

SUISSE

## L'extrême droite balayée lors du scrutin municipal de Genève

GENÈVE

de notre correspondant

Après sa poussée spectaculaire qui avait sensiblement ému l'opinion aux élections municipales de Genève en 1987, le parti d'extrême droite Vigilance (neuf sièges sur quatre-vingts) vient d'essuyer, dimanche 24 mars, une défaite totale et disparaît complètement de la vie politique dans la ville de Calvin. Fondé en 1965, ce parti regroupait les mécontents de tous poils : xénophobes, administrateurs de M. Le Pen, nostalgiques du nazisme et aussi quelques modérés.

Cet échec a profité au Parti du travail (communiste) et au Parti libéral (droite modérée). La victoire du premier (quatorze sièges au lieu de dix en 1987) peut s'expliquer par le rôle actif qu'il a joué dans le programme commun avec les socialistes Alternative-1991. Ces derniers ont gagné un siège (quatre au lieu de trois) et les écologistes conservent leurs onze mandats. Le Parti libéral est le grand vainqueur du scrutin avec vingt et un sièges (au lieu de dix-sept). Il l'emporte sur les autres partis dits de « l'Entente bourgeoise », qui obtiennent quarante sièges au total, soit le même nombre qu'Alternative-1991. Le taux de participation a été de 25 %.

I. V.  
■ HONGRIE : forte abstention à deux élections partielles. - Deux élections législatives partielles ont été invalidées, dimanche 24 mars en Hongrie, en raison d'un trop faible taux de participation (inférieur à 50 %). Les électeurs devront retourner aux urnes dans deux semaines, un taux de participation de 25 % suffisant alors pour valider le scrutin. - (Reuters).

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde SCIENCES et MÉDECINE

## La grève des mineurs est entrée dans sa quatrième semaine

Les mineurs soviétiques qui ont entamé depuis le 1<sup>er</sup> mars un mouvement de grève ont rejeté, dimanche 24 mars, l'appel du premier ministre, M. Valentin Pavlov, à reprendre le travail pour éviter la chute de l'économie du pays. Les mineurs de charbon du Kazakhstan, en Sibirie, et du Donbass, en Ukraine, ont fait savoir qu'ils ne tiendraient pas compte de cet appel diffusé à la télévision et au cours duquel le chef du gouvernement a réaffirmé qu'il était prêt à discuter avec les mineurs de leurs revendications (hausse de salaires et meilleures conditions de travail) à condition que le dialogue ne soit pas le résultat d'une série d'ultimatums. « Si la grève continue, même modérément, nous devons tous, y compris les mineurs, travailler pendant des années à réparer les dégâts », a dit M. Pavlov en demandant la reprise du travail hâtif au plus tard. Il a jugé que « le pays est dans un état critique » et indiqué que l'industrie métallurgique avait besoin de 340 000 tonnes de charbon et n'en a reçu que 220 000 tonnes. Le premier ministre a également critiqué les exigences politiques de certains comités de grève qui réclamaient la démission de M. Gorbatchev et du gouvernement. Le conflit est entré, lundi 25 mars, dans sa quatrième semaine.

Selon l'agence indépendante Post-factum, les mineurs de plus de 165 puits de charbon, de l'Ukraine à

l'Ile de Sakhaline, étaient en grève lundi. Les mines du Grand Nord et de l'Oural intérieur étaient également fermées. D'autre part, M. Gorbatchev dans un entretien paru, lundi, dans l'hebdomadaire allemand Der Spiegel déclare que « si une République affirme nettement sa volonté de ne pas faire partie de la nouvelle Union (...), alors il existe pour elle un mécanisme constitutionnel, une loi et un détail légal » de cinq ans. « Nous devrions adopter la position que nous avons prise en son temps à l'égard de l'Europe de l'Est » vis-à-vis de ces républiques, a-t-il néanmoins ajouté en réponse à une question sur la valeur du principe d'autodétermination selon qu'il est appliqué aux Républiques soviétiques ou aux pays d'Europe de l'Est.

« Il faut que la volonté du peuple s'exprime dans un vrai référendum, et alors pourra commencer le processus de la séparation », a souligné le président M. Gorbatchev a reconnu avoir commis des erreurs dans les domaines de la coopération économique, lancée sans prévoir les infrastructures et une politique fiscale appropriées. Mais il s'est déclaré confiant dans la progression de sa politique « parce que les gens ne veulent pas d'un retour au passé » et parce qu'ils se méfient « des gens qui leur proposent des recettes rapides ». - (Reuters, AFP).

## L'ANGLAIS A OXFORD

OISE  
21 rue Théophraste  
Héménillet  
75016 PARIS  
Tél. (1) 45 33 12 12  
Anglais, anglais, anglais  
OISE  
Tél. (1) 45 33 12 12

Stages linguistiques en Angleterre et Allemagne pour adultes - étudiants - lycéens - collégiens - enfants  
■ Une pédagogie adaptée à chacun  
■ Des professeurs britanniques  
■ Un enseignement dans nos propres écoles  
■ Des stages à toute époque de l'année et pour tous niveaux  
■ Hébergement en familles sélectionnées  
■ Voyages accompagnés

OISE

OXFORD INTENSIVE SCHOOL OF ENGLISH

## ASIE

## Sensible assouplissement de la ligne politique en Chine

Suite de la première page

En présence - outre près de trois mille députés qui siègent dans cette assemblée symbolique - du chef du gouvernement étranger, le chef du gouvernement chinois a encore insisté à plusieurs reprises les « forces étrangères hostiles » qui « mènent toujours des activités de subversion » en vue, selon lui, de « saper l'Etat » et d'imposer à la Chine « une évolution pacifique » vers le « libéralisme bourgeois »; ou qui, au Tibet, veulent « semer la zizanie ». « Le peuple chinois, y compris la population tibétaine, refusera toujours énergiquement ce genre d'ingérence », a-t-il ajouté.

## Un incident état des lieux

Mais les applaudissements une fois calmés, c'est à un incident état des lieux que M. Li Peng s'est livré. Il a rendu hommage aux réformes de M. Deng Xiaoping, absent du présidium et pour lequel, contrairement à l'an dernier, ne figurait pas une chaise vide symbolique. Puis le chef du gouvernement a reconnu avoir exposé les difficultés auxquelles se heurtent les réformes économiques : le régionalisme excessif des provinces, par exemple, qu'il a appelé à surmonter; ou le « lamentable gaspillage de ressources financières, matérielles et humaines, alors que tant de potentialités pourraient être exploitées »; et aussi, la corruption, dont il n'a pas relevé qu'elle était tout aussi généralisée qu'avant Tiananmen mais dont il a reconnu l'ampleur; ou encore la lenteur des progrès de l'idée de droit dans la mentalité des fonctionnaires, contrastant avec la rapidité de la hausse de la criminalité, entre autres maux de société.

Le premier ministre, qui présentait à la fois la version finale du huitième plan quinquennal et un programme d'accompagnement des réformes pour les dix dernières

années du siècle, a tout particulièrement reconnu les limites de la marge de manœuvre du Parti communiste et de l'Etat devant les pressions provoquées par l'ouverture économique. « Le nombre relativement important de facteurs incertains », a-t-il indiqué, permet seulement de fournir des prévisions et des normes importantes à atteindre, lesquelles doivent être, en cours de réalisation, « réajustées ou complétées ».

Alors qu'il s'y opposait jadis, M. Li Peng a entériné l'idée que certains s'enrichissent plus que d'autres, le but ultime étant de faire parvenir l'ensemble de la population à « un niveau généralisé d'aisance moyenne en l'an 2000 », caractérisé par « une plus forte consommation individuelle, un progrès des services sociaux et de meilleures conditions de travail ».

## L'influence de M. Deng

La modestie du propos illustre l'énergique marche arrière effectuée par cet homme que le pays et même le régime n'ont pas voulu suivre sur la voie marxiste pure et dure dans laquelle il avait voulu s'avancer après le drame de 1989. Il semble qu'il ait fallu l'intervention personnelle directe de M. Deng - qui a passé ces dernières semaines à convoquer, à Shanghai, où il se trouvait, des réunions de travail - pour contraindre le pouvoir « actif » à sauvegarder ses réformes, dont tout un chacun commence à comprendre qu'elles condamnent à terme le monopole du parti sur le pouvoir.

Mais peu importe, dans ces conditions, que M. Li Peng se soit gardé de définir trop précisément « l'économie marchande planifiée socialiste » qu'il appelle de ses vœux. La réalité profonde de la Chine est que le marché ouvert par M. Deng pourra continuer de s'accroître sous couvert de « socialisme

à la chinoise ». M. Li Peng a admis qu'il était « de plus en plus difficile (à l'Etat) de réaliser l'équilibre budgétaire », mais n'a nullement remis en cause les fondements de la politique de M. Deng, annonçant même, pour l'avenir, une ouverture plus grande des zones côtières au capital étranger.

Quant au principal problème qui handicape l'économie, l'engourdissement par le secteur d'Etat d'un tiers du budget national en subventions, il devra attendre des jours politiquement meilleurs pour être abordé de front. La sacro-sainte stabilité sociale l'exige, et le régime n'a pas les moyens politiques d'innover dans ce domaine.

M. Li Peng a encore annoncé un accroissement non chiffré du budget de la défense « dans les limites des possibilités financières de l'Etat », et a longuement mis l'accent sur la nécessité vitale d'un développement rapide de la technologie et des sciences, notant à ce propos que c'est sur ce terrain que se jouera l'avenir du pays.

Il aura donc fallu deux ans, depuis Tiananmen, pour en arriver à de telles évidences. L'exceptionnelle longévité des dirigeants de la vieille garde, qui s'acheminent allègrement vers leur quatre-vingtième anniversaire, est la cause de ce piètement qui paraît enfin parvenir à son terme. Il restera à voir si le pouvoir à tirer les conclusions politiques de son dérapage de 1989. Si cela, rien dans le propos de M. Li Peng n'indiquait qu'on soit en passe de s'y attaquer.

FRANCIS DERON

■ VIETNAM : décès de M. Ung Van Khiem, ancien ministre des affaires étrangères. - L'ancien ministre vietnamien des affaires étrangères, M. Ung Van Khiem, est mort mercredi 20 mars à Ho-Chi-Minh-Ville, à l'âge de 81 ans, a annoncé samedi le quotidien Nhan Dan. Entré très tôt dans la vie politique pour l'indépendance, M. Ung Van Khiem était devenu vice-ministre des affaires étrangères du gouvernement d'Hanoi en 1955. En 1961, il avait été nommé chef de la diplomatie, fonction qu'il a cumulée avec celle de ministre de l'Intérieur pendant plusieurs années. - (AFP).

## entre les

M. Jacques Chirac, à gauche, et les communistes, à droite, lors d'un débat télévisé. M. Chirac, à gauche, et les communistes, à droite, lors d'un débat télévisé.

## M. Chirac et les communistes

Les Parlements ont, à l'occasion de la session de printemps, reçu, fin janvier, pour la première fois, les députés communistes. Les députés communistes ont, à l'occasion de la session de printemps, reçu, fin janvier, pour la première fois, les députés communistes.

M. Chirac, à gauche, et les communistes, à droite, lors d'un débat télévisé. M. Chirac, à gauche, et les communistes, à droite, lors d'un débat télévisé.

Les députés communistes ont, à l'occasion de la session de printemps, reçu, fin janvier, pour la première fois, les députés communistes.

## Trois

Les députés communistes ont, à l'occasion de la session de printemps, reçu, fin janvier, pour la première fois, les députés communistes.

سكول انجليزي

## POLITIQUE

### Le projet sur la solidarité financière entre les communes continue de diviser l'opposition

M. Jacques Chirac a déclaré, dimanche 24 mars, sur RMC, à propos du projet de loi sur la solidarité entre les communes, contre lequel le RPR a voté à l'Assemblée nationale : « Je n'ai de leçon à recevoir de personne en matière de solidarité. » Il a ajouté qu'il pratiquait celle-ci « depuis quatorze ans dans Paris en améliorant la situation des quartiers les plus défavorisés, grâce à ce que rapporte la richesse des quartiers favorisés ». Néanmoins, le maire de la capitale a précisé qu'il se plierait à ce que décidera la loi. M. Jacques Toubon, député RPR de Paris, maire du treizième,

voit dans ce texte un « projet mal né », et il dénonce le vote des députés centristes et de certains UDF en demandant si ceux-ci « veulent faire une majorité avec les socialistes ou avec le reste de l'opposition et le RPR ».

Deux députés, MM. Sarkozy (RPR, Hauts de Seine) et Frédéric-Dupont (apparenté RPR, Paris), recensés comme s'étant abstenus, ont fait rectifier leur vote en vote « contre » dans le scrutin sur la DGF (le Monde daté 24-25 mars).

#### MM. Bérégovoy et Charasse écrivent aux Parisiens

Les Parisiens sont l'objet de toutes les sollicitudes. Après avoir reçu, fin janvier, une lettre signée de M. Jacques Chirac, leur maire, les voici destinataires d'une missive cosignée, cette fois, par les deux ministres qui surveillent les caisses de l'Etat. MM. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, des finances et du budget, et Michel Charasse, ministre délégué au budget, ont cru bon d'expliquer aux contribuables de la capitale le bien-fondé du projet de loi sur la solidarité financière entre les communes.

« L'effort de solidarité demandé à la ville de Paris », écrivent-ils, « reste modeste et ne représentera que 3 % du budget primitif de la ville pour 1990 ».

M. Chirac affirmait, pour sa part (le Monde du 23 janvier), qu'il « a défaut de pouvoir créer, une fois encore, un impôt supplémentaire, le gouvernement se voit obligé de prélever de l'argent sur des collectivités bien gérées, au mépris des principes de la décentralisation, de l'autonomie des communes et de l'égalité des régions françaises devant la loi ». A quoi les deux ministres socialistes répondent que « l'injustice serait de ne pas chercher à corriger les inégalités de richesse entre les communes, alors que ces inégalités ne doivent rien à la gestion communale, mais qu'elles résultent des hasards de l'histoire et des implantations industrielles et commerciales ». Avant d'ajouter que « les assertions du maire de Paris sont, à la fois, prématurées, inexacts et choquantes ».

Selon le projet initial, l'incidence de la « ponction » effectuée en 1991 sur les finances de la ville de Paris (560 millions ou 569 millions de francs selon la direction financière de la ville) ne correspondrait sur les impôts des Parisiens ni aux 8 % avancés par le maire de Paris, ni aux 3 % annoncés par les deux ministres. La somme prélevée représenterait 5 % du montant total des recettes fiscales de la ville et de la dotation globale de fonctionnement.

Ch. V.

### Orage de printemps

par André Passeron

En termes d'écriture, « orage », signifie reculer, se décaler pour ne pas donner prise et surtout pour mieux préparer un contre-attaque. Tel est le comportement actuel du RPR dans ses relations avec l'UDF. La compétition entre les deux formations de l'opposition ne se déroule cependant pas toujours à fleur mouillée, le président du RPR préfère éviter d'être victime de blessures et il veut montrer qu'il n'est en rien responsable des coups portés. Il laisse donc ses partenaires-concurrents mener l'offensive plus ou moins feutrée contre lui sans y répondre directement.

En agissant ainsi, il ne doute pas qu'un jour ou l'autre les spectateurs-électeurs de ce match désapprouveront le caractère fratricide de la compétition et auront condamné l'acharnement de l'assailant qui sera alors considéré comme un mauvais joueur. C'est pour cela que les piques lancées contre le RPR par les dirigeants de l'UDF ou des centristes, notamment à propos de l'Europe, sont considérées du côté de M. Chirac comme des provocations qu'il serait maladroit de relever vertement. Il veut mieux esquiver pour que les flèches n'atteignent pas leur cible.

La cible ouvertement désignée est évidemment le RPR et son chef, qui s'agit d'effacer et d'écarter suffisamment pour qu'il n'ait plus dans l'opposition ce comportement « dominant » que, pendant toute la V<sup>e</sup> République, les giscardiens ont reproché aux gaullistes. Pour cela, tout doit être mis en œuvre afin que les proportions électorales soient inversées et que les « chiraquiens » d'aujourd'hui et surtout de demain ne soient qu'un renfort à une coalition UDF-CDS.

Les entreprises seront généralisées, selon M. Perigot. Le président du CNPF, M. François Perigot, estime que les entreprises seront touchées par la loi sur la solidarité financière entre les communes par le biais de la taxe professionnelle, qui est un impôt local. « Je ne vois pas comment les communes qui vont être obligées de faire des sacrifices » en faveur d'autres communes moins favorisées économiquement « ne vont pas se retourner vers les contribuables pour compenser leur manque à gagner », a estimé M. Perigot, invité dimanche 24 mars du « Forum RMC-Express ». Or, a expliqué M. Perigot, « le contribuable, c'est chacun d'entre nous et ce sont aussi les entreprises. Par conséquent, qu'on le veuille ou non, les entreprises sont impliquées à travers la taxe professionnelle dans ce problème de péréquation, et cela alors que nous savons que nous sommes le champion du monde toutes catégories des prélèvements obligatoires ».

rayonnante et regroupée autour de M. Giscard d'Estaing.

C'est pourquoi le RPR affecte de rester insensible et se garde de répondre sur le même registre. Il ne veut surtout pas être tenu pour responsable du moindre accroissement qui serait fait à ce qu'il considère toujours comme l'aspiration principale de l'électorat de l'ancienne majorité : l'union de l'opposition. Tout ce qui nuirait à celle-ci serait donc porté au débit des tribulations. Il ne faut pas en conséquence donner prise à ce reproche. De cette attitude apparemment passive, le RPR escompte un rendement à terme, avec les risques que cela peut comporter. Pour le moment, M. Chirac et ses amis préfèrent laisser passer l'orage, un orage de printemps.

En revanche, l'ancien premier ministre juge plus profitable d'accentuer son image d'opposant au gouvernement et à la politique socialiste. En soulignant, par contraste avec le comportement de ses partenaires UDF et UDC, qu'il n'est pas prêt à passer des compromis ou à faire des concessions à la majorité, M. Chirac se comporte en opposant résolu et ses amis dominent le discours partout en multipliant les déplacements en province.

Les attaques dont il est l'objet de la part de la gauche, les reproches venant de ses alliés lui laissent croire qu'il démontre l'adversaire le plus menaçant. Il est convaincu que l'alternance ne se fera pas dans l'ambiguïté. C'est pourquoi il prime toujours une politique alternative, c'est-à-dire un véritable programme de gouvernement, qui lui sera cependant cette fois plus difficile à conclure qu'en 1988. En attendant mieux, M. Chirac avance donc ses propres propositions.

gagner », a estimé M. Perigot, invité dimanche 24 mars du « Forum RMC-Express ». Or, a expliqué M. Perigot, « le contribuable, c'est chacun d'entre nous et ce sont aussi les entreprises. Par conséquent, qu'on le veuille ou non, les entreprises sont impliquées à travers la taxe professionnelle dans ce problème de péréquation, et cela alors que nous savons que nous sommes le champion du monde toutes catégories des prélèvements obligatoires ».

### Affaire politico-familiale à Lyon

Un serrurier affirme avoir cambriolé la permanence du gendre de M. Noir à la demande du chef de cabinet du maire de la ville

Le parquet de Lyon a demandé, vendredi 22 mars, au SRPJ de cette ville de déclencher une enquête préliminaire à partir du témoignage d'un jeune serrurier qui se présente comme l'un des auteurs du cambriolage, dans la nuit du 23 au 25 janvier dernier, de la permanence de M. Botton, candidat soutenu par le RPR dans la troisième circonscription du Rhône à l'élection législative partielle des 27 janvier et 3 février (le Monde daté 24-25 mars). Ce témoin affirme que la cambriolage a été commandité par M. Bernard Sarroca, chef de cabinet de M. Michel Noir, maire de Lyon. M. Sarroca et M. Noir se sont indignés de ces accusations. M. Botton est le gendre de M. Noir.

L'affaire remonte au 25 janvier, deux jours avant le premier tour des élections dans deux circonscriptions de Lyon, la deuxième, celle de M. Noir, et la troisième, celle de M. Jean-Michel Dubernard, lui aussi en rupture de ban avec le RPR. Sous la rubrique « faits divers », la presse locale se fait ce jour-là l'écho d'un cambriolage opéré dans la nuit du mercredi 23 au jeudi 24 janvier dans la permanence électorale de M. Botton, gendre de M. Michel Noir, installée au premier et au septième étage du siège social lyonnais du groupe Botton, 59, rue de l'Abondance. M. Botton déposera plainte, mais on n'en saura à l'époque pas plus.

Deux mois après, cette affaire pourrait prendre une autre ampleur à la suite de la confession de l'un des auteurs de ce cambriolage que nous avons rencontré, jeudi 21 mars à Paris. Le témoignage écrit de sept feuillets de ce jeune homme de vingt-cinq ans, M. Didier Lefèvre, a été adressé, le même jour, au parquet de Lyon par l'entremise de M. Botton. Une enquête préliminaire a été confiée, vendredi 22 mars, au SRPJ de Lyon sous la direction du commissaire Louboutin.

#### Disquettes et notes de frais

Son CAP de serrurier en poche, à la recherche de petits travaux, ce jeune homme aurait découvert voici quelques mois le monde des sociétés de surveillance, en assurant pour le compte d'une société spécialisée dans la protection industrielle un travail « d'infiltration » dans une entreprise lyonnaise. Un des employés de cette société de surveillance, M. Bruno Ortega, lui aurait alors promis, selon lui, de faire appel à ses services en cas de besoin, pour d'autres missions.

Lundi 21 janvier, M. Ortega l'aurait donc contacté, lui proposant de faire dans la nuit « M. Ortega explique qu'il s'agit



d'entrer dans un local pour prendre ou photographier des documents dans une société, pour apporter des preuves tangibles à la police pour le compte d'une société concurrente. Rendez-vous est fixé mercredi minuit dans la ZUP de Meyzieu, M. Ortega l'emmène dans sa Ford Fiesta, en compagnie d'un certain « Tony ». Direction rue de l'Abondance, siège du groupe Botton, ce qu'il n'aurait découvert, prétend-il, qu'une fois entré dans les lieux, en voyant sur les murs les affiches électorales du candidat Botton. Le jeune serrurier affirme avoir découvert que, dès le début de la campagne, M. Ortega et « Tony » se seraient infiltrés dans l'équipe de campagne de M. Botton pour le compte d'une autre société de surveillance de Lyon, Eurosecurité.

Munis de cagoules et de gants de chirurgien, les trois hommes auraient donc entassé, cette nuit-là, dans un sac de sport, des disquettes d'ordinateurs reproduisant notamment tout le listing des supporters de M. Botton, des notes de frais et des factures de la société. Pour prouver que le travail a été bien fait, des photos des différentes pièces visitées, dont le propre bureau de M. Botton, auraient été prises.

« Ils m'ont recontacté et m'ont confirmé que le client avait été content du travail à 100 %. J'ai su que la personne qui avait commandité ce travail était M. Robert Schwindt, gérant de la société Eurosecurité, puisque j'ai eu l'occasion de le rencontrer dans les bureaux de cette société. Ortega lui a dit que j'étais le serrurier qui avait travaillé pour eux. Alors ils ont commencé à parler de M. B. S. qui avait été très content du travail. Que c'était quelque chose qui allait amener beaucoup de résultats et d'informations, que les dossiers et disquettes étaient très complets, que cela allait faire beaucoup de bruit et qu'en fin de compte les élections législatives se dérouleraient très bien. A un certain moment, dans la conversation, au lieu de parler de « B.S. », ils ont lâché le nom de Bernard Sarroca en précisant que c'était le bras droit de Michel Noir. Ils ont expliqué que cette opération allait, grâce à Bernard Sarroca, leur procurer encore plus de travail pour les parkings, les meetings, la sécurité du Transbordeur, la salle de rock de Lyon. Qu'il ne fallait pas s'en faire, qu'ils étaient convertis sur l'opération avait été commanditée par Bernard Sarroca ».

La SARL Eurosecurité est une société qui marche bien. Créée en 1988, son chiffre d'affaires a plus que triplé en trois ans : 1 294 000 F en 1988, près de 4 000 000 F l'an passé. Elle emploie cinquante-sept salariés. Les renseignements du Minitel ne cachent d'ailleurs rien. Son slogan, « Notre vocation : la sécurité. Notre démarche : la surveillance dissuasive. » Ses références : la protection de l'Opéra de Lyon, de la Halle Tony Garnier, de la salle Transbordeur, de l'Ecole normale supérieure et, pour le privé, l'Institut Pasteur-Mérieux ou encore l'entreprise de bâtiment Avenir.

#### Conversation enregistrée

Parce que, à l'en croire, il n'aurait touché que 1 100 F sur les 3 500 F qui lui auraient été promis pour cette nuit de janvier, parce que surtout les promesses de l'employeur n'auraient pas été tenues, le jeune homme, qui « rêve d'être garde du corps », se serait décidé à parler en alliant raconter les faits, le 4 février, à M. Botton.

M. Lefèvre appuie son témoignage sur une conversation avec

M. Ortega, enregistrée à l'insu de ce dernier, mercredi 20 mars à son domicile. Selon cet enregistrement, les contacts entre M. Schwindt, le gérant d'Eurosecurité, et M. Sarroca avaient lieu dans un restaurant de l'avenue Berthelot, proche du siège de cette société, et les paiements auraient été faits directement dans les locaux de la mairie.

Ancien policier chargé jadis de la protection, à Lyon, de M. Raymond Barre, M. Sarroca cumule les fonctions de chef de cabinet du maire et du président de la communauté urbaine, M. Michel Noir. Samedi 23 mars, M. Sarroca a nié être mêlé à cette affaire : « Il est choquant, a-t-il déclaré, d'être mis en cause personnellement par quelqu'un qui se reconnaît lui-même comme un cambrioleur et qui ne me connaît pas plus que je ne le connais moi-même. Une fois de plus, Pierre Botton montre de quoi il est capable pour tenter d'atteindre, à travers ses proches collaborateurs, le maire de Lyon ».

Le même jour, à FR 3 Lyon, M. Noir a affirmé « avoir pleine confiance en Bernard Sarroca ». « Je ne souhaite à personne, a-t-il dit à propos de M. Botton, d'avoir un gendre comme celui-ci. La nature humaine est ainsi faite. Ce n'est pas l'homme que j'ai connu quand il est entré dans ma famille ».

Au siège de la société Eurosecurité, on affirmait, dimanche 24 mars, « être sans nouvelles depuis le jeudi » du gérant, M. Schwindt. M. Ortega, contacté le même jour à son domicile, s'est refusé à toute déclaration. Une fiche de salaire de janvier 1991 fait foi que M. Ortega a bien été employé à la permanence de M. Botton. Sa compagnie a fait valoir qu'il « n'avait rien à se reprocher », mais qu'il réservait ses déclarations à la justice.

M. Botton nous a déclaré, lundi 25 mars, qu'il souhaitait maintenant « que la justice et la police puissent travailler dans la plus grande sérénité ». « Je demande, a-t-il ajouté, à tous ceux qui s'expriment sur cette affaire de ne pas ajouter au viol que j'ai subi en raison du cambriolage des dommages moraux irréversibles dans ma vie familiale. De tels actes, d'où qu'ils viennent, ne servent ni la politique ni la démocratie ».

DANIEL CARTON  
(avec notre bureau régional de Lyon).

### Trois élections cantonales partielles

**EURE :** canton du Neubourg (second tour)  
Inscr. 6 766; vot. 4 193; abst. 38,02 %; suffr. expr. 3 886.  
MM. Jean-Paul Legendre, UDF, m. d'Iville, 2 437 voix (62,71 %); ELU; François Bidault, PC, 1 449 (37,28 %).

[Président de l'union des maires du canton, soutenu par le député de l'Eure, Ladislav Poulstowski (UDF-PR), M. Legendre, qui bénéficie du soutien de M. Barbat, candidat RPR au premier tour, succède à Christian Mennier (UDF), décédé en janvier dernier. Avec 2 437 suffrages, M. Legendre ne retrouve pas tout à fait le total des voix de droite du premier tour (2 703), mais il fait mieux que son prédécesseur. De son côté, le candidat communiste récupère l'essentiel des voix de la majorité présidentielle et des Verts, bien que leurs représentants n'aient pas donné de consigne de vote.

Au premier tour les résultats étaient les suivants : inscr. 6 867; vot. 4 444; abst. 35,28 %; suffr. expr. 4 322. MM. Legendre, 1 317 voix (30,47 %); Roger Barbat, RPR, m. du Neubourg, 1 078 (24,94 %); Bidault, 929 (21,45 %); Georges Lemaître, div. g., 398 (9,20 %); Max Flaugnart, div. d., 308 (7,12 %); Joffé Leost, Verts, 163 (3,77 %); Gérard Delacroix, Front national, 129 (2,98 %).

Christian Mennier, UDF, avait été réélu en octobre 1988 au second tour, avec 2 007 voix (68,45 %) contre 1 612 (44,54 %) à M. Bidault. PC sur 308 suffrages exprimés, 3742 votants (48,37 % d'abstention) et 6 850 inscrits.]

**HERAULT :** canton de Mangualy (second tour)  
Inscr. 16 559; vot. 7 713; abst. 53,42 %; suffr. expr. 7 105.  
MM. Michel Bacala, PS, m. de Mangualy, 3 840 voix (54,04 %); ELU; Pierre Michelet, RPR, 3 265 (45,95 %).

[Rendu nécessaire par la démission de M. Claude Costes, div. d., cette élection partielle permet au PS de retrouver un siège qu'il n'avait pu conserver en 1985. M. Bacala n'est élu que pour un an, le canton de Mangualy appartenant à la série renouvelable en 1992.

Les résultats du premier tour étaient les suivants : inscr. 16 559; vot. 7 518; abst. 54,59 %; suffr. expr. 7 139. MM. Bacala, 2 458 voix (34,43 %); Michelet, 1 595 (21,08 %); Jean-Claude Martens, Front national, parlementaire européen, cons. mm. de Montpellier, 1 310 (18,34 %); Marcel Masla, act. loc., 750 (10,50 %); Jean-Louis Garcia, Verts, 461 (6,45 %); Claude Calbet, PC, 374 (5,23 %); Yves Pardiol, MRG, 281 (3,93 %).

Succédant à M. Lucé (PS), qui ne s'était pas représenté, M. Costes avait été élu au second tour des cantonales de mars 1985 avec 5 755 voix (58,33 %) contre 4 111 (41,66 %) sur 13 936 inscrits, 10 284 votants (26,20 % d'abstention) et 9 866 suffrages exprimés.]

**VIENNE :** canton de Vouneuil-sur-Vienne (second tour)  
Inscr. 6 950; vot. 4 409; abst. 36,56 %; suffr. expr. 4 175.

MM. Gérard Barc, PS, adj. au m. de Vouneuil-sur-Vienne, 2 128 voix (50,97 %); ELU; Jacques Lonhienne, UDF-CDS, m. d'Artigny, 2 047 (49,02 %).

[Le PS conserve de justesse ce siège, décliné jusqu'alors par M. Guy Rubi, démissionnaire pour raisons de santé. Son candidat, M. Barc, secrétaire général de la Fédération des œuvres laïques de la Vienne, devance de 81 voix M. Lonhienne, qui au premier tour le précédait de 24 suffrages, et que M. René Monory (UDF-CDS), président du conseil général et sénateur de la Vienne, soutenait.

Les résultats du premier tour étaient les suivants : inscr. 6 950; vot. 4 091; abst. 41,13 %; suffr. expr. 3 902. MM. Jacques Lonhienne, UDF-CDS, 1 453 voix (37,23 %); Gérard Barc, PS, 1 429 (36,62 %); Jean-Marie Barraud-Ducheron, div., 318 (8,14 %); Camille Roy, PC, 303 (7,76 %); Daniel Lhomond, Verts, 251 (6,43 %); Georges La Plante, Front national, 148 (3,79 %).

M. Rubi, PS, avait été réélu au premier tour des cantonales de septembre 1988, avec 2 743 voix (72,27 %) contre 638 (16,81 %) à M. Jean Branneau, RPR, 280 (7,37 %) à M. Roy, PC, et 134 (3,53 %) à Abel Henri Honna, Front national. Il y avait eu 3 795 suffrages exprimés et 3 868 votants (soit 43,75 % d'abstentions) sur 6 877 inscrits.]

#### le journal mensuel de documentation politique après-demain

Fondé par la Ligue des droits de l'homme (non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :

#### L'EPARGNE

Envoyer 80 F (timbres à 2,30 F ou chèque) à APRES-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 150 F pour l'abonnement annuel (60 % d'économie), qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro



## SOCIÉTÉ

### JUSTICE

## Les assises entre principes et dérives

Suite de la première page

Ainsi de nombreux témoins sont venus dire à la barre combien ils détestaient l'accusé en évoquant des commérages, parfois avec des détails, sans que leurs dépositions enrichissent autrement le débat. La « preuve légale » du dix-huitième siècle, maintenant remplacée par l'« intime conviction », avait connu une même perversion qui inspira à Voltaire ce trait sarcastique : « A Toulouse, on admet des jurés et des huitièmes de preuves. On peut y regarder, par exemple, un out-dire comme un quart, un autre out-dire plus faible comme un huitième, en sorte que huit rumeurs, qui ne sont qu'un écho d'un bruit mal fondé, peuvent devenir une preuve complète (1). »

### Expertise bâclée

Les experts, pourtant habitués (trop ?) à fréquenter les enceintes judiciaires, ne sont pas à l'abri de comportements similaires. Celui-ci, oubliant la famille de la victime qui l'écoute, commente son autopsie sur un ton de carabin et fait rire toute la salle. D'autres, parfois chargés d'une mission impossible, pressés de questions par les avocats, interprètent longuement des rapports ambigus, supputant mathématiquement les pourcentages d'erreurs ou de certitudes de leurs conclusions. Comme dans beaucoup de procès, une telle attitude, si elle n'était pas regardée avec méfiance par les jurés, conduirait à juger l'accusé « statistiquement coupable » quand les chiffres ne seraient pas en sa faveur ou lorsque l'expert s'élèverait de l'humilité scientifique pour se montrer trop péremptoire.

L'erreur judiciaire dont ont été victimes les « six de Birmingham » semble bien reposer sur une expertise bâclée qui venait renforcer un dossier fabriqué par des policiers.

Deux manières de tromper un jury, même si, en Angleterre et au Pays de Galles, un contrôle rigoureux sur la « preuve admissible » interdit de divulguer devant la cour un élément qui pourrait l'induire à en déduire injustement la culpabilité de l'accusé. Cette mesure s'applique aussi à la presse, le « Contempt of Court » réprimant toute publication qui diffuserait des renseignements, même exacts, sur la personnalité du suspect ou laissant croire qu'il serait coupable. En France, cet autre grand principe s'appelle la « présomption d'innocence ». Mais on l'évoque plus volontiers dans les congrès que dans les prétoires.

Afin qu'un inculpé soit jugé dans un « délai raisonnable », la Cour européenne a transformé cette notion un peu vague en un principe que les Etats sont tenus de respecter. L'appréciation de ce délai est cependant variable selon les cas. L'absence de preuves et d'éléments matériels ou la personnalité d'un suspect à la logique insaisissable doivent-elles conduire à épaissir démesurément les dossiers ? rallonger incoûteusement l'instruction puis l'audience elle-même ? Cinq ans de détention provisoire et parfois plus dans certaines affaires, est-ce nécessaire ? Un dossier de dix-huit mille pages, une audience qui se prolonge pendant un mois et demi au point d'être, par conséquent, comparable au procès de Klaus Barbie, est-ce raisonnable ?

### « Landru suisse »

En apparence, cette abondance pourrait s'interpréter comme la stricte application d'un autre grand principe qui est celui du « procès équitable ». On est bien loin, en effet, de la procédure du canton du Valais où un homme surnommé (par la presse française) « le Lan-

du suisse », soupçonné de sept crimes, a été jugé en quelques heures, le 30 octobre 1989, les débats proprement dits n'ayant duré que trente minutes. En France, la plupart des procès criminels occupent deux à trois journées, même s'il n'est pas rare, dans certaines juridictions, qu'un accusé soit jugé et condamné à une lourde peine en une courte après-midi.

Dans les cas complexes, ou si les accusés sont nombreux, l'audience peut s'étaler sur une dizaine de jours. Quand elle atteint trois semaines, c'est qu'il s'agit d'un procès exceptionnel. Or, à Nancy, rien ne semblait justifier une telle longueur, qui peut aller à l'encontre d'une bonne justice si l'on en vient, faute d'éléments détermi-

cette Malienne condamnée le 8 mars 1991 à cinq ans de réclusion criminelle pour avoir, en 1983, excisé les six petites filles d'un couple immigré du Mali. Son interrogatoire de personnalité, traduit en dialecte soninké, n'a été qu'une brève formalité noyée dans un long débat abstrait sur l'indéfinissable rite de l'excision. Manifestement, il s'agissait de créer un choc dans la communauté malienne en France afin de décourager la persistance d'une telle pratique. Mais où est alors le principe de l'« individualisation de la peine » ? C'est la coutume qui a été condamnée.

Dans le grand théâtre de la cour d'assises, il est un principe qui semble cependant mieux respecté

déroulés conformément à la loi. Pourtant, les avocats sont amers. Ils ne comprennent pas pourquoi le parquet est au même niveau que le juge : au-dessus d'eux. Et cette juridiction est si imprévisible que les défenseurs s'estiment désarmés. « C'est un jeu de hasard », soupire l'un d'eux, ajoutant : « En cour d'assises, tout est possible. »

### Condamné au bénéfice du doute

Ainsi, d'un département à l'autre, les peines infligées varient dans des proportions parfois énormes. Il s'agit là d'un phénomène connu mais accepté avec fatalisme au nom du verdict populaire. Mais les avocats ne sont pas convaincus que ces disparités soient seulement imputables aux jurés. Ils savent qu'il vaut mieux « passer » devant tel président que devant tel autre. Certains magistrats mènent les débats presque exclusivement à charge, et ils sont renforcés dans cette attitude par le comportement des avocats généraux, qui se font de plus en plus discrets au point de ne prendre la parole, pour soutenir l'accusation, qu'au moment du réquisitoire.

D'autres remplissent leur mission avec un art consommé sans pour autant être laxistes, et donnent à la cour d'assises une dimension admirable. Avec tel président, les jurés posent des questions comme la loi les y autorise ; avec tel autre, ils n'en posent aucune. A Nancy, pendant un mois et demi, le président n'a jamais demandé aux jurés s'ils voulaient poser une question.

Qu'il soit courtoulo ou brutal, patient ou taillon, ou encore seulement brouillon, le président va donc créer un climat qui rend bien fragile la notion de procès équitable. Les avocats redoutent aussi l'influence des magistrats pendant les délibérations du jury. Ils n'ont pas tous les scrupules de ce président, connu pour sa sagesse, qui tenait absolument à enlever sa robe rouge avant d'entrer en salle de délibération. M. Xavier Versini, président de la cour d'assises de Paris de 1978 à 1989, n'a pas caché cet aspect en écrivant, la retraite venue, ses *Réflexions sur la*

cour d'assises (2), tout en ajoutant : « Que d'aspérités aînées, que d'équilibres obtenus, que d'excès corrigés ne l'auraient pas été sans le coup de patte du président. »

Toutefois, ce qui inquiète le plus les juristes, c'est la fragilité de l'« intime conviction ». Lors du colloque international sur le jury criminel, organisé à Lille en mai 1989, M. Pierre-Charles Ranouil, professeur à l'université Lille-II, se méfiait des grands principes. Souvent présentée comme une sorte de grâce dont bénéficieraient les jurés, représentants d'un peuple qui ne pourrait ni se tromper ni commettre d'excès puisqu'aux assises tout appel est impossible, l'intime conviction ne lui semblait pas si parfaite. Il s'était insurgé contre « une justice au feeling » rendue « sans garde-jour ».

Superbe dans son principe originel, la cour d'assises présente actuellement des dangers dans son fonctionnement. Aussi le professeur suggère-t-il que les arrêts de culpabilité soient motivés. Pour M. Ranouil, « la présomption d'innocence est une règle qui s'impose à celui qui juge. S'il n'est pas certain de la culpabilité, il doit acquitter ». Or, dans la pratique, ce raisonnement a été inversé, et l'universitaire constatait à juste titre : « Lorsque le juré n'est pas certain de l'innocence, il condamne. On est désormais condamné au bénéfice du doute. »

MAURICE PEYROT

(1) Commentaire sur le procès de Jean Calas, exécuté en 1762 et réhabilité grâce à Voltaire en 1765.

(2) *Avez-vous une intime conviction ?* de Xavier Versini, éditions Bata, 1989.



nants, à forger l'intime conviction en parlant sur la lassitude ou la répétition.

Le fragile équilibre d'un procès peut aussi être brisé par d'autres dérives. Le « personnage » de Simone Weber, vilipendée par ses voisins et ses relations, avait pris une telle importance que l'un de ses défenseurs, M. Liliane Glock, s'était exclamé : « On a inventé la personnalité à charge ! Inversement, personne ne saura qui était

que dans d'autres juridictions : c'est celui des droits de la défense. L'accusé peut généralement s'exprimer librement et, à Nancy notamment, Simone Weber s'est expliquée autant qu'elle le souhaitait. Les défenseurs peuvent faire citer des témoins qui, comme les experts, seront interrogés sans concessions. En outre, la procédure leur donne quelques armes pour que la Cour de cassation puisse apprécier si les débats se sont

### Le procès en appel de l'AS Saint-Etienne

## Une mi-temps de trop pour les « verts »

Onze anciens dirigeants ou joueurs de l'Association sportive de Saint-Etienne (ASSE), dont Roger Rocher, président du club de 1961 à 1982, et Robert Herbin, ancien entraîneur, ont comparu, du mercredi 20 mars au vendredi 22 mars, devant la cour d'appel de Lyon chargée d'examiner l'affaire dite de « la caisse noire des Verts ». Le 29 juin 1990, le tribunal correctionnel de Lyon avait prononcé des peines de prison assorties d'un sursis total ou partiel et de lourdes amendes contre les vingt prévenus (le Monde daté 1<sup>er</sup> et 2 juillet 1990).

### LYON

de notre bureau régional

Devant la septième chambre présidée par M. Pierre Roman, dix ans après les faits, c'est une farce réchauffée que jouent un quatuor de gestionnaires désarmés en retraite et des notables du ballon rond. Avec leur « trésor de guerre » stocké peu ou prou dans des lessiveuses, leurs enveloppes et leurs batchichis si peu clandestins, ces hommes apparaissent comme de modestes amateurs comparés aux professionnels qu'on vit depuis, ailleurs, faire mieux, c'est-à-dire pire.

Qu'on songe qu'il faut quatre années, de 1978 à 1982, et d'opiniâtres efforts à « l'homme à la pipe », Roger Rocher, et à ses collaborateurs - les vice-présidents, Louis Arnaud, Lucien

Dumas et M. Henri Fieuloux, le trésorier, Jean Brunel, et le secrétaire général salarié, Jean-Claude Marjollet - pour « distraire » à peine plus de 22 millions de francs !

Vaillants chevaliers de « l'époque verte » et néanmoins principaux bénéficiaires du pactole, les joueurs ont pris du champ, parfois un peu de vert. Ceux qui avaient interjeté appel se sont finalement désistés et un seul d'entre eux, le discret Jean Farson, a physiquement répondu à « l'appel incident » du parquet. Gérard Jenvion et Raoul Nogues pourront donc être rejoints par défaut. Il faut se passer des coups de patte de Platini et des coups de gueule de Laros.

### « C'était quand déjà nos ennemis ? »

Le scénario, qu'égare le président, est trop connu : grandeur, vacillement et décadence d'un club de football « mythique ». Les acteurs reprennent, sans conviction, leurs rôles de composition, blanchis sous le harnais d'une procédure interminable. Robert Herbin vient redire que ses « fonctions purement sportives » étaient garantes de son « innocence ». L'ancien vice-président Arnaud rejoue son fameux numéro d'acrobatie du bon de caisse. Non sans trousse de mémoire : « C'était quand déjà, nos ennemis, monsieur le président ? »

Roger Rocher, l'ancien patron des « verts », joue, à côté de onze ans, une partie plus serrée qu'une demi-finale de coupe d'Europe. Une mi-temps de trop,

des prolongations à l'arraché, une mise en délibéré aussi éprouvante qu'une séance de tir au but.

En première instance, il avait reconnu que l'ASSE était devenue « une machine à faire de l'argent autant qu'à jouer au football » avant d'être condamné à quatre ans d'emprisonnement, dont trente mois avec sursis. Ayant accompli quatre mois de détention préventive, il était, avant de faire appel, théoriquement tenu d'accomplir quatorze mois d'incarcération.

Au terme d'un réquisitoire de deux heures, le procureur, M. Didier Boccon-Gibod, a estimé que « la justice pourrait trouver son compte si la cour couvrait la période de détention provisoire sans renvoyer en prison cet homme âgé, usé, brisé ». Le magistrat, qui a réclamé pour la plupart des autres prévenus « la confirmation pure et simple » des décisions du tribunal correctionnel, a cependant considéré que « pécutièrement » Arnaud et Rocher n'avaient pas été condamnés « à la hauteur de leurs actes ». Il a donc requis contre eux des amendes plus fortes, respectivement de 300 000 F à 500 000 F et de 600 000 F à 800 000 F.

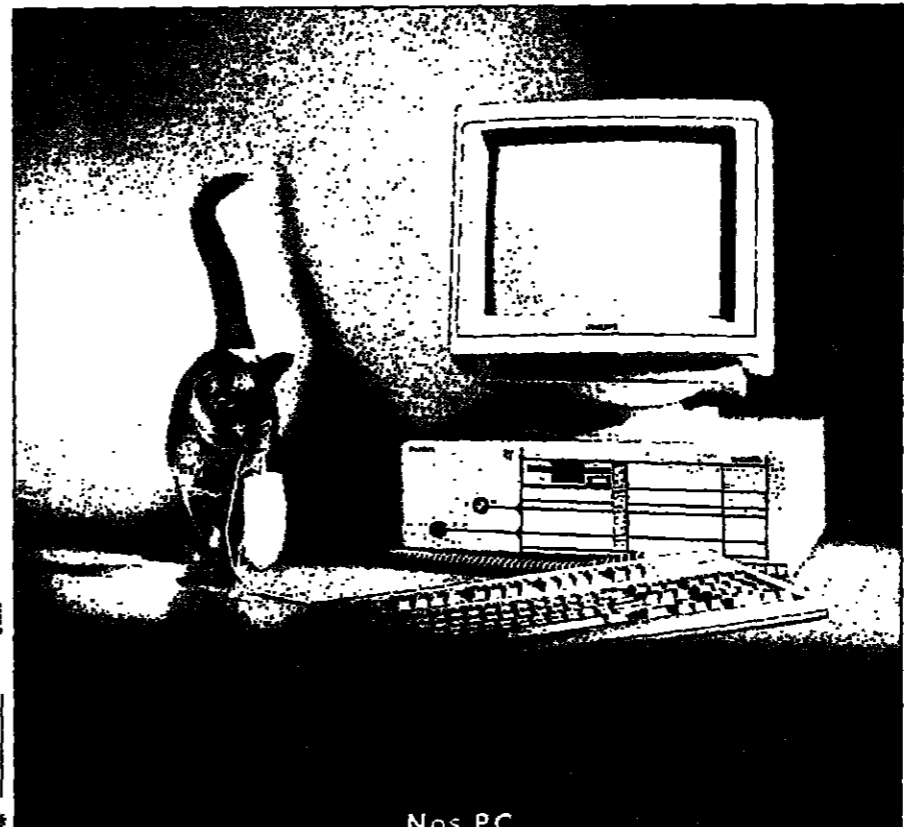
Semblant confondre le prétoire avec un banc de touche, l'homme à la pipe a alors hurlé « salaud ! » à l'adresse de son ex-bras droit. Mis en délibéré, le jugement sera rendu le 15 mai.

ROBERT BELLERET

Intempéries meurtrières au Proche-Orient. Des pluies diluviennes sont tombées les 22 et 23 mars sur plusieurs pays du Proche-Orient où l'on déplore un certain nombre de victimes. En Israël, on a dénombré huit morts et un certain nombre de blessés, aussi bien dans des inondations que dans des accidents de la route. En Jordanie, le bilan est de cinq noyés et de

quatre-vingts blessés et en Egypte de onze morts ou disparus. Dans tous ces pays, les dégâts matériels sont importants. Mais c'est l'Irak qui est, de beaucoup, le pays le plus touché par les intempéries. Depuis quarante-cinq jours, les inondations ont fait plus de cent mille sans abris dans la région du Sistan, proche de la frontière de l'Afghanistan. - (AP, Reuters.)

**Le Monde**  
SÉLECTION IMMOBILIÈRE  
chaque mercredi  
(éditions datées jeudi)  
Renseignements : 45-55-91-82.  
Posta 4 138



NOS PC  
ONT ÉTÉ CONÇUS  
POUR OFFRI  
LE PLUS COMPLET  
DES MENUS.

Quels que soient vos besoins et votre activité, il existe dans la nouvelle gamme PHILIPS un PC fait pour vous.

Du portable extra-petit (1,6 kg) au PC de bureau 486, en passant par les 386, il y a en tout 25 configurations PHILIPS.

Avec des vitesses atteignant 33 MHz et un choix de disques durs d'une capacité allant jusqu'à 340 Mo, nos 386 sont exceptionnellement performants et efficaces. Parfaits pour les affaires !

Vous souhaitez encore plus de puissance ?

Notre 486 a toutes les capacités nécessaires pour devenir le centre nerveux de grands réseaux locaux.

Tous nos portables allient vitesse, puissance et compacité. Les « PCL 200 » par exemple : au standard du marché, ils ne pèsent que 3 kg et sont moins encom-

brants qu'une feuille A4. Cela ne les empêche pas de posséder toutes les caractéristiques indispensables : disque dur de 20 Mo, écran LCD rétro-éclairé, affichage haute résolution VGA, logiciels permettant une utilisation simple et immédiate.

Une telle gamme, seule une entreprise de dimension internationale pouvait vous la proposer.

Si vous voulez donner un coup de pouce à vos affaires, investissez dans le futur avec un PC PHILIPS.

PHILIPS, C'EST DÉJÀ DEMAIN.

**PHILIPS**

## CULTURE

## THÉÂTRE

## Les contrebandiers des planches

Manifestation transfrontalière, le V<sup>e</sup> Festival de Maubeuge se tient jusqu'au 30 mars

Jan Goes est venu au Maubeuge International Theater (MIT) en péniche. Parti des Pays-Bas, il a traversé la Belgique pour accoster sur les bords de la Sambre, où il a présenté *Adios*. Pour d'autres troupes d'Europe du Nord, principale invitée de ce cinquième MIT, le voyage a été beaucoup moins long. La frontière belge est toute proche. Bruxelles est à quelques jets de pierres, Amsterdam à deux heures de train.

Fort d'une telle proximité, la ville affiche tranquillement sa vocation de Festival européen du théâtre. Seize compagnies y présentent depuis le 15 mars et jusqu'au 30 une quarantaine de spectacles, créations pour la plupart.

Cette année, Bernard Faivre d'Arcier, directeur du théâtre au ministère de la culture, et plusieurs professionnels sont venus, ont discuté de l'avenir du théâtre européen, des nouvelles stratégies, des traductions, des droits d'auteur.

Didier Fusillier, directeur de la manifestation, ne s'en étonne guère. « Notre situation géographique nous fait naturellement européens. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier dernier, le Théâtre du Manège de Maubeuge est devenu le premier centre culturel transfrontalier d'Europe. Tout au long de l'année, nous gérons cinq scènes entre Valenciennes et Jeumont. Pendant le festival, les troupes se déplacent à Mons, en Belgique, parce qu'une frontière est faite pour être franchie... C'est un peu comme si nous étions contrebandiers des planches. Le MIT veut aussi faire comprendre aux Français qu'ils doivent voyager, accueillir des troupes étrangères. Nous bougeons beaucoup moins que les Européens du Nord, qui de tout temps ont été des voyageurs et des marchands, que les Italiens ou les Espagnols. »

Cette année, les Flamands et les Néerlandais étaient les invités d'honneur « parce qu'ils font un théâtre d'images, de mouvement, qui

sautait aisément les frontières. Leur langue est en effet très peu répandue. » A Maubeuge, pourtant, toutes les troupes invitées jouent en français. Une façon d'apprivoiser le public. « Traduire doit être nécessaire, mais pas systématique. Je vois cette année des spectacles, qui fonctionnaient très bien dans leur langue, et dont la version doublée tombe à plat. » Ce fut le cas avec *Marche funèbre pour chat* du trio belge Van Dijk, Turbasse, Dehollander, tiré de *Cosmas*, de Gombrowicz. Les comédiens ne sont jamais à l'aise avec des paroles qui ne sont pas les leurs. Ce fut le cas aussi pour *Bac à sable*, des Hollandais du studio Hendrik - temple de sable inouïe rendue ridicule par une voix off annonçant, redondante.

Une autre voix off, celle d'une maman gâteau a, en revanche, fort joliment résonné dans l'intimité de la Chapelle des Soeurs noires. Ourlée d'un accent hollandais, elle raconte la triste histoire d'une famille qui s'est lentement désintégrée au fil des ans, des accidents, des drames. Pendant qu'elle parle, des personnages en bois disposés en photo de famille tombent comme les pantins d'un jeu de massacre. Deux hublots s'ouvrent pour illustrer le destin de chacun. Ils sont comme deux téleobjets, qui saisissent au plus près un combat de boxe, une partie d'échecs, un incendie ou un accident d'avion.

En face du Théâtre du Manège, les cantines, vieilles bâtisses en brique rouge, sont en cours de rénovation. Transformées en petits appartements, elles serviront de chambres d'hôte aux troupes, pour une nuit, ou pour plusieurs mois. Le festival est un point de départ. *Enomemos Atmosfericos*, des Espagnols d'Arena Teatro, va entamer une tournée et le réseau fluvial français est assez étoffé pour que Jan Goes puisse pousser plus avant sa péniche.

BÉNÉDICTE MATHIEU  
Jusqu'au 30 mars. Tél. : 27-65-65-40.

## CINÉMA

## Deux stars et quelques fantômes

Meryl Streep, Shirley MacLaine et les turpitudes hollywoodiennes

BONS BAISERS DE HOLLYWOOD  
de Mike Nichols

Les coulisses hollywoodiennes, leurs magouilles et leurs turpitudes, les confessions de stars sur leur mari, leurs amants, la drogue et comment elles s'en sont sorties, on ne s'en lasse pas. Les films ont l'avantage sur les feuilles à scandales et les biographies de montrer de vraies stars, dont on se dit qu'elles savent très bien de quoi elles parlent, et qu'elles y mettent beaucoup d'elles-mêmes, tant elles se donnent à leur rôle avec conviction - les femmes surtout. Les fantômes de minidette sont com-  
bibles.

Ils sont encore dédoublés dans le film de Mike Nichols *Bons baisers de Hollywood*, car il y a deux stars. L'intrigue est tirée du roman autobiographique de Carrie Fischer, fille de Debbie Reynolds, vedette de plusieurs films dont *la Guerre des étoiles*. Elle est ici incarnée par Meryl Streep, et sa mère par Shirley MacLaine. Les cent minutes du film sont presque entièrement centrées sur les deux monstres sacrés, sur leurs affrontements passionnels. Les hommes - Dennis Quaid, Gene Hackman, Richard Dreyfus - ne font que passer sur le tournage, en copains.

Mike Nichols se contente d'effleurer le quotidien de Hollywood et laisse totalement de côté ses fastes. Pour raisons d'économie ou (et) pour mettre l'eau à la bouche. La porte du mystère s'entrouvre, on peut rêver. On assiste un peu au tournage d'un film à petit budget, on retrouve quelques clichés sur la vulgarité des producteurs, le paternalisme malsain des imprésarios ripoux, la muflerie des beaux garçons riches dans leur belle villa - où trône une affiche de *la Grande Illusion*, c'est sûrement une allusion à des... Mais pas d'orgie, ni de meurtre, ni de suicide. Juste une

overdose, l'hôpital où ils ont l'habitude, et les séances collectives de psy.

En revanche, on a droit à toute la palette des difficiles relations entre la mère abusive et alcoolique et la fille infantilisée, toxico, qui se défend - mal - de sa peur de l'amour par un humour un peu triste. On pourrait croire à une version antée 90 de *Une étoile est née*, mais Mike Nichols choisit le ton, la distance et la fin heureuse de la comédie musicale. Le film enchaîne une série de sketches caractéristiques - avec les grands-parents pittoresques, le travesti en désintoxication, le bon réalisateur affectueux... On les verrait facilement portés presque tels quels sur Broadway. D'autant que la mère chante - Shirley MacLaine époustouffante dans un numéro où elle dit à peu près qu'elle a connu bien des galères mais qu'elle est toujours là - et finit par persuader sa fille de s'y mettre.

C'est Meryl Streep qui est sélectionnée pour les Oscars, bien qu'elle puisse difficilement faire croire à son personnage de jeune fille paumée, sans défense. C'est d'ailleurs Shirley MacLaine qui gagne à l'applaudimètre. Elle a davantage de scènes marquantes : l'alcoolisme est finalement plus varié à jouer que la défonce. De plus, une actrice qui a réellement connu des jours meilleurs, qui accepte de porter des perreques ridicules, puis de se montrer à l'hôpital dans sa peau de petite vieille, et qui, maquillée par sa fille, affronte la presse avec panache, c'est beau.

COLETTE GODARD

Palmarès du Festival de Chamrousse. - La France a décroché pour la première fois une récompense au Festival international du film d'humour qui s'est tenu du 18 au 23 mars à Chamrousse. Elle a en effet obtenu le grand prix avec

## LE JOUR DES ROIS

de Marie-Claude Treilhou

Cela commence par une scène de ménage entre Suzanne et Georges (Michel Galabru) qui ne veut pas l'accompagner, le dimanche de l'épiphanie, dans sa famille, pour déjeuner au restaurant et tirer les Rois. Georges déteste les seigneurs de Suzanne. Réfugiée dans sa cuisine, elle se bouche les oreilles, en répétant, comme une litanie : « J'entends pas, j'entends pas ». On reconnaît, tout de suite, la manière de Marie-Claude Treilhou. Déjà dans *Lourdes*, *l'hiver*, sketch de *l'Archipel des amours*, elle avait filmé une dispute entre un vieil homme et une vieille femme. Les personnages du *Jour des Rois*, approchent ou dépassent les soixante-dix ans. Des petits bourgeois à la retraite, auxquels le cinéma s'intéresse rarement, leur accordant plutôt des rôles secondaires. Ici, ils sont les héros du film et sont interprétés par des vedettes. L'histoire se passe en banlieue parisienne.

Ce dimanche d'épiphanie, Marie-Claude Treilhou en suit les péripéties sur les pas de Suzanne, l'aînée. Elle voudrait que tout le monde soit content. Elle part seule et va chercher sa sœur Germaine (Micheline Presle), la célibataire qui vit en maison de retraite. Mais tout va de travers. Germaine fait la tête. Les deux femmes se perdent dans le cimetière où elles allaient fleurir une tombe,

## Carte vermeille

Trois sœurs, trois comédiennes magnifiques, un film intimiste et touchant

arrivent en retard chez leur sœur Armande (Danielle Darrieux). L'épouse, la plus bourgeoise, la mieux installée. Armande est mariée à Albert (Robert Lamoureux) que Germaine a aimé et aurait pu épouser... C'est au moment de la galette des Rois qu'elles vont se disputer. Prétexte : la signification de l'immaculée Conception dans la religion catholique.

Marie-Claude Treilhou a bâti son scénario, sa mise en scène, sur des petits riens, des détails ordinaires, des dissemblances sociales, sur des façons de voir et de juger qui deviennent plus insistantes lorsqu'on arrive à la vieillesse. Les feux de l'amour et de la tendresse ne sont pas éteints, il faut se résigner et supporter. Marie-Claude Treilhou pratique un réalisme distancié relevé d'humour (l'apparition de la quatrième sœur, Marie-Louise, l'escamoteuse). La réalisatrice de *Simone Barbès ou la vertu* a toujours le regard vif, lucide, précis, et dénué de méchanceté. Elle débusque les failles des comportements qui peuvent faire mal à tout âge. Le retour de Suzanne chez elle, au bout de la journée, est l'un des plus beaux moments de cette œuvre intimiste. Chère Paulette Dubost. Après avoir si bien fait la morte dans *Milou en mai*, elle nous revient, magnifique et touchante, en petite vieille qui parle beaucoup pour ne pas céder à l'angoisse et au découragement. La réunion avec Micheline Presle et Danielle Darrieux était une idée géniale.

JACQUES SICLIER

Lola Zipper - sorte de *Pretty Woman* à la française, avec Arielle Dombasle et François Perrot, - premier long métrage du cinéaste Ilan Cohen Duran, ex-équo avec les *Athéniens*, de Vassilis Alexakis (Grèce).

Lola Zipper a également reçu le prix du public. C'est de la critique est revenu au film britannique *Julia has two lovers* de Rashar Shbid, un prix spécial du jury étant décerné à *Matilda* (Italie), de Antonia de Lillo et Giorgio Magliulo.

## Il y a les amateurs d'exploits.



## Et les professionnels de l'exploit.

Jusqu'au 30 avril 1991, la Diac vous offre un crédit-bail exceptionnel sur 60 mois.

Renault Express tôlé 1.1 essence: 1<sup>er</sup> loyer majoré: 15 190 F.H.T., 11 loyers de 499 F.H.T., 48 loyers de 731 F.H.T. Option d'achat finale: 2 604 F.H.T. Coût total en cas d'acquisition: 58 371 F.H.T. Prix du véhicule au 01.01.91: 43 400 F.H.T.

Renault Trafic fourgon tôlé, court normal, 900 kg, essence: 1<sup>er</sup> loyer majoré: 22 510 F.H.T., 11 loyers de 740 F.H.T., 48 loyers de 1 085 F.H.T. Option d'achat finale: 3 864 F.H.T. Coût total en cas d'acquisition: 86 624 F.H.T. Prix du véhicule au 01.01.91: 64 100 F.H.T.

**RENAULT EXPRESS**  
A PARTIR DE  
499 F H.T. PAR MOIS  
LA 1<sup>re</sup> ANNEE.

**RENAULT TRAFIC**  
A PARTIR DE  
740 F H.T. PAR MOIS  
LA 1<sup>re</sup> ANNEE.

**RENAULT MASTER**  
A PARTIR DE  
1 104 F H.T. PAR MOIS  
LA 1<sup>re</sup> ANNEE.

Renault Master fourgon tôlé 1.30 court, essence: 1<sup>er</sup> loyer majoré: 33 600 F.H.T., 11 loyers de 1 104 F.H.T., 48 loyers de 1 617 F.H.T. Option d'achat finale: 5 760 F.H.T. Coût total en cas d'acquisition: 129 120 F.H.T. Prix du véhicule au 01.01.91: 96 000 F.H.T.

Ces offres, réservées aux utilisateurs professionnels, concernent les véhicules utilitaires neufs.

Sous réserve d'acceptation du dossier par la Diac S.A. au capital de 321 490 700 F - RCS Nanterre B 702 002 221. M. Financement chez votre concessionnaire ou agent Renault ou au N° Vert 05.05.05.05

Diac. L'exploit financier.



Diac  
Financements Renault

سكس من لاجل

## CULTURE

### CINÉMA

A la veille de la remise des oscars

## Depardieu contre-attaque

Mis au pilori par la presse et les ligues féministes américaines à la veille de la cérémonie des oscars, Gérard Depardieu, en course pour sa prestation dans *Cyrano de Bergerac*, a décidé d'attaquer ses journaux qui ont rapporté ses propos où il affirmait avoir participé à un viol (le Monde du 23 mars).

Selon Jean-Paul Rappeneau, le réalisateur du film cinq fois sélectionné, des avocats français à New-York ont écouté la bande enregistrée d'un entretien récent accordé au *Time Magazine* au cours duquel le comédien aurait confirmé des propos tenus en

1978. Or, celle-ci « ne contient rien des accusations » portées contre l'acteur, a déclaré le cinéaste. « C'est une véritable volonté de nuire ».

Gérard Depardieu a déjà démenti les propos attribués par *Time Magazine* et ne se rendra pas à la grande messe du cinéma américain. Il a reçu de nombreux témoignages de soutien, dont ceux de M.M. Jacques Attali, Jacques Toubon et Jack Lang. Le ministre de la culture se dit « indigné par ce coup bas » et de tout cœur avec lui.

Ce genre de campagne n'a rien d'exceptionnel aux États-Unis. Les lignes de vertu ont déjà visé, dans leur vie privée, Jack Nicholson ou Roman Polanski, accusé d'avoir abusé d'une mineure.

Ces dernières semaines, la même presse s'est déchaînée contre Julia Roberts, la révélation de *Pretty Woman*, qui aurait « une obsession pour les hommes » et changerait « aussi souvent de boyfriend que de lingerie ».

Un interprète d'un autre *Cyrano* - José Ferrer - avait déjà subi une telle campagne à la veille de l'attribution des oscars, en 1950. Accusé, lui aussi, d'avoir commis des viols pendant son adolescence, il avait néanmoins remporté la précieuse statuette.

### ARTS

Deux prix Minda de Ginzburg. Le prix Minda de Ginzburg 1990, doté de 25 000 dollars (environ 130 000 F), a été décerné aux auteurs du catalogue de l'exposition Vouet, Jacques Thullier, Barbara Brejon de Lavergnée et Denis Laval. Un nouveau prix, doté de 10 000 dollars, a couronné les auteurs de l'ouvrage de l'exposition « Art in the Making: Impressionism » qui se tient à la National Gallery de Londres jusqu'au 21 avril.

## AMERICAN CENTER American Language Program

Du 2 Avril au 29 Juin. (Vacances 22 Avril - 5 Mai)

- Expression
- Compréhension
- Conversation
- Civilisation des USA
- Medical English
- Video
- Let's Talk Business
- Cinema
- Legal English
- Public Speaking
- Prépa Bac
- TOEFL

**NOUVEAU ! Avril - Juin :**  
Rencontres en VO. avec  
des Américains spécialistes  
d'art et de culture.

Rive Gauche : Rive droite :  
1 place 49, rue  
de l'Odéon Pierre Charron  
75006 Paris. 75008 Paris.  
Tél : 46 33 18 52 Tél : 42 56 25 49

### MUSIQUES

## Roger McGuinn, l'Histoire sur douze cordes

Le fondateur des Byrds revient après une longue absence.  
Son influence sur le rock n'a jamais été aussi grande

Quand Roger McGuinn a décidé de réintégrer la communauté du rock, tout s'est passé très simplement. Après des années passées loin des studios (non pour faire plaisir à quelques amis) à tourner en solo, armé de sa seule guitare douze cordes, le fondateur des Byrds s'est adressé à Clive Davis, qui avait géré la carrière du groupe chez CBS dans les années 60, et Davis l'a signé sur Arista, son label. McGuinn a demandé une chanson à Elvis Costello, a recruté les Heartbreakers de Tom Petty, David Crosby et Chris Hillman, ses anciens compagnons de la formation originale des Byrds, ou, parmi sa nombreuse patenelle musicale, Stan Ridgway, le Californien paranoïaque, et Michael Penn, jeune baladin, petit frère de Sean. Une fois arrivé chez les disquaires, *Back from Rio* s'est élevé sans peine parmi les meilleures ventes aux États-Unis.

Il faut dire que, pendant ce temps, les historiens du rock travaillaient à la réhabilitation définitive des Byrds : Columbia publiait un coffret de quatre CD, biographie musicale définitive d'un groupe dont l'influence ne cesse de se faire sentir de San Francisco à Londres, et les Byrds étaient coprésents au Rock'n'roll Hall of Fame, institution dont le rôle se situe quelque part entre le Musée Grévin et l'Institut.

Aujourd'hui, Roger McGuinn ne ressemble toujours pas à une rock'n'roll star. Mince, réservé, il explique comment il s'est éloigné d'un métier qu'il brocardait déjà en 1966 (*So You Want To Be A Rock'n'roll Star*) : « A la fin des années 70, j'ai fait plusieurs albums au sein de McGuinn, Clark et Hillman. Ce n'était pas une situation très gratifiante, je ne pouvais pas chanter ou jouer de la guitare à douze cordes autant que je le voulais. En 1981, j'ai décidé de revenir au départ, à la période où j'étais chanteur de folk à Greenwich Village, au début des années 60. Je suis parti sur la route avec ma femme, je chantais de tout, des shanties de marins, des chansons des Byrds. Je suis sorti d'un système où il fallait en permanence que j'injecte de l'argent dans la machine pour entretenir mes villas ou la maison de disques. » Mais ses pairs

n'oublient pas McGuinn. En solo, il assurait la première partie de la tournée Dylan-Tom Petty, Elvis Costello l'invitait à participer aux séances d'enregistrement de *Spitz* en 1989. Et surtout, à travers les États-Unis surgissaient des dizaines de groupes qui sonnaient exactement comme les Byrds. « J'ai été pris au dépourvu », reconnaît McGuinn. REM, Green On Red, ils sont apparus en même temps. Et même s'il y en a quelques-uns qui me plagient, je ne m'en formalise pas. Il faut du temps pour développer un style. »

### A la source de la musique californienne

Et qui est mieux placé que McGuinn pour le savoir ? La formule du son Byrds première manière était simple : arpegges de guitare Rickenbacker douze cordes, rythmique rock (encore que le jeu de basse de Chris Hillman devait beaucoup à sa formation de mandoliniste *bluegrass*) et harmonies inspirées à la fois des formations de folk de la fin des années 50 et des Beatles. Tout est dans les cinq premières mesures de leur premier succès, le *Mr Tambourine Man* de Dylan, revisité, relancé sur une autre orbite. Ce son est à la source de presque toute la musique californienne de 1965 à 1980, du Jefferson Airplane aux Eagles, ce qui ne manque pas d'ironie : « Nous étions en Californie parce qu'il faisait chaud. Je venais de Greenwich Village, comme Michael Clarke (le batteur). Gene Clark (chant, tambourin) était du Missouri. »

Les Byrds étaient surtout des nomades : après avoir posé les bases du folk-rock, celles du rock psychédélique (*Eight Miles High*, enregistré en janvier 1966, fut l'un des jalons du genre), le groupe (seul McGuinn demeurait de la formation originale) s'en fut du côté de Nashville, à un moment où les relations entre hippies et *rednecks* semblaient avoir été définies une fois pour toutes par la séquence de clôture d'*Easy Rider* : canon soviétique contre Harley Davidson, bourbon contre acide. Les deux albums de la période, *Notorious Byrds Brothers* et *Sweetheart of the Rodeo*, sont des classiques.



Roger McGuinn

Aujourd'hui, McGuinn n'écrit plus de country, « pas pour mon usage personnel, en tout cas ». Sans complexe, il est revenu au son Byrds. Quand il a demandé à Elvis Costello s'il n'avait pas une chanson qui traitait, « il m'a dit qu'il avait tout utilisé pour son album, mais qu'il allait m'en écrire une. You Bowed Down est un mélange de Chestnut Mare (Roger McGuinn, 1970) et de Positively 4th Street (Bob Dylan, 1966). Costello est venu me l'appren-

dre au studio ». Ainsi, la boucle est bouclée en une symétrie parfaite : un Anglais nourri de musique américaine vient nourrir la renaissance d'un New-Yorkais de Californie qui inventa avec douze cordes un grand morceau du rock.

THOMAS SOTINEL

► *Back from Rio* : CD Arista 261 348.  
► The Byrds : coffret 4 CD Columbia 487611 2.

## Grisey prend le pouls des pulsars

Cinquante minutes de percussions et d'étoiles à neutrons

LE NOIR DE L'ÉTOILE  
au Festival Ars Musica  
de Bruxelles

Comme pour les voyages intergalactiques, dans les vieux films de science-fiction, tout commence par l'avertissement énoncé d'une voix emphatique par un invisible Charon : le temps est venu, l'expérience sera sans précédent, là, en plein concert, les pulsars vont débarquer en direct.

Les quelque mille spectateurs réunis pour l'occasion dans le marché des Halles de Balthard bruxelloises vous le diront : il y a une émotion forte à se brancher sur le pouls des étoiles à neutrons. C'est peu de dire que ces tambourineurs célestes frappent l'imagination. Gérard Grisey, en les conviant comme partenaires dans le *Noir de l'étoile*, son œuvre assurément la plus spectaculaire, n'a pas raté son coup. L'entrée des pulsars, par la voie de douze haut-parleurs, a fait battre les cœurs.

Performance technologique sans précédent, le *Noir de l'étoile* est avant tout œuvre musicale, l'hommage d'un musicien de quarante-cinq ans à ses aînés, les extraterrestres du son. Car les pulsars sont des instruments forgés par le hasard dans la masse éclatée des supernovas, il y a de cela des dizaines de milliers d'années. Animés d'un impossible tournoiement, vrais « phares du ciel »

selon Grisey, métronomes spatiaux, ils sont de la lumière convertie en son. Surveillées par radiotélescope, chacune de leurs rotations émet des ondes électromagnétiques : une fréquence, un rythme. En direct de l'univers, via le Centre astronomique de Nançay - dépendance de l'Observatoire de Paris - le pulsar de Vela tambourine un rythme guilleret. Son camarade joliment nommé *0329 + 34* a plus de lenteur et de gravité. C'était eux, que le compositeur, entouré d'une impressionnante équipe technique, avait choisi d'inviter aux environs de 17 h 30 pour une séance de musique de chambre programmée en création mondiale par le Festival Ars Musica, jeune Royan bruxellois (le Monde Arts et spectacles du 14 mars).

### Le succès et le continu

Repris à Berlin, à Glasgow, à Alicante, à Trente, à Paris (Halle de la Villette) en janvier prochain, après une création française le 22 septembre 1991 à Strasbourg (dans le cadre du Festival Musica), le *Noir de l'étoile* est un grand spectacle de musique spatialisée.

Perchés sur des praticables avec leur batterie de bois et de peaux, les six Percussionnistes de Strasbourg font tourner les rythmes : le public est disposé en étoile au centre de leur constellation ; les lumières (de Kurt Wogitzke) jouent avec des nappes de

fumée en suspension ; des velums, tendus comme des ailes, invitent au décollage (mise en espace : Claudia Dodere). On ne décolle vraiment qu'après un long prélude (en fait, une œuvre ancienne de Grisey, *Tempus ex machina* I, ici réutilisée en introduction), quand le premier pulsar fait son apparition : impression pour l'auditeur de s'être coiffé d'un stéthoscope géant et d'épier un pouls qui bat, là-bas, éternellement. La logique de l'œuvre apparaît dès lors plus clairement, exploration des zones de transition entre le successif et le continu, passage d'une perception comme celle de pulsations isolées, à l'image d'un tournoiement dans l'espace, perméabilité du domaine strictement auditif (son plus ou moins fort) au domaine vague des sensations (forme plus ou moins proche). On retrouve en résumé l'intérêt que Gérard Grisey n'a jamais cessé de porter, comme l'ensemble du groupe auquel il appartient (l'itinéraire), aux lois et à l'imprévu du son. Ce son serait-il rythme pur, comme le battement des pulsars ?

ANNE REY

► Festival Ars Musica, jusqu'au 28 mars. Tél. : (19) 322-647-16-52.

## NIJINSKA NIJINSKI

### NOCES

Stravinski - Nijinska - Gontcharova

### LES BICHES

Poulenc - Nijinska - Laurencin

### L'APRES-MIDI D'UN FAUNE

Debussy - Nijinski - Bakst

### LE SACRE DU PRINTEMPS

Stravinski - Nijinski - Roerich - Hodson / Archer

En alternance dans les principaux rôles

F. CLERC, I. GUERIN, F. LEGREE, M. LOUDIERES,  
M.C. PIETRAGALLA, E. PLATEL, C. DE VULPIAN, K. BELARBI,  
P. DUPOND, C. JUDE, J.Y. LORNEAU,  
K. AVERTY, C. VAYER, J.C. PARE, S. PRINCE, W. ROMOLI

ET LE BALLET DE L'OPERA DE PARIS

ORCHESTRE NATIONAL DE L'OPERA DE PARIS

Direction Michel Tabachnik

2, 3, 4, 5, 6 (m et s), 9, 10, 11, 12 (soirée réservée),  
13 (m et s) avril

Location (14 jours à l'avance) 47 42 53 71

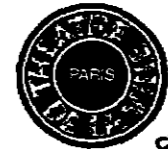
et aux caisses de l'Opéra de Paris Garnier - Prix des places : de 30 F. à 320 F.

THÉÂTRE 71 46 55 43 45  
MALAKOFF Métro Malakoff / Plateau de Vanves

## LES ÉTRANGES SOUFFRANCES D'UN DIRECTEUR DE THÉÂTRE

Avec Patrick Le Mauff, Laurent Vercelleto, Philippe Vincenot

Un spectacle de L'athlèment 2 Du 13 mars au 7 avril



## LA DUCHESSE DE MALFI

JOHN WEBSTER

texte français Claude Duneton

mise en scène

Matthias Langhoff

LOC. 42 74 22 77

2 PL. DU CHATELET PARIS 4<sup>e</sup>

# SPECTACLES

LUNDI 25 MARS

## CINÉMAS

### LA CINÉMATHEQUE

**PALAIS DE CHAILLOT** (47-04-24-24)  
La cinématique de la danse présente : *Mantoune*, de Luc Riolon, chorégraphie de Josette Baiz ; Quai Bourbon (1987), de Luc Riolon ; le Globe (1989), de Luc Riolon, 20 h 30.

**PALAIS DE TOKYO** (47-04-24-24)  
Hommage à Alberto Moravia : *Ca s'est passé à Rome* (1950), de Mauro Bolognini, 18 h ; *Les Ambitions déçues* (1982, v.o.), de Fabio Carpi, 20 h.

### CENTRE GEORGES-POMPIDOU

**SALLE GARANCE** (42-78-37-29)  
Les Cinéma d'Asie Centrale Soviétique : *La Flamme* (1988, v.o. traduction simultanée), de Choukhrat Makhmoudov et Razia Mergenbaeva ; *La Sidième partie du monde* (v.o. traduction simultanée), de Oleg Vovov, 14 h 30 ; *La Compétition* (1963, v.o. traduction simultanée), de Boutat Manourov, 17 h 30 ; *Le Bateau blanc* (1975, v.o. s.t.f.), de Bolot Chanchiev, 20 h 30.

### LES EXCLUSIVITÉS

**LES AFFRANCHIS** (\*) (A. v.o.) : *Cincoche*, 6 (45-33-10-82) ; *Saint-Lambert*, 15 (45-32-91-68) ; *ALICE* (A. v.o.) : *Ciné Beaubourg*, 3 (42-71-52-38) ; *UGC Danco*, 8 (42-25-10-30) ; *UGC Rotonde*, 8 (45-74-94-94) ; *La Pagode*, 7 (47-05-12-15) ; *UGC Champs-Élysées*, 8 (45-82-20-40) ; *UGC Opéra*, 9 (45-74-95-40) ; *14 Juillet Bastille*, 11 (43-57-90-81) ; *Escorial*, 13 (47-07-28-04) ; *14 Juillet Beaugrenelle*, 15 (45-75-79-79) ; *UGC Maillot*, 17 (40-86-00-18) ; v.f. : *Pathé Montparnasse*, 14 (43-20-12-08).

**LES ARNAQUEURS** (A. v.o.) : *L'Enfer*, 14 (45-43-41-83) ; *Les Montpennos*, 14 (43-27-52-37) ; *ATTACHE-MOI !* (Esp. v.o.) : *Lucan*, 6 (45-44-57-34) ; *AVALON* (A. v.o.) : *Forum Orient Express*, 1 (42-33-42-26) ; *UGC Triomphe*, 8 (45-74-93-50) ; *LES AVENTURIERS DU TIMBRE PERDU* (Can.) : *Latina*, 4 (42-78-47-86) ; *Le Berry Zebra*, 11 (43-57-51-55) ; *BOUGE PAS, MEURS, RESSUSCITE* (Sov. v.o.) : *Utopia Champollion*, 5 (43-26-84-85) ; *LE BUCHER DES VANITÉS* (A. v.o.) : *Gaumont Les Halles*, 1 (40-28-12-12) ; *14 Juillet Odéon*, 6 (43-25-59-83) ; *Gaumont Champs-Élysées*, 8 (43-59-04-57) ; *Max Linder Panorama*, 9 (48-24-88-88) ; *La Bastille*, 11 (43-07-48-80) ; *Gaumont Montparnasse*, 14 (43-35-30-40) ; v.f. : *Paramount Opéra*, 9 (47-42-56-31) ; *UGC Gobelins*, 13 (45-61-94-95) ; *Gaumont Alésia*, 14 (43-27-84-50) ; *Miramir*, 14 (43-20-89-52) ; *Gaumont Convention*, 15 (45-82-42-27) ; *Pathé Clichy*, 18 (45-22-46-01) ; *La Gambetta*, 20 (45-36-10-86) ; *LE CERCLE DES POÈTES DISPARUS* (A. v.o.) : *Cincoche*, 6 (45-33-10-82) ; *George V*, 8 (45-82-41-46) ; *LE CHATEAU DE MA MÈRE* (Fr.) : *Studio des Ursulines*, 5 (43-26-19-08) ; *Gaumont Alésia*, 14 (43-27-84-50) ; *COMING UP ROSES* (Brit. v.o.) : *Saint-André-des-Arts*, 1 (43-28-48-18) ; *COUPS POUR COUPS* (\*) (A. v.o.) : *Forum Orient Express*, 1 (42-33-42-26) ; *George V*, 8 (45-82-41-46) ; *UGC Normandie*, 8 (45-53-16-18) ; v.f. : *Reax*, 2 (42-36-83-93) ; *UGC Montparnasse*, 14 (45-74-94-94) ; *Paramount Opéra*, 9 (47-42-56-31) ; *UGC Lyon Bastille*, 12 (43-43-01-59) ; *UGC*

*Gobelins*, 13 (45-61-94-95) ; *Mistral*, 14 (45-39-52-43) ; *UGC Convention*, 15 (45-74-93-40) ; *Pathé Clichy*, 18 (45-22-46-01) ; *CYRANO DE BERGERAC* (Fr.) : *Forum Horizon*, 1 (45-08-57-57) ; *Odéon*, 6 (42-25-10-30) ; *UGC Triomphe*, 8 (45-74-93-50) ; *Paramount Opéra*, 9 (47-42-56-31) ; *UGC Lyon Bastille*, 12 (43-43-01-59) ; *UGC Gobelins*, 13 (45-61-94-95) ; *Mistral*, 14 (45-39-52-43) ; *Sept Persepolis*, 14 (43-20-32-20) ; *Pathé Wepler*, 18 (45-22-46-01) ; *La Gambetta*, 20 (45-36-10-86) ; *DANCIN' THRU THE DARK* (A. v.o.) : *Reif Logos II*, 5 (43-54-42-34) ; *Action Champs-Élysées*, 8 (43-25-71-89) ; *La Bastille*, 11 (43-07-48-80) ; *DANSE AVEC LES LOUPS* (A. v.o.) : *Cincoche*, 6 (45-33-10-82) ; *George V*, 8 (45-82-41-46) ; *57-57* : *Gaumont Opéra*, 2 (47-42-56-31) ; *Breagne*, 6 (42-22-57-57) ; *UGC Odéon*, 6 (42-25-10-30) ; *Gaumont Ambassade*, 8 (45-59-19-08) ; *UGC Normandie*, 8 (45-53-16-18) ; *Gaumont Alésia*, 14 (43-27-84-50) ; v.f. : *Reax*, 2 (42-36-83-93) ; *Fauvette*, 13 (43-31-56-88) ; *Gaumont Convention*, 15 (45-82-42-27) ; *Pathé Wepler*, 18 (45-22-46-01) ; *La Gambetta*, 20 (45-36-10-86) ; *LA DÉSENCANTÉE* (Fr.) : *République Cinéma*, 11 (43-05-51-33) ; *Denfert*, 14 (43-21-41-01) ; *LA DISCRÈTE* (Fr.) : *Gaumont Les Halles*, 1 (40-28-12-12) ; *Gaumont Opéra*, 2 (47-42-56-31) ; *Pathé Maillot*, 17 (40-86-00-18) ; *Gaumont Ambassade*, 8 (45-59-19-08) ; *UGC Normandie*, 8 (45-53-16-18) ; *Gaumont Alésia*, 14 (43-27-84-50) ; v.f. : *Reax*, 2 (42-36-83-93) ; *Fauvette*, 13 (43-31-56-88) ; *Gaumont Convention*, 15 (45-82-42-27) ; *Pathé Wepler*, 18 (45-22-46-01) ; *La Gambetta*, 20 (45-36-10-86) ; *LA DÉSENCANTÉE* (Fr.) : *République Cinéma*, 11 (43-05-51-33) ; *Denfert*, 14 (43-21-41-01) ; *LA DISCRÈTE* (Fr.) : *Gaumont Les Halles*, 1 (40-28-12-12) ; *Gaumont Opéra*, 2 (47-42-56-31) ; *Pathé Maillot*, 17 (40-86-00-18) ; *Gaumont Ambassade*, 8 (45-59-19-08) ; *UGC Normandie*, 8 (45-53-16-18) ; *Gaumont Alésia*, 14 (43-27-84-50) ; v.f. : *Reax*, 2 (42-36-83-93) ; *Fauvette*, 13 (43-31-56-88) ; *Gaumont Convention*, 15 (45-82-42-27) ; *Pathé Wepler*, 18 (45-22-46-01) ; *La Gambetta*, 20 (45-36-10-86) ; *DO THE RIGHT THING* (A. v.o.) : *Cincoche*, 6 (45-33-10-82) ; *George V*, 8 (45-82-41-46) ; *ETRANGE SÉDUCTION* (It. v.o.) : *Forum Orient Express*, 1 (42-33-42-26) ; *Publicis Champs-Élysées*, 8 (47-20-78-23) ; *Gaumont Parnasse*, 14 (43-35-30-40) ; *L'ÉVEIL* (A. v.o.) : *Forum Orient Express*, 1 (42-33-42-26) ; *14 Juillet Odéon*, 6 (43-25-59-83) ; *UGC Rotonde*, 8 (45-74-94-94) ; *UGC Normandie*, 8 (45-53-16-18) ; *Paramount Opéra*, 9 (47-42-56-31) ; *Pathé Montparnasse*, 14 (43-20-12-08) ; *FENÊTRE SUR PACIFIQUE* (A. v.o.) : *UGC Triomphe*, 8 (45-74-93-50) ; *LA FRACTURE DU MYOCARDE* (Fr.) : *Ciné Beaubourg*, 3 (42-71-52-38) ; *14 Juillet Parnasse*, 14 (43-26-59-00) ; *Les Trois Luxembourgs*, 6 (46-33-97-77) ; *George V*, 8 (45-82-41-46) ; *14 Juillet Bastille*, 11 (43-57-90-81) ; *Gaumont Convention*, 15 (45-82-42-27) ; *Pathé Wepler*, 18 (45-22-46-01) ; *LA PETITE SIRENE* (A. v.o.) : *UGC Montparnasse*, 14 (45-74-94-94) ; *LA GLOIRE DE MON PÈRE* (Fr.) : *Studio des Ursulines*, 5 (43-26-19-08) ; *Gaumont Convention*, 15 (45-82-42-27) ; *GREEN CARD* (A. v.o.) : *Gaumont Les Halles*, 1 (40-28-12-12) ; *Ciné Beaubourg*, 3 (42-71-52-38) ; *UGC Odéon*, 6 (42-25-10-30) ; *Gaumont Ambassade*, 8 (45-59-19-08) ; *UGC Gobelins*, 13 (45-61-94-95) ; *Gaumont Alésia*, 14 (43-27-84-50) ; *14 Juillet Beaugrenelle*, 15 (45-75-79-79) ; *Bienvend Montparnasse*, 15 (45-44-25-02) ; *UGC Maillot*, 17 (40-86-00-18) ; v.f. : *UGC Montparnasse*, 14 (45-74-94-94) ; *Paramount Opéra*, 9 (47-42-56-31) ; *La Nation*, 12 (43-04-07) ; *UGC Lyon Bastille*, 12 (43-43-01-59) ; *Fauvette*, 13 (43-31-56-88) ; *Mistral*, 14 (45-39-52-43) ; *Pathé Montparnasse*, 14 (43-20-12-08) ; *UGC Convention*, 15 (45-74-93-40) ; *Pathé Clichy*, 18 (45-22-46-01) ; *POUSSIERES DANS LE VENT*. Film chinois du Taiwan de Taiwan, couleurs, 1153. Comédie dramatique de Hou Hsiao-Hsien, v.o. : *Utopia Champollion*, 5 (43-26-84-85) ; *RUE DU BAC*. Film français de Gabriel Achon : *Gaumont Opéra*, 2 (47-42-56-31) ; *Ciné Beaubourg*, 3 (42-71-52-38) ; *Les Trois Luxembourgs*, 6 (46-33-97-77) ; *Gaumont Ambassade*, 8 (45-59-19-08) ; *Gaumont Alésia*, 14 (43-27-84-50) ; *Les Montpennos*, 14 (43-27-84-50) ; *Gaumont Convention*, 15 (45-82-42-27) ; *Pathé Wepler*, 18 (45-22-46-01) ; *EATING*. Film américain d'Henry Jaglom, v.o. : *14 Juillet Odéon*, 6 (43-25-59-83) ; *LE JOUR DES ROIS*. Film français de Marie-Claude Treilhou : *Forum Orient Express*, 1 (42-33-42-26) ; *Saint-André-des-Arts*, 1 (43-28-48-18) ; *George V*, 8 (45-82-41-46) ; *14 Juillet Bastille*, 11 (43-57-90-81) ; *Escorial*, 13 (47-07-28-04) ; *Sept Persepolis*, 14 (43-20-32-20) ; *LABYRINTHE DES PASSIONS*. Film espagnol de Pedro Almodovar, v.o. : *Gaumont Les Halles*, 1 (40-28-12-12) ; *Gaumont Opéra*, 2 (47-42-56-31) ; *Publicis Saint-Germain*, 6 (42-22-72-80) ; *Gaumont Ambassade*, 8 (45-59-19-08) ; *14 Juillet Bastille*, 11 (43-57-90-81) ; *Gaumont Parnasse*, 14 (43-35-30-40) ; *Gaumont Alésia*, 14 (43-27-84-50) ; *14 Juillet Beaugrenelle*, 15 (45-75-79-79) ; *Bienvend Montparnasse*, 15 (45-44-25-02) ; *UGC Maillot*, 17 (40-86-00-18) ; v.f. : *UGC Montparnasse*, 14 (45-74-94-94) ; *Paramount Opéra*, 9 (47-42-56-31) ; *La Nation*, 12 (43-04-07) ; *UGC Lyon Bastille*, 12 (43-43-01-59) ; *Fauvette*, 13 (43-31-56-88) ; *Mistral*, 14 (45-39-52-43) ; *Pathé Montparnasse*, 14 (43-20-12-08) ; *UGC Convention*, 15 (45-74-93-40) ; *Pathé Clichy*, 18 (45-22-46-01) ; *POUSSIERES DANS LE VENT*. Film chinois du Taiwan de Taiwan, couleurs, 1153. Comédie dramatique de Hou Hsiao-Hsien, v.o. : *Utopia Champollion*, 5 (43-26-84-85) ; *RUE DU BAC*. Film français de Gabriel Achon : *Gaumont Opéra*, 2 (47-42-56-31) ; *Ciné Beaubourg*, 3 (42-71-52-38) ; *Les Trois Luxembourgs*, 6 (46-33-97-77) ; *Gaumont Ambassade*, 8 (45-59-19-08) ; *Gaumont Alésia*, 14 (43-27-84-50) ; *Les Montpennos*, 14 (43-27-84-50) ; *Gaumont Convention*, 15 (45-82-42-27) ; *Pathé Wepler*, 18 (45-22-46-01) ; *EATING*. Film américain d'Henry Jaglom, v.o. : *14 Juillet Odéon*, 6 (43-25-59-83) ; *LE JOUR DES ROIS*. Film français de Marie-Claude Treilhou : *Forum Orient Express*, 1 (42-33-42-26) ; *Saint-André-des-Arts*, 1 (43-28-48-18) ; *George V*, 8 (45-82-41-46) ; *14 Juillet Bastille*, 11 (43-57-90-81) ; *Escorial*, 13 (47-07-28-04) ; *Sept Persepolis*, 14 (43-20-32-20) ; *LABYRINTHE DES PASSIONS*. Film espagnol de Pedro Almodovar, v.o. : *Gaumont Les Halles*, 1 (40-28-12-12) ; *Gaumont Opéra*, 2 (47-42-56-31) ; *Publicis Saint-Germain*, 6 (42-22-72-80) ; *Gaumont Ambassade*, 8 (45-59-19-08) ; *14 Juillet Bastille*, 11 (43-57-90-81) ; *Gaumont Parnasse*, 14 (43-35-30-40) ; *Gaumont Alésia*, 14 (43-27-84-50) ; *14 Juillet Beaugrenelle*, 15 (45-75-79-79) ; *Bienvend Montparnasse*, 15 (45-44-25-02) ; *UGC Maillot*, 17 (40-86-00-18) ; v.f. : *UGC Montparnasse*, 14 (45-74-94-94) ; *Paramount Opéra*, 9 (47-42-56-31) ; *La Nation*, 12 (43-04-07) ; *UGC Lyon Bastille*, 12 (43-43-01-59) ; *Fauvette*, 13 (43-31-56-88) ; *Mistral*, 14 (45-39-52-43) ; *Pathé Montparnasse*, 14 (43-20-12-08) ; *UGC Convention*, 15 (45-74-93-40) ; *Pathé Clichy*, 18 (45-22-46-01) ; *POUSSIERES DANS LE VENT*. Film chinois du Taiwan de Taiwan, couleurs, 1153. Comédie dramatique de Hou Hsiao-Hsien, v.o. : *Utopia Champollion*, 5 (43-26-84-85) ; *RUE DU BAC*. Film français de Gabriel Achon : *Gaumont Opéra*, 2 (47-42-56-31) ; *Ciné Beaubourg*, 3 (42-71-52-38) ; *Les Trois Luxembourgs*, 6 (46-33-97-77) ; *Gaumont Ambassade*, 8 (45-59-19-08) ; *Gaumont Alésia*, 14 (43-27-84-50) ; *Les Montpennos*, 14 (43-27-84-50) ; *Gaumont Convention*, 15 (45-82-42-27) ; *Pathé Wepler*, 18 (45-22-46-01) ; *EATING*. Film américain d'Henry Jaglom, v.o. : *14 Juillet Odéon*, 6 (43-25-59-83) ; *LE JOUR DES ROIS*. Film français de Marie-Claude Treilhou : *Forum Orient Express*, 1 (42-33-42-26) ; *Saint-André-des-Arts*, 1 (43-28-48-18) ; *George V*, 8 (45-82-41-46) ; *14 Juillet Bastille*, 11 (43-57-90-81) ; *Escorial*, 13 (47-07-28-04) ; *Sept Persepolis*, 14 (43-20-32-20) ; *LABYRINTHE DES PASSIONS*. Film espagnol de Pedro Almodovar, v.o. : *Gaumont Les Halles*, 1 (40-28-12-12) ; *Gaumont Opéra*, 2 (47-42-56-31) ; *Publicis Saint-Germain*, 6 (42-22-72-80) ; *Gaumont Ambassade*, 8 (45-59-19-08) ; *14 Juillet Bastille*, 11 (43-57-90-81) ; *Gaumont Parnasse*, 14 (43-35-30-40) ; *Gaumont Alésia*, 14 (43-27-84-50) ; *14 Juillet Beaugrenelle*, 15 (45-75-79-79) ; *Bienvend Montparnasse*, 15 (45-44-25-02) ; *UGC Maillot*, 17 (40-86-00-18) ; v.f. : *UGC Montparnasse*, 14 (45-74-94-94) ; *Paramount Opéra*, 9 (47-42-56-31) ; *La Nation*, 12 (43-04-07) ; *UGC Lyon Bastille*, 12 (43-43-01-59) ; *Fauvette*, 13 (43-31-56-88) ; *Mistral*, 14 (45-39-52-43) ; *Pathé Montparnasse*, 14 (43-20-12-08) ; *UGC Convention*, 15 (45-74-93-40) ; *Pathé Clichy*, 18 (45-22-46-01) ; *POUSSIERES DANS LE VENT*. Film chinois du Taiwan de Taiwan, couleurs, 1153. Comédie dramatique de Hou Hsiao-Hsien, v.o. : *Utopia Champollion*, 5 (43-26-84-85) ; *RUE DU BAC*. Film français de Gabriel Achon : *Gaumont Opéra*, 2 (47-42-56-31) ; *Ciné Beaubourg*, 3 (42-71-52-38) ; *Les Trois Luxembourgs*, 6 (46-33-97-77) ; *Gaumont Ambassade*, 8 (45-59-19-08) ; *Gaumont Alésia*, 14 (43-27-84-50) ; *Les Montpennos*, 14 (43-27-84-50) ; *Gaumont Convention*, 15 (45-82-42-27) ; *Pathé Wepler*, 18 (45-22-46-01) ; *EATING*. Film américain d'Henry Jaglom, v.o. : *14 Juillet Odéon*, 6 (43-25-59-83) ; *LE JOUR DES ROIS*. Film français de Marie-Claude Treilhou : *Forum Orient Express*, 1 (42-33-42-26) ; *Saint-André-des-Arts*, 1 (43-28-48-18) ; *George V*, 8 (45-82-41-46) ; *14 Juillet Bastille*, 11 (43-57-90-81) ; *Escorial*, 13 (47-07-28-04) ; *Sept Persepolis*, 14 (43-20-32-20) ; *LABYRINTHE DES PASSIONS*. Film espagnol de Pedro Almodovar, v.o. : *Gaumont Les Halles*, 1 (40-28-12-12) ; *Gaumont Opéra*, 2 (47-42-56-31) ; *Publicis Saint-Germain*, 6 (42-22-72-80) ; *Gaumont Ambassade*, 8 (45-59-19-08) ; *14 Juillet Bastille*, 11 (43-57-90-81) ; *Gaumont Parnasse*, 14 (43-35-30-40) ; *Gaumont Alésia*, 14 (43-27-84-50) ; *14 Juillet Beaugrenelle*, 15 (45-75-79-79) ; *Bienvend Montparnasse*, 15 (45-44-25-02) ; *UGC Maillot*, 17 (40-86-00-18) ; v.f. : *UGC Montparnasse*, 14 (45-74-94-94) ; *Paramount Opéra*, 9 (47-42-56-31) ; *La Nation*, 12 (43-04-07) ; *UGC Lyon Bastille*, 12 (43-43-01-59) ; *Fauvette*, 13 (43-31-56-88) ; *Mistral*, 14 (45-39-52-43) ; *Pathé Montparnasse*, 14 (43-20-12-08) ; *UGC Convention*, 15 (45-74-93-40) ; *Pathé Clichy*, 18 (45-22-46-01) ; *POUSSIERES DANS LE VENT*. Film chinois du Taiwan de Taiwan, couleurs, 1153. Comédie dramatique de Hou Hsiao-Hsien, v.o. : *Utopia Champollion*, 5 (43-26-84-85) ; *RUE DU BAC*. Film français de Gabriel Achon : *Gaumont Opéra*, 2 (47-42-56-31) ; *Ciné Beaubourg*, 3 (42-71-52-38) ; *Les Trois Luxembourgs*, 6 (46-33-97-77) ; *Gaumont Ambassade*, 8 (45-59-19-08) ; *Gaumont Alésia*, 14 (43-27-84-50) ; *Les Montpennos*, 14 (43-27-84-50) ; *Gaumont Convention*, 15 (45-82-42-27) ; *Pathé Wepler*, 18 (45-22-46-01) ; *EATING*. Film américain d'Henry Jaglom, v.o. : *14 Juillet Odéon*, 6 (43-25-59-83) ; *LE JOUR DES ROIS*. Film français de Marie-Claude Treilhou : *Forum Orient Express*, 1 (42-33-42-26) ; *Saint-André-des-Arts*, 1 (43-28-48-18) ; *George V*, 8 (45-82-41-46) ; *14 Juillet Bastille*, 11 (43-57-90-81) ; *Escorial*, 13 (47-07-28-04) ; *Sept Persepolis*, 14 (43-20-32-20) ; *LABYRINTHE DES PASSIONS*. Film espagnol de Pedro Almodovar, v.o. : *Gaumont Les Halles*, 1 (40-28-12-12) ; *Gaumont Opéra*, 2 (47-42-56-31) ; *Publicis Saint-Germain*, 6 (42-22-72-80) ; *Gaumont Ambassade*, 8 (45-59-19-08) ; *14 Juillet Bastille*, 11 (43-57-90-81) ; *Gaumont Parnasse*, 14 (43-35-30-40) ; *Gaumont Alésia*, 14 (43-27-84-50) ; *14 Juillet Beaugrenelle*, 15 (45-75-79-79) ; *Bienvend Montparnasse*, 15 (45-44-25-02) ; *UGC Maillot*, 17 (40-86-00-18) ; v.f. : *UGC Montparnasse*, 14 (45-74-94-94) ; *Paramount Opéra*, 9 (47-42-56-31) ; *La Nation*, 12 (43-04-07) ; *UGC Lyon Bastille*, 12 (43-43-01-59) ; *Fauvette*, 13 (43-31-56-88) ; *Mistral*, 14 (45-39-52-43) ; *Pathé Montparnasse*, 14 (43-20-12-08) ; *UGC Convention*, 15 (45-74-93-40) ; *Pathé Clichy*, 18 (45-22-46-01) ; *POUSSIERES DANS LE VENT*. Film chinois du Taiwan de Taiwan, couleurs, 1153. Comédie dramatique de Hou Hsiao-Hsien, v.o. : *Utopia Champollion*, 5 (43-26-84-85) ; *RUE DU BAC*. Film français de Gabriel Achon : *Gaumont Opéra*, 2 (47-42-56-31) ; *Ciné Beaubourg*, 3 (42-71-52-38) ; *Les Trois Luxembourgs*, 6 (46-33-97-77) ; *Gaumont Ambassade*, 8 (45-59-19-08) ; *Gaumont Alésia*, 14 (43-27-84-50) ; *Les Montpennos*, 14 (43-27-84-50) ; *Gaumont Convention*, 15 (45-82-42-27) ; *Pathé Wepler*, 18 (45-22-46-01) ; *EATING*. Film américain d'Henry Jaglom, v.o. : *14 Juillet Odéon*, 6 (43-25-59-83) ; *LE JOUR DES ROIS*. Film français de Marie-Claude Treilhou : *Forum Orient Express*, 1 (42-33-42-26) ; *Saint-André-des-Arts*, 1 (43-28-48-18) ; *George V*, 8 (45-82-41-46) ; *14 Juillet Bastille*, 11 (43-57-90-81) ; *Escorial*, 13 (47-07-28-04) ; *Sept Persepolis*, 14 (43-20-32-20) ; *LABYRINTHE DES PASSIONS*. Film espagnol de Pedro Almodovar, v.o. : *Gaumont Les Halles*, 1 (40-28-12-12) ; *Gaumont Opéra*, 2 (47-42-56-31) ; *Publicis Saint-Germain*, 6 (42-22-72-80) ; *Gaumont Ambassade*, 8 (45-59-19-08) ; *14 Juillet Bastille*, 11 (43-57-90-81) ; *Gaumont Parnasse*, 14 (43-35-30-40) ; *Gaumont Alésia*, 14 (43-27-84-50) ; *14 Juillet Beaugrenelle*, 15 (45-75-79-79) ; *Bienvend Montparnasse*, 15 (45-44-25-02) ; *UGC Maillot*, 17 (40-86-00-18) ; v.f. : *UGC Montparnasse*, 14 (45-74-94-94) ; *Paramount Opéra*, 9 (47-42-56-31) ; *La Nation*, 12 (43-04-07) ; *UGC Lyon Bastille*, 12 (43-43-01-59) ; *Fauvette*, 13 (43-31-56-88) ; *Mistral*, 14 (45-39-52-43) ; *Pathé Montparnasse*, 14 (43-20-12-08) ; *UGC Convention*, 15 (45-74-93-40) ; *Pathé Clichy*, 18 (45-22-46-01) ; *POUSSIERES DANS LE VENT*. Film chinois du Taiwan de Taiwan, couleurs, 1153. Comédie dramatique de Hou Hsiao-Hsien, v.o. : *Utopia Champollion*, 5 (43-26-84-85) ; *RUE DU BAC*. Film français de Gabriel Achon : *Gaumont Opéra*, 2 (47-42-56-31) ; *Ciné Beaubourg*, 3 (42-71-52-38) ; *Les Trois Luxembourgs*, 6 (46-33-97-77) ; *Gaumont Ambassade*, 8 (45-59-19-08) ; *Gaumont Alésia*, 14 (43-27-84-50) ; *Les Montpennos*, 14 (43-27-84-50) ; *Gaumont Convention*, 15 (45-82-42-27) ; *Pathé Wepler*, 18 (45-22-46-01) ; *EATING*. Film américain d'Henry Jaglom, v.o. : *14 Juillet Odéon*, 6 (43-25-59-83) ; *LE JOUR DES ROIS*. Film français de Marie-Claude Treilhou : *Forum Orient Express*, 1 (42-33-42-26) ; *Saint-André-des-Arts*, 1 (43-28-48-18) ; *George V*, 8 (45-82-41-46) ; *14 Juillet Bastille*, 11 (43-57-90-81) ; *Escorial*, 13 (47-07-28-04) ; *Sept Persepolis*, 14 (43-20-32-20) ; *LABYRINTHE DES PASSIONS*. Film espagnol de Pedro Almodovar, v.o. : *Gaumont Les Halles*, 1 (40-28-12-12) ; *Gaumont Opéra*, 2 (47-42-56-31) ; *Publicis Saint-Germain*, 6 (42-22-72-80) ; *Gaumont Ambassade*, 8 (45-59-19-08) ; *14 Juillet Bastille*,



Georges Colson,  
Président-Directeur Général des Voyages Fram

## “Moi, la paix, je suis allé la vérifier sur place.”

Chaque année, ce sont 410.000 personnes qui remettent entre mes mains leurs vacances, leur famille et leur bonheur. Cette confiance absolue que me témoignent les clients Fram, je n'ai le droit ni de la trahir, ni de la prendre à la légère.

Je leur dois la sécurité absolue.

Alors, oui ou non la Turquie, la Tunisie, le Maroc, sont-ils redevenus des pays de paix, d'accueil et d'hospitalité ?

Oui ou non Fram, le grand du voyage en France, peut-il conserver ces destinations en catalogue ?

A ces questions je n'ai trouvé qu'un moyen d'apporter une réponse définitive : aller voir sur place.

C'est chose faite.

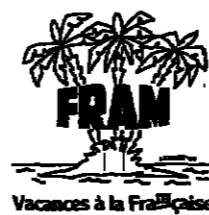
J'ai rencontré les différents responsables du tourisme, j'ai séjourné dans tous les hôtels Fram, j'ai marché dans les souks et dans les rues, j'ai visité les oasis et les villages. Et je reviens avec deux choses : des certitudes et des cadeaux.

Certitude que le vent de la tempête est retombé aussi vite qu'il s'était levé.  
Certitude que la Méditerranée sera toujours la Méditerranée : une terre de soleil et d'accueil.

Et puis je ramène plus.

Les hommes qui m'ont accueilli m'ont confié pour vous, leur message de paix : des cadeaux de bienvenue qui vous attendent sur place, pour vous prouver cette hospitalité que seuls certains peuples savent encore pratiquer.

Fram a tenu à ajouter à ce geste sa contribution en vous offrant des conditions tout à fait exceptionnelles. Pour des vacances exceptionnelles.



Vacances à la Française.

### MAROC 2980<sup>F</sup>

#### CONDITIONS EXCEPTIONNELLES

**INCLUS** Voyage avion. Vol Paris-Marrakech le week-end.  
**INCLUS** (Réduction exceptionnelle Royal Air Maroc.)  
**INCLUS** Séjour au FRAMISSIMA\*\*\*\*  
**INCLUS** Une semaine demi-pension à MARRAKECH.  
**INCLUS** (Réduction exceptionnelle FRAM.)  
**+CADEAU** Boissons aux repas (vin et eau minérale).  
**+CADEAU** Tennis, activités sportives. Forfait remise en forme (santé, sauna) et animations. (Offert par le FRAMISSIMA.)  
**+CADEAU** Supplément chambre individuelle. (Offert par le FRAMISSIMA.)  
**+CADEAU** Une excursion découverte. (Offerte par l'Office National Marocain du Tourisme.)  
**+CADEAU** Une soirée marocaine : dîner, spectacle. (Offert par FRAM.)

\* De Paris et Nantes entre le 12/05 et le 30/06/91.  
Autres villes de départ.

Consultez vite votre agent de voyages.



Vacances à la Française.

### TUNISIE 2900<sup>F</sup>

#### CONDITIONS EXCEPTIONNELLES

**INCLUS** Voyage avion. Vol Paris-Monastir le week-end.  
**INCLUS** (Réduction exceptionnelle Tunis Air/Air Charter.)  
**INCLUS** Séjour au FRAMISSIMA\*\*\*\*  
**INCLUS** Une semaine demi-pension complète à MONASTIR.  
**INCLUS** (Réduction exceptionnelle FRAM.)  
**+CADEAU** Boissons aux repas (vin et eau minérale).  
**+CADEAU** Tennis, sports nautiques, activités sportives et animations. (Offert par le FRAMISSIMA.)  
**+CADEAU** Supplément chambre individuelle. (Offert par le FRAMISSIMA.)  
**+CADEAU** Une soirée tunisienne : dîner et spectacle. (Offert par FRAM.)  
**+CADEAU** Un souvenir de la "Tunisienne Amie". (Offert par l'Office National du Tourisme Tunisien.)

\* De Paris et Nantes entre le 12/05 et le 29/06/91.  
Autres départs : Lyon, Bordeaux, Toulouse.

Consultez vite votre agent de voyages.



Vacances à la Française.

### TURQUIE 2880<sup>F</sup>

#### CONDITIONS EXCEPTIONNELLES

**INCLUS** Voyage avion. Vol Paris-Izmir.  
**INCLUS** (Réduction exceptionnelle Air Charter.)  
**INCLUS** Séjour au FRAMISSIMA\*\*\*\*  
**INCLUS** Une semaine demi-pension à CESME.  
**INCLUS** (Réduction exceptionnelle FRAM.)  
**+CADEAU** Boissons aux repas (vin et eau minérale).  
**+CADEAU** Tennis, planche à voile, remise en forme, animations. (Offert par le FRAMISSIMA.)  
**+CADEAU** Supplément chambre individuelle. (Offert par le FRAMISSIMA.)  
**+CADEAU** La soirée du Sultan : dîner et spectacle. (Offerte par FRAM.)  
**+CADEAU** Une excursion découverte. (Offerte par FRAM.)

\* De Paris, Nantes et Toulouse entre le 12/05 et le 30/06/91.  
Autre départ : Lyon.

Consultez vite votre agent de voyages.



Vacances à la Française.

## SPORTS

AUTOMOBILISME : Grand Prix du Brésil

## Ayrton Senna dans la joie et la douleur

Pour la première fois depuis le début de sa carrière en formule 1, commencée huit ans plus tôt, Ayrton Senna (McLaren-Honda) a triomphé, dimanche 24 mars à São Paulo, dans le Grand Prix du Brésil. Consulté pour la rénovation du circuit d'Interlagos, inauguré la saison dernière, le Brésilien avait apporté sa contribution pour réussir un circuit exemplaire au niveau de la sécurité mais aussi très exigeant pour les mécaniciens et les pilotes. Commencé dans l'euphorie d'une cinquantaine-quatrième pole position aux essais, puis d'un cavalier seul dès le début de la course, le Grand Prix s'est achevé pour lui dans l'angoisse et la douleur.

Confronté à un problème de boîte de vitesses, Ayrton Senna a dû terminer le Grand

prix avec seulement le sixième rapport, perdant ainsi près de 40 secondes lors des dix derniers tours sur Ricardo Patrese (Williams Renault), qui a terminé à moins de 3 secondes. Les muscles tétanisés par l'effort, il n'a pu effectuer ensuite son tour d'honneur et pouvait à peine brandir le drapeau brésilien et la coupe du vainqueur sur le podium.

Physiquement, le champion du monde a failli payer très cher les cent onze jours passés à l'usine sans toucher à un volant de voiture de course. Tandis qu'Alain Prost et Jean Alesi se livraient à un travail hivernal de fourmis, accumulant les essais et les milliers de kilomètres au volant des Ferrari, Ayrton Senna a, en effet, profité de l'été brésilien pour jouer les cigales dans sa résidence balnéaire d'Angra-

dos-Reis. Sa chance aura été de toucher, semble-t-il, le gros lot avec la nouvelle McLaren-Honda, assemblée moins de quinze jours avant le premier Grand Prix.

Si le Brésilien n'avait rien à redouter du V12 Honda, aussi souple et déjà plus puissant que le V10 couronné en 1989 et 1990, la mauvaise surprise pouvait venir du nouveau châssis, point faible des McLaren la saison dernière. Or ce dernier, conçu par l'ingénieur Neil Oatley avec le concours de l'ingénieur français Henri Durand, un transfuge de la Scuderia, ressemble étrangement à celui des Ferrari avec son nez très effilé, ses pontons joufflus et ses amortisseurs placés en position presque horizontale au-dessus des jambes des pilotes.

Cette ressemblance ne suffisait pas à expliquer la surprenante efficacité du nouveau châssis si l'écurie britannique ne disposait pas d'un nouveau système électronique permettant d'optimiser les réglages d'une suspension, qui préfigure sans doute la suspension active sur laquelle travaillent les ingénieurs de McLaren, de Honda et de Showa. A São Paulo, plus encore qu'à Phoenix, seules les Williams Renault de Nigel Mansell et de Riccardo Patrese ont semblé en mesure de résister à la McLaren-Honda d'Ayrton Senna. La longue course d'un mois avant le prochain Grand Prix, le 28 avril à Imola, vient à point pour permettre aux autres écuries, en particulier Ferrari, de tenter une riposte.

CYCLISME : Milan San-Remo

## Claudio Chiappucci vainqueur casqué

La guerre des casques n'a pas connu de deuxième épisode. Les deux cent quinze coureurs qui ont pris, samedi 23 mars, le départ à Milan de la première classique de la saison avaient le casque recouvert de la « calotte rigide ». L'italien Claudio Chiappucci, le petit dauphin du dernier Tour de France, a franchi la ligne d'arrivée casqué devant son compagnon d'échappée, le Danois Rolf Sørensen, semé dans les dernières routes en lacets du Poggio.

La rébellion du peloton contre le port obligatoire du casque ne s'est donc manifestée que lors d'une course. Les dernières étapes de Paris-Nice, samedi 16 et dimanche 17 mars, ont été les seuls mouvements de mauvais humeur de sportifs mécontents d'une mesure qu'ils jugent trop contraignante (le monde du 19 mars). Les températures moins élevées sur la Riviera italienne que sur les routes françaises expliquent, en partie, cet abandon des revendications. La promesse d'une réunion de concertation avec les instances internationales du cyclisme a aussi beaucoup calmé l'ardeur des protestataires.

## « Le droit de choisir »

« Nous avons expliqué aux représentants de l'Union cycliste internationale (UCI) les inconvénients et les problèmes que nous posait le port du casque en toutes circonstances », a expliqué Laurent Fignon vendredi 22 mars, en ajoutant que de nouvelles discussions étaient prévues cette semaine à Genève. La décision de rendre le port du casque obligatoire dans toutes les courses a été prise par l'UCI à l'automne 1989, à la suite d'un colloque de médecine sportive qui avait mis en évidence les dangers des chutes sur la tête. « À l'époque, ni les coureurs ni les directeurs sportifs n'avaient fait savoir qu'ils y étaient opposés », assure le secrétaire général de l'UCI.

Les coureurs répondent qu'ils n'ont pas été associés à cette nouvelle directive. Ils affirment en avoir vraiment compris toutes les implications lors de son application au début de la saison. « Ce casque nous gêne et nous tient chaud », déclare Laurent Fignon. Gilles Delion regrette que « cet engin soit obligatoire, car à certains moments, dit-il, j'aime avoir le droit de choisir ».

La manifestation symbolique de Paris-Nice, que les coureurs ont terminée sans leur « cocotte-minute », surnom qu'ils donnent à leur nouveau casque, a entraîné l'ouverture d'un dialogue entre les instances internationales et les usagers. La suite des discussions doit permettre aux différentes parties en présence de trouver une solution qui ménage la sécurité et le confort des coureurs. Même si les financiers des équipes, qui ont trouvé dans le casque une nouvelle surface publicitaire, se montrent réticents, car le casque obligatoire est plus visible à la télévision que l'antique casquette.

SERGE BOLLOCH

DÉCLARATION DE LAURENT FIGNON

Le Monde SCIENCES ET MÉDECINE

## Gabriele Cadringer, « M. Sécurité »

Images choc. La Ferrari de Gerhard Berger quittant la piste en abordant la grande courbe de Tamburello pour se transformer en brasier en heurtant le mur de protection au Grand Prix de Saint-Marin 1989. Le pilote autrichien s'en tire avec un traumatisme crânien et quelques brûlures, surtout aux mains. « C'est un miracle de Dieu... et de la FISA [Fédération internationale du sport automobile] », commentait Jean-Marie Balestre, président de cette même FISA.

Un an plus tard, le « miracle », se reproduit, toujours en direct devant les centaines de millions de téléspectateurs du Grand Prix d'Italie lorsque la Lotus-Lamborghini de Derek Warwick heurte, à plus de 250 km/h, les rails de protection à la sortie de la célèbre parabolique de Monza avant de rebondir, de tourner et de s'immobiliser sur la piste au terme d'une angoissante glissade de 10 s au milieu des autres monoplaces lancés à fond. Six secondes après cette immobilisation, le Britannique rampe pour se sortir du cockpit, se redresse et... court récupérer sa voiture de réserve pour le second départ.

## Vingt-cinq morts en grands prix

Tous les pilotes n'ont, certes, pas eu la même chance au cours des derniers mois. Le Français Philippe Streiff, touché aux vertèbres cervicales après la rupture de son arceau de sécurité, lors d'essais d'avant saison au Brésil en 1989, vient juste de retrouver une activité de consultant afin de rechercher des commanditaires pour l'écurie Larrousse. Mais, malgré des progrès neuromoteurs importants, il se déplace toujours en fauteuil roulant. Victime de multiples fractures consécutives à sa sortie de route lors d'une séance de

qualification du Grand Prix d'Espagne 1990, l'Irlandais Martin Donnelly espère, après une très longue rééducation, retrouver son volant chez Lotus dès cette saison.

Si ces hommes n'ont pas allongé la liste des vingt-cinq pilotes tués à l'occasion des grands prix de formule 1, doit-on parler de « miracle » ou de spectaculaires progrès en matière de sécurité? Coïncidence? La mort des deux derniers pilotes tués en course (Gilles Villeneuve et Riccardo Patrese) remonte à 1982. Or c'est cette même année que la FISA a décidé de se doter d'une direction technique, dont l'une des premières tâches a été de proposer des mesures permettant de contrôler l'évolution des performances et de mieux protéger les pilotes en cas d'accident.

C'est en 1981, au Rallye de l'Acropole, que Jean-Marie Balestre a rencontré Gabriele Cadringer, à qui il allait proposer de devenir le premier directeur technique de la FISA. Ingénieur en aéronautique, diplômé de l'école polytechnique de Turin avant de suivre une spécialisation en aérospace, Gabriele Cadringer travaillait alors, en semaine, sur le projet Tornado et consacrait ses week-ends au sport automobile, au titre de commissaire technique de la Commission sportive automobile italienne. « Dans ma famille, raconte-t-il, il y a toujours eu deux passions : les avions et l'automobile. Mon père était pilote, et mon oncle général dans l'armée de l'air. Mon père était un passionné de courses automobiles. J'ai des photos de moi à cinq ans assis dans la Ferrari de Piero Taruffi (1) ».

La proposition du président de la FISA l'a séduit d'emblée. « Mon expérience aéronautique m'avait permis de me familiariser avec les problèmes d'aérodynamisme, de vitesse, de consommation, d'utilisation des nouveaux matériaux composites qui

faisaient leur apparition en formule 1. Je trouvais intéressant et très motivant de créer quelque chose dans un domaine qui me passionnait ».

Pour élaborer et contrôler l'application des règlements pour l'ensemble du sport automobile, Gabriele Cadringer a reçu le renfort de trois autres ingénieurs, Patrick Catalano et Jacques Berger à Paris et Charlie Whiting, plus spécialement chargé de la formule 1 à Londres. « Le plus dur, explique-t-il, est d'assurer une certaine stabilité des règlements, en anticipant sur le résultat du travail de certains d'ingénieurs mobilisés par les constructeurs pour l'amélioration continue des performances. Il nous est arrivé d'échouer, comme avec les voitures du groupe B en rallye, dont nous n'avions pas imaginé la rapidité d'évolution des performances ».

La finalité des travaux de la direction technique de la FISA reste toutefois la sécurité. « Nous ne cherchons pas à limiter les performances par plaisir », indique Gabriele Cadringer. Notre travail consiste à faire évoluer le sport automobile dans un cadre de sécurité. Ce n'est pas toujours évident. Ainsi, il faut savoir qu'une formule 1 avec un moteur atmosphérique de 650 chevaux et un fond plat tourne plus vite aujourd'hui qu'il y a quelques années avec un moteur turbo de 1200 chevaux et une jupe qui lui assurait une meilleure tenue de route en virage par la création d'un effet de sol ».

Afin de faire face à l'évolution des performances, la FISA a dû multiplier les mesures et les accessoires de sécurité (voir encadré). Pour Gabriele Cadringer, les trois principales étapes de cette croisade restent l'adoption d'une cellule de survie protégeant le pilote (1982), la suppression des juges (1983) et l'imposition d'un crash-test (1985) devenu de plus en plus exigeant au fil des

années. Ainsi le crash-test imposé d'abord au nez et aux ailerons, avant, s'est étendu aux parois latérales, puis à l'arceau de sécurité et, en 1991, à l'ensemble du châssis.

## Les leçons tirées des accidents

Avant le début de la saison, chaque constructeur a dû amener l'un de ses châssis dans un des laboratoires agréés par la FISA en Angleterre ou en Italie. Placé sur un chariot, celui-ci est d'abord lancé à 11 m/s (40 km/h) contre un mur en béton. Le nez et les ailerons avant doivent à eux seuls absorber le choc. Cette vitesse de 40 km/h pourrait sembler très insuffisante pour une formule 1. « Le mur ne se déformant pas, toute l'énergie est absorbée par la coque », explique Gabriele Cadringer. Sur un circuit, il y a toujours des pneus ou des rails de protection qui atténuent le choc. Le test peut correspondre à une sortie de route à 240 km/h. De plus, on assiste rarement à un accident frontal. Le pilote a le réflexe de mettre sa voiture en travers. Au début des crash-tests, nous étions très près de la limite de décélération de 25 g (2) que le corps humain peut supporter sans lésion irréversible du cerveau. Aujourd'hui, on dépasse rarement 8 à 10 g ».

A ce test dynamique s'ajoutent des tests statiques. Le châssis, posé sur des cales, doit subir sans déformation des pressions de 2 tonnes pendant 30 s sur le nez, les côtés au niveau des jambes, de l'habitacle et du réservoir et une pression de 1 tonne sur le fond plat au niveau du réservoir. L'arceau de sécurité ne doit pas se déformer de plus de 5 cm en subissant une pression latérale de 1170 kg. L'endurance de 4290 kg et verticale de 5850 kg. De nouvelles mesures réglementaires

ont été prises cette année pour tenter de réduire la vitesse en virage en limitant les appuis : largeur de l'aileron avant ramenée de 150 à 140 cm, porte-à-faux de l'aileron arrière réduit de 60 à 50 cm.

Certaines mesures ont parfois été prises à la suite d'accidents, dont les ingénieurs FISA ont tiré les leçons : recul du pédalier derrière l'axe des roues-avant après les fractures des chevilles de Jacques Laffite à Brands Hatch (1986); renforcement de l'arceau de sécurité après l'accident de Philippe Streiff au Brésil (1989); interdiction des réservoirs latéraux et sac en Kevlar intégré au réservoir après la sortie de route de Gerhard Berger à Imola (1989). « Le feu qui a longtemps été la hantise des pilotes, est devenu un problème mineur, estime Gabriele Cadringer. Les violentes sorties de piste de Derek Warwick et de Martin Donnelly, où nous n'avons constaté aucune fuite d'essence malgré la dislocation du châssis nous l'ont confirmé. L'accident que nous redoutons le plus aujourd'hui est le choc frontal contre un rail ou un mur, comme ce fut le cas pour Donnelly. Les coques en matériaux composites sont désormais très solides et indéformables pour protéger l'espace vital du pilote. Mais, au-delà d'un certain seuil, elles explosent. Dans le cas de Donnelly, c'est peut-être ce qui l'a sauvé car il a pu partir en roulettes sur la piste à la manière d'un motard éliminant son énergie cinétique ».

GÉRARD ALBOUY

(1) Pilote Ferrari en formule 1 de 1951 à 1955.

(2) Unité d'accélération de la pesanteur.

## Les principales mesures de protection

1952 : Port du casque.  
1959 : Combinaison ignifugée.  
1969 : Coupe-circuit; arceau; extincteur.  
1970 : Réservoirs souples.  
1972 : Harnais.  
1975 : Air médical.  
1982 : Cellule de survie.  
1983 : Interdiction des jupes et imposition du fond plat.  
1988 : Crash-test frontal.  
1988 : Tests statiques latéraux; recul du pédalier en arrière de l'axe des roues avant.  
1990 : Sac anti-pénétration

pour le réservoir d'essence; augmentation des dimensions et test statique pour l'arceau de sécurité; crash-test statique latéral pour la protection avant.

1991 : Limitation des dimensions des ailerons avant; emplacement imposé du réservoir d'essence entre l'habitacle et le moteur (plus de réservoirs latéraux); nouveaux tests statiques de résistance aux chocs latéraux; amélioration des protections pour toutes les canalisations.

## ATHLÉTISME

## Championnats du monde de cross-country

Le Marocain Khalid Shah et l'Américain Lynn Jennings ont conservé leur titre conjugué en 1990 à Aix-les-Bains en s'imposant, dimanche 24 mars à Annecy, dans les championnats du monde de cross-country. Le Kenya remporte la titre masculin par équipes et partage le titre féminin avec l'Éthiopie.

## Maîtres de la perche

Le Soviétique Sergueï Bubka a amélioré pour la troisième fois en huit jours son record du monde du saut à la perche en sautant franchissant 6,12 mètres, samedi 23 mars à Grenoble.

## AUTOMOBILISME

## Grand prix du Brésil

1. Senna (Bré., McLaren Honda), les 307 km en 1 h 38 min 28 s (moyenne : 187,110 km/h); 2. Patrese (Ita., Williams Renault), à 2 s.; 3. Berger (Aut., McLaren Honda), à 5 s.; 4. Prost (Fra., Ferrari), à 19 s.; 5. Piquet (Bré., Benetton Ford), à 21 s.; 6. Alesi (Fra., Ferrari), à 23 s.

Championnat du monde des pilotes (après deux grands prix)  
1. Senna, 20 pts; 2. Prost, 9; 3. Patrese et Piquet, 6; 5. Berger, 4.

## FOOTBALL

## CHAMPIONNAT DE FRANCE

Première division (avant et ultime journée)  
Nîmes b. Nancy 3-0  
Metz b. Montpellier 0-0  
Nantes et Toulon 0-0  
Brest b. Bordeaux 4-1  
Marseille et Sochaux 0-0  
Monaco b. Toulon 2-1  
Saint-Étienne b. Cannes 1-0  
Lyon b. Auxerre 1-0  
Caen b. Rennes 2-0  
Lille et Paris SG 0-0

## Les résultats

Classement. - 1. Marseille, 45 pts; 2. Monaco, 40; 3. Auxerre, 39; 4. Montpellier, 34; 5. Cannes, 33; 6. Metz, 32; 7. Brest, Lille et Paris SG, 31; 10. Caen, Nice, Nantes et Lyon, 30; 14. Saint-Étienne, Sochaux et Nancy, 27; 17. Bordeaux et Toulon, 26; 19. Toulouse, 25; 20. Rennes, 24.

## Deuxième division (avant-dernière journée)

GROUPE A  
Nîmes b. Rodéz 1-0  
Strasbourg b. Epinal 1-0  
Guingamp b. Angers 1-0  
Bastia b. Ajaccio 1-0  
Chamois et Lohans-Caennais 1-1  
Dijon et Dunkerque 0-0  
Valenciennes b. Istres 2-0  
Albi et Avignon 2-2  
Mantova b. Mulhouse 3-0

Classement. - 1. Nîmes, 38 pts; 2. Valenciennes, 36; 3. Albi, 34; 4. Istres, 33; 5. Strasbourg, 32.

GROUPE B  
Red Star et Niort 1-1  
Laval et Saint-Sébastien 0-0  
Guingamp b. Lens 1-0  
La Roche-sur-Yon b. Saint-Quentin 4-3  
Tours et Colmar 0-0  
Rouen b. Bourges 1-0  
Orléans b. Le Mans 2-1  
Le Havre b. Beauvais 2-0  
Nîmes b. Angers 2-0

Classement. - 1. Le Havre, 40; 2. Angers, 36; 3. Laval, 34; 4. Rouen, 33; 5. Lens, 32.

## MOTOCYCLISME

## Grand Prix du Japon

L'Américain Kevin Schwantz, au guidon d'une Suzuki, a remporté, dimanche 24 mars à Suzuka (Japon), la première épreuve de la saison motocycliste dans la catégorie des 500 cm<sup>3</sup>. Il précède l'Australien Michael Doohan (Honda) et un autre Américain, Wayne Rainey (Yamaha), champion en titre. En catégorie 250 cm<sup>3</sup>, l'Espagnol Luca Cadavara (Honda) devance l'Espagnol Carlos Cardús, un autre pilote Honda.

## SKI ALPIN

## Coupe du monde

Les épreuves de la Coupe du monde de ski alpin se sont terminées au cours du week-end à Waterville-Valley (États-Unis), avec la victoire, pour le quatrième année consécutive, du Luxembourgeois Marc Girardelli. Il précède l'Italien Alberto Tomba, vainqueur du super-G, et l'Autrichien Rudolf Nierlich. Le premier Français, Franck Piccard, se classe à la 18<sup>e</sup> place. Chez les dames, la jeune Autrichienne Petra Kronberger retrouve la première place qu'elle occupait déjà la saison passée. Carole Merle a confirmé ses qualités en super-G, en remportant le titre dans cette discipline pour la deuxième saison consécutive.

## TENNIS

## Tournoi de Key-Biscayne

L'Américain Jim Courier a remporté, dimanche 24 mars, le Tournoi de Key-Biscayne (Floride) en battant, en finale, son compatriote David Whitson (4-6, 6-3, 6-4). La Yougoslave Monica Seles s'est imposée dans le tournoi féminin en dominant l'Argentine Gabriela Sabatini (6-3, 7-5).

## PARIS-ATHÈNES :

1100 F.\*

Avion Aller/Retour.

jumbo

3615 CHARTER

Le Havre : 35.21.31.33

SEULS LES OISEAUX PAIENT MOINS CHER

LA GRECE AVEC JUMBO :

2550 F.\*

Séjour au Sikyon Beach. Avion A/R + 7 nuits d'hôtel avec petit-déjeuner.

jumbo

Paris 6° : 43.29.35.50

Clermont-Ferrand : 73.31.19.24

Et toutes agences de voyages.

19. Industrie électronique européenne.  
20. Technologies.

21 à 24. Champs économiques.  
25. Communication.

32. Marchés financiers.  
33. Bourse de Paris.

BILLET

L'optimisme de retour

Où en est l'économie française, un mois après la fin des combats dans le Golfe? Le pessimisme qui s'était généralisé à la fin de l'année dernière est-il en train de s'estomper?

Difficile de se prononcer sur la réalité d'une reprise économique qui se produira bien un jour, mais dont on ne peut encore assurer au vu de quelques signes qu'elle est déjà là. Pourtant, l'enquête mensuelle que réalise depuis presque trente ans l'INSEE auprès des industriels — et qui a donc une certaine fiabilité — montre qu'en mars quelque chose a changé.

Un premier signe important est la nette amélioration des perspectives générales d'activité des chefs d'entreprise. Il faut remonter à septembre 1990 pour retrouver des appréciations à peu près équivalentes sur l'environnement économique. Or septembre avait été le dernier mois avant la grande déprime. Celle-ci n'est pourtant pas encore effacée, si l'on en juge par l'appréciation plus réservée que portent les industriels sur leur activité propre.

Il n'empêche. L'amélioration que traduit l'enquête dans l'automobile est si nette qu'on peut espérer que le creux de la vague est maintenant derrière nous. On peut d'autant plus le penser que les commandes en provenance de l'étranger augmentent et même fortement pour tout ce qui est biens intermédiaires. Or c'est précisément la réduction des stocks de biens intermédiaires à la fin de 1990 qui avait accusé le ralentissement de l'activité économique.

On en saura un peu plus jeudi 28 mars. Ce jour-là se réunira la Commission des comptes de la nation. M. Pierre Bérégovoy y livrera des informations et sa vision des prochains mois. Le ministre de l'économie a toujours fait preuve d'un certain optimisme, et l'enquête de l'INSEE — comme les déclarations très positives que vient de faire de l'autre côté de l'Atlantique, M. Nicholas Brady, secrétaire au Trésor — ne peut que le conforter dans cette position. Comme le conforter l'enquête que le Crédit national rendra publique le même jour et qui montrera que 1991 sera encore une année de croissance, ralentie certes, mais de croissance.

L'optimisme renaissant des industriels français devrait être conforté par la hausse du dollar, un élément nouveau et important qui va ajouter ses effets au début de détente des taux d'intérêt. Quant au pétrole, les experts sont de plus en plus nombreux à prévoir que son prix évoluera entre 15 et 20 dollars au cours des prochains mois.

En fait il beaucoup plus pour ramener l'optimisme et améliorer les comptes des entreprises?

ALAIN VERNHOLLES

Une décision du tribunal de commerce de Montpellier

Carrefour reprend le groupe Montlaur

MONTPELLIER  
de notre correspondant

C'est le groupe Carrefour, fort de ses soixante-quinze grandes surfaces en France, mais qui n'avait qu'une seule enseigne en Languedoc-Roussillon (à Saint-Jean-de-Védas, dans la banlieue de Montpellier), qui a été choisi samedi 23 mars de préférence à Leclerc par le tribunal de commerce de Montpellier pour reprendre le groupe Montlaur, en redressement judiciaire depuis le 14 mars 1991.

Carrefour paiera 1 milliard 30 millions de francs et s'engage à conserver les 2 840 emplois pendant quatre ans, durée du plan de redressement. Le groupe va investir 100 millions de francs pour agrandir ou rénover plu-

Un entretien avec M. Marc Viénot, PDG de la Société générale

La Poste a des problèmes pour occuper ses 300 000 agents. Les opérations postales et les services financiers (comptes chèques postaux, produits d'épargne et d'assurance) n'y suffisent pas. Aussi souhaite-t-elle étendre son champ d'action en obtenant le droit de faire du crédit dans ses 17 000 bureaux. Cette idée fait frémir d'horreur la profession bancaire, confrontée aux mêmes problèmes d'effectifs que la Poste et à une offre déjà surcapacitaire avec 25 000 guichets. Les banquiers estiment en outre que la Poste, bénéficiant de conditions légales et fiscales exorbitantes du droit commun — elle n'est notamment pas soumise à la loi bancaire, — leur ferait une concurrence déloyale.

La Poste a failli obtenir gain de cause, subrepticement, en 1990 à l'occasion du vote de la réforme des PTT. Les parlementaires, qui, toutes tendances confondues, semblaient lui prêter une oreille favorable, avaient

proposé dans des amendements déposés à l'Assemblée nationale, puis au Sénat, de l'autoriser à se lancer dans le crédit immobilier et dans le crédit à la consommation.

L'hostilité du gouvernement, en l'occurrence de M. Pierre Bérégovoy et Michel Rocard, a, par bonheur pour les banquiers, permis d'éloigner la danger. Les amendements ont été repoussés, en vertu de l'article 40 de la Constitution, qui les déclare irrecevables lorsque leur adoption aurait pour conséquence soit une diminution des ressources publiques, soit la création ou l'aggravation d'une charge publique.

Le gouvernement s'est toutefois engagé à faire établir un rapport sur l'extension des services financiers de la Poste et à le soumettre à un débat parlementaire lors de la session du printemps 1991. Ce rapport a été demandé conjointement par le ministre de l'économie, M. Pierre Bérégovoy, et le ministre des PTT, M. Paul

Oullès, à M. Yves Ulmo, secrétaire général du Conseil national du crédit, qui le leur a remis récemment. Bien que la position officielle du gouvernement soit connue et que le débat ne doive, en principe, déboucher sur aucun vote, les banquiers ne s'estiment pas tirés d'affaire. Ils restent convaincus que la Poste n'a pas abandonné la partie. N'a-t-elle pas au début de l'année recruté M. Jacques Lanormand comme directeur général adjoint en charge des clientèles financières, un homme connu pour ses succès commerciaux au Crédit agricole, où il a travaillé plus de dix ans? Aussi les banquiers redoutent-elles qu'à l'occasion du débat parlementaire députés et sénateurs ne renouvellent leurs propositions.

Avant que s'ouvre ce débat, M. Marc Viénot, PDG de la Société générale, repart donc au combat pour éviter qu'un tel projet ne prenne corps et n'aggrave la situation des banques, qui n'ont pas connu un exercice 1990 très favorable.

« Les ambitions bancaires de la Poste sont une forme de nationalisation supplémentaire du crédit »



« En 1990, à l'occasion de la réforme des PTT, les parlementaires ont envisagé d'accroître les services financiers de la Poste. Une initiative bloquée par le gouvernement, qui s'est cependant engagé à faire établir un rapport sur le sujet par M. Yves Ulmo, secrétaire général du Conseil national du crédit, et à le soumettre à un débat parlementaire. Craignez-vous de voir ressurgir le danger? »

— Nous assistons au rebond d'une affaire qui a failli tourner à l'avantage de la Poste à la fin de l'année dernière. Je crains fort, ne l'ayant pas lu d'ailleurs, que le rapport Ulmo ne soit une tentative de conciliation entre des thèses opposées plutôt qu'un rejet net et clair, que je souhaite, des thèses de la Poste telles que je les connais.

« Je ne mets pas du tout en doute la résolution de M. Bérégovoy, ni son appui par le premier ministre. Mais je ne mets pas en doute non plus le désir de la Poste de revenir sur le sujet aussi longtemps qu'elle n'aura pas reçu un « non » absolu ou une satisfaction partielle. J'espère bien sûr que ce sera un « non » absolu. Les problèmes de la profession bancaire ne sont pas, sur le plan des effectifs, différents de ceux de la Poste. Nous avons globalement plutôt un peu trop de monde. L'idée que, pour résoudre ses problèmes, la Poste vienne aggraver les nôtres n'est pas tellement rassurante.

« Voulez-vous dire que le gouvernement préférerait se contenter avec un problème social dans la banque plutôt qu'avec la Poste? »

— Je crois plutôt, en étant cynique, que, comme lobby la Poste est mieux outillée que la banque. L'influence des 300 000 agents de la Poste est forte chez les parlementaires. Ce n'est pas une critique contre eux-ci. C'est simplement le constat que pour un parlementaire un postier est plus important qu'un banquier.

— Sur le fond, est-il justifié d'introduire à la Poste de faire le même métier que les banques? »

— Pourquoi la Poste veut-elle faire de la banque, ou plus exactement, pour ne pas exagérer, du crédit aux particuliers? Parce qu'elle a, dit-elle, des problèmes d'emploi et, subsidiairement, que cela lui permettra de ne pas fermer ses bureaux en zone rurale. C'est une drôle de façon pour un service public de sortir de ses difficultés.

en se lançant dans un métier qui n'est pas de service public, qui est déjà bien et surabondamment exercé et auquel rien ne le prédispose. Il n'y a pas défaut d'initiative du côté des banquiers. La France, qui est le pays le plus bancarisé d'Europe, avec 25 000 guichets, n'est pas loin de la surbanquarisation. L'idée d'en ajouter 17 000 avec les bureaux de poste me paraît burlesque, alors qu'à terme leur nombre devrait plutôt décroître.

« Mais la Poste a déjà un pied dans la banque : elle collecte des dépôts, elle vend des SICAV, elle fait même du prêt via les plans d'épargne-logement. Comment pouvez-vous dire que rien ne la prédispose à faire du crédit? »

— Elle collecte mal des dépôts avec ses chèques postaux, elle vend des produits d'épargne qu'elle n'élabore pas, elle distribue des prêts qui sont réglementés. Ce n'est pas la même chose de collecter des fonds ou de vendre des SICAV et de se lancer dans l'activité de crédit. Il faut un bilan, on prend un risque, il y a des provisions... Ce n'est pas la philosophie du service public. Le crédit aux particuliers représente un véritable risque, nous sommes responsables sur nos fonds. Sur quels fonds la Poste sera-t-elle responsable? Sur ceux du contribuable?

« Je vous rappelle aussi que M<sup>me</sup> Veronique Neiertz, secrétaire d'Etat chargée de la consommation, préconise de vigoureuses mesures pour lutter contre le surendettement des ménages. Si 25 000 guichets surendettaient déjà les Français, 17 000 guichets sup-

plémentaires, ne faisant comme activité bancaire que du crédit immobilier et du crédit à la consommation, ne vont-ils pas les désempêtrer... »

— Et si la Poste était quand même autorisée à faire du crédit? »

C'est inimaginable sans qu'intervienne un formidable changement. Ce serait la création d'une banque postale, qui suppose un certain nombre de conditions. Première condition : que cette banque paie l'impôt sur les sociétés, la taxe sur les salaires, la taxe professionnelle, les taxes foncières et toute une série de cotisations spécifiques que nous acquitons, pour qu'il y ait au moins parité au niveau fiscal. Deuxième condition : que le personnel postal soit régi par les mêmes textes que le personnel bancaire, notamment que le décret de 1937 (qui interdit le travail par roulement, par relais, oblige à deux jours consécutifs de fermeture...) s'applique à lui et que les charges sociales soient égalisées. Troisième condition : que cette banque ait les mêmes obligations de comportement que nous : capital minimum, comptabilité autonome, non-distribution du dividende, etc. — ou alors il faudrait en profiter pour

le généraliser à toutes les banques, — normes prudentielles et, bien sûr, réserves obligatoires. Sur la base des dépôts actuels des chèques postaux, il faudrait à peu près 14 milliards de francs de réserves obligatoires.

« Les banques sont en train d'annoncer leurs résultats 1990, qui ne sont pas franchement brillants. Ne profitez-vous pas de l'occasion pour crier haro sur la Poste plus que ne le justifie le sujet? »

— Cet élément conjoncturel peut jouer. Mais je pense réellement que l'élément de fond demeure, le débat sur ce que doit faire un service public. A-t-on fait l'effort nécessaire d'imagination pour trouver à la Poste, dans le cadre de sa mission administrative, des compléments d'activité? J'ajouterais que je vois dans les ambitions bancaires de la Poste une forme de nationalisation supplémentaire du crédit. Si on admettait un acteur de plus dans ce métier, il se trouve qu'il serait plutôt public que privé. C'est discutable, et cela me paraît une curieuse façon de respecter la règle du « ni privatisation ni nationalisation » édictée par le président de la République.

« La Poste peut-elle vraiment vous faire concurrence, alors que vous décriez la qualité de ses services? »

— La Poste est une formidable occasion de contact, même si ce contact n'est pas extraordinaire. Vous êtes bien forcés d'y aller pour mettre votre lettre recommandée. On en profitera pour vous glisser un petit papillon proposant un taux de crédit intéressant ou pour vous montrer un bureau financier tout neuf, où vous ne ferez pas la queue et où l'accueil sera souriant... Ne sous-estimez pas non plus certains avantages comme la gratuité de l'affranchissement : rendez-vous compte de l'économie réalisée lorsque vous adressez un mailing à un million de personnes!

« En supposant que les parlementaires donnent à la Poste le droit de faire du crédit, comment réagirez-vous? »

— En demandant l'arbitrage de Bruxelles. A l'image des assureurs, qui se sont élevés contre la distribution par la Poste de produits d'assurance-dommages dans des conditions de concurrence qui sont loin d'être transparentes.

Propos recueillis par CLAIRE BLANDIN

Conséquence financière de précédents accords commerciaux

American Express entre dans le capital et au conseil d'administration du Club Méditerranée

American Express et Club Méditerranée ont annoncé, lundi 26 mars, un accord aux termes duquel American Express Travel Related Services Co (TRS), la filiale à 100 % du groupe, spécialisée notamment dans les activités touristiques et financières et qui gère les cartes de paiement, a pris « une petite participation » dans le Club Méditerranée qui, selon certaines sources bien informées, devrait être d'environ 2 % du capital de la société-mère.

NEW-YORK

de notre correspondant

« Cette participation peut paraître symbolique et il n'entre pas dans nos intentions de l'accroître. Mais la nature des liens qui nous unissent désormais est plus importante qu'une simple notion de pourcentage du capital », souligne au siège new-yorkais du groupe M. G. Richard Thoman, président et co-directeur général de TRS, précisant que cette acquisition — dont le coût n'a pas été révélé — « constitue le prolongement financier de l'accord commercial conclu en décembre dernier avec les dirigeants du Club » (Le Monde du 14 décembre 1990).

A l'époque, les deux sociétés étaient convenues de coordonner leurs activités et notamment leurs programmes de marketing par l'intermédiaire de leurs réseaux mondiaux. Ainsi, le Club s'engageait à accorder un traitement préférentiel aux cartes American Express dans ses 110 villages répartis dans 33 pays, en échange, Amer s'efforçait de promouvoir et de commercialiser les formules Club Med à travers son réseau de 1 600 bureaux. A présent, American Express, qui fonctionne

comme « une boutique globale au sens de ses différents segments de clientèle », selon l'expression de M. Thoman, et le groupe de M. Gilbert Trigano, qui dispose d'une forte valeur ajoutée dans la définition d'une culture d'entreprise, vont pouvoir renforcer une « naturelle complémentarité » en tirant profit de la déreglementation et du recours accru à la technologie qui caractérisent le tourisme moderne devenu la première industrie mondiale.

« Pour autant, nous n'avons nullement l'intention de devenir un grand groupe touristique. Nous préférons utiliser au mieux notre savoir-faire et reconnaître les limites de notre compétence : car en voulant exercer tous les métiers, on trouve toujours quelque chose de mieux ailleurs que dans l'une ou l'autre des spécialités », souligne le PDG d'Amer Travel Related Services, la principale « vache à lait » du groupe. Au titre de l'exercice 1990, cette filiale a réalisé 9,7 milliards de dollars de revenus (près de 50 milliards de francs), quasiment le même temps. Au total, le chiffre d'affaires consolidé du groupe présidé par M. James Robinson III, a atteint 24,3 milliards de dollars (contre 25 milliards en 1989) mais seulement 181 millions de bénéfice consolidé (après un bénéfice de 1,15 milliard l'année précédente) pour American Express, une société créée en 1850 et qui emploie aujourd'hui 107 000 personnes.

M. Thoman, qui dirige aussi American Express International, la structure chargée de coiffer les activités du groupe hors de l'Amérique du Nord, va faire son entrée au conseil

d'administration du Club Méditerranée — devenu le troisième pôle touristique européen après sa fusion avec Agnarius — où il siègera à l'issue de l'assemblée générale de la société, prévue pour le 29 avril prochain.

Une opération amicale

Il y représentera les intérêts d'Amer aux côtés des actionnaires actuels, pour l'essentiel la Caisse des dépôts et consignations, le Crédit lyonnais, l'UAP, la Financière Edmond de Rothschild, le groupe saoudien Rolaco, la firme d'assurances japonaise Nippon Life, le groupe Seibu Season et la société de portefeuilles Mercury. Tous détiennent moins de 10 % du capital du Club (à l'exception de la Caisse des dépôts, compte tenu de l'ensemble de ses participations) et devraient se féliciter d'une « opération amicale » offrant, selon un professionnel, « l'avantage d'une cohérence d'image et de positionnement entre deux groupes à la clientèle et aux métiers complémentaires ».

De son côté, le Club, qui cesse d'être « opéable », complète son tour de table de la façon qu'il souhaitait, c'est-à-dire en faisant entrer des actionnaires dans les pays où se trouve sa clientèle, celle-ci ayant cessé d'être surtout franco-belge. Le Club avait accueilli le groupe Seibu Season pour confirmer sa percée sur le marché nippon. Il souhaitait, depuis plusieurs mois, équilibrer son actionnariat par un apport américain, en raison de son développement outre-Atlantique.

SERGE MARTI

En déficit en 1989

Euromarché sort du rouge

M. Antoine Bernheim, PDG d'Euromarché et associé-gérant de la banque Lazard, a gagné son pari de remettre Euromarché en équilibre à la fin de 1990 (Le Monde daté 25-26 mars 1990). Pour ce dernier exercice, en effet, le groupe a annoncé à l'issue du conseil d'administration, réuni vendredi 22 mars, un léger bénéfice, de 5,512 millions de francs, après une glissade de deux ans : une baisse des bénéfices en 1988 (159 millions de francs contre 228 en 1987) et une perte de 59,4 millions en 1989.

Le chiffre d'affaires a progressé de 4,5 %, atteignant 25,3 milliards de francs hors taxes, contre 24,2 milliards en 1989, avec des progressions particulièrement fortes dans la bricolage (11,7 % pour Bricorama) et la restauration (10,6 %, contre 3,5 % pour les hypermarchés).

JACQUES MONIN

(Publicité)

PRÉFECTURE DE LA SAVOIE  
DIRECTION DÉPARTEMENTALE  
DE L'ÉQUIPEMENT  
SGT/FONCIER

## AUTOROUTE A 43

Section PONT D'AION - TUNNEL DU FRÉJUS

Communes d'AION, BOURGNEUF, MONTGILBERT, AIGUEBELLE, ST-GEORGES-DES-HURTIERES, ST-ALBAN-DES-HURTIERES, ST-PIERRE-DE-BELLEVILLE, EPIERRE, ST-LÉGER, LA CHAPELLE, ST-REMY-DE-MAURIENNE, LES CHAVANNES-EN-MAURIENNE, ST-ETIENNE-DE-CUINES, ST-MARIE-DE-CUINES, PONTAMAFREY-MONTPASCAL, HERMILLON, ST-JEAN-DE-MAURIENNE, VILLARGONDAN, ST-JULIEN-MONTDENIS, ST-MARTIN-DE-LA-PORTE, VALLOIRE, ST-MICHEL-DE-MAURIENNE, ST-MARTIN-D'ARC, ORELLE, SAINT-ANDRÉ, LE FRENEY, FOURNEAUX et MODANE.

## AVIS D'ENQUÊTE

Le préfet de la Savoie informe le public qu'une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique :

- des travaux de construction de l'autoroute A43 - section diffuseur d'AION - échangeur du FRENEY - et des travaux d'aménagement et de construction de sections de la RN 6 à titre de reclassement hors statut autoroutier, et portant également sur :
- le déclassement de la catégorie des routes express et le classement dans la catégorie des routes de la RN 56 entre l'échangeur du FRENEY et la plate-forme du tunnel du FRÉJUS (entre le P.R.O. et le P.R.4.200);
- la mise en compatibilité des P.O.S des 15 communes suivantes :

AION, ST-GEORGES-DES-HURTIERES, ST-REMY, ST-ETIENNE-DE-CUINES, ST-MARIE-DE-CUINES, PONTAMAFREY-MONTPASCAL, HERMILLON, ST-JEAN-DE-MAURIENNE, VILLARGONDAN, ST-JULIEN-MONTDENIS, VALLOIRE, ST-MICHEL-DE-MAURIENNE, ORELLE, LE FRENEY, SAINT-ANDRÉ.

- La modification des documents d'urbanisme et plans régissant les lotissements numérotés ci-dessous :

ST-LÉGER - Les Verneys  
ST-REMY - Filatures et tréfileries de Maurienne au lieu dit « Vernet-du-Pont »  
« François Hurlou » et  
« François Hurlou » et  
ST-MARTIN-D'ARC - zone artisanale des Cubes

a fait l'objet d'un arrêté en date du 13 mars 1991.

Ladite enquête se déroulera du 15 avril 1991 au 21 mai 1991 inclusivement dans les conditions ci-après :

### 1. - Consultation du dossier de l'opération projetée

Un dossier de l'opération projetée comprenant les pièces relatives à la déclaration d'utilité publique ainsi que celles relatives à la modification des P.O.S des communes concernées et un registre d'enquête seront déposés durant la période d'enquête :

- à la préfecture de la SAVOIE - direction départementale de l'Équipement, Case Courail, 73000 CHAMBERY, du lundi au vendredi, de 8h30 à 11h45 et de 14h à 16h30.
- à la sous-préfecture de ST-JEAN-DE-MAURIENNE du lundi au vendredi, de 9h à 12h et de 14h à 18h.
- en mairie de :
- AION, mardi et vendredi, de 14h à 18h;
- BOURGNEUF, mardi et vendredi, de 17h à 19h;
- MONTGILBERT, mardi, de 14h à 17h et samedi, de 9h à 11h;
- AIGUEBELLE, du lundi au jeudi, de 8h à 12h et de 14h à 18h;
- ST-GEORGES-DES-HURTIERES, mardi de 9h à 15h, vendredi, de 13h à 17h, et samedi, de 9h à 11h30;
- ST-ALBAN-DES-HURTIERES, mardi et vendredi, de 15h à 19h, et samedi, de 9h à 11h;
- ST-PIERRE-DE-BELLEVILLE, lundi, de 10h à 12h et jeudi, de 17h à 19h;
- EPIERRE, lundi, mercredi, jeudi et vendredi, de 8h30 à 12h et mardi, de 8h30 à 12h et de 15h30 à 19h;
- ST-LÉGER, lundi, de 15h30 à 18h, mercredi et vendredi, de 9h à 11h30;
- LA CHAPELLE, mardi et vendredi, de 17h à 19h15 et mercredi, de 15h à 17h;
- LES CHAVANNES-EN-MAURIENNE, lundi, de 8h à 12h et de 14h à 18h30, mardi et vendredi, de 8h à 12h et de 14h à 18h30;
- ST-REMY-DE-MAURIENNE, lundi et mardi, de 9h à 12h et de 14h à 17h, jeudi et vendredi, de 9h à 12h;
- ST-ETIENNE-DE-CUINES, lundi, de 14h à 18h, mardi, de 8h30 à 12h, mercredi, de 14h à 18h et vendredi, de 14h à 17h;
- ST-MARIE-DE-CUINES, lundi, de 8h30 à 11h30 et de 14h à 18h et mercredi, de 14h à 18h;
- PONTAMAFREY-MONTPASCAL, mardi, de 9h à 12h et mercredi, de 14h à 17h30;
- HERMILLON, lundi et jeudi, de 17h à 18h, mercredi, de 10h à 12h, et vendredi, de 16h à 18h;
- ST-JEAN-DE-MAURIENNE, du lundi au vendredi, de 8h30 à 12h et de 13h30 à 18h et samedi, de 8h30 à 12h;
- VILLARGONDAN, lundi, mercredi et vendredi, de 14h à 18h30;
- ST-JULIEN-MONTDENIS, du lundi au vendredi, de 8h à 12h et de 14h à 18h;
- ST-MARTIN-DE-LA-PORTE, lundi, mardi et jeudi, de 8h à 12h et de 14h à 18h et mercredi, de 8h à 12h;
- VALLOIRE, du lundi au vendredi, de 9h à 12h;
- ST-MARTIN-D'ARC, du lundi au jeudi, de 9h à 12h et vendredi, de 9h à 12h et de 17h à 19h;
- ST-MICHEL-DE-MAURIENNE, du lundi au vendredi, de 8h à 12h et de 13h30 à 17h30 et samedi, de 8h à 12h;
- ORELLE, du lundi au vendredi, de 14h à 17h;
- LE FRENEY, mardi, de 15h à 19h, jeudi et vendredi, de 13h30 à 16h;
- ST-ANDRÉ, mardi, jeudi et vendredi, de 13h30 à 18h;
- FOURNEAUX, du lundi au jeudi, de 8h30 à 12h et de 14h à 18h30, vendredi, de 8h30 à 12h et de 14h à 17h et samedi, de 9h à 12h;
- MODANE, du lundi au vendredi, de 9h à 12h et de 14h à 17h,

afin que chacun puisse en prendre connaissance et consigner éventuellement ses observations sur le registre d'enquête ou les adresser par écrit à la préfecture, à la sous-préfecture de ST-JEAN-DE-MAURIENNE ou en mairie au président de la commission d'enquête qui les visera et les annexera au registre.

Une commission d'enquête a été désignée :

- M. FINAS F., IDTPE en retraite, Les Tilleuls, 130, chemin de Jacob, 73000 CHAMBERY, en tant que président, et :
- M. BARRAL J., géomètre, 36, rue Croix-d'Or, 73000 CHAMBERY;
- M. HARDY J.-P., architecte, 1, place Métropole, 73000 CHAMBERY;
- M. PACHOUX A., géologue, St-Pierre, 73800 APREMONT;
- M. KARST E., géomètre, 13, rue Gambetta, 73300 ALBERTVILLE,

en tant que membres de la commission.

### 2. - Réception du public par les membres de la commission d'enquête

- Un membre de la commission d'enquête siège en mairie de :

AIGUEBELLE les 18 et 25 avril 1991, de 15h à 17h, le 7 mai 1991, de 15h à 17h;  
LA CHAMBRE les 18 et 25 avril 1991, de 14h30 à 16h30, le 6 mai 1991, de 14h30 à 16h30;  
ST-JEAN-DE-MAURIENNE les 18 et 25 avril 1991, de 15h à 17h, le 6 mai 1991, de 15h à 17h;  
ST-MICHEL-DE-MAURIENNE les 18 et 25 avril 1991, de 15h à 17h, le 7 mai 1991, de 15h à 17h;  
MODANE les 17 et 24 avril 1991, de 14h30 à 16h30, le 6 mai 1991, de 14h30 à 16h30.

- et la commission en formation plénière :

à la sous-préfecture de ST-JEAN-DE-MAURIENNE, les 16 et 17 mai 1991, de 15h à 17h30.

afin d'y recevoir le public.

A l'issue de l'enquête, une copie du rapport énonçant ses conclusions sera déposée dans les mairies concernées, à la sous-préfecture de ST-JEAN-DE-MAURIENNE ainsi qu'à la préfecture de la Savoie à CHAMBERY ou, pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête, toute personne concernée par le projet pourra en demander communication.

## ÉTRANGER

Selon son président, M. Jacques Attali

## La BERD accordera des prêts à l'URSS

L'URSS bénéficiera du soutien de la BERD (Banque européenne pour la reconstruction et le développement), a déclaré son président, M. Jacques Attali, dimanche 24 mars au « Club de la presse » d'Europe 1.

Pour l'ancien conseiller spécial du président de la République, l'Union soviétique peut être aidée économiquement dans trois domaines qui sont « l'assistance technique pour mettre en place le système législatif et institutionnel qui lui fait défaut, l'aide appropriée pour développer l'infrastructure dans le secteur de la distribution, des télécommunications et de l'énergie, indispensables à une économie de marché (...). Lorsque les réformes seront bien en place, il s'agira alors de développer le secteur privé en y associant les entreprises occidentales ».

« Je pense que l'Union soviétique va

dans la bonne direction », a ajouté M. Attali, qui a rappelé « que pour la première fois dans une institution internationale » il était dit qu'il fallait « développer la démocratie, c'est-à-dire les droits de l'homme, le multipartisme et la liberté de l'information ». Si l'un des pays bénéficiaires évolue dans une mauvaise direction à l'égard de la démocratie, le traité prévoit « qu'il faudra alors réduire les activités que nous aurons dans ce pays et inciter les autres à en faire autant ».

Parmi les grands projets retenus par la BERD, M. Attali a cité la lutte contre la pollution de la Baltique, les grandes infrastructures comme le téléphone, le chemin de fer, les voies de communication et enfin le développement du secteur des PME-PMI et de la privatisation.

## SOCIAL

Principal syndicat des médecins libéraux

## La CSMF refuse l'abonnement entre patients et généralistes

L'assemblée générale de la Confédération des syndicats médicaux français (CSMF) a rejeté, dimanche 24 mars, l'avenant à la convention médicale instaurant à titre facultatif des abonnements annuels entre les patients et les médecins généralistes, ces derniers devant alors appliquer strictement les honoraires conventionnés (90 F la consultation).

Selon la CSMF, principal syndicat représentatif de praticiens libéraux, ce texte - qui prévoit dans un premier temps une dépense d'avance de frais pour les malades pris en charge à 100 % pour des raisons médicales ou sociales - risque de conduire à un « tiers payant généralisé ». Contrairement à MG-France, qui a accepté de rejoindre la Fédération des médecins de France (FMF) parmi les signataires de la convention de mars 1990, la CSMF reste donc en dehors du jeu.

**Le Monde**  
PUBLICITÉ  
FINANCIÈRE  
Renseignements :  
45-55-01-82, poste 4330

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

**GUINNESS**

Lors de la réunion du 15 mars 1991, le Conseil de surveillance a procédé, sur présentation du directeur, à l'arrêté provisoire des comptes consolidés du Groupe clos le 31 décembre 1990 :

Millions de francs HT	1990	1989	% écart 90/89
Chiffres d'affaires	1 255,8	1 031,4	+ 21,8
Bénéfice net	46,5	42,2	+ 10,2
Capacité d'autofinancement	135,2	111	+ 21,8

Le carnet de commandes du Groupe était au 1<sup>er</sup> janvier 1991 en progression de 22 % par rapport à celui du 1<sup>er</sup> janvier 1990, ce qui représente un volume d'activité de plus d'une année.

Les prévisions de chiffre d'affaires pour 1991 laissent envisager un accroissement sensible par rapport à 1990. Les résultats devraient rester à un niveau satisfaisant.

Le Groupe prévoit dès 1991 un fort développement à l'étranger.

## FAUCHIER MAGNAN - DURANT DES AULNOIS

FAUCHIER MAGNAN - DURANT DES AULNOIS ET ASSOCIÉS annoncent que la Caisse des Dépôts et Consignations et l'Union des Assurances de Paris, en accord avec les autres actionnaires, sont convenus d'augmenter leur participation dans le capital de la Société.

Les deux groupes, déjà actionnaires pour 10 % chacun, porteront leur participation à hauteur de 35 % pour la Caisse des Dépôts et Consignations et de 15,1 % pour l'Union des Assurances de Paris.

Messieurs Antoine DURANT DES AULNOIS et Didier FAUCHIER-MAGNAN conservent la présidence et la direction générale du Groupe, dont ils continuent d'assurer l'animation.

L'évolution de l'actionnariat de la société permettra de préserver la nécessaire autonomie de son fonctionnement, telle que la Caisse des Dépôts et Consignations et l'Union des Assurances de Paris l'ont toujours préconisée. Cette évolution permettra également de renforcer la sécurité que la société de Bourse peut offrir et la confiance qu'elle a toujours su préserver au fil des années.

Les conditions d'un développement harmonieux de la Société FAUCHIER-MAGNAN - DURANT DES AULNOIS se trouvent désormais parfaitement réunies.

## ÉCONOMIE

## INDUSTRIE

An « Grand Jury RTL-le Monde »

## M. Raymond Lévy (Renault) s'attend à « une reprise » du marché automobile

M. Raymond Lévy, PDG de Renault, attend une reprise du marché automobile au deuxième trimestre. Mais il reste très prudent, les prévisions étant extrêmement délicates. Dans ce contexte, M. Lévy, qui s'exprimait sur RTL dimanche 24 mars, entend faire des résultats supérieurs en 1991 à ceux de l'an dernier, qui devraient s'établir autour de 2 milliards de francs.

A propos de la négociation ouverte sur l'entrée des voitures japonaises en Europe après 1993, M. Lévy a expliqué : « Il faut deux fois plus d'heures dans les usines en Europe que dans les usines au Japon pour faire une voiture. Malgré cette différence de compétitivité, on n'échappera pas à l'ouverture du marché puisque les partisans en Europe du protectionnisme sont limités à deux : la France et l'Italie. Il faut donc obtenir un

accord entre les Européens pour qu'ils exigent une période transitoire jusqu'à la fin 1999, période pendant laquelle l'expansion des marchés doit être partagée avec un gel des positions en cas de chute des ventes. » Parallèlement, il faut obtenir du Japon qu'il ouvre, par mesure de réciprocité, différents marchés aujourd'hui fermés comme ceux des services financiers.

Concernant la TVA, M. Raymond Lévy demande que la nouvelle baisse des taux - qui sera nécessaire avant le 1<sup>er</sup> janvier 1993, date de l'harmonisation du marché européen - soit réservée aux voitures dotées d'un pot catalytique. Cet équipement sera en effet obligatoire en 1993 sur tous les véhicules. Une baisse de TVA, les concernant faciliterait la transition en incitant les acheteurs des aujourd'hui.

## EN BREF

Chrysler demande à M. Bush une limitation des entrées de voitures japonaises aux États-Unis. Le président de Chrysler, M. Lee Iacocca, a demandé dans une lettre au président M. George Bush que la part des fabricants automobiles japonais sur le marché américain soit limitée aux 31 % atteints l'an dernier, a indiqué dimanche le journal *Detroit News*. Dans sa lettre, M. Iacocca a souligné que les Japonais pouvaient arriver à prendre 40 % du marché. « Si cela arrivait dans une situation économique déprimée, Chrysler disparaîtrait, Ford pourrait être mortellement blessé et même General Motors court des risques », a-t-il écrit. Chrysler - qui pourrait connaître une perte de 280 millions de dollars (1,5 milliard de francs) cette année - est le plus mal en point des trois principaux constructeurs américains.

L'Italie Breda s'allie à ABB pour la définition d'un train à grande vitesse. Ses compatriotes Ansaldo et Fiat ayant préféré s'allier respectivement avec l'allemand Siemens et le franco-anglais Geosthorm, le constructeur ferroviaire italien Breda Construzioni Ferroviarie a décidé de se rapprocher du groupe helvético-suédois ABB. L'accord, annoncé le 22 mars, prévoit un échange croisé de participations, pouvant aller jusqu'à 49 % du capital de Breda et 49 % de celui de certaines filiales d'ABB. Les deux industriels échangeront leurs technologies en matière de train à grande vitesse de façon à pouvoir répondre aux spécifications formulées par les chemins de fer italiens. Le nouvel ensemble pèse près de 7 milliards de francs de chiffre d'affaires et emploie plus de huit mille personnes.

Nouvelles manifestations anti-TGV dans le Sud-Est. Les associations s'opposant au tracé officiel du TGV Méditerranée ont multiplié les manifestations au cours du week-end. Au nord, les représentants de la plaine de Marsanne (Drôme) ont bloqué, le 22 mars, les voies ferrées à Sorgues et en sont venus aux mains avec des voyageurs en colère. Au sud, des coupures de voies ferrées et de routes ont été organisées à Lunel (Hérault), Lambesc, Miramas, Saint-Cannat (Bouches-du-Rhône) et une manifestation a eu lieu, samedi 23 mars, à Gordes (Vaucluse) devant une maison de la famille Mitterrand. Le tracé contesté TGV devrait être définitivement arrêté d'ici un mois et donner lieu à enquête publique.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

**GUINNESS PLC**

### RÉSULTATS 1990

en millions de £	89	90	%
CA du Groupe (1)	3 076	3 511	+14
Résultat avant impôt (1)	691	847	+23
Résultat après impôt (1)	472	578	+22
Bénéfice par action (2)(3)	47,4	58,5	+23
Dividende par action (2)	15,3	18,75*	+23

(1) en millions de £ (2) en pence (3) après dilution

\* dont dividende complémentaire de 13,35 pence proposé à l'Assemblée Générale du 16/05/91 et payable le 20/05/91 aux actionnaires enregistrés à la clôture de la Bourse de Londres le 19/04/91.

### Commentaires du Président

Anthony TENNANT

« Malgré une conjoncture difficile sur plusieurs marchés, nous avons pu maintenir notre activité à un niveau assez satisfaisant. Bénéficiant de la vigueur de nos marques et de la large répartition géographique de nos ventes, nos résultats reflètent les principales caractéristiques de notre activité :

Concentration sur nos deux activités de

base (spiritueux et bière) qui offrent des opportunités de croisements substantielles.

Tradition de qualité et portefeuille de marques au riche passé.

Implantation internationale de United Distillers et de Guinness Brewing Worldwide.

Proximité des consommateurs sur nos marchés.

Stratégie de participation avec des entreprises ayant des activités compatibles avec les nôtres.

Nos bénéfices nous placent au second rang mondial dans le secteur des boissons.

Avec un bénéfice net de 669 M£ (+ 23 %) United Distillers se situe au 1<sup>er</sup> rang mondial des sociétés de spiritueux et Guinness Brewing Worldwide dont le bénéfice atteint 160 M£ (+ 29 %) est au 4<sup>e</sup> rang mondial des brasseries.

Nos récents investissements devraient nous permettre de garder un très bon niveau de résultats lors des prochains exercices, les acquisitions effectuées venant conforter notre taux de croissance.

En raison des incertitudes de la conjoncture économique et du cours élevé de la £, l'exercice 1991 pourrait ne pas être des plus faciles. Nous prévoyons cependant de réaliser une croissance satisfaisante et les tendances actuelles sont assez encourageantes.

## Bruxelles

Le conseil d'administration de CODET, présidé par M. Eric Defoer, a adopté, le 22 mars 1991, une nouvelle stratégie d'action de la société. Cette stratégie vise à développer l'activité de conseil en immobilier et à renforcer la présence de CODET sur le marché européen. Le conseil a également approuvé le budget 1991 et a décidé de verser un dividende de 100 F par action.

### BRUXELLES

Commentaires de la presse

Commentaires de la presse

Commentaires de la presse

Commentaires de la presse

Commentaires de la presse

Commentaires de la presse

Commentaires de la presse

Commentaires de la presse

Commentaires de la presse

Commentaires de la presse

Commentaires de la presse

Commentaires de la presse

Commentaires de la presse

Commentaires de la presse

Commentaires de la presse

Commentaires de la presse

Commentaires de la presse

Commentaires de la presse

Commentaires de la presse

Commentaires de la presse

Commentaires de la presse

Commentaires de la presse

Commentaires de la presse

Commentaires de la presse

Commentaires de la presse

Commentaires de la presse

Commentaires de la presse

Commentaires de la presse

Commentaires de la presse

Commentaires de la presse

Commentaires de la presse

Commentaires de la presse

Commentaires de la presse

Commentaires de la presse

Commentaires de la presse

Commentaires de la presse

Commentaires de la presse

Commentaires de la presse

Commentaires de la presse

Commentaires de la presse

Commentaires de la presse

Commentaires de la presse

Commentaires de la presse

Commentaires de la presse

Commentaires de la presse

Commentaires de la presse

Commentaires de la presse

Commentaires de la presse

Commentaires de la presse

Commentaires de la presse

Commentaires de la presse

Commentaires de la presse

Commentaires de la presse

Commentaires de la presse

Commentaires de la presse

Commentaires de la presse

Commentaires de la presse

Commentaires de la presse

Commentaires de la presse

Commentaires de la presse

Commentaires de la presse

## ÉCONOMIE

CEE

L'amorce d'une politique commune

# Bruxelles veut sauver l'industrie électronique européenne

Les commissaires européens chargés de la recherche et de l'industrie, MM. Filippo Maria Pandolfi et Martin Bangemann, devaient présenter, mardi 26 mars, à la Commission de Bruxelles un projet de plan de sauvetage pour l'industrie électronique européenne. Celle-ci traverse une crise profonde. Pour la première fois, la Commission pourrait ainsi s'engager en faveur d'une politique industrielle sectorielle, malgré les oppositions des ultra-libéraux.

**BRUXELLES**  
(Communauté européennes)

de notre correspondant  
Comment sauver de la déroute une industrie électronique et informatique européenne aujourd'hui particulièrement mal en point ?

Dans une communication qu'elle devait adopter mardi, la Commission européenne, reconnaissant que la mise en place d'un grand marché intérieur ne peut suffire, suggère aux Douze de réfléchir à une série d'actions qui se situent au niveau de la demande, de la coopération technologique, de la formation, des relations extérieures, de l'environnement de l'entreprise.

Cette première tentative pour mettre en œuvre une politique industrielle cohérente dans un secteur considéré comme stratégique et menacé demeure encore timide, et laisse la porte ouverte à un débat entre libéraux et interventionnistes qui est loin d'être achevé. La Commission souligne qu'il s'agit tout au plus d'accompagner des initiatives à prendre par les entreprises elles-mêmes. Cependant, nécessité fait loi, elle marque une vraie rupture avec le parti-pris de laisser-faire qui prévalait à Bruxelles

depuis l'entrée en vigueur de l'Acte unique européen.

L'industrie électronique européenne connaît une forte croissance (15 % par an au cours de la précédente décennie) et peut se flatter de quelques positions solides : logiciels, service informatique, automatisation industrielle et télécommunication. Mais celles-ci ne peuvent cacher des faiblesses préoccupantes, qui concernent principalement les semi-conducteurs, les équipements périphériques, l'informatique, voire l'électronique grand public. Résultat, la production de la filière en Europe couvre environ 75 % des besoins, contre 140 % au Japon.

Ce déséquilibre, qui révèle l'insuffisante compétitivité des entreprises, a engendré un déficit de la balance des paiements qui va s'aggravant. En 1989, il s'est élevé à 31 milliards d'euros (215 milliards de francs). L'analyse sans complaisance des causes des déficiences actuelles donne froid dans le dos : on nous décrit des groupes insuffisamment puissants qui, contrairement aux japonais ou aux américains, ont manqué leur intégration verticale, s'épuisent à se restructurer, ne disposent pas de l'assise financière nécessaire pour accroître leur capacité de production et mener à bien leurs programmes de recherches.

Nos industriels ont-ils une chance de surmonter des handicaps aussi incommodes ? Un mar-

ché encore fragmenté, privé des économies d'échelle indispensables, avec une demande (celle émanant du reste de l'industrie) peu dynamique, peu exigeante, sans ces *leading edge users*, ces utilisateurs précurseurs qui donnent le ton aux États-Unis et au Japon ; un manque de personnel qualifié ; une tendance au repli sur soi-même qui se traduit par une approche trop frileuse - mais à part le domaine de la recherche pré-compétition - à l'égard de la coopération communautaire et internationale, et en particulier des possibilités ouvertes par les grands programmes technologiques mis en œuvre par la CEE (ESPRIT, RACE, BRIT, etc.) ou à côté d'elle (Eurêka).

### Les entraves à la concurrence

Les auteurs du rapport s'attardent sur les entraves à la libre concurrence qui gênent les entreprises européennes aux États-Unis ainsi qu'au Japon et, au-delà, sur le soutien important que les autorités publiques de ces deux pays accordent à leur industrie nationale.

Aux États-Unis, commandes massives d'équipements à forte composante technologique, notamment par le ministère de la défense, discrimination envers les entreprises américaines d'origine étrangère, pressions commerciales exercées en dehors des règles du GATT (l'accord qui régit le commerce international).

Au Japon, soutien à la coopération des entreprises pour la définition des stratégies ainsi que la coopération scientifique et technologique, quasi-fermeture des marchés publics aux entreprises étrangères, soutien à la création de grands groupes diversifiés. Les ambitions hégémoniques de Tokyo sont présentes sans les précautions de langage habituelles : « Le développement japonais n'est pas le

seul résultat des forces du marché mais le fruit d'une programmation stratégique à long terme, dans laquelle le rôle des autorités publiques a été central (...). L'industrie japonaise paraît mettre en œuvre une stratégie aboutissant, par étapes, à un contrôle progressif du marché mondial pour la filière électronique : après l'électronique grand public, les composants, maintenant l'informatique et peut-être, d'ici la fin du siècle, les télécommunications ».

La Commission admet implicitement que par comparaison avec ces implications publiques américaines et japonaises, l'action des autorités communautaires a manqué d'envergure et qu'il est temps de l'amplifier en ayant en tête, souligne-t-elle, deux priorités : 1) Obtenir pour nos entreprises des conditions satisfaisantes d'accès aux marchés des exportations, des investissements ou des technologies ; 2) Rendre possible la maîtrise des technologies en Europe même. « Cette maîtrise peut être indépendante de façon ambiguë des experts bruxellois, qui semblent-ils, divisés sur cette question de la nationalité du capital, mais elle est très liée, notamment, au type d'activité de recherche et développement que l'entreprise réalise en Europe ».

S'agissant de la demande, la Commission plaide pour la mise en place de réseaux télématiques trans-européens qui assureraient, et pour plusieurs années, des commandes considérables à l'industrie. De telles infrastructures seraient financées par les secteurs concernés mais avec, le cas échéant, un apogée communautaire. Elle recommande, afin de les sensibiliser et de les mobiliser, « une participation des utilisateurs aux programmes communautaires ».

La conception de ces derniers devrait être revue. La Commission

parle d'une « deuxième génération » de programmes caractérisée par la concentration des travaux sur des objectifs moins nombreux, mieux ciblés, plus ambitieux et comportant désormais des projets plus proches du marché. Ces programmes ne pourront ignorer la formation des chercheurs et des ingénieurs dont la Communauté « a un besoin urgent ».

La Commission manifeste l'intention de pratiquer une politique commerciale non pas agressive (elle exprime ainsi des réserves à l'égard de procédures anti-dumping) mais plus présente, plus active. Si l'on constate des abus de positions dominantes, des pratiques discriminatoires de la part des grandes entreprises intégrées américaines ou japonaises (politique de prix très agressive ou refus d'approvisionnement), « il sera fait pression sur les autorités concernées ». Les auteurs, après avoir évoqué l'équilibre à trouver « entre la coopération internationale et l'autonomie technologique », se prononcent avec prudence en faveur d'une coopération avec les Américains.

En termes encore très généraux, la Commission invite les pouvoirs publics à mobiliser les banques afin d'améliorer les mécanismes de financement des entreprises électroniques et informatiques qui en ont le plus grand besoin, par exemple grâce à des formules de capital-risque.

De façon presque allusive, elle appelle de ses vœux de nouvelles coopérations, de nouveaux partenariats entre les entreprises de la CEE. Il convient, ajoute-t-elle dans une incidente, sans préciser les voies et les moyens, d'« envisager la nécessité de consacrer des investissements industriels considérables aux composants de base nécessaires pour les futures générations de produits de traitement de données et de l'électronique ».

PHILIPPE LEMAITRE

### AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



Le conseil d'administration de CODETEL, réuni le 20 mars 1991, sous la présidence de M. Eric Dufour, a examiné les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1990, et arrêté une nouvelle stratégie pour assurer le développement et la diversification de ses activités.

Au cours de l'exercice 1990, CODETEL a conclu avec FRANCE TÉLÉCOM un nouveau protocole de 350 millions de francs (HT) et a financé pour 344 millions de francs (HT) d'investissements. La société participe actuellement aux discussions ouvertes sur le protocole 1991.

Parallèlement, elle a poursuivi ses activités immobilières en se concentrant exclusivement sur le crédit-bail : CODEMIBAIL a ainsi pris 145 millions de francs de versement, cette année, sur le crédit-bail ; CODEMUR 39 millions de francs d'opérations nouvelles en régime SICOMI et CODEMUR 39 millions de francs d'opérations nouvelles en régime SICOMI.

Cette stabilisation du volume d'activité par rapport à l'an passé est à l'image de l'évolution des résultats : la phase de réduction régulière entamée en 1987, pour des raisons structurelles bien connues, propres aux sociétés de téléphone, s'achève comme prévu. En 1990, le bénéfice social a été inférieur à celui de l'exercice précédent (92,5 millions au lieu de 103,5 millions) mais le résultat consolidé a accusé une diminution moins importante que prévu (101,2 millions contre 105,6 millions en 1989).

Toutefois, le contexte législatif et réglementaire dans lequel intervient CODETEL a été une nouvelle fois bouleversé. En supprimant en cinq ans les dispositions fiscales particulières applicables ou immédiatement susceptibles de l'être, la loi de finances pour 1991 a, en effet, condamné à terme une des activités de diversification suivie par CODETEL et rendu hypothétique son développement futur par simple croissance interne.

Le Conseil a en conséquence pris deux décisions qu'il soumettra à l'approbation des actionnaires :

- la première, de verser un dividende de 11,50 francs identique à celui versé en 1990 ;

- la seconde, de répondre positivement à l'offre qui lui a été faite par ISM SA, Groupe intégré de l'immobilier d'entreprise, son principal actionnaire, de placer CODETEL au centre du pôle de crédit à l'immobilier de son secteur financier en procédant à une absorption de CODETEL par SELECTIBANQUE, filiale à 90 % d'ISM SA, sur la base d'une parité de l'ordre de 7 titres CODETEL pour 6 titres d'ISM SA, puis en faisant absorber CODEMIBAIL par ICC, la filiale SELECTIBANQUE, sur la base d'une parité de l'ordre de 2 titres CODEMIBAIL pour 1 titre ICC.

Cette double fusion permettra à CODETEL d'élargir ses perspectives de développement, grâce notamment à l'accès au statut de banque, à la détention majoritaire d'une importante SICOMI cotée au second marché, à la canalisation vers ce nouvel ensemble de tous les réseaux d'apports d'affaires d'ISM SA, aux économies d'échelle en matière de gestion et à l'importance des fonds propres ainsi réunis.

Les titres du nouvel ensemble constitué par SELECTIBANQUE-CODETEL seraient cotés sans discontinuité au règlement mensuel en remplacement de ceux de CODETEL, des commissions à la fusion et de l'approbation par les assemblées générales, ces nouvelles orientations et les parités retenues devraient garantir le versement pour l'exercice 1991 de dividendes au moins équivalents à ceux distribués pour l'exercice 1990.

### Réunis à Poitiers Les présidents Sud-Europe-Atlantique créent un observatoire des formations

de notre correspondant

L'arc atlantique s'organise et en particulier dix de ses vingt et une régions (de Glasgow à Séville) regroupées au sein de l'entité Sud-Europe-Atlantique. Réunies pendant deux jours au Futuroscope, près de Poitiers, pour échanger leurs vues sur la coopération et la formation, celles-ci ont décidé la création d'un observatoire atlantique des formations : il aura notamment pour mission d'assurer le suivi et la gestion des opérations engagées et de faciliter les échanges de programmes pédagogiques.

La formation constitue pour les dirigeants un axe majeur de leurs politiques. Les présidents des dix régions ont profité de leur rencontre pour plaider en faveur d'un TGV Atlantique qui se prolongerait jusqu'à Madrid et Séville avec des connexions vers Saint-Jacques-de-Compostelle, Porto et Lisbonne.

M. L.

### AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

**3,1** Bénéfice net consolidé 1990  
BSN PROGRESSE

Le Conseil d'Administration de BSN, réuni le 20 mars 1991, a examiné les comptes consolidés du Groupe, audités et certifiés par les Commissaires aux Comptes et par les Réviseurs Internationaux.

#### PRINCIPALES DONNÉES CONSOLIDÉES 1989 ET 1990 :

(en millions de francs)	1989	1990
Chiffre d'affaires	48.669	52.897
Résultat opérationnel	5.022	5.675
Bénéfice net (part du Groupe)	2.698	3.091
Marge brute d'auto-financement	4.330	4.960
Investissements industriels	2.933	3.022
Capitaux propres	19.782	23.253

Le bénéfice net du Groupe BSN s'est établi à 3.091 millions de francs en 1990, en progrès de 11,60 % par rapport à 1989.

La plus-value dégagée lors de la cession des Maisons de Champagne Pommery et Lanson concrétisée en janvier 1991 sera enregistrée dans les résultats du Groupe BSN de l'exercice 1991.

Le bénéfice net par action (dilué) représente 53,10 francs en 1990 contre 49,70 francs en 1989.

La répartition du résultat opérationnel (résultat avant frais financiers et impôts) par Branche d'activité s'est établie comme suit :

(en millions de francs)	1989	1990
Produits Frais	964	963
Epicerie	952	1.032
Biscuits	1.024	1.223
Bière	806	843
Champagne, Eau minérale	642	866
Emballage	620	720
Résultat opérationnel des Branches	5.008	5.646
Résultats non répartis	14	29
Résultat opérationnel du Groupe	5.022	5.675

Les données relatives à la Branche Biscuits intègrent les résultats des sociétés Brén (France), Jacob's (Grande-Bretagne) et Satica (Italie), sur la totalité de l'année 1990, contre sept mois en 1989.

#### DIVIDENDE PAR ACTION PROPOSÉ

Le Conseil d'Administration a arrêté les comptes de BSN, société-mère du Groupe, pour l'exercice 1990.

Le résultat net s'est établi à 1.982,2 millions de francs contre 772,4 millions de francs pour l'exercice 1989.

Le Conseil d'Administration a décidé de proposer à l'Assemblée Générale qui se tiendra le 29 mai 1991 de fixer le dividende à 13,00 francs par action au titre de 1990 (11,50 francs en 1989), correspondant à un dividende global par action de 19,50 francs (17,25 francs en 1989).

Comme l'année passée, les actionnaires auront la possibilité d'opter pour le paiement de ce dividende en actions de la société, émises à un prix égal à 90 % du moyen des premiers cours cotés lors des 20 séances de Bourse précédant le jour de l'Assemblée des actionnaires.

Pour plus d'information, composez sur votre minitel : 3616 - CLIFF



PREMIER GROUPE ALIMENTAIRE FRANÇAIS

SOVABAIL



Le conseil d'administration de SOVABAIL, Sicomi du Groupe SOVAC, s'est réuni le 20 mars 1991 pour prendre connaissance de l'activité et arrêter les comptes de l'exercice 1990.

Cette double fusion permettra à CODETEL d'élargir ses perspectives de développement, grâce notamment à l'accès au statut de banque, à la détention majoritaire d'une importante SICOMI cotée au second marché, à la canalisation vers ce nouvel ensemble de tous les réseaux d'apports d'affaires d'ISM SA, aux économies d'échelle en matière de gestion et à l'importance des fonds propres ainsi réunis.

Les titres du nouvel ensemble constitué par SELECTIBANQUE-CODETEL seraient cotés sans discontinuité au règlement mensuel en remplacement de ceux de CODETEL, des commissions à la fusion et de l'approbation par les assemblées générales, ces nouvelles orientations et les parités retenues devraient garantir le versement pour l'exercice 1991 de dividendes au moins équivalents à ceux distribués pour l'exercice 1990.

Le bénéfice net s'est établi à 1.982,2 millions de francs contre 772,4 millions de francs pour l'exercice 1989.

Le Conseil d'Administration a décidé de proposer à l'Assemblée Générale qui se tiendra le 29 mai 1991 de fixer le dividende à 13,00 francs par action au titre de 1990 (11,50 francs en 1989), correspondant à un dividende global par action de 19,50 francs (17,25 francs en 1989).

Comme l'année passée, les actionnaires auront la possibilité d'opter pour le paiement de ce dividende en actions de la société, émises à un prix égal à 90 % du moyen des premiers cours cotés lors des 20 séances de Bourse précédant le jour de l'Assemblée des actionnaires.

Pour plus d'information, composez sur votre minitel : 3616 - CLIFF

## TECHNOLOGIES

Compétition mondiale autour des images du futur

## L'Europe s'interroge sur l'avenir de sa télévision haute définition

Le groupe d'experts mis en place par la Commission de Bruxelles rendra son verdict le 27 mars sur la télévision haute définition. Faut-il obliger toutes les chaînes par satellite à adopter la norme D2 MAC, voie européenne vers la télévision haute définition? Les grands industriels de l'électronique européenne souhaitent imposer cette réglementation pour verrouiller le marché. Les chaînes de télévision la jugent irréaliste et dangereuse pour leur viabilité économique.

Les autorités européennes, elles, s'interrogent: peut-on lancer une aventure industrielle sans le minimum de consensus entre les acteurs? La stratégie européenne sur la télévision haute définition n'est-elle pas remise en cause par les progrès techniques effectués récemment par les sociétés américaines? Le consensus qui se dégage aux Etats-Unis autour d'un passage rapide à la télévision numérique ne ruine-t-il pas les chances de la norme MAC?

Le malaise et les interrogations autour de la télévision haute définition européenne ne datent pas d'hier. Rappelons d'abord que les Japonais ont été les premiers à présenter, dès 1983, des télévisions aux écrans élargis et aux images haute définition, affichant 1250 lignes de résolution. Forts de cette avance, ils réussissent presque, en 1986, à imposer leur standard MUSE comme une norme mondiale. Pressés de trouver une parade contre cette foudroyante offensive et le désastre industriel qu'elle annonce, les Européens se mettent très rapidement d'accord pour défendre la MAC, une norme analogique mise au point par les Britanniques au début des années 80.

De nombreux experts expriment alors leurs réserves. Faut-il, pour préparer la télévision du futur, utiliser la vieille technique analogique, alors que toute la recherche s'oriente vers la numérisation du signal? On sait déjà que la télévision numérique sera plus facile à diffuser, moins coûteuse à produire, plus compatible avec la télévision codée et les besoins des nouveaux réseaux. Mais, en face de toutes ces promesses, la norme MAC a le grand mérite d'exister et d'offrir une réponse immédiate à la pression japonaise.

En invoquant l'urgence de la situation, l'importance des enjeux et le «péril jaune», les industriels européens réussissent à convaincre le gouvernement français, puis les autorités européennes, de la validité de leur choix et à faire taire toute critique. Au point de s'enfermer dans un dangereux dogmatisme. Lorsqu'un rapport du Centre d'analyse et de prévision (CAP) du ministère des affaires étrangères décrit en décembre 1990 les progrès de la télévision numérique aux Etats-Unis (*Le Monde* du 12 février), les questions qu'il pose sur l'avenir de la MAC passent, en France, pour de véritables sacrilèges.

Les responsables de Thomson,

relayés par les ministères des PTT et de l'Industrie, parlent de désinformation, dénoncent un complot des chaînes, accusent le malheureux fonctionnaire auteur du rapport de n'être qu'un «stagiaire» et cherchent une mauvaise querelle au directeur du CAP. Piètre tentative pour étouffer un débat inéluctable. Depuis trois ans, le groupe italien Telettra développe, en association avec la RAI, un système de télévision à haute définition numérique dans le cadre du programme de recherche communautaire Eureka 256. La technique existe bel et bien et a été expérimentée avec succès lors du Mondial de football, en 1990. Curieusement, les Italiens ont cessé de faire la promotion de leur système depuis que leur gouvernement assure la présidence de la Communauté européenne et que Telettra a été racheté par Alcatel.

De plus, le rapport du CAP n'est pas le témoignage «isolé» que les autorités françaises ont voulu dépeindre. Dès novembre 1990, la mission scientifique de l'ambassade française à New-York alertait les autorités sur les progrès de la télévision numérique. «La TVHD, écrit le conseiller, pourrait être rendue accessible à un nombre considérable de foyers avant 1995/96 et dans des conditions économiques pour ceux-ci (...). Si cette démarche aboutit, les conséquences sur les stratégies européennes et japonaises seront considérables.»

## Les handicaps du câble et du satellite

Les industriels japonais, comme NEC ou Hitachi, l'ont très vite compris et se repositionnent sur la production de composants compatibles avec une haute définition numérique. En France, les plus lucides finissent par se rendre à l'évidence: les ingénieurs américains n'ont pas inventé la télévision numérique uniquement pour déstabiliser l'Europe et les ques-

tions que ces nouveaux progrès soulèvent ne sont pas de purs fantasmes.

Reste à savoir si les avancées techniques de General Instrument, de Zenith ou du MIT (Massachusetts Institute of Technology) sont suffisamment mûres pour concurrencer le MAC. Les industriels européens affirment que la télévision numérique n'est pas encore sortie des laboratoires et que le MAC a au moins dix ans pour imposer une transition en douceur vers les images du futur (*Le Monde* du 1<sup>er</sup> mars). Appréciation optimiste, qui mérite d'être nuancée à la lumière de ce qui se passe outre-Atlantique.

Le débat ne concerne pas tant le calendrier que l'utilisation de supports de diffusion différents des deux côtés de l'Atlantique. La mobilisation des laboratoires américains, les décisions de la FCC et l'engagement des chaînes vont rendre possible la diffusion d'images en haute définition sur des réseaux terrestres classiques. Les Etats-Unis misent donc sur une pénétration rapide des nouvelles normes, comme ils l'avaient réussi pour l'introduction de la télévision couleur et du son stéréo.

A l'inverse, toute la stratégie européenne est basée sur l'utilisation exclusive du satellite et du câble. Malgré les progrès de ces deux supports, le public qu'ils touchent aujourd'hui ou toucheront demain reste bien inférieur à celui des réseaux terrestres traditionnels. Ce qui explique pourquoi Thomson, Philips et Nokia n'ont pas eu de succès avec la production de télévisions D2 MAC grand écran et ne prévoient que quelques dizaines de milliers d'unités pour les prochaines années.

La même contradiction pèse sur les programmes. Les chaînes qui diffusent par satellite savent que leur équilibre économique est rendu difficile par la lenteur de l'équipement des téléspéctateurs en antennes paraboliques. Elles ne sont guère pressées d'ajouter à

leurs charges un surcoût de 30 % à 40 % pour filmer des spectacles ou diffuser des films au format 16/9. Or, sans programmes 16/9, comment convaincre le public d'investir 35 000 francs dans un téléviseur à écran élargi?

En additionnant les lenteurs du satellite et du câble avec celle, inévitable, des premiers pas d'un nouveau produit industriel, la stratégie du MAC cumule les handicaps, et son avance théorique sur le numérique risque de fondre devant les progrès américains. Imagine-t-on les grandes chaînes européennes terrestres rester à l'écart de la télévision haute définition quand NBC, CBS ou PBS auront franchi le pas aux Etats-Unis? A terme, les quelques satellites émettant en MAC ne seront qu'un flot au milieu d'un océan de télévisions équipées en haute définition numérique.

## La faille du D2 MAC

Industriels et gouvernement français ont essayé de combler cette faille de la stratégie européenne en tentant d'adapter le MAC à la diffusion hertzienne. Le ministère de l'Industrie a demandé à l'Institut de France d'étudier un réaménagement général des fréquences qui permettrait, comme aux Etats-Unis, de doubler le réseau des chaînes existantes avec des émissions aux nouvelles normes.

Mais le signal analogique est moins facile à diffuser que le numérique et, de l'avis de nombreux experts, l'exercice demandé est impossible. TDF a tenté, avec la bénédiction du Conseil supérieur de l'audiovisuel, quelques expériences de diffusion terrestre en D2 MAC. Si en zone rurale la réception est satisfaisante, les reliefs et les grands immeubles provoquent des phénomènes d'échos difficilement surmontables. «Le D2 MAC n'est pas fait pour la diffusion terrestre», résume un ingé-

nieur, qui préfère rester anonyme. Certains ont rêvé de placer la SEPT aux nouvelles normes sur le septième réseau pour accélérer la vente de téléviseurs D2 MAC. Mais ce réseau ne touche que 60 % de la population et, parmi eux, 30 % à 40 % des foyers ne parviendraient pas à capter des images satisfaisantes.

Aujourd'hui, l'optimisme officiel de M. Paul Quilès, ministre des postes, des télécommunications et de l'espace, sur «l'équipe de France de la TVHD» (*Le Monde* du 21 février) est loin d'être unanimement partagé. Canal Plus, qui s'est fait le champion des nouvelles normes européennes, continue de défendre «la voie royale de la haute définition sur le satellite TDF 1», mais se ménage une stratégie de rechange sur le satellite Télécom 2 à partir de 1992. Antenne 2, qui doit défendre les contenus du MAC, a des finances trop maigres pour jouer un rôle véritablement moteur. Dans les autres pays européens, aucune télévision n'est prête à s'engager dans l'aventure.

Certains experts continuent à croire que les téléviseurs D2 MAC trouveront un marché en Europe en attendant que la télévision numérique soit prête. Mais ils doutent désormais que cette norme transitoire puisse accueillir à temps du HD MAC, la véritable haute définition concoctée par Thomson et Philips pour 1996. «Il convient de se préparer à l'idée qu'un abandon du HD MAC peut se révéler souhaitable d'ici un an», affirme, en janvier 1991, une note de la direction générale des relations culturelles scientifiques et techniques du ministère des affaires étrangères. Le texte, qui prend pourtant ses distances avec le rapport du CAP, poursuit: «Cette idée est difficile à accepter pour tous ceux, chercheurs et industriels, qui l'ont poussée depuis dix ans. Les pouvoirs publics doivent compter avec cette difficulté.»

JEAN-FRANÇOIS LACAN

## Trois techniques différentes

Au Japon, MUSE est une norme analogique qui offre dès aujourd'hui des images de 1125 lignes (au lieu de 525 lignes) sur des écrans de format 16/9. Les téléviseurs sont commercialisés au prix de 150 000 francs. La diffusion se fait exclusivement par satellite et par câble. La version hertzienne terrestre de MUSE, développée pour les Etats-Unis, connaît beaucoup de difficultés techniques. La chaîne publique NHK émet par satellite deux heures de TVHD par jour. Elle devrait passer à huit heures dès le printemps.

En Europe, la norme transitoire D2 MAC propose depuis cette année des téléviseurs 16/9 avec un son stéréo de haute qualité, pour un prix de 35 000 francs. L'image ne comprend que 625 lignes (comme pour la norme traditionnelle en France, SECAM), mais un balayage doublé renforce sa qualité. Les émissions sont diffusées par le satellite TDF 1 (la SEPT, Canal Plus, Antenne 2, etc.). C'est la norme suivante, HD MAC, qui doit proposer des images en 1 250 lignes. Elle sera expérimentée en 1992 pour les Jeux olympiques et introduite sur le marché en 1996.

Aux Etats-Unis, la FCC (Federal Communication Commission) doit choisir, en 1993, une norme susceptible d'être diffusée aussi bien sur des réseaux terrestres que par satellite. Sa préférence va aux techniques numériques développées par General Instrument, le MIT ou Zenith. Le numérique pourrait permettre de diffuser deux chaînes TVHD par canal de satellite et une seule chaîne sur un réseau hertzien. La norme présentée par General Instrument peut diffuser des images en 1 250 lignes ou en 1 250 lignes sur des écrans 16/9 avec plusieurs canaux de qualité numérique. Elle comporte son propre système de codage et de décodage intégré.

En 1995, année où la télévision haute définition basée sur la norme HD MAC analogique doit entamer sa carrière en Europe, les Américains devraient recevoir leurs premières émissions en TVHD numérique. C'est en tout cas ce qui ressort du planning des différents acteurs concernés.

Le compte à rebours commencera le 12 avril prochain, avec le début des tests de l'ATTC (Advanced Television Test Center), à Washington. Spécialement mis en place en 1988 et financé par l'ensemble des diffuseurs et de programmes, ce centre de tests vérifie, avec l'aide des Cable Labs, que les systèmes de transmission soumis au choix de la FCC (Federal Communication Commission) fonctionnent aussi bien en diffusion hertzienne que sur câble; il comparera les qualités des uns et des autres, y compris auprès des consommateurs. Le calendrier des tests prévoit qu'ils se terminent le 30 avril 1992, à moins qu'au début de l'année prochaine de nouvelles propositions, tenant compte de l'évolution technologique, ne soient faites à la FCC.

De toute manière, sur la base du travail effectué par l'ATTC et en prenant en compte d'autres considérations (économiques notamment), le comité consultatif, qui réunit tous les intéressés (chaînes TV, fabricants de matériels et de programmes, organisations professionnelles, consommateurs...), devra donner son avis à la FCC le 30 septembre 1992. Il est prévu que le président de celle-ci, Alfred C. Sikes, annonce officiellement la norme de TVHD retenue par les Etats-Unis à la mi-1993. Et, aux sceptiques qui mettent en doute cette planification, le président de la FCC rétorque que «les vertus de la compétition internationale» joueront en sa faveur.

Sur les six dossiers qu'Alfred Sikes a sur son bureau, quatre concernent des systèmes de transmission numériques: ceux de General Instrument et du MIT (Massachusetts Institute of Technology), récemment associés au sein de l'Alliance de la télévision américaine (American Television Alliance), qui proposent deux systèmes différents. Celui de Zenith, associé à ATT; celui de l'ATRC, consortium américano-européen, qui réunit Thomson Consumer Electronics Inc., Philips Consumer Electro-

nics Company, la chaîne NBC et le centre de recherche David Sarnoff.

Le même consortium propose aussi un système de télévision améliorée, l'ACTV, semblable dans son principe au D2 MAC européen, mais qu'Alfred Sikes juge «guère intéressant». Mieux vaut, selon lui, éviter de semer la confusion dans l'esprit des consommateurs et sauter directement à la phase TVHD. Sans, évidemment, si «contre toute attente» cela s'avérait impossible à court terme. Enfin, les Japonais continuent de proposer une norme de TVHD analogique (Narrow MUSE), mais selon certains professionnels du secteur, les Japonais montrent eux aussi au point d'ici un an une proposition numérique. Ce qui ne constituerait pas le premier renouveau dans l'histoire de la TVHD américaine.

## La victoire d'un outsider

Lorsque, en juin dernier, General Instrument, fabricant de matériels pour la télévision par câble et par satellite et spécialiste du cryptage, annonce qu'il a mis au point un système de transmission numérique, DigiCipher, et se porte candidat auprès de la FCC, la surprise — pour ne pas dire l'incrédulité — est générale. Il faut dire que la technologie utilisée (basée sur un puissant algorithme de compression des images vidéo numériques) n'existe encore que sur le papier; elle n'a été testée que par simulations sur ordinateur. Voilà peu, on ne pensait pas qu'elle déboucherait avant dix ans. Or, selon ses «pairs», le système DigiCipher permet de faire passer sur un canal de 6 Mhz «une émission en haute définition»; il s'applique à la télévision hertzienne terrestre comme à la diffusion par câble et par satellite.

Comment un outsider a-t-il résolu le problème sur lequel tout le monde travaillait? Certes, la transmission numérique présente bien des avantages par rapport à la transmission analogique: meilleure qualité d'image, pas de problèmes d'interférences dans la diffusion terrestre, prix inférieur (au niveau du téléviseur notamment) et, surtout, possibilité d'évolution technologique pour les décennies à venir. Les équipes de recherche s'activent de plus belle.

Le coup de théâtre survient

en novembre: alors que nombreux étaient encore ceux qui s'interrogeaient sur le sérieux de l'offre de General Instrument, voilà que le consortium américano-européen se rallie au numérique. Fin décembre, c'est celui du MIT. Fin janvier, c'est celui du MIT, associé à General Instrument. Par quel miracle? Pour le consortium, «c'est le résultat d'une collaboration intensive entre les centres de recherche David Sarnoff et les laboratoires de Philips à Briarcliff (New-York)». Chez Zenith, on affirme: «Une coopération avec ATT, qui avait une approche un peu différente de la nôtre sur le problème de la compression des images vidéo, nous a permis de passer au numérique.» Quant au directeur de la recherche du Medialab au MIT, il assure qu'il savait «depuis septembre que le numérique était la meilleure solution; mais nous n'avions pas les moyens financiers de construire le prototype jusqu'à ce que General Instrument décide de nous financer.»

Voilà comment, en l'espace de quelques mois, il est devenu évident que la TVHD aurait toutes les chances d'être numérique outre-Atlantique. Mais à quelle échéance? La réponse à cette question est fondamentale pour les Européens. Or, si l'on interroge les Américains, tous répondent que si le choix de la FCC est bien arrêté en 1993, ils seront prêts pour commencer en 1995.

## Le plus vite possible

Chez Zenith (dans lequel le Coréen Goldstar vient de prendre une participation de 5 %), on assure que des téléviseurs haute définition numérique seront sur le marché dès fin 1994; chez Sony America également; Zenith se risque même à annoncer un prix supérieur d'environ 700 dollars (3 300 francs) aux téléviseurs NTSC de même taille (le coût moyen d'un téléviseur aux Etats-Unis est de 300 dollars, soit environ 1 300 francs).

Joseph Donahue, senior vice-président de Thomson Consumer Electronics Inc., est moins optimiste: «En théorie, la TVHD numérique pourrait être disponible en 1994 ou 1995. Mais combien de temps faudra-t-il pour mettre au point les antennes, les transmetteurs, les magnétoscopes, les récepteurs intégrant les nouveaux circuits intégrés nécessaires? Et l'attribution des canaux de TVHD risque de faire trainer les choses en longueur.»

Sur ce dernier point, la FCC a pris ses précautions: «Le but est d'implanter la TVHD aussi vite que possible. La commission a donc demandé au comité consultatif de préparer un plan d'attribution des canaux «rapides» jusqu'à l'initiation pour éviter les interférences; il pourrait être prêt au moment où la norme sera choisie. Les canaux attribués à la TVHD auront alors intérêt à être utilisés aussi tôt que possible», précise Peter Fannon, président de l'ATTC. Autrement dit, les chaînes feraient mieux de ne pas traîner les pieds une fois que la FCC aura fait connaître sa décision, sous peine de se voir retirer leur licence toute neuve.

## Des bibliothèques de programmes

Les trois grands réseaux — les chaînes de télévision grand public — se tiennent prêts. «En 1995, les stations des grandes villes commenceront à diffuser en TVHD», prévoit-on chez NBC. «Nous commencerons à diffuser en 1994 ou 1995 de manière limitée: c'est le rythme auquel le consommateur s'équipera qui décidera du rythme de conversion des stations à la TVHD», affirme Julius Baranathan, senior vice-président d'ABC. «En 1995, nous commencerons à diffuser en TVHD, assure Joe Fisherty, senior vice-président de CBS. La première chose que nous faisons, c'est d'acheter nos programmes de prime time. Ensuite, nous agissons en fonction de la pression commerciale.»

La chaîne publique PBS (qui possède ses propres studios) semble plus téméraire: «Dès la fin de l'été, nous aurons un camion de production (équipé en matériel japonais pour le moment) qui circulera et montrera aux équipes des stations affiliées comment tourner en TVHD. De cette façon, nous aurons déjà une bibliothèque de programmes lorsque la haute définition commencera. Nous travaillons également beaucoup pour aider les stations locales à planifier l'introduction de la TVHD et son financement.»

Le montant des investissements à prévoir pour les stations de télévision a déjà fait l'objet de plusieurs études. Mais le choix d'une norme de trans-

mission numérique devrait, selon les professionnels, abaisser ces coûts et donc accélérer l'implantation de la télévision haute définition. Cette perspective n'empêche pas le consortium américano-européen d'une part, l'entreprise Fairchild (une petite entreprise californienne), d'autre part, de penser qu'il y aura place, pendant huit ou dix ans, pour un système de télévision améliorée. La FCC exige en effet que les chaînes diffusent simultanément leurs émissions en NTSC, la norme américaine actuelle, et en TVHD (sur deux canaux différents) pour ne pas léser les téléspéctateurs. Le consortium espère donc que son système de télévision améliorée ACTV (écran 16/9) trouvera grâce auprès de la FCC. Fairchild a, de son côté, mis au point un Super-NTSC (écran 4/3 habituel, mais image améliorée) qu'elle compte faire fabriquer à bon marché.

Pendant ce temps, à New-York comme à Hollywood, des bibliothèques de programmes se créent. Les entreprises de production vidéo Studio, Captain of America, Zeta Vision, NHK-Enterprises travaillent déjà en TVHD sur du matériel japonais. Le moment venu, il suffira de convertir ces programmes (actuellement beaucoup de clips publicitaires ou musicaux) au standard américain pour pouvoir les transmettre. Rebo vient de créer un autre studio en Californie. Sony y est déjà présent. Matsushita le sera bientôt.

Les films de Columbia et MCA seront sans doute les premiers à être convertis en TVHD. En outre, «beaucoup de programmes tournés pour la télévision, le sont désormais au format grand écran», précise la Motion Pictures Association. Autrement dit, les créateurs TV s'habituent à travailler de manière différente, bien que le support reste le même: pour des raisons de qualité, les programmes de télévision américains sont toujours tournés en 35 millimètres, puis transférés sur bande vidéo. Là aussi, il suffira de convertir les programmes existants au standard TVHD pour disposer, d'emblée, d'un nombre d'heures confortable.

Cela dit, nul ne sait comment les 93 millions de foyers américains équipés de téléviseurs accueilleront la télévision haute définition.

MARTINE LEVENTER

## L'Amérique joue le numérique

En 1995, année où la télévision haute définition basée sur la norme HD MAC analogique doit entamer sa carrière en Europe, les Américains devraient recevoir leurs premières émissions en TVHD numérique. C'est en tout cas ce qui ressort du planning des différents acteurs concernés.

Le compte à rebours commencera le 12 avril prochain, avec le début des tests de l'ATTC (Advanced Television Test Center), à Washington. Spécialement mis en place en 1988 et financé par l'ensemble des diffuseurs et de programmes, ce centre de tests vérifie, avec l'aide des Cable Labs, que les systèmes de transmission soumis au choix de la FCC (Federal Communication Commission) fonctionnent aussi bien en diffusion hertzienne que sur câble; il comparera les qualités des uns et des autres, y compris auprès des consommateurs. Le calendrier des tests prévoit qu'ils se terminent le 30 avril 1992, à moins qu'au début de l'année prochaine de nouvelles propositions, tenant compte de l'évolution technologique, ne soient faites à la FCC.

De toute manière, sur la base du travail effectué par l'ATTC et en prenant en compte d'autres considérations (économiques notamment), le comité consultatif, qui réunit tous les intéressés (chaînes TV, fabricants de matériels et de programmes, organisations professionnelles, consommateurs...), devra donner son avis à la FCC le 30 septembre 1992. Il est prévu que le président de celle-ci, Alfred C. Sikes, annonce officiellement la norme de TVHD retenue par les Etats-Unis à la mi-1993. Et, aux sceptiques qui mettent en doute cette planification, le président de la FCC rétorque que «les vertus de la compétition internationale» joueront en sa faveur.

Sur les six dossiers qu'Alfred Sikes a sur son bureau, quatre concernent des systèmes de transmission numériques: ceux de General Instrument et du MIT (Massachusetts Institute of Technology), récemment associés au sein de l'Alliance de la télévision américaine (American Television Alliance), qui proposent deux systèmes différents. Celui de Zenith, associé à ATT; celui de l'ATRC, consortium américano-européen, qui réunit Thomson Consumer Electronics Inc., Philips Consumer Electro-

nics Company, la chaîne NBC et le centre de recherche David Sarnoff.

Le même consortium propose aussi un système de télévision améliorée, l'ACTV, semblable dans son principe au D2 MAC européen, mais qu'Alfred Sikes juge «guère intéressant». Mieux vaut, selon lui, éviter de semer la confusion dans l'esprit des consommateurs et sauter directement à la phase TVHD. Sans, évidemment, si «contre toute attente» cela s'avérait impossible à court terme. Enfin, les Japonais continuent de proposer une norme de TVHD analogique (Narrow MUSE), mais selon certains professionnels du secteur, les Japonais montrent eux aussi au point d'ici un an une proposition numérique. Ce qui ne constituerait pas le premier renouveau dans l'histoire de la TVHD américaine.

Lorsque, en juin dernier, General Instrument, fabricant de matériels pour la télévision par câble et par satellite et spécialiste du cryptage, annonce qu'il a mis au point un système de transmission numérique, DigiCipher, et se porte candidat auprès de la FCC, la surprise — pour ne pas dire l'incrédulité — est générale. Il faut dire que la technologie utilisée (basée sur un puissant algorithme de compression des images vidéo numériques) n'existe encore que sur le papier; elle n'a été testée que par simulations sur ordinateur. Voilà peu, on ne pensait pas qu'elle déboucherait avant dix ans. Or, selon ses «pairs», le système DigiCipher permet de faire passer sur un canal de 6 Mhz «une émission en haute définition»; il s'applique à la télévision hertzienne terrestre comme à la diffusion par câble et par satellite.

Comment un outsider a-t-il résolu le problème sur lequel tout le monde travaillait? Certes, la transmission numérique présente bien des avantages par rapport à la transmission analogique: meilleure qualité d'image, pas de problèmes d'interférences dans la diffusion terrestre, prix inférieur (au niveau du téléviseur notamment) et, surtout, possibilité d'évolution technologique pour les décennies à venir. Les équipes de recherche s'activent de plus belle.

Le coup de théâtre survient en novembre: alors que nombreux étaient encore ceux qui s'interrogeaient sur le sérieux de l'offre de General Instrument, voilà que le consortium américano-européen se rallie au numérique. Fin décembre, c'est celui du MIT. Fin janvier, c'est celui du MIT, associé à General Instrument. Par quel miracle? Pour le consortium, «c'est le résultat d'une collaboration intensive entre les centres de recherche David Sarnoff et les laboratoires de Philips à Briarcliff (New-York)». Chez Zenith, on affirme: «Une coopération avec ATT, qui avait une approche un peu différente de la nôtre sur le problème de la compression des images vidéo, nous a permis de passer au numérique.» Quant au directeur de la recherche du Medialab au MIT, il assure qu'il savait «depuis septembre que le numérique était la meilleure solution; mais nous n'avions pas les moyens financiers de construire le prototype jusqu'à ce que General Instrument décide de nous financer.»

Voilà comment, en l'espace de quelques mois, il est devenu évident que la TVHD aurait toutes les chances d'être numérique outre-Atlantique. Mais à quelle échéance? La réponse à cette question est fondamentale pour les Européens. Or, si l'on interroge les Américains, tous répondent que si le choix de la FCC est bien arrêté en 1993, ils seront prêts pour commencer en 1995.

Le même consortium propose aussi un système de télévision améliorée, l'ACTV, semblable dans son principe au D2 MAC européen, mais qu'Alfred Sikes juge «guère intéressant». Mieux vaut, selon lui, éviter de semer la confusion dans l'esprit des consommateurs et sauter directement à la phase TVHD. Sans, évidemment, si «contre toute attente» cela s'avérait impossible à court terme. Enfin, les Japonais continuent de proposer une norme de TVHD analogique (Narrow MUSE), mais selon certains professionnels du secteur, les Japonais montrent eux aussi au point d'ici un an une proposition numérique. Ce qui ne constituerait pas le premier renouveau dans l'histoire de la TVHD américaine.

Lorsque, en juin dernier, General Instrument, fabricant de matériels pour la télévision par câble et par satellite et spécialiste du cryptage, annonce qu'il a mis au point un système de transmission numérique, DigiCipher, et se porte candidat auprès de la FCC, la surprise — pour ne pas dire l'incrédulité — est générale. Il faut dire que la technologie utilisée (basée sur un puissant algorithme de compression des images vidéo numériques) n'existe encore que sur le papier; elle n'a été testée que par simulations sur ordinateur. Voilà peu, on ne pensait pas qu'elle déboucherait avant dix ans. Or, selon ses «pairs», le système DigiCipher permet de faire passer sur un canal de 6 Mhz «une émission en haute définition»; il s'applique à la télévision hertzienne terrestre comme à la diffusion par câble et par satellite.

Comment un outsider a-t-il résolu le problème sur lequel tout le monde travaillait? Certes, la transmission numérique présente bien des avantages par rapport à la transmission analogique: meilleure qualité d'image, pas de problèmes d'interférences dans la diffusion terrestre, prix inférieur (au niveau du téléviseur notamment) et, surtout, possibilité d'évolution technologique pour les décennies à venir. Les équipes de recherche s'activent de plus belle.

Le coup de théâtre survient

en novembre: alors que nombreux étaient encore ceux qui s'interrogeaient sur le sérieux de l'offre de General Instrument, voilà que le consortium américano-européen se rallie au numérique. Fin décembre, c'est celui du MIT. Fin janvier, c'est celui du MIT, associé à General Instrument. Par quel miracle? Pour le consortium, «c'est le résultat d'une collaboration intensive entre les centres de recherche David Sarnoff et les laboratoires de Philips à Briarcliff (New-York)». Chez Zenith, on affirme: «Une coopération avec ATT, qui avait une approche un peu différente de la nôtre sur le problème de la compression des images vidéo, nous a permis de passer au numérique.» Quant au directeur de la recherche du Medialab au MIT, il assure qu'il savait «depuis septembre que le numérique était la meilleure solution; mais nous n'avions pas les moyens financiers de construire le prototype jusqu'à ce que General Instrument décide de nous financer.»

Voilà comment, en l'espace de quelques mois, il est devenu évident que la TVHD aurait toutes les chances d'être numérique outre-Atlantique. Mais à quelle échéance? La réponse à cette question est fondamentale pour les Européens. Or, si l'on interroge les Américains, tous répondent que si le choix de la FCC est bien arrêté en 1993, ils seront prêts pour commencer en 1995.

Le même consortium propose aussi un système de télévision améliorée, l'ACTV, semblable dans son principe au D2 MAC européen, mais qu'Alfred Sikes juge «guère intéressant». Mieux vaut, selon lui, éviter de semer la confusion dans l'esprit des consommateurs et sauter directement à la phase TVHD. Sans, évidemment, si «contre toute attente» cela s'avérait impossible à court terme. Enfin, les Japonais continuent de proposer une norme de TVHD analogique (Narrow MUSE), mais selon certains professionnels du secteur, les Japonais montrent eux aussi au point d'ici un an une proposition numérique. Ce qui ne constituerait pas le premier renouveau dans l'histoire de la TVHD américaine.

De toute manière, sur la base du travail effectué par l'ATTC et en prenant en compte d'autres considérations (économiques notamment), le comité consultatif, qui réunit tous les intéressés (chaînes TV, fabricants de matériels et de programmes, organisations professionnelles, consommateurs...), devra donner son avis à la FCC le 30 septembre 1992. Il est prévu que le président de celle-ci, Alfred C. Sikes, annonce officiellement la norme de TVHD retenue par les Etats-Unis à la mi-1993. Et, aux sceptiques qui mettent en doute cette planification, le président de la FCC rétorque que «les vertus de la compétition internationale» joueront en sa faveur.

Sur les six dossiers qu'Alfred Sikes a sur son bureau, quatre concernent des systèmes de transmission numériques: ceux de General Instrument et du MIT (Massachusetts Institute of Technology), récemment associés au sein de l'Alliance de la télévision américaine (American Television Alliance), qui proposent deux systèmes différents. Celui de Zenith, associé à ATT; celui de l'ATRC, consortium américano-européen, qui réunit Thomson Consumer Electronics Inc., Philips Consumer Electro-

nics Company, la chaîne NBC et le centre de recherche David Sarnoff.

Le même consortium propose aussi un système de télévision améliorée, l'ACTV, semblable dans son principe au D2 MAC européen, mais qu'Alfred Sikes juge «guère intéressant». Mieux vaut, selon lui, éviter de semer la confusion dans l'esprit des consommateurs et sauter directement à la phase TVHD. Sans, évidemment, si «contre toute attente» cela s'avérait impossible à court terme. Enfin, les Japonais continuent de proposer une norme de TVHD analogique (Narrow MUSE), mais selon certains professionnels du secteur, les Japonais montrent eux aussi au point d'ici un an une proposition numérique. Ce qui ne constituerait pas le premier renouveau dans l'histoire de la TVHD américaine.

Lorsque, en juin dernier, General Instrument, fabricant de matériels pour la télévision par câble et par satellite et spécialiste du cryptage, annonce qu'il a mis au point un système de transmission numérique, DigiCipher, et se porte candidat auprès de la FCC, la surprise — pour ne pas dire l'incrédulité — est générale. Il faut dire que la technologie utilisée (basée sur un puissant algorithme de compression des images vidéo numériques) n'existe encore que sur le papier; elle n'a été testée que par simulations sur ordinateur. Voilà peu, on ne pensait pas qu'elle déboucherait avant dix ans. Or, selon ses «pairs», le système DigiCipher permet de faire passer sur un canal de 6 Mhz «une émission en haute définition»; il s'applique à la télévision hertzienne terrestre comme à la diffusion par câble et par satellite.

Comment un outsider a-t-il résolu le problème sur lequel tout le monde travaillait? Certes, la transmission numérique présente bien des avantages par rapport à la transmission analogique: meilleure qualité d'image, pas de problèmes d'interférences dans la diffusion terrestre, prix inférieur (au niveau du téléviseur notamment) et, surtout, possibilité d'évolution technologique pour les décennies à venir. Les équipes de recherche s'activent de plus belle.

Le coup de théâtre survient

en novembre: alors que nombreux étaient encore ceux qui s'interrogeaient sur le sérieux de l'offre de General Instrument, voilà que le consortium américano-européen se rallie au numérique. Fin décembre, c'est celui du MIT. Fin janvier, c'est celui du MIT, associé à General Instrument. Par quel miracle? Pour le consortium, «c'est le résultat d'une collaboration intensive entre les centres de recherche David Sarnoff et les laboratoires de Philips à Briarcliff (New-York)». Chez Zenith, on affirme: «Une coopération avec ATT, qui avait une approche un peu différente de la nôtre sur le problème de la compression des images vidéo, nous a permis de passer au numérique.» Quant au directeur de la recherche du Medialab au MIT, il assure qu'il savait «depuis septembre que le numérique était la meilleure solution; mais nous n'avions pas les moyens financiers de construire le prototype jusqu'à ce que General Instrument décide de nous financer.»

Voilà comment, en l'espace de quelques mois, il est devenu évident que la TVHD aurait toutes les chances d'être numérique outre-Atlantique. Mais à quelle échéance? La réponse à cette question est fondamentale pour les Européens. Or, si l'on interroge les Américains, tous répondent que si le choix de la FCC est bien arrêté en 1993, ils seront prêts pour commencer en 1995.

Le même consortium propose aussi un système de télévision améliorée, l'ACTV, semblable dans son principe au D2 MAC européen, mais qu'Alfred Sikes juge «guère intéressant». Mieux vaut, selon lui, éviter de semer la confusion dans l'esprit des consommateurs et sauter directement à la phase TVHD. Sans, évidemment, si «contre toute attente» cela s'avérait impossible à court terme. Enfin, les Japonais continuent de proposer une norme de TVHD analogique (Narrow MUSE), mais selon certains professionnels du secteur, les Japonais montrent eux aussi au point d'ici un an une proposition numérique. Ce qui ne constituerait pas le premier renouveau dans l'histoire de la TVHD américaine.

De toute manière, sur la base du travail effectué par l'ATTC et en prenant en compte d'autres considérations (économiques notamment), le comité consultatif, qui réunit tous les intéressés (chaînes TV, fabricants de matériels et de programmes, organisations professionnelles, consommateurs...), devra donner son avis à la FCC le 30 septembre 1992. Il est prévu que le président de celle-ci, Alfred C. Sikes, annonce officiellement la norme de TVHD retenue par les Etats-Unis à la mi-1993. Et, aux sceptiques qui mettent en doute cette planification, le président de la FCC rétorque que «les vertus de la compétition internationale» joueront en sa faveur.

Sur les six dossiers qu'Alfred Sikes a sur son bureau, quatre concernent des systèmes de transmission numériques: ceux de General Instrument et du MIT (Massachusetts Institute of Technology), récemment associés au sein de l'Alliance de la télévision américaine (American Television Alliance), qui proposent deux systèmes différents. Celui de Zenith, associé à ATT; celui de l'ATRC, consortium américano-européen, qui réunit Thomson Consumer Electronics Inc., Philips Consumer Electro-

nics Company, la chaîne NBC et le centre de recherche David Sarnoff.

Le même consortium propose aussi un système de télévision améliorée, l'ACTV, semblable dans son principe au D2 MAC européen, mais qu'Alfred Sikes juge «guère intéressant». Mieux vaut, selon lui, éviter de semer la confusion dans l'esprit des consommateurs et sauter directement à la phase TVHD. Sans, évidemment, si «contre toute attente» cela s'avérait impossible à court terme. Enfin, les Japonais continuent de proposer une norme de TVHD analogique (Narrow MUSE), mais selon certains professionnels du secteur, les Japonais montrent eux aussi au point d'ici un an une proposition numérique. Ce qui ne constituerait pas le premier renouveau dans l'histoire de la TVHD américaine.

Lorsque, en juin dernier, General Instrument, fabricant de matériels pour la télévision par câble et par satellite et spécialiste du cryptage, annonce qu'il a mis au point un système de transmission numérique, DigiCipher, et se porte candidat auprès de la FCC, la surprise — pour ne pas dire l'incrédulité — est générale. Il faut dire que la technologie utilisée (basée sur un puissant algorithme de compression des images vidéo numériques) n'existe encore que sur le papier; elle n'a été testée que par simulations sur ordinateur. Voilà peu, on ne pensait pas qu'elle déboucherait avant dix ans. Or, selon ses «pairs», le système DigiCipher permet de faire passer sur un canal de 6 Mhz «une émission en haute définition»; il s'applique à la télévision hertzienne terrestre comme à la diffusion par câble et par satellite.

Le Monde

## CHAMPS ECONOMIQUES

Le complexe militaro-industriel dans le monde

# URSS : le noyau dur de l'économie

Le pouvoir soviétique compte sur l'« archipel blanc » pour relancer l'industrie civile ; mais la reconversion n'a pas vraiment commencé

L'est resté très longtemps caché, et même si le complexe militaro-industriel n'était qu'une des nombreuses plaques du capitalisme impérialiste, il n'avait pas sa place dans la patrie du socialisme triomphant, au pays « du pain et des roses », comme disait Jeanette Vermeersch. En fait, il existait bel et bien : pas seulement depuis Brejnev et son surarmement, mais en fait depuis le lancement du premier plan quinquennal soviétique en 1928.

L'on désigne déjà sous le nom d'« archipel blanc », par opposition à l'« archipel noir » du Goulag, l'immense réseau (42 millions d'hectares, ou 2 % du territoire de l'URSS) d'usines, d'installations et de villes entières travaillant pour la défense. Un archipel que les citoyens moyens ne connaissent qu'à travers des numéros de boîte postale, ou sous des noms fantaisistes tels que « Tcheliabinsk-40 », « Tomsk-7 » ou « Moscou-400 » - cette dernière se situant à plusieurs milliers de kilomètres de la capitale.

Aujourd'hui, la perestroïka est passée par là, avec une certaine forme de contrôle parlementaire (le Soviet suprême de l'URSS s'est doté il y a deux ans, pour la première fois, d'un comité pour les questions de défense et de sécurité, il est vrai truffé de militaires et d'industriels de l'armement), mais surtout un rôle encore plus musclé de la presse. Les auteurs soviétiques n'hésitent plus à dénoncer leur complexe militaro-industriel, ou CMI, comme le boulet de l'économie soviétique. Certains affirment qu'il est l'économie soviétique à lui tout seul, ou ce qu'il en reste.

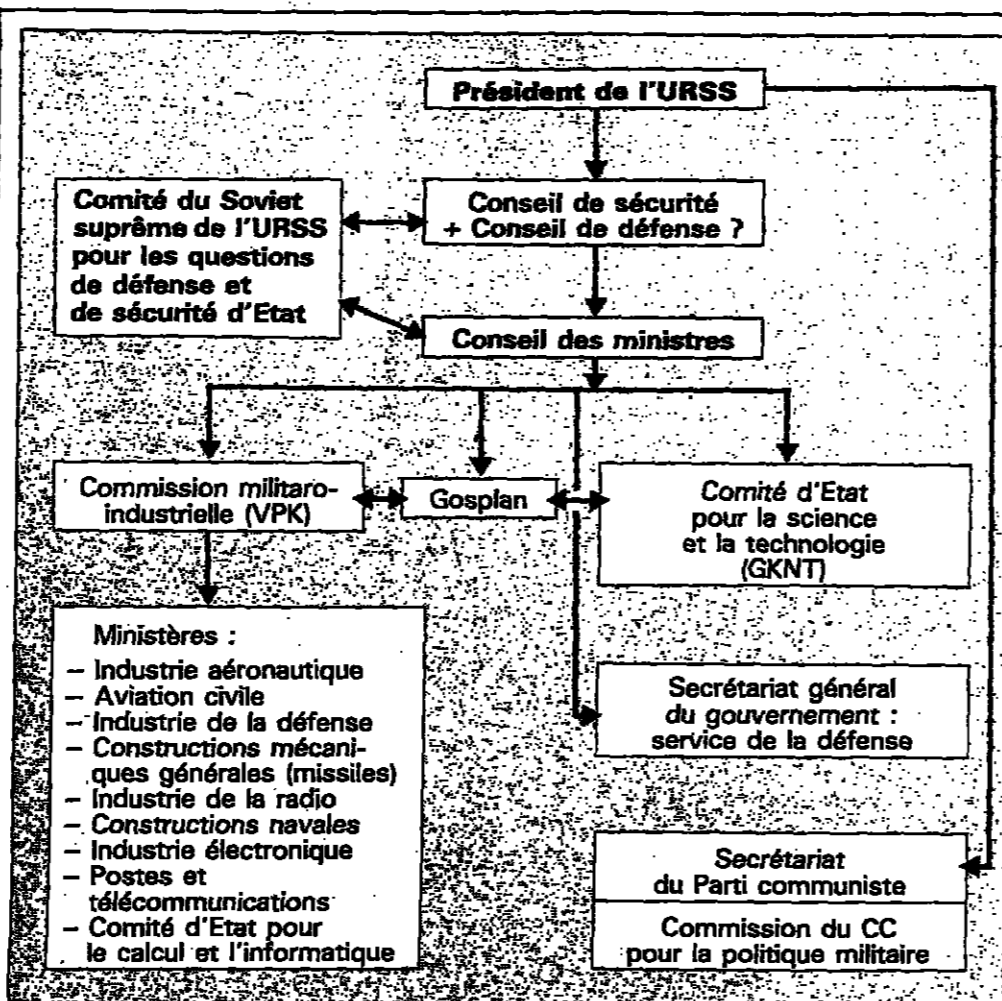
### Une technocratie gigantesque

Citons les *Nouvelles de Moscou*, qui ont consacré au début de ce mois une double page au CMI : « Le nombre des personnes employées dans l'industrie de défense est chez nous de 5 à 8 millions, contre 2,2 aux Etats-Unis... Le Soviet suprême de l'URSS a voté cette année au CMI, officiellement, 96,6 milliards de roubles, soit 35 % du budget fédéral ou 8 % du produit intérieur brut. En fait, nos dépenses militaires approchent les 200 milliards, soit près de 20 % du PIB, contre 6,5 % aux Etats-Unis... » A Moscou, un tiers de l'industrie travaille pour les militaires, qui commandent également la moitié des programmes scientifiques des instituts et bureaux d'étude.

Sans aller tout à fait aussi loin, les experts de l'OTAN situent les dépenses militaires soviétiques dans une fourchette allant de 135 à 160 milliards de roubles, dont les deux tiers - le double de la proportion américaine - vont à l'achat d'équipement. Et les chiffres de production sont tout aussi impressionnants (1 700 chars fabriqués en 1989 contre 725 aux Etats-Unis, 675 avions contre 482, 400 hélicoptères contre 280, etc.) que les retombées qui en découlent pour les exportations : 11,6 milliards de dollars gagnés en 1989, contre 10,7 pour les Américains.

Malgré les mauvaises performances de tout ce matériel dans la guerre du Golfe, c'est un signe que l'« archipel blanc » reste bien préservé dans le chaos de l'économie soviétique, et aussi que les réductions et les accords de désarmement imposés par Mikhaïl Gorbatchev n'ont pas vraiment encore inversé la tendance. C'est d'ailleurs sous le président soviétique actuel qu'a commencé un renouvellement presque complet du parc de missiles stratégiques : 240 engins balistiques intercontinentaux ont été construits en 1989, soit huit fois plus qu'aux Etats-Unis, qui préfèrent pour leur part les missiles de croisière à longue portée.

Le complexe militaro-industriel soviétique, c'est donc d'abord un ensemble d'installations gigantesques : le chantier naval de Severodvinsk, près de Mourmansk, est le plus grand du monde à la fois par la taille (un seul de ses bâtiments occupe 45 000 m<sup>2</sup>) et par la production, puisqu'il en est à son cent vingtième sous-marin nucléaire construit en trente ans.



A l'exception du ministère de la défense et de l'académie des sciences de l'URSS, les principaux rouages du complexe militaro-industriel soviétique, tel qu'il est constitué actuellement, figurent dans le schéma ci-dessus. Au sommet, Mikhaïl Gorbatchev a récemment substitué, son conseil présidentiel un conseil de sécurité, mais il n'est pas certain que ce dernier ait rendu sans objet le conseil de défense, l'institution qui dirigeait depuis Staline le secrétariat général du parti, avec la participation des responsables militaires. La direction technique du complexe se situe au sein du conseil des ministres, rebaptisé « cabinet » au début de cette année, et plus précisément de la commission militaro-industrielle (VPK) qui existait depuis fort longtemps mais qui n'a été reconnue officiellement que récemment. La liste des neuf ministères rattachés officiellement au « complexe de la défense », a été publiée par le *Messager gouvernemental*, bulletin officiel du conseil des ministres, dans son numéro 18 de 1989.

Elle tient compte de la suppression, décidée en juin 1989, de deux ministères-clés : celui des constructions mécaniques moyennes, qui assurait la production des ogives nucléaires, et celui des constructions mécaniques (tout court), responsable de la fabrication des munitions conventionnelles : leurs fonctions ont été attribuées à d'autres organismes. Mais cette liste inclut toujours le ministère de l'aviation civile (Aeroflot), la compagnie civile nationale, a toujours été traditionnellement considérée en URSS comme une annexe de l'armée de l'air ainsi que celui des postes et télécommunications.

C'est ensuite une technocratie administrative sans équivalent ailleurs, puisqu'il n'y a pas d'entreprises privées dans ce domaine et que les ministères fédéraux gèrent l'ensemble du secteur : le ministère de l'industrie aéronautique (Minaviaprom) coiffe à lui tout seul deux instituts principaux, huit énormes bureaux d'études (les fameux KB) pour les avions et sept pour les missiles, plus seize autres bureaux d'étude pour les composants et dix autres pour les groupes moteurs.

Le CMI soviétique, c'est aussi une vaste communauté d'intérêts et de travail, un lobby assez similaire à ce que l'on trouve dans d'autres pays, mais encore plus homogène et au moins aussi puissant. Prenons les neuf ministères qui dirigent aujourd'hui, à l'ombre de la commission militaro-industrielle ou VPK, ses divers secteurs (voir l'organigramme ci-dessus) : tous sont russes, tous ont étudié dans des instituts hautement qualifiés, généralement à Moscou ou à Leningrad, tous ont travaillé toute leur vie dans leur spécialité, le plus souvent comme directeur d'un laboratoire ou d'une usine d'armements.

Le comité d'Etat au plan (Gosplan) fait naturellement partie du schéma, dans la mesure où un vice-président, voire un premier vice-président de cet organisme, s'est toujours traditionnellement occupé de l'industrie militaire. Il en va de même du comité à la science et à la technologie (GKNT), dirigé par un vice-président du conseil (actuellement l'académicien Lavrov), et dont le rôle dans la recherche du renseignement technologique à l'étranger n'est plus à démontrer. Enfin, on relève parmi les nombreux bureaux rattachés à l'administrateur général (oupravliaouchchi delami) du gouvernement un « service de la défense et des organes administratifs » qui, selon son chef, Soslan Goutchmazov, a pour tâche d'analyser les situations et de « porter un jugement objectif sur les activités du complexe et sur les projets qu'il soumet au gouvernement ».

Le rôle du Parti communiste, autrefois décisif (le conseil de défense était en fait un comité restreint du bureau politique du PC) a été réduit depuis l'an dernier, mais non supprimé. Un secrétaire du parti, Oleg Baklanov, ancien ministre des constructions mécaniques générales, est chargé depuis 1988 de l'industrie militaire. Le même président, depuis octobre 1990, une commission du comité central pour la politique militaire, qui a pris la place du service de la défense, supprimé à la même époque - mais deux ans après les autres services responsables des branches industrielles civiles. Autre petit changement : chez Baklanov, à la différence de son prédécesseur, Lev Zaitov, ne siège pas au bureau politique.

M. T.

nies, jusqu'à sa mort en 1984. Car les techniciens du CMI sont généralement promus à de plus hautes destinations. Sur les cinquante-six vice-présidents du conseil des ministres de l'URSS recensés dans l'histoire par le système SOVT (la banque de données du Monde et ses 40 000 biographies), pas moins de vingt-deux, soit 40 %, sont passés par les onze ministères du CMI (les neuf actuels, plus les deux supprimés en 1989) : deux d'entre eux, Maxim Sabourov dans les années 50 et Nikolaï Talyzine sous Gorbatchev, ont été présidents du Gosplan, autrement dit responsables de toute l'économie du pays.

Encore faut-il ajouter à la liste les anciens des entreprises non officiellement rattachées à la VPK, mais qui ne font pas moins partie de son infrastructure : Nikolaï Ryjkov, le chef de gouvernement jusqu'à l'an dernier, avait dirigé pendant de longues années l'usine des constructions mécaniques lourdes de l'Oural, la fameuse Ouralmash, haut lieu de l'industrialisation - et de la militarisation - stalinienne.

Au total, sur les sept vice-premiers ministres actuels, cinq se rattachent de près ou de loin au CMI : c'est le cas notamment du numéro deux du gouvernement, l'ancien ministre des constructions mécaniques générales Vitali Dégoujev, de Iouri Maslouchov, président du plan, et de Lev Riabev, l'ancien responsable du nucléaire militaire reconverti dans l'énergie et les carburants. Quant au premier ministre lui-même, le « financier » Valentin Pavlov, il s'occupait tout particulièrement, si l'on en croit les *Nouvelles de Moscou*, des dotations pour la défense, lorsqu'il travaillait au Gosplan.

Lors de la constitution de son dernier gouvernement en 1989, Nikolaï Ryjkov avait d'ailleurs tenu à justifier sa prédilection pour les hommes du CMI : « Pendant des dizaines d'années, avait-il dit à l'hebdomadaire *Argumenty et Fakty*, le pays a orienté vers l'industrie de défense les meilleurs cadres, les plus expérimentés. Maintenant qu'il nous faut nous consacrer à la reconversion, pourquoi ne devrions-nous pas utiliser dans l'intérêt de l'économie des gens qui ont une tête de plus que les autres ? (...) C'est là qu'est l'élite. »

Car la reconversion (en fait on dit plus simplement *konversia*) de l'industrie militaire, sa mise au service des besoins du consommateur sont dès ce moment à l'ordre du jour. Ce n'est pas en soi un phénomène nouveau. Le ministère des constructions mécaniques générales (Minobchtrémach) produit des missiles stratégiques, mais aussi, de tout temps, des téléviseurs, des réfrigérateurs et des tramways.

Le CMI a aussi le monopole de la fabrication des machines à coudre et des magnétoscopes, voire des samovars, les fameuses bouilloires russes, qui sont produites en

même temps que les munitions dans les usines du « minmach ». Dès 1971, Brejnev avait chiffré à 40 % la part du civil dans la production totale du CMI, un taux qu'il est maintenant question de porter à 60 % en 1995 (1).

L'ennui est qu'on s'y est plutôt mal pris. D'abord parce qu'on a passé aux entreprises de défense des commandes fort éloignées de leur spécialité. Mikhaïl Simonov, un des créateurs des avions Soukhoï, a jugé indigne de sa prestigieuse maison d'avoir à fabriquer des machines à laver les légumes ou des installations pour l'emballage automatique du sel et du sucre. Le Minobchtrémach a dû étudier, entre deux missiles SS-24 ou 25, la mise en place de petites boulangeries... Et le personnel des grandes usines de défense s'inquiète de perdre les avantages sociaux qui les distinguaient du commun des mortels.

### De coûteuses opérations

Et puis, cette reconversion, avant de rapporter, coûte cher : 11 milliards de roubles en cinq ans selon certains, beaucoup plus selon d'autres, qui accusent en outre les militaires de détourner ces crédits pour leurs propres besoins. Le bilan jusqu'ici est donc mitigé et surtout peu clair : on avait parlé d'abord de 555 entreprises à reconvertir, puis de 422, et sur ce nombre, selon la *Komsomolskaïa Pravda* du 29 novembre dernier, seules 6 ou 7 l'avaient vraiment été à cette date.

D'une manière générale, il est douteux que cette reconversion, bien que nécessaire, soit la bonne méthode pour redresser l'économie dans son ensemble. Devenu le seul élément adulte de l'économie soviétique à force d'en avoir été si longtemps l'enfant chéri, le CMI est indissociable du « système de commandement administratif » passé, et l'extension de ses méthodes au secteur civil ne peut qu'y entraver encore un peu plus le passage au marché.

C'est un peu comme avec le KGB, que le pouvoir central met à toutes les sauces : les rares piliers encore debout du système sont-ils les mieux à même de remédier aux carences de ce même système ? Mikhaïl Gorbatchev n'est pas près de sortir de cette contradiction.

MICHEL TATU

(1) On lira avec profit sur ce sujet le rapport de l'Assemblée parlementaire de l'Union de l'Europe occidentale en date du 7 novembre 1990 : « La reconversion de l'industrie militaire soviétique » (document 1249 de l'UEO).

Une sur le même thème, les articles sur la France et la Grande-Bretagne dans « *Champs économiques* » du 19 mars. Prochainement sera publiée une enquête sur le complexe américain.

## IGS ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

**2<sup>ème</sup> CYCLE**

**de Gestion du Personnel et des Ressources Humaines**

10 mois d'enseignement  
8 mois de mission en entreprise  
**Admission : Bac + 2.**

**Journées**

**Portes Ouvertes**

**28 mars**

**de 10 h à 16 h.**

**3<sup>ème</sup> CYCLE**

**de Management**

Options

- Ressources Humaines et Communication,
- Finances et Contrôle de Gestion,
- Qualité et Gestion de projet.

10 mois d'enseignement  
7 mois de mission en entreprise  
**Admission : Bac + 4.**

**GROUPE IGS**

Institut de Gestion Sociale

Pour tout renseignement : Téléphonez au **47 57 31 41**

Groupe IGS - 120, rue Danton - 92500 Levallois.

Etablissement Privé d'Enseignement Supérieur

## CHAMPS ECONOMIQUES

## Marées d'hommes dans le Golfe

A la veille de l'invasion du Koweït, sept millions d'étrangers formaient, au Proche-Orient, une sorte de marché commun de main-d'œuvre

TROIS cent mille migrants en fuite ont franchi la frontière irako-jordanienne au poste de Rouweiched pendant l'été 1990, après l'invasion du Koweït le 2 août; des milliers d'autres encore sont passés à Habur, à la frontière de la Turquie et de l'Irak ou, plus rarement, se sont échappés vers la Syrie, encore en janvier dernier avant l'offensive terrestre des forces coalisées. De véritables « ponts aériens » ont été créés pour rapatrier quelque 130 000 Indiens, ainsi que 60 000 Bangladais et autant de Pakistais, 70 000 Sri-Lankais... Des camps ont accueilli des milliers de réfugiés — des dizaines de milliers en Jordanie : Égyptiens ou Pakistais, Philippins ou Sri-Lankais.

Ces images d'exode, comme aujourd'hui le désarroi de Palestiniens de Koweït-City soumis aux vexations de « miliciens » en quête d'une « revanche » facile, ont fait découvrir les vagues de cette immigration déposées par l'histoire sur les rives du golfe Persique. Un immense brassage instable de populations opéré en une vingtaine d'années : des « marées d'hommes » qui dépassent celles qu'évoquait T. E. Lawrence dans les *Sept piliers de la Sagesse*.

A la veille de l'invasion du Koweït, en effet, il y avait 6 millions, peut-être 7 millions, d'étrangers, essentiellement des travailleurs isolés, dans les pays du Golfe et en Irak, et des milliers d'autres encore y ont séjourné au cours des années précédentes, au rythme fluctuant des cours du dollar ou du baril. On a du mal à mesurer l'ampleur exacte des migrations dans ces pays où, à quelques exceptions près, les recensements sont inexistantes et les statistiques approximatives, où une bonne partie des migrations sont clandestines — par exemple en Arabie saoudite à l'occasion des pèlerinages à La Mecque — et où, en sens inverse, les permis de travail ne sont pas toujours utilisés complètement.

On a ainsi parlé de 1 à 2 millions d'Égyptiens rien qu'en Irak et de 50 000 à 150 000 au Koweït, de 1 à 1,5 million d'Indiens dans la région... Les chercheurs eux-mêmes, qui ont dû effectuer des recensements sans les données des recensements, des permis de travail et des inscriptions scolaires, avouent leurs incertitudes.

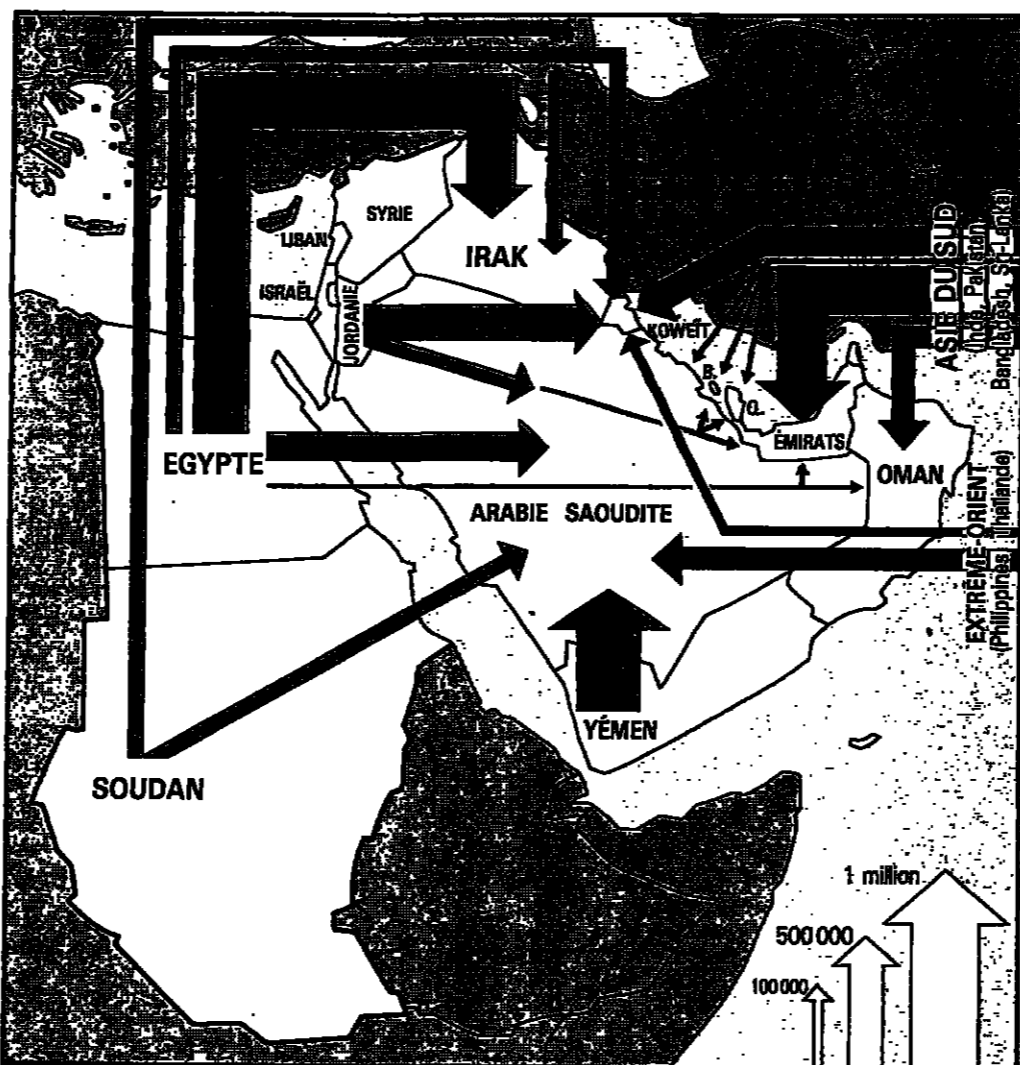
## De lointains travailleurs

Du moins les chiffres les plus faibles suffisent à donner une idée de l'importance de la migration. Celle-ci a été sinon plus importante, du moins plus rapide que celle des pays du Maghreb et d'Afrique vers l'Europe qui précèdeait les « rivières » de la Méditerranée (on compte actuellement quelque 5 millions de Maghrébins en Europe). Elle a commencé depuis longtemps, avec la croissance de l'extraction du pétrole, qui assure une lente progression des revenus des États ou mini-États de la région.

Les sociétés pétrolières ont commencé très tôt à faire appel à des travailleurs étrangers pour la construction des infrastructures ou le fonctionnement des installations (1) : vers 1972, on en comptait déjà 800 000 dans la région, certains venus de loin, avec des contrats souvent de courte durée. A côté de petits groupes de « professionnels », de techniciens expatriés, on y trouvait une masse de travailleurs relativement peu qualifiés recrutés sur des contrats temporaires : la structure de l'immigration dans la région est déjà en place.

Avec le premier « choc pétrolier », le phénomène explose : les ressources et les ambitions grimpent, le nombre d'immigrants double en deux ans, passant de 1,2 million à plus de 2 millions (2). Il va encore presque tripler pendant les années suivantes — les « dix glorieuses » du golfe Persique — tandis que se diversifie l'origine des immigrants, venus de pays de plus en plus éloignés, pour fournir une main-d'œuvre « pays riches » : l'Arabie saoudite, le collier d'émirats ou de sultanats de la côte occidentale du Golfe, etc., l'Irak. Dans ces pays très peu peuplés, à l'exception de l'Irak, le faible niveau de formation et le rejet des travaux manuels non agricoles se sont alliés pour limiter la main-d'œuvre disponible.

La première vague est venue des pays arabes. Elle prolongeait la circulation qui avait lieu entre les différentes provinces de l'empire turc, les voyages des commerçants levantins ou le pèlerinage de La Mecque et s'appuyait sur l'idée des « frontières ouvertes » entre les pays



Histoire et géographie ont orienté les migrations : 90 % des 900 000 Yéménites se sont installés en Arabie saoudite tandis que les travailleurs du sous-continent indien — quelque 1,5 million au total — se répartissent entre Oman, les Émirats (dont le développement économique a été plus tardif et plus rapide que celui des pays voisins) et le Koweït, sur la côte occidentale du Golfe. Enfin, à la veille du conflit, selon les évaluations de l'Organisation internationale du travail, plus de 1,5 million d'Égyptiens émigrés se trouvaient en Irak : ils formaient, avec près de 200 000 Soudanais, l'essentiel de la main-d'œuvre étrangère présente dans ce pays. Palestiniens, Jordaniens, Libanais, Philippins, n'étant, ensemble, que 70 000 environ, et les autres nationaux autant...

arabes. Les premiers arrivés furent les Palestiniens, notamment au Koweït, dès 1948-1950 et la première guerre avec Israël, et surtout après l'occupation de la Cisjordanie. Souvent bien accueillis, ils ont pu, grâce à leur niveau de formation, se faire une place à tous les niveaux des services publics encore plus que dans le secteur privé, comme cadres, enseignants, médecins, techniciens ou ingénieurs, aussi bien que comme secrétaires ou comptables. Avec eux, arriveront les Jordaniens, qu'il est souvent difficile de distinguer, sauf dans quelques pays, dans la mesure où beaucoup de Palestiniens ont un passeport jordanien.

Toutefois les Palestiniens, les plus connus, ne sont pas les seuls, ni, bien vite, les plus nombreux : les pays pauvres, généralement les plus peuplés, répondront à la demande des riches. Les Yéménites franchiront la frontière pour travailler en Arabie saoudite comme travailleurs manuels ou petits boutiquiers ambulants. Après la fin du débouché d'Égyptiens iront chercher un emploi ou un meilleur salaire dans tous les pays du Moyen-Orient, surtout les pays arabes, une forme de redistribution entre riches et pauvres : une traduction concrète de la mythique « nation arabe ».

## L'appel à l'Orient

Toutefois, avec le développement industriel et les grands projets d'équipement au cours des années 70, les Arabes ne suffisent plus. Aux équipements publics (centrales électriques, usines de dessalement d'eau de mer, routes, villes, aéroports, téléphone, écoles, hôpitaux...) s'ajoutent les industries lourdes, fondées ou non sur le pétrole : chimie, engrais, cimenteries, voire fonderies (comme le grand complexe de Jubail en Arabie saoudite, première plateforme pétrochimique du monde sur 132 kilomètres côtiers (voir le Monde du 26 janvier). On alla chercher des bras ailleurs : en Asie.

En fait, les rivières du sud du golfe Persique, notamment les Oma-

naï, pirates ou commerçants, avaient depuis le quinzième siècle parcouru l'océan Indien et installé des comptoirs sur ses côtes, des Indes à l'Afrique. Héritier de ces colonisateurs, le sultan d'Oman avait échangé ses possessions au Pakistan contre le droit d'y lever des troupes et formait sa garde personnelle de montagnards baloutches. A Mascate, une colonie indienne ancienne comptait des médecins comme des dirigeants d'entreprise. Comme les Palestiniens, Indiens et Pakistais, pouvant offrir des cadres aussi bien que des ouvriers ou des employés de commerce, sont devenus parmi les plus gros fournisseurs de main-d'œuvre du Golfe : on reconnaît des turbans blancs dans les entreprises comme sur les chantiers de Mascate.

Après le second choc pétrolier, les sources d'immigration se sont encore diversifiées, les prolétaires du

Bangladesh et du Sri-Lanka prenant le relais. Tandis que la multiplication des projets « clé en main » faisait venir les entreprises de construction coréennes ou pakistanaïses avec leur propre personnel, on allait recruter de plus en plus loin, en Thaïlande ou aux Philippines, ouvriers ou domestiques. Au milieu des années 80, les Asiatiques représentaient 45 % des travailleurs étrangers (dont 15 % pour l'Extrême-Orient) contre 20 % dix ans plus tôt.

Au départ, c'est le besoin qui explique cet appel à l'Orient : un temps, on a plutôt redouté une « invasion » asiatique, préférant les Arabes, aux « valeurs culturelles », comme on dit en Occident, plus proches. Mais la crainte de conflits politiques, après les incidents à Bahreïn ou en Arabie saoudite en 1979, l'expulsion des Tunisiens et des Égyptiens de Libye en 1985, a

entraîné l'attitude inverse (3) : pour sa part, le sultanat d'Oman, qui fit appel aux Jordaniens pour encadrer sa police, a toujours refusé les Palestiniens.

Surtout, les employeurs comme les autorités locales pouvaient espérer prévenir les conflits sociaux, pas si rares en période de reflux économique : « Les Asiatiques, non arabes, souvent parqués dans des ghettos périphériques, sont par excellence une population de passage alors que l'immigré arabe, au nom d'une « arabité » commune, peut revendiquer un droit à l'assimilation », écrit Philippe Fargues. Tout se passe comme si l'on cherchait à empêcher la formation d'une classe de prolétaires, à circonscire autant que possible les luttes sociales : on importe du travail, tout en évitant d'importer une classe sociale et ses luttes (4). De plus en plus, les autorités ont fait appel à des agents recruteurs installés dans les pays d'origine, à qui l'on peut renvoyer toutes les difficultés.

## Un remplacement très sélectif

Cela a permis aussi de limiter, du moins en théorie, les durées de séjour des immigrants à des périodes courtes (un à trois ans), et, par la même occasion, leurs droits (couverture sociale ou éducation). Les groupes sociaux ont été remplacés par des communautés éclatées, vivant souvent dans des quartiers ou des agglomérations séparées, repliés sur eux-mêmes.

L'immigration devait être provisoire ; elle devait, rappelaient les économistes britanniques John S. Birks et Clive A. Sinclair, lors d'une conférence internationale à Amman en décembre 1989, « s'effacer comme une marée lorsque la première phase de développement serait passée ». En fait, si la part des immigrants dans la population totale s'est seulement stabilisée depuis quinze ans — aux environs de la moitié, tout de même ! — leur part dans la population active est passée de 50 % environ vers 1975 (de 34 % à Oman à plus de 80 % au Qatar et dans les Émirats) à 75 % dans les années 80 (plus de 90 % dans les Émirats).

L'espoir de « nationaliser » la main-d'œuvre n'a pas résisté à la course au « développement » et, en Irak, à la longue guerre avec l'Iran. Malgré une croissance très rapide de la population, la main-d'œuvre « nationale » n'a augmenté que de 28 % dans les pays du Golfe. La rente pétrolière permettant d'entretenir, directement ou indirectement, une partie de la population adulte, les étrangers ont continué à fournir l'essentiel des cadres, des techniciens et des ouvriers qualifiés du secteur privé.

L'effort de scolarisation a seulement permis « un remplacement sélectif des étrangers sur des postes critiques » au gouvernement ou dans l'administration, disent Birks et Sinclair — d'ailleurs plutôt au détriment des Arabes — autant en raison des politiques gouvernementales que des vœux des diplômés. Remplacement sélectif : dans des pays où près de la moitié de la population a moins de quinze ans, le développement de la scolarisation et celui de la santé ont ouvert de nouveaux débouchés aux étrangers. Les départs d'immigrés avant et après la guerre du Koweït sont sans doute provisoires. Aujourd'hui leur absence complique déjà le redémarrage des services publics koweïtiens détruits par la guerre ou par les « sabotages » irakiens. Avant le conflit, les experts s'attendaient à une lente progression de leur nombre dans les pays du Golfe au cours des années 90, malgré une croissance de 20 % de la population active locale d'ici à 1995. Sauf en Irak où la « démillitarisation » peut libérer une main-d'œuvre, une reprise économique plus vive ne ferait qu'accroître encore le nombre des immigrés.

Mais quels immigrés ? Les groupes nationaux qui ont fui sous la pression ou par crainte des hostilités retrouveront-ils leurs emplois ? Le Koweït ne sera-t-il pas tenté de préférer, lorsque ce sera possible, les Égyptiens aux Palestiniens, soupçonnés aujourd'hui de sympathies pro-irakiennes ? (voir « Le Koweït désemparé dans le Monde du 21 mars ») Les Saoudiens ne chercheront-ils pas à remplacer, eux aussi, les Yéménites par des Asiatiques ? Le risque est plus grand aujourd'hui pour les pays « fournisseurs », qui ont bénéficié des sommes envoyées au pays par les émigrés : en 1986, 8,3 milliards de dollars pour l'ensemble des travailleurs étrangers des pays du Golfe, dont 3,2 milliards sont allés à l'Égypte et 1,3 milliard aux deux Yémènes, qui n'avaient pas encore fusionné.

Ces transferts ont entraîné une certaine redistribution, chaque émigré faisant généralement vivre toute sa famille. Ils ont contribué à réduire le chômage dans des pays en proie au sous-emploi chronique (l'Égypte, par exemple, comptait deux millions de chômeurs en 1989). Ils ont aussi stimulé des activités, comme la construction ou les commerces créés par le pécule des travailleurs revenus au pays.

Mais l'émigration a eu aussi des effets pervers. Elle a « aspiré » les ressources en main-d'œuvre disponibles pour les secteurs « modernes » de l'économie, en raison des différences énormes entre les salaires offerts : au début des années 80, un ouvrier gagnait en Arabie saoudite deux fois plus qu'en Jordanie et sept fois plus qu'en Égypte, un ingénieur quatre et quinze fois plus ! « L'Égypte surexploite ses scientifiques et ses techniciens, ainsi que, chez les hommes, ses ouvriers, et, chez les femmes, ses travailleuses des services », souligne Philippe Fargues. En Jordanie, le « turn-over » a gagné l'agriculture, et il a fallu faire appel à des Égyptiens, des Syriens voire des Pakistais pour remplacer les travailleurs partis vers le Golfe.

Transferts et tensions de main-d'œuvre ont aussi contribué à alimenter l'inflation dans les pays de départ et à accroître des importations coûteuses (télévisions ou automobiles). Si bien que certains ont tenté, avec un bonheur inégal, d'éponger ou de canaliser les transferts : à la fin des années 70, le Soudan, où les prix avaient été multipliés par vingt depuis la fin des années 60, a ainsi proposé des logements à Khartoum contre des devises et offert des réductions de droits de douane à ceux qui acceptaient de bloquer des sommes en banque pendant six mois ; la Jordanie a créé des « bons de développement » pour transformer les revenus en épargne... Aujourd'hui, la dépendance à l'égard de l'immigration est devenue telle que les gouvernements préfèrent sans aucun doute l'inflation au chômage...

GUY HERTZLICH

## Au Koweït : deux immigrations, deux générations

L'immigration au Koweït présente — ou du moins présentait, à la veille du conflit — une double spécificité. D'abord, ce pays est celui de la région qui accueillait le plus grand nombre de Palestiniens : plus de 400 000, 500 000 peut-être, selon le BIT (mais ces chiffres incluent aussi les Jordaniens), soit près de 40 % des immigrants présents, à côté de contingents importants d'Égyptiens (200 000), mais aussi d'Indiens (170 000 ?), de Sri-Lankais (100 000 ?), de Pakistais (90 000 ?) et de Bangladais (70 000 ?). Ensuite, un quart seulement de ces Palestiniens étaient des travailleurs actifs, le reste étant formé des familles.

Le Koweït, en effet, a été un des premiers États de la région à se développer et à accueillir des étrangers, mais il a ensuite fait appel à des Asiatiques dans la grande phase de croissance. Lorsque les revenus du pétrole ont baissé, l'immigration s'est ralentie, le nombre de nouveaux permis de travail a fortement

diminué, tandis que s'accroissait celui des renouvellements.

Un « dualisme » s'est installé : tandis que s'accroissait la présence des « nouveaux » immigrants, les « vieux » restaient sur place, et cela d'autant plus qu'ils étaient établis depuis plus longtemps. Il s'agissait essentiellement de Palestiniens qui bénéficiaient de surcroît d'un statut privilégié parmi les étrangers. Cela explique que, en 1985, 45 % des immigrants arabes du Koweït y étaient présents depuis dix ans ou plus, alors que plus de 80 % des Asiatiques étaient là depuis moins de neuf ans.

Cela n'empêchait pas la persistance d'une coupure entre les Koweïtiens « rentiers » et les étrangers « travailleurs » : ces derniers assuraient « la quasi-totalité des rôles de production et de distribution, depuis l'exécution jusqu'à la conception », comme le rappelle Philippe Fargues. Contrairement à ce que l'on pouvait attendre, la dépendance du pays à leur égard n'a pas diminué (voir « Le Koweït

diminué, tandis que s'accroissait celui des renouvellements. La concentration géographique s'était aussi accentuée : en 1985, alors que les étrangers représentaient 80 % de la population totale, près de la moitié d'entre eux résidaient dans seize villes où ils formaient la quasi-totalité des habitants.

Cependant le Koweït se distinguait parmi les États du Golfe par un relatif libéralisme. Dans les « colonies » asiatiques, les étrangers pouvaient recevoir leurs journaux, leurs produits alimentaires. Surtout, fait exceptionnel dans le Golfe, des étrangers (arabes, évidemment) ont pu obtenir la nationalité koweïtienne : même limitées (100 000 personnes entre 1975 et 1984), et attribuées de façon arbitraire, ces naturalisations, s'ajoutant à un certain nombre de mariages mixtes, ont ouvert une petite brèche dans ces barrières entre les communautés. Insuffisante pour compenser les méfiances, on le voit aujourd'hui.

G. H.

Golfe

سكذ لن لامل

CHAMPS ECONOMIQUES

# Les mauvaises graines de la guerre

Sous-développement, injuste répartition des richesses et corruption par le pétrole restent les causes profondes d'instabilité sociale et politique au Proche-Orient

par Robert Mabro

**L**a guerre du Golfe a atteint son objectif déclaré. Elle a rendu le Koweït à son peuple. Mais comme toute guerre, elle est bien loin d'avoir réglé les problèmes fondamentaux dont elle est issue. Au contraire, elle a certainement créé de nouvelles difficultés économiques et politiques. Et elle a semé, sans qu'on s'en rende bien compte, beaucoup de mauvaises graines qui resteront longtemps enfoncées dans les sols ravagés.

La crise du Golfe, commencée avant la guerre, est d'être terminée. Elle trouve ses causes profondes dans les problèmes qui se posent depuis toujours la stabilité du Moyen-Orient et de tout le monde arabe: son déroulement et ses conséquences menacent d'aggraver cette instabilité. On voit mal l'issue de cet ordre nouveau que les alliés rêvent d'instaurer. A la fin, nous ne trouverons peut-être que le vieux désordre autour de nouvelles ruines.

Le désordre ancien qui restera celui de toujours peut être attribué à de grands ensembles de facteurs économiques et politiques qui causent les souffrances du Moyen-Orient. Les facteurs économiques sont le sous-développement et le pétrole.

## Une agriculture négligée

Tous les pays du monde arabe, ainsi que l'Irak, sont sous-développés, même les Etats riches du Golfe qui jouissent des revenus moyens les plus élevés du monde. Les symptômes sont nombreux: la force de travail nationale est pauvre en talents techniques et professionnels, mal formée pour l'administration et le management. Les institutions publiques sont pour la plupart bureaucratiques et inefficaces. Mais le risque le plus sérieux est l'absence d'une économie diversifiée, capable de produire de la croissance sans recours au pétrole.

Une telle économie diversifiée comprendrait une agriculture, une industrie et un secteur tertiaire efficaces. Mais les pays pétroliers les plus riches sont tous désertiques, donc sans agriculture importante. Les autres, comme l'Irak et l'Iran, ont négligé et l'agriculture et le monde rural. La richesse pétrolière augmente l'attrait de la ville déjà si fort dans le tiers-monde.

L'industrie reste très liée au pétrole et au gaz dans les pays du Golfe, comme le Koweït, le Qatar, les Emirats et même l'Arabie saoudite. Elle en dépend dans le raffinage, la pétrochimie et les engrais comme source de matière première, et dans la fonderie des métaux, comme source d'énergie. Cette industrie lourde, parfois rentable, ne contribue donc pas à la formation d'une main-d'œuvre qualifiée. Ses effets d'entraînement sont très limités.

Dans les autres pays pétroliers, l'industrialisation, comme partout ailleurs au Moyen-Orient (hors Israël), ne compte pas comme un

grand succès économique. La structure industrielle a une base bien plus large et plus diversifiée que dans les pays du Golfe, mais la productivité est partout faible, et la qualité des produits manufacturés souvent pauvre. Pour des raisons difficiles à établir, l'industrialisation du monde arabe n'a pas connu le succès obtenu par les pays du Sud-Est asiatique.

La structure économique des pays pétroliers comprend souvent un très large secteur tertiaire; c'est-à-dire du commerce et des services publics et privés. La construction joue un rôle important, mais reste très sensible aux variations des revenus pétroliers. Le secteur tertiaire dans les pays pétroliers a deux fonctions différentes: produire des services de consommation et répartir la richesse pétrolière. Il ne peut pas lui-même assurer la base d'une croissance autonome. Pour cela, il faudrait qu'il exporte ou qu'il produise des services requis par l'agriculture et l'industrie.

Les pays pauvres de la région, là où la majorité du peuple arabe réside, souffrent d'autres problèmes. La pression démographique les appauvrit continuellement: selon des données récentes de la Banque mondiale, les taux bruts de croissance démographique sont de l'ordre de 2,5 % par an en Egypte, de 3,3 % au Yémen, de 3,6 % en Jordanie, pour ne donner que quelques exemples.

La migration interne continue à grand rythme. Elle traumatise les déplacés qui s'adaptent mal à la ville et cherchent pendant des générations de nouvelles racines à leurs vies. Dans les pays pauvres, l'éducation, les services de santé et les services sociaux sont privés de ressources suffisantes pour croître au rythme de la population.

Plus grave, les gouvernements coincés entre le fardeau de la dette extérieure et les besoins pressants de leurs populations ne savent plus gérer l'économie. L'absence de développement est perçue comme un échec politique par les populations des pays pauvres, qui aspirent à l'amélioration de leur niveau de vie. Aspirations cultivées par l'école, l'appel de la ville, les images de la télévision et les mille symboles de la société de consommation.

La disparité entre le revenu moyen des pays pétroliers et des voisins pauvres alimente à la fois les aspirations et le sentiment d'échec. Disparité choquante quand on compare le revenu moyen du Yémen du Sud (430 dollars en 1988) et des Emirats arabes unis (15 770 dollars). Cette frustration profonde est un des terrains fertiles où germent l'extrémisme et l'instabilité sociopolitique, et c'est à cause d'elle, entre autres, que naissent les dictatures.

Cependant le pétrole, bien que source de richesse dont bénéficie de plusieurs manières toute la région, est cause d'instabilité. Il a provoqué une montée des aspirations pour une amélioration du sort économique des peuples plus grande que ne le permettent les bénéfices, ce qui n'a fait qu'alimenter les tensions sociales et politiques. Il contribue ainsi à l'aliénation des peuples et de leurs gouvernements.

Parce que l'Etat pétrolier finance tout son budget grâce à la rente pétrolière, il peut se comporter comme s'il n'avait pas de comptes à rendre aux citoyens. Parce qu'il ne sont pas «contributables» fiscaux, ceux-ci qui dépendent tellement des largesses de cet Etat (ils lui doivent tout: revenus, emplois, services) cessent d'être citoyens. Ils deviennent rentiers, agents ou courtiers, et au fond d'eux-mêmes, ils méprisent ceux dont ils dépendent tellement pour ces largesses.

Et puis le pétrole corrompt. La répartition de la rente pétrolière se fait souvent à travers des contrats de travaux et d'importations; mais ces contrats ne bénéficient souvent qu'à des firmes étrangères. Il faut donc y inclure d'énormes commissions pour les citoyens que le gouvernement veut privilégier.

Plus profondément, le pétrole corrompt les attitudes sociales vis-à-vis du travail et l'accumulation de biens. Un rentier n'a pas besoin de travailler s'il a droit à un revenu. Il peut employer des mercenaires.

Enfin, le pétrole rend vulnérable à l'envie des voisins - il faut le protéger d'où des dépenses folles pour l'armement - ainsi qu'à l'intervention étrangère. Quand l'intérêt pétrolier est en jeu, l'Occident intervient et n'a pas peur d'utiliser la force comme on vient d'en être témoin.

Sous-développement, mauvaise répartition des richesses et pétrole sont des causes économiques profondes d'instabilité sociale et politique au Moyen-Orient. La guerre du Golfe n'a rien résolu dans ce domaine.

Les facteurs politiques d'instabilité sont également nombreux. Le premier remonte à l'établissement de frontières après la première guerre mondiale qui ont créé des Etats-nations, divisant tribus et communautés. Escarmouches et conflits ont été fréquents le long ou à cause de ces frontières. Mais une fois une frontière dessinée, artificielle ou pas, l'Etat-nation naît avec tous ses attributs, et la société affirme une identité.

## Des sociétés aliénées

Les tensions demeurent néanmoins entre l'appel national et l'attachement des tribus, des communautés, des sectes religieuses divisées. L'Etat national se méfie de ses citoyens qui ont des liens religieux ou ethniques au-delà des frontières. Il se méfie aussi des minorités comme les Kurdes en Irak ou en Iran, et les chiites en Arabie saoudite et dans certains pays du Golfe.

Un deuxième facteur de troubles se trouve dans le rôle joué par les deux super-puissances après la

seconde guerre mondiale. Les Etats-Unis, luttant contre l'expansion du communisme dans le tiers-monde, ont encouragé les dictatures militaires et les régimes conservateurs. L'URSS a, pour sa part, encouragé soit des dictatures pro-communistes, soit des hommes forts considérés comme anti-américains.

La démocratie ne fleurit pas aisément au Moyen-Orient, une condition nécessaire, mais non suffisante, étant l'émergence d'un consensus national. Mais l'Occident a toujours mal réagi et souvent avec violence, quand un leader a voulu défendre une cause nationale. Il a toujours frappé ce leader au moment de sa courte «lune de miel» avec son peuple, le moment, aussi passager soit-il, de la légitimité, qu'il s'agisse de Mossadegh (1951), Nasser (1956), du roi Fayçal (1973) et de Khomeiny (1979).

Israël est un troisième facteur d'instabilité qui a traumatisé le monde arabe, qui veut mais n'arrive pas à le rejeter. Le drame d'Israël c'est d'être la réalisation juste au début de la décolonisation d'un concept développé au dix-neuvième siècle à l'apogée de l'ère coloniale. Cette contradiction est difficile à surmonter. L'existence d'Israël a déstabilisé la région à cause de l'extrémisme et des guerres. Elle a donné de nouveaux prétextes à l'établissement des dictatures. Ne faut-il

pas des régimes forts pour tenir tête à l'ennemi extérieur?

Tous ces problèmes économiques et politiques sont ressentis comme des échecs. Ils sont cause d'aliénation: aliénation des peuples, aliénation plus grave de soi-même. La première forme d'aliénation a détruit la légitimité des gouvernements aux yeux de beaucoup de pays concernés. La seconde a incité les sociétés à chercher une base nouvelle pour retrouver l'estime de soi, ce qui a conduit aux vieilles valeurs de la religion et de la culture. Et quand la frustration est grande, l'attachement à ces valeurs devient rigide et absolu, leur interprétation prend des formes extrêmes, d'où le fondamentalisme, symptôme et cause d'instabilité.

La guerre a libéré le Koweït, ce qui était bien nécessaire, mais elle ne résoudra rien d'autre, et elle a déjà couvert le paysage de ruines. On dit: «C'est la faute de Saddam». C'est vrai et complètement faux à la fois. La folie de l'individu implique toute une histoire. Et nul en Irak, au Koweït, dans le monde arabe, en Israël, aux Etats-Unis, en Union soviétique, en France, en Allemagne et en Grande-Bretagne ne peut s'en laver les mains.

► Professeur au St Antony's College, Université d'Oxford

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



### COMPTES SOCIAUX 1990

Le Conseil d'Administration de la Compagnie de Suez, réuni le 19 mars 1991, sous la présidence de Monsieur Gérard Worms, a arrêté les comptes sociaux de l'exercice 1990.

Les principales composantes du bilan varient dans les conditions suivantes:

(en milliards de francs)	1990	1989
Titres de participation	36,7	29,7
Capitaux propres	36,0	31,1

L'évolution du bilan traduit l'achèvement des reclassements consécutifs à la prise de contrôle de la Compagnie Industrielle et du Groupe Victoire. L'augmentation des fonds propres résulte, pour l'essentiel, de l'exercice des bons de souscription.

Pendant la même période, le nombre d'actions composant le capital a progressé de 9 %, ressortant à 130,3 millions à fin 1990 contre 119,4 millions à fin 1989.

Le résultat net total apparaît en forte progression:

(en millions de francs)	1990	1989	variation
Résultat net de gestion	1.101	841	+ 31 %
Résultat net des opérations sur valeurs immobilisées	1.511	807	+ 87 %
Résultat net total	2.612	1.648	+ 58 %

### Dividende par action

Le Conseil d'Administration a décidé de proposer à l'Assemblée Générale Mixte de juin prochain de distribuer un dividende net:

- de FRF 7,80 par action contre FRF 7,00 en 1990
- de FRF 8,08 par CIP contre FRF 7,24 en 1990.

Le dividende aura ainsi progressé de 24 % en 2 ans.

### RESULTAT CONSOLIDE 1990 : ESTIMATION FRF 3.650 MILLIONS

Les comptes consolidés de l'exercice 1990 seront arrêtés le 30 avril prochain. Selon les estimations actuelles, le résultat net consolidé (pari Suez), qui avait été de FRF 4.062 millions en 1989, devrait être de l'ordre de FRF 3.850 millions, avant changement de méthode comptable. L'impact négatif, mais non récurrent, à hauteur de FRF 200 millions d'un changement de méthode comptable le ramènera à un montant de l'ordre de FRF 3.650 millions. Ce résultat doit être rapporté à un nombre moyen d'actions pondéré d'environ 111 millions en 1990 contre 101,3 millions en 1989.

### orientations

SERVICE

#### Filières, débouchés, métiers : des écoles vous informent.

M. Mme Mlle

Adresse \_\_\_\_\_

Code postal \_\_\_\_\_ Ville \_\_\_\_\_

Niveau d'études 90-91 \_\_\_\_\_

désire recevoir gratuitement des informations sur les écoles qui forment aux secteurs suivants (cochez les filières qui vous intéressent) :

☐ Classes Préparatoires

☐ Grandes Ecoles Scientifiques

☐ Grandes Ecoles de Commerce, Gestion

☐ Préparer un MBA

☐ 1<sup>er</sup> Cycle de Gestion

☐ Ecoles à Vocation Internationale

☐ Vente, Commerce, Distribution, Gestion

☐ Architecture

☐ Architecture d'Intérieur

☐ Armées : Management et Logistique

☐ Arts Graphiques

☐ Arts et Techniques du Spectacle

☐ Assistant de Direction/Bureautique

☐ Assurances

☐ Communication et Culture

☐ Communication dans l'Entreprise

☐ Communication, Publicité

☐ Comptabilité

☐ Cours par Correspondance STS

☐ Cours par Correspondance Sciences Po

☐ Danse

☐ Design, Design Industriel

☐ Electrotechnique

☐ Expertise Comptable

☐ Formation en Alternance

☐ Formation Coefine

☐ Gestion Financière

☐ Gestion du Personnel

☐ Hôtellerie, Restauration

☐ Informaticien

☐ Ingénieur Aéronautique/Automobile

☐ Ingénieur Chimiste

☐ Journalisme

☐ Logistique Production

☐ Paramédical

☐ Professions Dentaire

☐ Recherche Scientifique

☐ Relations Internationales

☐ Risques et Encadrement

☐ Sciences Politiques

☐ Sténographie/Communication

☐ Tourisme, Accueil

Adressez ce bon à Orientations Service, 28, rue de La Trémouille 75008 Paris (réponse par courrier uniquement) ou composez sur minitel 3615 code ORIENTATIO

## CHAMPS ECONOMIQUES

PAUL FABRA

## CHRONIQUE

TROIS principaux projets d'union économique et monétaire ont été déposés sur la table de la conférence inter gouvernementale de douze. Il s'agit des « contributions » de la Commission européenne, de la France, de la République fédérale d'Allemagne. Ces textes visent à proposer des amendements et rajouter au traité de Rome, afin de l'adapter aux nouvelles ambitions de l'Europe (l'Acte unique avait déjà procédé de cette façon, se traduisant par un certain nombre de modifications du traité original).

De ce strict point de vue, on peut déjà se demander si ces différents documents sont vraiment adaptés à leur objet. S'ils ne le sont pas, ou le sont de manière très imparfaite, la raison ne serait-elle pas à chercher dans la méthode et la finalité de la négociation, telles qu'elles se sont imposées à partir du moment où le conseil européen de Madrid (juin 1989) décidait de s'appuyer sur les conclusions du rapport Delors pour aller de l'avant ? C'est cette méthode, sinon la finalité elle-même de l'exercice, qui a été mise en cause par les déclarations du président de la Bundesbank.

Une impeccable rédaction juridique caractérise le traité conclu à Rome en 1957. Il n'énonce pas un seul concept qui ne puisse trouver son emploi devant une instance juridictionnelle. C'est avec le même souci d'exactitude, mais aussi d'extrême sobriété, que les négociateurs de l'époque avaient rappelé les principes d'une économie de marché. Conséquence : la charta de la Communauté n'a pas pris une ride. Dieu sait si, encore aujourd'hui, différents les conceptions qu'on se fait en France, en Allemagne, en Grande-Bretagne, au Danemark, etc., des relations entre le citoyen et l'Etat, du rôle de l'administration dans la vie économique et sociale, de l'importance (ou de l'absence) de la politique industrielle, du caractère plus ou moins strict qu'il convient de donner à la réglementation sur la concurrence et à la lutte contre les ententes. Chacun de ces pays, pourtant, est à l'aise avec la lettre et l'esprit du traité de Rome. Aucun n'éprouve de difficultés à s'y référer. Assez souple pour s'adapter à chacun des pays membres, il est assez contraignant pour, au fil des ans, servir puissamment d'instrument

## Amender ou surcharger le traité de Rome ?

d'unification. Les textes soumis aux négociateurs de la conférence intergouvernementale introduisant — ce qu'avaient déjà fait plusieurs des amendements liés à l'Acte unique — un flou qui n'existait pas dans le traité d'origine. Plus, c'est sous le prétexte de renforcer les contraintes que l'imprécision est distillée dans les dispositions de la charte communautaire. A telle enseigne, comme plusieurs juristes l'ont déjà fait remarquer, que ces contraintes risquent de se révéler illusoires à cause, précisément, de leur insuffisante rigueur conceptuelle.

Tant dans le projet de la Commission que dans celui de la France, on lit, par exemple, que l'union économique et monétaire repose sur « une forte intégration économique ». Certains feront valoir que la Communauté est aujourd'hui assez mûre pour annoncer la couleur sans s'embarasser, comme dans le passé, de scrupules inspirés par les anciennes querelles qui opposaient partisans et adversaires de la supranationalité. Il reste que ce mot d'intégration est extrêmement difficile à définir. Le canton de Lausanne et le canton de Berne sont-ils « fortement intégrés » ? Si la question a un sens, on soupçonne qu'elle se prête à plusieurs interprétations appelant des réponses différentes, voire opposées.

Sur le même registre, le projet de la Commission va plus loin. Il précise que « la Communauté, dans le respect de la personnalité des Etats qu'elle fédère, a pour mission de réaliser progressivement, à partir de l'acquis communautaire et dans la mesure où l'intérêt commun l'exige, l'intégration économique et monétaire... ». Aucune de ces affirmations ou proclamations ne résiste à l'analyse. N'est-il pas clair qu'on est encore très loin d'une fédération, au sens plein et constitutionnel de ce terme : pourquoi le galvauder ? Quant à l'acquis communautaire, cette expression fait partie du jargon bruxellois. La preuve qu'elle n'aurait pas sa place dans un traité solennel est l'arbitraire dont fait preuve la Commission elle-même dans les commentaires qu'elle

a publiés en annexe de son projet. A titre d'exemple, elle cite plusieurs politiques communes faisant partie de cet acquis. Elle omet de mentionner la politique agricole commune, sans doute dans le souci de ne pas heurter tel ou tel pays membre, la Grande-Bretagne en premier lieu.

Ne nous attardons pas sur ce vocabulaire quelque peu emphatique. Il procède de l'esprit du temps. Comparé au nouvel ordre international, le nouvel ordre européen apparaît presque banal. L'intention est bonne, en tout cas. Admettons que cela suffise.

On s'interdit davantage de voir à peu près risquer de compromettre d'heureuses innovations. Dans l'esprit des négociateurs, il est entendu que le lien entre une politique économique commune et une politique monétaire commune doit être assuré par une grande discipline budgétaire de tous les pays participant à l'UEM. D'une part, les déficits « excessifs » devront être proscrits, les Allemands étant les seuls à proposer l'adoption d'un critère en conformité avec une exigente orthodoxie financière : le déficit ne doit pas excéder le montant des dépenses publiques consacrées à l'investissement. D'autre part, et sur ce point plusieurs des formulations actuellement en présence paraissent dangereusement et inexplicablement incomplètes, on veut empêcher que le futur Système européen de banques centrales (SEBC) ne serve à ouvrir de nouvelles facilités aux trésors publics des pays participants.

Dans les projets de la Commission et de la France, il est écrit que « la financière des déficits budgétaires par concours direct du SEBC... est interdite ». Or il est bien connu que, dans les pays à financement et économiquement développés, l'Etat ne peut pas directement s'adresser à l'institut d'émission pour financer son déficit. Les avances pures et simples (planche à billets) sont strictement limitées ou tout simplement prohibées ; de même, la banque centrale ne souscrit jamais aux nouvelles émissions

du Trésor. C'est indirectement, par le canal des banques centrales, que les Etats placent leurs titres et, ce faisant, « monétisent » la dette publique. Pour que cela soit possible, toutefois, il faut que l'institut d'émission fournisse par la bande les ressources nécessaires aux établissements bancaires. C'est pourquoi la formulation figurant dans le projet allemand est plus subtile et beaucoup plus appropriée. Elle se contente de poser en principe qu'il convient d'exclure « le recours à la politique de la banque centrale pour financer les déficits budgétaires ». Dans un traité solennel, il suffit de couvrir le champ entier du sujet traité sans entrer dans les détails d'application.

La Commission ne l'entend pas de cette oreille. Dans son projet, elle va jusqu'à préciser la procédure qu'elle a l'intention de mettre en œuvre pour amener les Etats membres à réduire progressivement leur solde déficitaire. Elle soumettra au conseil européen (des chefs d'Etat et de gouvernement) des « orientations pluri-annuelles » à cet effet. Telle était la méthode mise en pratique, il y a quelques années, par Nigel Lawson, chancelier de l'Echiquier de 1983 à 1989. Comme M. Lawson avait réussi, au moins sur le papier, à supprimer le déficit budgétaire, la « programmation pluri-annuelle » qu'il avait mise en honneur est restée à la mode parmi les économistes.

Si on y regarde de plus près, on s'aperçoit que l'équilibre auquel avait été ramené, sur le papier, le budget britannique était un pseudo-équilibre, obtenu à force de rogner sur les dépenses d'entretien du domaine public.

Le souci de Jacques Delors semble être le suivant : profiter de l'atmosphère de la négociation pour amener les Etats à prendre des engagements dont ils ne pourront ensuite se défaire. Cependant, à préciser trop les choses, on risque de rendre le traité rapidement dépassé. Sous le règne du général de Gaulle et de ses successeurs immédiats, la France avait pour obsession de convertir ses par-

naires européens aux méthodes de la planification souple. Supposons que le traité de Rome ait été modifié en conséquence, n'apparaîtrait-il pas aujourd'hui archaïque ?

Le parti pris du président de la Commission européenne le conduit à multiplier les exigences, quitte à brouiller complètement l'économie du projet, tel qu'il apparaissait dans le rapport qui porte son nom. C'est ainsi que les orientations pluri-annuelles devraient également être relatives à « la maîtrise des coûts de production, dans le respect de la liberté contractuelle des partenaires sociaux ». Derrière cette phrase passablement contradictoire se profile la nostalgie de la politique dite des revenus, naguère mille fois remise sur le chantier par tous les pays en proie à l'inflation et incapables par ce moyen de s'en débarrasser. La politique des revenus est l'exemple type d'une politique dirigiste : les pouvoirs publics fixent des objectifs pour la progression des salaires, ce qui les conduit à prévoir officiellement un taux d'inflation ! Comme aujourd'hui cette méthode est discréditée, le projet de la Commission atténue l'effet produit par sa suggestion en parlant du respect de la liberté contractuelle des partenaires sociaux. L'absence d'une politique des revenus c'est d'institutionnaliser la pression gouvernementale sur les partenaires sociaux. Elle seule, dans le monde d'aujourd'hui, constitue une menace sérieuse pour leur liberté contractuelle.

Tous les projets d'union économique et monétaire, à commencer par celui de la Commission, procèdent du principe de l'indépendance de la future banque centrale européenne. A cette institution nouvelle est assigné l'objectif prioritaire de la stabilité des prix. Une telle proposition, inspirée par l'exemple allemand, repose évidemment sur l'idée qu'une banque centrale a le pouvoir d'assurer la stabilité des prix, pour peu qu'elle ait la volonté et la possibilité d'utiliser les instruments qui sont entre ses mains. Autrement dit, compter sur la politique des revenus pour lutter contre l'inflation est incompatible avec l'esprit du projet.

## M. Charasse à une aide supplémentaire pour la télévision

Sans doute pour que, reprenant la télévision publique, il y ait une aide supplémentaire pour les chaînes publiques, les salaires de M. Charasse, nommé à la tête de la télévision publique, ont été fixés à 22 millions de francs par an, soit 1 million de plus que ceux de M. Charasse, nommé à la tête de la télévision publique, en 1989. M. Charasse a été nommé à la tête de la télévision publique, le 21 mars.

Pour M. Charasse, pas de doute : il faut mieux gérer les chaînes et faire des économies, car « cela fait plusieurs années que l'on donne 1 milliard à la télévision ». M. Charasse, qui a été nommé à la tête de la télévision publique, le 21 mars, a été nommé à la tête de la télévision publique, le 21 mars.

## EN BRIEF

o La Cntr-Énergie a été créée. Le quotidien catholique, qui dépend du groupe de communication Bayard Presse, lance, lundi 25 mars, une nouvelle formule, marquée par le passage de six à cinq colonnes, par la déclinaison du contenu en trois grandes parties, par le développement de la photographie, etc. Son prix de vente reste de 5,50 francs. La diffusion du journal est de 103 590 exemplaires en 1990 (91 % d'abonnés) contre 104 329 exemplaires l'année précédente, selon l'ONJ. Le président de Bayard Presse, M. Bernard Porte, espère gagner 5 000 nouveaux abonnés l'ici deux ans, augmenter la part des recettes publicitaires de 8,5 % à 10 % et réduire le déficit de titre de 10 à 5 millions de francs. M. Porte a indiqué que la réduction des aides à la presse de 5 % (le Monde de 13 mars) préviendrait le fait que fait partie des quotidiens à faibles capacités publicitaires, de 300 000 à 400 000 francs en 1991.

o Hachette vend Channel 1 à la CLT. Europe 1 communications, filiale du groupe Hachette, a cédé, le 22 mars, les studios de Channel 1 à VCF, société de prestations techniques de la Compagnie luxembourgeoise de télévision. Sous le nom de Channel 80, ces studios avaient été dans les années 70, l'un des premiers investissements d'Hachette dans le secteur de l'audiovisuel. Chez Hachette, on évoque le souci d'éviter les concentrations verticales entre la Cinq et une entreprise de production pour se conformer aux vœux du Conseil supérieur de l'audiovisuel. Il semble aussi qu'avec un chiffre d'affaires stagnait (45 millions de francs), Channel 1 ne pouvait résister très longtemps à la concurrence du grand pôle privé qui se constitue autour de VCF (240 millions de chiffre d'affaires).

o Confédération du Festival international 1992 de la BD d'Angoulême. Le dix-neuvième Festival international de la bande dessinée d'Angoulême aura lieu, lieu en 1992, du 31 janvier au 2 février. Cette décision a été prise le 20 mars par des dirigeants de la municipalité, actuellement confrontée à une grave crise financière, par des responsables du Festival et des éditeurs de BD. La municipalité d'Angoulême avait annoncé à l'automne 90 qu'elle ne pouvait pas garantir la tenue du Festival 92, compte tenu de son état de faillite de 10 millions de francs. Des sponsors, comme la région d'Aquitaine, devaient assurer la tenue du Festival. Les responsables du Festival de BD examinent la possibilité de lui adjointre l'an prochain un salon jeunesse.

Le journal mensuel de documentation politique, après-demain, paraîtra pour la première fois de l'année. Il s'agit d'un journal mensuel de documentation politique, après-demain, paraîtra pour la première fois de l'année.

Le conseil d'administration, réuni le 21 mars 1991, a arrêté les comptes de l'exercice 1990. Le chiffre d'affaires du groupe s'est élevé à 2,81 milliards de francs contre 2,05 milliards en 1989, soit une progression de 37 %. A périmètre de consolidation comparable, la progression est de 18 %.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Degremont  
RÉSULTATS 1990

Le conseil d'administration, réuni le 21 mars 1991, a arrêté les comptes de l'exercice 1990. Le chiffre d'affaires du groupe s'est élevé à 2,81 milliards de francs contre 2,05 milliards en 1989, soit une progression de 37 %. A périmètre de consolidation comparable, la progression est de 18 %.

Le résultat net consolidé, part du groupe, ressort à 70,3 MF contre 54,5 MF en 1989. Ce résultat s'entend notamment après : un versement exceptionnel à Lyonnaise des Eaux-Dumez d'une somme de 70 MF contre 24,7 MF en 1989 au titre de la clause de retour à meilleure fortune relative aux subventions accordées en 1984 et 1985, une plus-value de cession de terrain de 32,6 MF.

Fin 1990, les capitaux propres consolidés, part du groupe, avant affectation du résultat, s'élevaient à 262 MF contre 215 MF fin 1989.

Outre une activité de services en nette croissance, le carnet de commandes d'équipements de la maison mère représentait environ vingt mois d'activité au 1<sup>er</sup> janvier 1991. Les commandes d'équipements des différentes sociétés du groupe, activités de services exclues, ont totalisé 2,8 MF en 1990 contre 2,3 MF en 1989.

Le conseil a décidé de proposer à l'assemblée la distribution d'un dividende de 15 F par action, auquel s'ajoute un avoir fiscal de 7,5 francs, à comparer à 12 et 6 francs au titre de l'exercice précédent.

Philippe Jurgensen

ECU

Voici enfin un ouvrage clair et synthétique sur l'audacieuse construction monétaire européenne.

L'auteur présente la monnaie commune européenne à l'ère sans faire pour autant un épique traité technique.

Un style vif où les acteurs de l'Europe monétaire ont leur pleine part.

NAISSANCE D'UNE MONNAIE

198 F

J. Claitès

348 p.

Voici enfin un ouvrage clair et synthétique sur l'audacieuse construction monétaire européenne.

L'auteur présente la monnaie commune européenne à l'ère sans faire pour autant un épique traité technique.

Un style vif où les acteurs de l'Europe monétaire ont leur pleine part.

NAISSANCE D'UNE MONNAIE

198 F

J. Claitès

348 p.

198 F

J. Claitès

348 p.

Maille Urbaine Souterraine Express

MUSE

CONSULTATION INTERNATIONALE POUR LA CONCESSION DE LIAISONS ROUTIÈRES SOUTERRAINES À PÉAGE DANS LES HAUTS-DE-SEINE (FRANCE)

AVIS D'APPEL DE CANDIDATURES

Le Département des Hauts-de-Seine (36 communes, 1 391 000 habitants, plus de 700 000 emplois, près de 45 000 entreprises) recherche, dans le cadre d'une consultation internationale, des sociétés disposant de l'expérience professionnelle et des ressources financières nécessaires pour étudier, financer, réaliser et exploiter un investissement pouvant représenter plusieurs dizaines de milliards de francs français pour la réalisation d'un réseau de liaisons routières souterraines à péage.

Ces sociétés auront toute liberté pour imaginer cet ensemble en respectant les objectifs du département définis dans le cahier des charges de la consultation. Ces liaisons devront apporter les meilleures garanties sur le plan de l'environnement, de la sécurité et de la circulation.

Les recettes du péage devront permettre d'équilibrer le financement, la construction et l'exploitation du réseau réalisé.

Le Département des Hauts-de-Seine a décidé de conduire cette consultation en deux temps :

**Phase 1 : Sélection des candidats**

A partir du 15 avril 1991, les sociétés pourront retirer ou demander l'expédition du questionnaire de qualification qui sera accompagné d'une plaquette de présentation des Hauts-de-Seine, du cahier des charges et des documents annexes indispensables pour leur permettre de juger de leur capacité à participer à cette consultation.

Ces pièces seront à retirer auprès de la SEM 92, 83, avenue François-Ango, 92017 Nanterre Cedex, France.

Les actes de candidatures devront parvenir à la SEM 92 au plus tard le 15 juin 1991 à 17 h 00, heure française.

Un jury sélectionnera les sociétés admises à participer à la seconde phase.

**Phase 2 : Consultation-conception**

Les sociétés retenues, averties par courrier, pourront retirer les pièces annexes nécessaires à leur réflexion. Elles disposeront alors d'un délai de 6 mois pour formuler leur proposition.

A l'issue de cette deuxième phase, le jury transmettra au Département des Hauts-de-Seine un avis portant sur les points suivants :

- faisabilité globale de l'opération
- qualité de la conception et validité financière du projet susceptible d'être réalisé
- liste des partenaires susceptibles d'être associés à sa réalisation.

Les études des concurrents non retenus, qui auront été jugées recevables, seront rémunérées forfaitairement à hauteur de 2 millions de francs français chacune ; elles resteront la propriété du Conseil Général des Hauts-de-Seine.

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde

Comité de direction : Jacques Lenoir, gérant directeur de la publication Bruno Frappet directeur de la rédaction Jacques Solé directeur de la gestion Manuel Luchet secrétaire général

Rédacteurs en chef : Jacques Amalric Jean-Marie Colombani Robert Solé (adjoints au directeur de la rédaction)

Thomas Ferenzi Philippe Herremann Jacques-François Simon

Daniel Vernet (directeur des relations internationales)

Anciens directeurs : Hubert Beau-Méry (1944-1959) Jacques Fauriol (1959-1982) André Laurens (1982-1985) André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE 75001 PARIS CEDEX 15 T. (1) 40-65-25-26 T. (1) 40-65-25-27 Télécopieur : 40-65-25-99

ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT, 92017 NANTERRE CEDEX 94052 IVRY-SUR-SEINE CEDEX T. (1) 40-65-25-25 T. (1) 40-65-30-10

PCS

PRÉPARATION COMMERCIALE SUPÉRIEURE

Centre de préparation aux HEC et à Sciences Politiques, créé en 1976

- Classes prépa ESC et classes pilotes HEC
- Corps professoral réputé
- Suivi personnalisé et groupes homogènes
- Admission sur dossier pour bacheliers B, C, D.

Classes pilotes HEC

Conditions d'admission

- Voie générale bac C plus mention et/ou admissibles aux concours
- Voie économique Bac B et D plus mention et/ou admissibles aux concours
- Dépôt des dossiers à partir de janvier

GRUPPE ESLSCA - PCS 48, rue de la Fédération 75015 Paris 14. (1) 45-65-69-96 enseignement supérieur privé

Le journal mensuel de documentation politique, après-demain, paraîtra pour la première fois de l'année. Il s'agit d'un journal mensuel de documentation politique, après-demain, paraîtra pour la première fois de l'année.

LES SYNDICATS ET L'EUROPE

Europe 40 F hebdomadaire à 25 F de moins à l'abonnement, 27 F à l'achat, 700 F l'an, est disponible à l'achat dans tous les kiosques et par abonnement auprès de l'éditeur, 10 rue de la République, 92017 Nanterre Cedex.

## COMMUNICATION

Ballottée entre le câble, le satellite et le réseau hertzien

### Euromusique cherche à asseoir sa diffusion

### M. Charasse s'oppose à une aide supplémentaire pour la télévision publique

Sans doute parce que, regardant la télévision publique, il n'y voit que des déficits, le ministre du budget, M. Michel Charasse, joue les Harpagon. Interrogé sur l'antenne 2 samedi 23 mars, M. Charasse s'est opposé à une aide supplémentaire pour les chaînes publiques, ce milliard de francs que demandait, qu'annonçait presque, M<sup>me</sup> Catherine Tasca mercredi 20 mars (*Le Monde* du 21 mars).

Pour M. Charasse, pas de doute, il faut mieux gérer ces chaînes et faire des économies, car « cela fait plusieurs années que l'on donne 1 milliard tous les ans (...). Chaque fois que l'on a donné 1 milliard de plus depuis 1988, on a dit « on va faire des efforts de gestion », or jus-

qu'à présent je n'ai vu que les déficits ». En tout cas, M. Charasse n'entend pas assumer la paternité d'une telle aide. Rappelant l'interdiction de dépenses supplémentaires en 1991, il ajoute : « Moi, j'attends qu'on me dise, ce milliard, où je le prends - s'il faut 1 milliard - et à qui je le prends. »

Les arbitrages pour mettre fin à ces disputes publiques sont urgents : les conseils d'administration des chaînes publiques doivent se réunir avant la fin du mois de mars pour approuver leurs budgets. Leur PDG, M. Hervé Bourges, pourrait rencontrer bientôt M. Charasse. Dans un entretien au quotidien *Libération* jeudi 21 mars, M. Bourges réclamait 1,5 milliard de francs.

Si la SEPT est ironiquement qualifiée de « première chaîne invisible française » par un chroniqueur du *Harald Tribune*, Euromusique passe volontiers pour l'Arlésienne du paysage audiovisuel. Voilà quatre ans (depuis la disparition de TV 6) que tous les chanteurs français et la profession du disque réclament une télévision musicale et que l'ensemble des responsables politiques - à gauche comme à droite - les soutiennent. Voilà deux ans qu'Euromusique tente de trouver des spectateurs et un équilibre financier sur tous les supports possibles sans y parvenir.

La chaîne musicale est diffusée par les réseaux câblés, comme sa concurrente anglo-saxonne MTV. Elle est relayée, à Lyon, Toulouse et dans le sud-est de la France, par des télévisions locales. Mais cette

diffusion est toujours insuffisante pour assurer son assise économique.

Elle demande donc une fréquence hertzienne sur Paris à un Conseil supérieur de l'audiovisuel qui fait la sourde oreille. Elle a obtenu un canal sur le satellite TDF 1, canal victime depuis le début de l'année d'une panne technique définitive. Euromusique « squatte » donc le répéteur de Canal J en vertu d'un accord à l'amiable renouvelé de semaine en semaine. Au total, une diffusion en patchwork, précaire et peu viable économiquement.

Propulsé à la tête de la chaîne musicale avec mission de sortir de ce casse-tête, M. Frédéric Vinzia déploie aujourd'hui des trésors de diplomatie et de conviction pour rassurer les actionnaires, convaincre les pouvoirs publics et retrouver la cohérence du projet.

« Il est d'abord urgent de consolider la place d'Euromusique sur le satellite », explique-t-il. Quel meilleur ambassadeur pour les nouvelles technologies européennes qu'une chaîne dont les clips, tournés en 35 mm, bénéficient de la qualité du D2 Mac et du son stéréophonique ? Entre la Tchecoslovaquie, la Grèce et les câbles soviétiques, dix millions de foyers peuvent déjà capter les émissions d'Euromusique relayées par TDF 1. Avec les accords en cours de conclusion en Pologne, Hongrie, Yougoslavie, Italie, au Vietnam, au Laos et au Brésil, le nombre de spectateurs étrangers passera à plus de 25 millions dès la fin de l'année et à 35 millions à la fin 92. Cette présence francophone, cette promotion pour notre industrie musicale valent bien

un canal de TDF 1 et un petit coup de pouce des pouvoirs publics pour pouvoir s'installer sur les générations futures de satellite.

#### Résister au déferlement anglo-saxon

Mais M. Vinzia souhaite aussi toucher des spectateurs français, et surtout en région parisienne, l'unique de l'assise indispensable de tout succès musical. Seule une fréquence hertzienne permettrait pour le moment à la chaîne d'être reçue par 10 à 12 millions de personnes, un public qui attirerait enfin les annonceurs publicitaires. Le CSA, lui, reste persuadé qu'une diffusion hertzienne d'Euromusique concurrencerait le développement du câble. « Ce n'est pas le cas à Lyon, à Toulouse, à Toulon ou à Nice », rétorque M. Vinzia. Les réseaux câblés de ces villes, où Euromusique est aussi diffusée par des télévisions locales, n'ont pas moins d'abonnés que les autres. Avec son rythme particulier fait de clips rapides, la chaîne musicale est bien placée pour assurer la promotion du câble. Nous pouvons même envisager des coproductions avec Paris première, la chaîne du réseau de la capitale, et permettre ainsi à ses programmes d'être diffusés sur d'autres réseaux.

Frédéric Vinzia plaide enfin l'urgence de la décision. L'industrie du clip, un instant dopée par l'existence de TV 6, est très menacée : il ne s'en produit plus que 250 par an en France contre 700 en Grande-Bretagne et 2 000 aux États-Unis. Privée de promotion audiovisuelle, la variété française a du mal à résister au déferlement anglo-

saxon. La proportion de titres français programmés sur NRJ, par exemple, est passée en quelques mois de 30 % à 10 % et, en désespoir de cause, le patron de la radio, M. Jean-Paul Beaudécroux, songe à racheter la filiale européenne de la chaîne musicale américaine MTV.

« Je ne suis pas sûr qu'on puisse imposer à une télévision américaine beaucoup de chansons françaises », commente M. Vinzia. Mieux vaut lutter pour Euromusique, seule à diffuser plus de 55 % de musique française ou francophone et 70 % de titres européens. Je suis sûr qu'on peut trouver aujourd'hui un accord de tous les partenaires pour donner à la chaîne musicale ses véritables assises et la possibilité d'avoir une production de qualité.

JEAN-FRANÇOIS LACAN

#### EN BREF

□ **La Croix-Evénement** renouveau sa formule. - Le quotidien catholique *La Croix-Evénement*, qui dépend du groupe de communication Bayard Presse, lance, lundi 25 mars, une nouvelle formule marquée par le passage de six à cinq colonnes, par la déclinaison du contenu en trois grandes parties, par le développement de l'infographie, etc. Son prix de vente reste de 5,50 francs. La diffusion du journal est de 103 590 exemplaires en 1990 (91 % d'abonnés) contre 104 329 exemplaires l'année précédente, selon l'OJD. Le président de Bayard Presse, M. Bernard Porte, espère gagner 5 000 nouveaux abonnés d'ici deux ans, augmenter la part des recettes publicitaires de 8,5 % à 10 % et réduire le déficit du titre de 10 à 5 millions de francs. M. Porte a indiqué que la réduction des aides à la presse de 5 % (*Le Monde* du 13 mars) priverait *La Croix*, qui fait partie des quotidiens à faibles capacités publicitaires, de 300 000 à 400 000 francs en 1991.

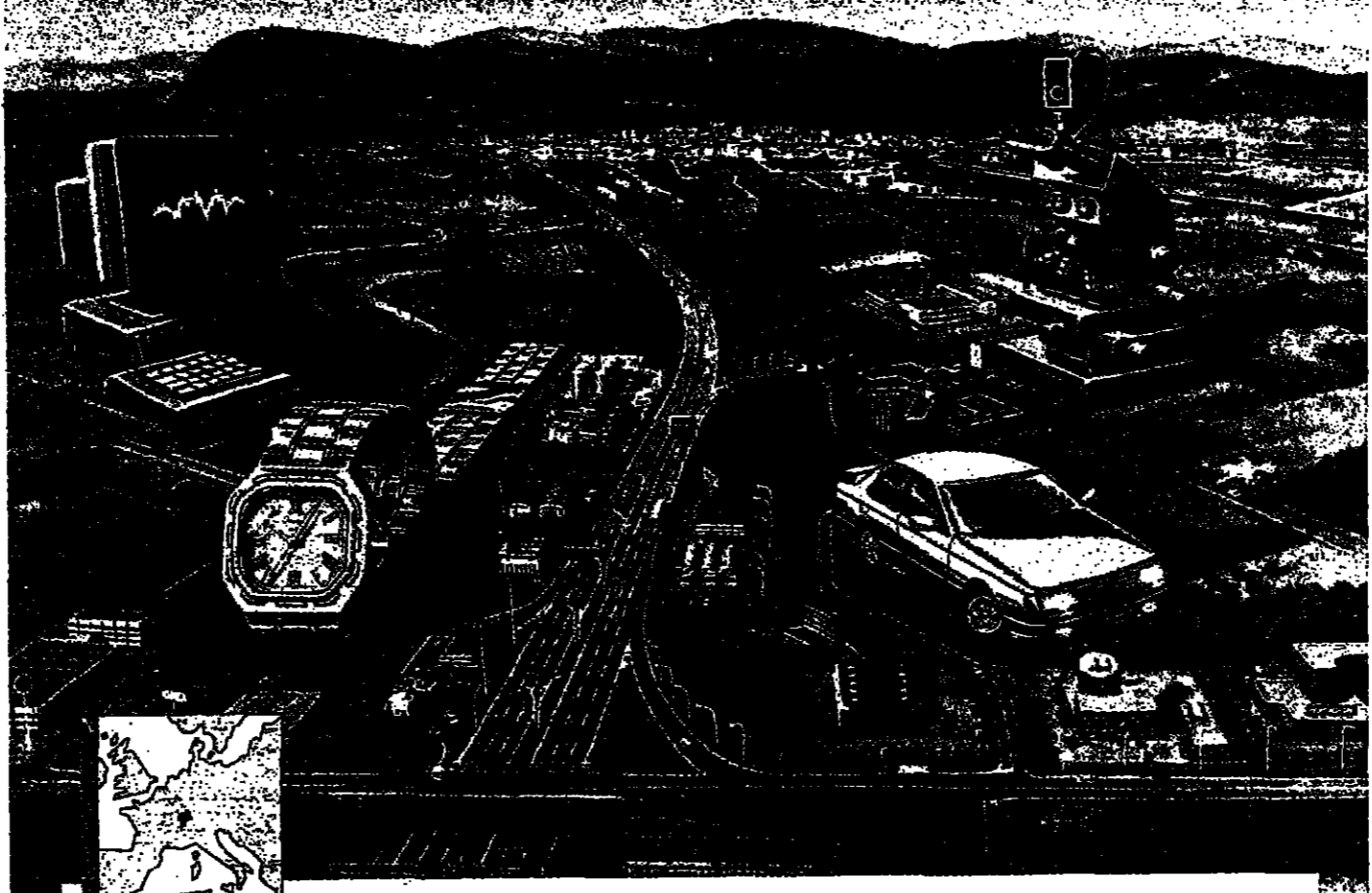
□ **Hachette vend Channel 1 à la CLT.** - Europe 1 communications, filiale du groupe Hachette, a cédé, le 22 mars, les studios de Channel 1 à VCF, société de prestations techniques de la Compagnie luxembourgeoise de télévision. Sous le nom de Channel 80, ces studios avaient été, dans les années 70, l'un des premiers investissements d'Hachette dans le secteur de l'audiovisuel. Chez Hachette, on évoque la soupç d'événier les concentrations verticales entre la Cinq et une entreprise de production pour se conformer aux vœux du Conseil supérieur de l'audiovisuel. Il semble aussi qu'avec un chiffre d'affaires stagnant (45 millions de francs), Channel 1 ne pouvait résister très longtemps à la concurrence du grand pôle privé qui se constitue autour de VCF (240 millions de chiffre d'affaires).

□ **Confirmation du Festival international 1992 de la BD d'Angoulême.** - Le dix-neuvième Festival international de la bande dessinée d'Angoulême aura bien lieu en 1992, du 31 janvier au 2 février. Cette décision a été prise le 20 mars par des dirigeants de la municipalité, actuellement confrontée à une grave crise financière, par des responsables du Festival et des éditeurs de BD. La municipalité d'Angoulême avait indiqué à l'automne 90 qu'elle ne pouvait pas garantir la tenue du Festival 92, compte tenu de son coût, de l'ordre de 10 millions de francs. Des sponsors, comme la Caisse d'épargne, devraient assurer le relais. Les responsables du Festival de BD examinent la possibilité de lui adjoindre l'an prochain un Salon jeunesse.

□ **Bons résultats pour l'éditeur d'El País.** - Prisa, le plus gros groupe de presse espagnol, annonce pour 1990 un bénéfice avant impôts de 8 milliards de pesetas (environ 430 millions de francs). Prisa, qui donne pour la première fois le détail de ses résultats, précise que le quotidien *El País* a réalisé un bénéfice de 275 millions de francs avec un tirage moyen de 376 137 exemplaires en semaine et de 851 595 le dimanche. La Ser, le plus important réseau privé de radio détenu à 75 % par Prisa, affiche 124 millions de francs de bénéfices. Enfin, Canal Plus Espagne, détenue à 25 % par Prisa, connaît, pour sa première année d'exploitation, un déficit de 194 millions de francs.

□ **Pallas dans la presse portugaise.** - A la tête d'un groupe d'investisseurs, Pallas vient de s'implanter dans les médias portugais. Le groupe de Pierre Moussa a pris une participation dans une société holding, LCS-SCSP, qui contrôle à 40 % le premier groupe de communication portugais : Controljournal. Ce dernier coiffe en effet *A Capital*, premier quotidien du soir, *Expresso*, hebdomadaire d'information et le magazine d'affaires *Exame*. Controljournal a aussi des participations variées dans l'imprimerie, la publicité et la vidéo. Pallas avait pris récemment le contrôle de VCH, un gros éditeur scientifique allemand.

## ATERRISSEZ DANS LA PRECISION



LE DOUBS, une authentique culture industrielle illustrée par quelques grands noms du département : PEUGEOT à Sochaux-Montbéliard, SOPAD-NESTLÉ, ALCATEL à Pontarlier, DUPONT DE NEMOURS, SUPERFOS à Besançon... Mais le DOUBS, c'est surtout un savoir-faire, celui des microtechniques, une force d'innovation qui a donné naissance à un maillage de PMI dynamiques, et fait du département du DOUBS le pays de la précision.

Si vous recherchez une implantation, le DOUBS possède des atouts sérieux : situation géographique sur les grands axes de développement de l'Europe (TGV, autoroute, etc.), main-d'œuvre professionnelle expérimentée, chercheurs de haut niveau.

Du choix de la localisation à l'aide au financement, l'Agence de Développement Economique du Doubs (A.D.E.D.) peut vous conseiller, vous aider concrètement grâce à une équipe de professionnels motivés et compétents.

L'A.D.E.D., votre partenaire pour réussir en douceur votre atterrissage dans la précision.

Pour toute information, envoyez votre carte de visite ou téléphonez à l'A.D.E.D., vous recevrez le GUIDE D'INVESTISSEUR pour vous permettre de tout connaître sur le pays de la précision.

### LA TECHNOLOGIE DE PRECISION A UN PAYS ... LE DOUBS

AGENCE DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE DU DOUBS



HOTEL DU DEPARTEMENT, 7 AV. DE LA GARE D'EAU, 25031 BESANCON CEDEX FRANCE - TEL. 01.83.24.31 - TELE. AGENCE 361164 F. TELECOPIE 01.83.20.10.40

CONSEIL GENERAL DU DOUBS

#### le journal mensuel de documentation politique après-demain

Fondé par la Ligue des droits de l'homme (non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :

#### LES SYNDICATS ET L'EUROPE

Envoyer 40 F (timbres à 2 F ou chèque) à APRÈS-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 180 F pour l'abonnement annuel (80 % d'économie), qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro

LOTTO 1991											
3	13	18	26	36	37	38	12				
6	12	17	114	350	F	6 666 F					
4	12	17	114	350	F	134 F					
3	12	17	114	350	F	14 F					

LOTTO 1991											
9	14	15	22	33	40	10	12				
6	12	17	114	350	F	80 010 F					
4	12	17	114	350	F	6 035 F					
3	12	17	114	350	F	14 F					

LOTTO 1991											
9	14	15	22	33	40	10	12				
6	12	17	114	350	F	80 010 F					
4	12	17	114	350	F	6 035 F					
3	12	17	114	350	F	14 F					

Le Monde ÉDITIONS

L'ISLAM DANS LE MONDE

Dossier présenté et établi par Paul Balta

VENTE EN LIBRAIRIE



هنا من الإيجل

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde • Mardi 26 mars 1991 27

# Le Monde des Juristes

LVMH

MOËT HENNESSY • LOUIS VUITTON

Avec un portefeuille de marques parmi les plus prestigieuses du monde, notre groupe réalise un chiffre d'affaires de 20 milliards de francs, dont 80 % à l'étranger et emploie 14 000 collaborateurs. Notre développement nous conduit à rechercher un

## Juriste d'Affaires

Paris

Intégré au sein de la Holding, vous aurez pour mission d'assister le Directeur Juridique sur tout type de dossiers : droit des sociétés, financier, contrats internationaux, distribution, concurrence, social, et ce tant en France qu'à l'international.

Agé de 27 à 30 ans et de formation supérieure en droit (DJCE, DEA, DESS), vous justifiez nécessairement d'une première expérience réussie de 2 à 5 ans en droit des affaires, soit au sein d'un cabinet international, soit au sein d'une société cotée.

De réelles qualités relationnelles et d'adaptation alliées à une parfaite maîtrise de l'anglais sont indispensables pour ce poste.

La pratique d'une seconde langue étrangère serait un plus.

Adressez à Frédéric d'Antin, CV + photo + n°tel. + rémunération actuelle à Michael Page Tax & Legal, 10 rue Jean Goujon 75008 Paris, sous référence FA6751MO.

FTP

Michael Page Tax & Legal  
Spécialiste en recrutement Juridique et Fiscal

Notre Division Clientèle Privée, dans le cadre de son développement crée la fonction de

## Fiscaliste

classe VI - VII

- Vous êtes le support juridique et fiscal des chargés de clientèle du réseau qui sont vos interlocuteurs quotidiens,
- Vous les informez et les conseillez,
- Vous les assistez dans leurs relations avec la clientèle.

Votre formation juridique supérieure complétée par une spécialisation fiscale, votre expérience de 5 à 8 ans dans une banque, un cabinet conseil ou une administration, alliée à de très bonnes qualités relationnelles font de vous le fiscaliste opérationnel et communicant que nous recherchons.

Ce poste est basé à Neuilly sur Seine.



Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature sous référence CF 1101 à notre conseil qui le traitera en toute confidentialité : QUIEL Ressources et Perspectives - 10, rue de Presles 75015 Paris.

BANQUE HERVET

SEXTANT AVIONIQUE

## Juriste d'affaires BILINGUE ANGLAIS

SEXTANT Avionique, premier pôle européen en électronique de vol, se situe en tant que filiale au carrefour des deux grands groupes AEROSPATIALE et THOMSON.

Juriste de notre site de Bordeaux, vous participez directement à l'élaboration et à la négociation des contrats et accords pour des affaires nationales et internationales (USA, Grande-Bretagne, Allemagne, Japon...). Vous intervenez en relation étroite avec les équipes commerciales et techniques.

Vous conseillez également la division sur l'ensemble des aspects juridiques de ses activités et contribuez à la définition de sa stratégie.

De formation juridique (maîtrise ou plus), vous possédez trois ans minimum d'expérience de la négociation. Ce poste de terrain implique des déplacements en France et à l'étranger, ainsi qu'une parfaite connaissance de l'anglais.

Merci d'adresser votre candidature, sous réf. ILV/3, à SEXTANT Avionique, Département Emploi Carrières, Aéroport de Villacoublay, BP 59, 78141 Vélizy-Villacoublay Cedex.

L'ELECTRONIQUE DE VOL PUISSANCE 4

Services Lamy

CONSULTANTS

Droit Social, Droit Fiscal

Conseils Juridiques Associés, nous intervenons dans tous les domaines du droit de l'Entreprise.

L'important développement de notre Cabinet dans les deux prochaines années nous conduit à intégrer de nouveaux Consultants et à renforcer nos équipes en droit social et en droit fiscal.

Professionnels de l'un de ces deux domaines, vous avez déjà exercé depuis au moins 5 ans dans un cabinet ou dans une entreprise. Votre expertise, alliée à votre sens des contacts, vous permettra de prendre en charge une clientèle très diversifiée et de la développer.

Vos qualités d'écoute, votre disponibilité, votre autonomie, seront vos meilleurs atouts pour réussir dans notre métier, et pourquoi pas devenir l'un de nos Associés ?

Merci d'écrire sous référence 986/M à A.L. CONSEIL 35 rue de Naples 75008 PARIS.

A.L. conseil

## Adjoint du Responsable du Service Juridique

Présent en Europe, en Amérique et en Asie, MATRA TRANSPORT est leader mondial sur le marché des métros automatiques.

Le Service Juridique a pour mission d'aider à fiabiliser la prise d'engagements contractuels nécessaires à l'exécution des marchés de MATRA TRANSPORT, tant vis-à-vis des clients que de nos partenaires.

Au sein d'une petite équipe, vous intervenez de façon active dans l'étude et la négociation des marchés et de leur montage, ainsi que dans l'élaboration des contrats de partenariat et d'exécution de ces marchés.

Votre responsabilité porte sur des contrats complexes et variés, multiprofessionnels, à tous les stades de la vie du projet (des marchés d'étude jusqu'à l'exploitation), en France ou à l'étranger.

Vous aurez également un rôle de conseil juridique auprès de tous les services de notre société.

De formation supérieure en droit des affaires, vous possédez une première expérience significative dans le secteur des biens d'équipement ou des grands marchés.

Déjà familiarisé avec les contrats internationaux, vous maîtrisez parfaitement l'anglais. La connaissance de l'espagnol serait appréciée.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. ARSJ à notre Direction des Ressources Humaines

MATRA TRANSPORT - 48/56 rue Barbès  
BP 531 - 92542 Montrouge Cedex



IL Y AURA TOUJOURS DES HOMMES DE TALENT

## RESPONSABLE JURIDIQUE GROUPE

Paris - Le groupe GMF (18,8 milliards de francs de chiffre d'affaires en 1989, plus de 80 filiales) intervient dans huit secteurs d'activités parmi lesquels on trouve, au premier plan, assurance, banque/finance, distribution et tourisme. Intégré au sein de la structure groupe, le responsable juridique groupe animera une petite équipe intervenant tant au niveau de l'ensemble des dossiers juridiques groupe qu'en position de conseil auprès des différentes sociétés. Il s'investira plus particulièrement en un premier temps dans la mise en place d'un nouveau système d'information juridique permettant la création d'une gestion juri-

dique groupe très performante. Ce poste s'adresse à un juriste âgé d'au moins 35 ans ayant acquis une solide expérience diversifiée au sein de la holding d'un groupe important ou dans un cabinet intervenant sur une clientèle de grandes entreprises. Il s'agit d'une opportunité très intéressante pour qui souhaite évoluer vers une responsabilité d'équipe dans un cadre particulièrement riche. Ecrire à Christophe BUSO en précisant votre niveau de rémunération actuel ainsi que la référence A/F9872M - PA Consulting Group - 3, rue des Gravières - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 40.88.79.22.



PA Consulting Group  
Creating Business Advantage

Ensemble, exceller dans nos métiers, gagner en Europe.

LE CREDIT AGRICOLE

CONFIRME

SA DYNAMIQUE

DE SUCCES :

PREMIERE BANQUE

EUROPEENNE,

5 700 GUICHETS,

73 000 SALAIRES.

## JURISTE DE DROIT BANCAIRE

PARIS

La Caisse Nationale de Crédit Agricole recherche pour son Département Juridique, Fiscal et Documentaire, le **Responsable de la Mission Droit Bancaire**.

Directement sous l'autorité du Chef de Service, votre mission est ainsi définie :

- conseiller nos Directions et les Caisses Régionales pour toutes questions relevant des disciplines juridiques suivantes :

- Bancaire dont Crédit et Garanties
- Civil et Commercial
- Communication

- établir avec les juristes des Caisses Régionales des relations de partenariat confiantes et efficaces, afin de permettre au Groupe Crédit Agricole de déterminer sa doctrine ;

- assurer des relations suivies avec les juristes des autres banques de la place ;

- animer et encadrer une petite équipe ;

Profil souhaité :  
- niveau d'expertise en Droit Bancaire (DESS)  
- expérience professionnelle de 5 années souhaitée.

Merci d'adresser CV, lettre et prétentions sous référence MAF 03.03 au service recrutement - Direction des Ressources Humaines - CNCA - BP 48 - 78280 GUYANCOURT.



NC communication

PRÉFECTURE DE LA SAVOIE  
DIRECTION DÉPARTEMENTALE  
DE L'ÉQUIPEMENT

Le Monde

de la  
Gestion

ÉCONOMIE

REPRODUCTION INTERDITE

## Contrôleur de Gestion Futur Directeur Financier Groupe

Votre challenge : créer le contrôle de gestion du groupe, de l'établissement des budgets à la création des procédures et à la mise en place de l'informatique, puis prendre en charge l'intégralité de la fonction administrative et financière.

Diplômé de l'enseignement supérieur, vous justifiez de 4 à 8 ans d'expérience acquise en audit et/ou en contrôle de gestion opérationnel et vous parlez anglais.

Créés en 1989 - 70 MF de CA, 100 personnes - déjà européens, nous fabriquons des produits de communication et sommes en très forte croissance.

Merci d'envoyer votre CV, sous la référence 24.000-240, à notre Conseil.

**ONOMA**  
GROUPE COPIELUX

26 rue de Berri - 75008 Paris  
Pour plus d'informations,  
consultez le 3616, code UGE - ONOMA

PARIS LILLE LYON NANTES STRASBOURG

## Chef des Services Administratifs et Comptables

Secteur Hospitalier

Importante Association du Secteur de la Santé - Plusieurs établissements répartis sur toute la France - Nous recherchons pour l'un de nos établissements (850 salariés) un cadre de formation type Ecole de Commerce, DECS ou DECF ayant acquis une expérience de cinq ans dans une fonction similaire.

Rattaché au Directeur d'Etablissement, il encadre une équipe administrative et comptable. Il intervient depuis la préparation du budget, du suivi de son exécution jusqu'à la constitution du bilan, est chargé de la mise en œuvre de procédures comptables, de la gestion de la trésorerie et des états financiers. Garant de la gestion des biens des malades, il veille également à l'harmonisation du système d'information de l'établissement en relation étroite avec le Service Informatique du Siège pour les aspects comptables, gestion des malades et du personnel.

Homme de rigueur et de dialogue, ces qualités lui permettront d'établir des relations de confiance avec les organismes extérieurs et d'optimiser l'ensemble de sa fonction.

Notre Conseil Pascale Puybonnieux vous remercie de lui adresser votre CV avec photo et rémunération actuelle sous la référence 3423

**CORT**  
MEMBRE DE SYNTEC

12, Rue Homelin 75116 PARIS  
Paris-Lille-Lyon-Strasbourg

**GROUPE BEL**  
6,2 milliards de CA  
6 300 personnes  
recherche pour son  
siège social (Paris 8e) le

**RESPONSABLE  
DE LA COMPTABILITÉ GÉNÉRALE**

Rattaché au Chef du Département Comptabilité, il aura la responsabilité de :

- la comptabilité générale du siège social,
- la centralisation des comptabilités des 17 établissements décentralisés,
- l'établissement du Reporting mensuel de Comptabilité générale.

Il animera une équipe de 14 collaborateurs qualifiés.

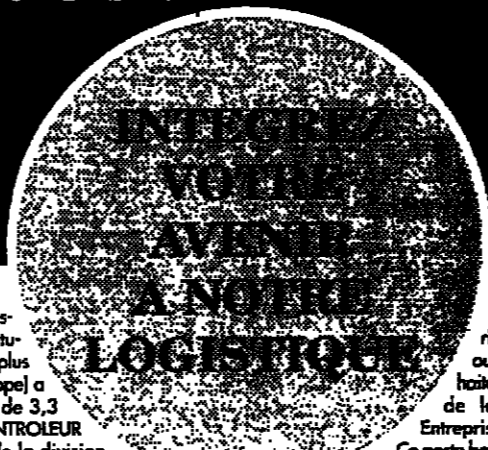
Sa formation - DECS, niveau expertise ou équivalent - et une expérience dans une fonction similaire, lui auront permis d'acquérir une parfaite connaissance de la comptabilité et de la fiscalité et une bonne maîtrise de l'outil informatique (mini et micro).

Le candidat devra présenter, outre méthode et rigueur, de réelles qualités relationnelles.

Adressez-nous votre curriculum vitae, photo, lettre manuscrite ainsi que vos prétentions aux Fromageries BEL - B.P. 292.08 - 75361 PARIS CEDEX 08 sous réf. GI/JPB.

**LA VACHE QUI RIT - KIRI - BABYBEL - PORT-SALUT**

CONTROLEUR DE GESTION



Spécialiste du service logistique sous basse température, le groupe STEF/TFE (plus de 6 000 salariés en Europe) a réuni en 1990 un CA de 3,3 milliards de Francs. CONTROLEUR DE GESTION, au sein de la division "SURGELES", vous suivrez le budget de 8 filiales équivalent à un CA de 400 MF, ce qui implique l'élaboration du tableau de bord et des systèmes de gestion dans le souci d'améliorer la rentabilité.

Diplômé d'études supérieures (Ecole de Commerce ou Universitaire), vous souhaitez valoriser une expérience de la fonction acquise en Entreprise ou en Cabinet d'Audit. Ce poste basé à PARIS nécessite de fréquents déplacements en Province. Venez nous rejoindre, en adressant votre lettre manuscrite, CV et prétentions à TFE, Direction du Personnel, 93 Boulevard Malesherbes - 75008 PARIS.

**TRANSPORTS FRIGORIFIQUES EUROPEENS**  
GROUPE STEF/TFE

Le Monde  
des  
Juristes

Importante société d'édition  
spécialisée en droit des affaires  
recherche

■ pour sa rédaction droit des affaires

**JURISTE (RÉF. 8654)**

De formation DEA, DESS en Droit des Affaires ou équivalent, débutant ou ayant une première expérience significative, vous voulez participer, au sein d'une équipe, à la rédaction de publications spécialisées.

■ pour sa rédaction fiscale

**JURISTE (RÉF. 8655)**

Débutant ou ayant une première expérience, vous voulez valoriser une formation DEA, DESS en Droit ou équivalent par l'acquisition de solides méthodes rédactionnelles et une spécialisation fiscale.

Pour ces deux postes, après une formation initiale, vous devrez vous intégrer à une rédaction en sachant être autonome, prendre des initiatives tout en participant à un travail collectif.

Si ces fonctions nécessitant rigueur, esprit d'analyse, de synthèse et la volonté de collaborer à la réalisation collective d'ouvrages et revues spécialisés vous intéressent, envoyez lettre manuscrite motivée accompagnée d'un CV en rappelant les références ci-dessus citées à :

**HERTZ CONSULTANTS**

Etablissement public à vocation financière  
intervenant dans les pays en voie de développement  
recherche pour son siège à Paris

un **JURISTE GÉNÉRALISTE**

de niveau 3<sup>e</sup> cycle âgé de 30 ans environ

Le candidat retenu participera à l'appui juridique et fiscal à l'établissement aussi bien en ce qui concerne ses opérations de financement (montage, suivi) que son fonctionnement interne (études, contentieux).

Le poste à pourvoir requiert une formation juridique de niveau 3<sup>e</sup> cycle en droit privé, orienté en priorité vers le droit des affaires et la fiscalité, ainsi qu'une expérience professionnelle, minimum de trois ans dans ces domaines.

Envoyer sous réf. n° 8266  
au Monde Publicité, 5, rue de Montessuy, 75007 Paris

Retrouvez

Le Monde

initiatives  
campus / emplois

le mardi et le mercredi à 7 h 45 et 8 h 45  
le mardi à 14 h 00 et à 18 h 10



Un important établissement financier de  
l'Ouest Parisien recherche pour son  
**DÉPARTEMENT MARKETING**

**Un(e) Responsable  
du Marché  
Entreprises**

En liaison permanente avec le réseau, vous devrez contribuer au développement de votre marché : entreprises et collectivités locales en déterminant vos objectifs et votre stratégie. Vous participerez au lancement des nouveaux produits, vous concevrez et mettez en œuvre le programme d'actions commerciales sur ce marché.

A 28/30 ans, de formation supérieure BAC + 4 (ESC ou équivalent) vous justifiez d'une première expérience marketing d'au moins deux ans, comme commercial sur le marché entreprise. Une formation marketing serait un atout supplémentaire. (réf. YLL669MO).

**Un(e) Attaché(e) de  
Communication  
Institutionnelle**

Deux pôles dans votre mission : vous aurez à conduire les relations avec la presse, les partenaires locaux et à gérer - en étroite coopération avec les équipes commerciales - les actions de sponsoring et de mécénat tant dans la sélection des dossiers que dans la mise en œuvre et l'organisation des manifestations.

A 28/30 ans, de formation supérieure de préférence préparant aux métiers de la communication, votre première expérience de deux années vous permet d'être rapidement opérationnel(le). (réf. YLL6524MO).

Contactez Yves le Levre au (1) 42.89.30.03 ou adressez votre CV + photo + rémunération actuelle + lettre manuscrite + tél. à Michael Page Banking & Insurance, 10 rue Jean Goujon, 75008 Paris, sous référence du poste choisi.

**Michael Page Banking & Insurance**  
Spécialiste en recrutement Banque - Assurance

REPRODUCTION INTERDITE

La filiale principale d'un grand groupe de multidiffusion au CA de 8,5 MdF recherche un

## Contrôleur de Gestion

Métropole Lilloise

250 KF +

Vous êtes chargé du suivi de l'activité logistique / industrielle et réseau commercial. Responsable d'une équipe de 5 personnes, vous assurez le contrôle budgétaire ainsi que le reporting mensuel. Le développement et la maintenance de la base prix de revient et l'optimisation des gains de productivité sont également de votre ressort.

Vous êtes l'interlocuteur privilégié des directions opérationnelles et les assistez dans la validation économique et financière des choix d'organisation, logistiques et services.

Agé de 37/32 ans, de formation Ecole de Commerce ou Ingénieur + gestion, vous avez une expérience de 4/5 ans en contrôle de gestion. Un passage en contrôle de gestion industriel serait un atout.

De larges perspectives d'évolution seront offertes à un candidat à fort potentiel.

Contactez Ralph Crockett, au (1) 45.53.26.26 ou adressez CV + photo + n° tél + rémunération actuelle à Michael Page Finance, 30 bis, rue Spontini, 75116 PARIS, sous réf. RC6793MO.

**MP**  
Michael Page Finance  
Spécialiste en recrutement Financier

GRUPE FINANCIER DE TOUT 1<sup>er</sup> PLAN recherche

## Contrôleur de gestion

Au sein de la Direction de la Stratégie, garante des règles du jeu communautaire, vous aurez la responsabilité du tableau de bord du Groupe.

Vos activités seront marquées par un fort relationnel et une bonne aptitude à la négociation.

Pour ce poste qui offre un très large champ de vision nous souhaitons rencontrer un diplômé de l'enseignement supérieur (type Ecole Supérieure de Commerce) justifiant d'une première expérience du contrôle de gestion d'environ 3 ans.

Merci d'adresser votre dossier (lettre manuscrite + C.V.) sous référence 233 à

**MEDIA PA** 50/54, rue de Sully - 92513 BOULOGNE BILL. CEDEX, qui transmettra.

## RESPONSABLE DE GESTION COMMERCIALE

**William Saurin**, entreprise du groupe Saint-Louis, n° 1 sur le marché des plats cuisinés, recherche son Responsable de Gestion Commerciale.

Rattaché au Chef du Département administration des ventes :

- vous êtes l'interlocuteur privilégié du contrôle de gestion opérationnel,
- vous analysez la rentabilité des coûts commerciaux,
- vous agissez sur les litiges en anticipant les problèmes,
- vous formez la force de vente au travail administratif.

De niveau DECS ou école de commerce, avec une première expérience en gestion/comptabilité/fiscalité, vous avez une excellente connaissance de l'outil informatique. Votre aptitude au management vous permet d'animer une équipe de 3 personnes.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, sous la réf. RGC, à **William Saurin**, J.-M. Imbert, BP 138, 77401 Logny-sur-Marne.

GRUPE  
SAINT-LOUIS

**William SAURIN**

LE PRINCIPAL, C'EST VOTRE AVENIR.

## ROUSSEL UCLAF Au cœur de la Santé

ROUSSEL UCLAF, groupe chimique et pharmaceutique français à vocation internationale intervient dans 3 secteurs : santé humaine, végétale et animale. Au sein de sa direction des services comptables à Paris, il recherche un

## Assistant de consolidation

Contexte international

Il participera aux consolidations opérationnelles du groupe. En outre, il contribuera au développement des contacts avec les filiales (dont une partie significative se trouve à l'étranger). Il assurera des travaux d'analyses et participera à l'évolution du système de reporting. Il assurera des travaux de suivi de l'enseignement supérieur complété du DECS (ou Agé de 25/30 ans, le candidat recherché est diplômé de l'enseignement supérieur de préférence dans le domaine de la consolidation. L'anglais opérationnel est exigé, une seconde langue sera appréciée. Adressez votre dossier de candidature à notre Conseil Jérôme GIRAUD référence JG1127 LM.

14, rue de Téhéran  
75008 PARIS

**Kamphuis Morgaut**  
FINANCE

Tél : 45.62.90.00  
Fax : 45.62.14.28

## Développez le contrôle de gestion de notre division automatismes

Présent en Europe, en Amérique et en Asie, MATRA TRANSPORT est leader mondial sur le marché des métros automatiques ; un marché aux enjeux financiers très importants.

La Division Automatismes (plus de 200 personnes) est l'une des plus stratégiques en termes de technologie développée (pilote automatique du VAL, MAGGALY...).

Détaché par la Direction Financière, vous êtes le responsable du contrôle de gestion de l'ensemble de la division.

En liaison avec les opérationnels, votre mission est variée : établir les Prévisions à Fin d'Affaires, les budgets et les plans à moyen terme ; réaliser les tableaux de bord et analyser les écarts ; assurer le suivi des contrats de sous-traitance et des plans de charge.

Vous intervenez sur des activités concernant tous les stades de vie du produit (études, production, essais et maintenance).

De formation Ecole de Commerce ou de Gestion, vous possédez une première expérience significative en contrôle de gestion de production.

Vos capacités d'organisation et d'initiative vous permettront de proposer des procédures nouvelles, propres à la division.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. CG à notre Direction des Ressources Humaines

MATRA TRANSPORT - 48/56 rue Barbès  
BP 531 - 92542 Montrouge Cedex

**MATRA**  
TRANSPORT

IL Y AURA TOUJOURS DES HOMMES DE TALENT

## Contrôleur de gestion

Jeune diplômé ou première expérience, optez pour l'international

Au sein d'une structure légère et performante, vous aurez pour mission de prévoir et d'analyser les résultats de nos 30 exploitations à l'étranger (CA 1990 : 11 milliards de FRF).

En outre, vous interviendrez en qualité de conseil auprès de nos filiales : financier, systèmes d'information, organisation.

Ce poste implique de fréquents déplacements à l'étranger, et s'ouvre, après un minimum de 3 ans, sur des responsabilités de management au sein de notre réseau international.

Diplômé d'une grande école de commerce ou d'ingénieurs, vous êtes rigoureux et organisé, vous avez le sens des contacts et une bonne ouverture d'esprit.

Une maîtrise parfaite de l'anglais est nécessaire, la connaissance d'une autre langue sera un plus apprécié.

Merci d'adresser votre candidature (lettre de motivation, CV et rémunération actuelle) sous réf. M11 IN à Jacqueline MARIAUX - AGF Département des Ressources Humaines - 33, rue La Fayette 75009 Paris.

AGF, L'ESPRIT OLYMPIQUE



## En audit et contrôle de gestion, votre ascension passe par Schindler !

Roux Combazlier Schindler, nous sommes filiale du groupe suisse Schindler, n°1 en Europe pour les ascenseurs et les escaliers mécaniques. Nous concevons, fabriquons, installons et maintenons des appareils à forte technologie. En France, 3000 personnes contribuent à réaliser un CA d'1,5 Milliard.

La phase essentielle de décentralisation que nous vivons actuellement nécessite le renforcement de nos structures financières du siège par :

### 2 CONTROLEURS DE GESTION

Responsables tout d'abord du développement et de la mise en œuvre d'outils de gestion décentralisés, à partir d'un système central performant et convivial (SAP sur gros système IBM), vous prendrez en charge, après un an d'environ, le contrôle de gestion des directions régionales ou celui des autres directions (siège et unités de production). Réf. 272 412 C

### 2 AUDITEURS

Responsables dans un premier temps de missions variées, vous interviendrez dans de nombreux secteurs de la comptabilité pour améliorer les systèmes et procédures de la société et de ses 10 filiales. Vous intégrerez ensuite rapidement la cellule Audit du groupe que vous contribuerez à créer. Réf. 272 412 A

Après une formation supérieure (Sup de Co, Gestion, Ingénieur), vous avez apprécié l'autonomie et l'ouverture d'une première expérience de 2 à 4 ans en cabinet ou en entreprise. Vous voyagez volontiers, un peu, mais pas trop. Votre anglais est opérationnel et vous êtes bon communicant.

Alors vite, adressez votre dossier à notre conseil, Anne Cousin, Sirca, 140 Bd Haussmann - 75008 Paris. Postes basés à Vélizy (78).

**Sirca**

Schindler

Le Monde  
de la  
Gestion

Le dynamisme de BAYARD PRESSE s'exporte bien !

Nous recherchons notre :

CONTROLEUR DE GESTION  
INTERNATIONAL

Réel interlocuteur des Directeurs de Filiales et de la Direction Financière du Groupe, vous prendrez en charge une double mission :

- l'une liée au Contrôle de Gestion interne classique de la Société BAYARD PRESSE INTERNATIONAL.
- l'autre tournée vers les filiales. Cette mission consistera à assurer des fonctions d'analyse, de suivi et de préparation de dossiers juridiques et fiscaux et à jouer un véritable rôle d'administrateur pour chacune de ces Sociétés.

A 30 ans environ, vous avez une formation Grande Ecole de Gestion (HEC, ESSEC, ESCP, SCIENCES PO) ; une première expérience réussie de 5 ans minimum, une excellente maîtrise de l'anglais et une véritable attirance pour le secteur de la Communication seront vos meilleurs atouts pour remplir cette mission passionnante. De nombreux déplacements à l'étranger sont prévus.

Merci d'adresser lettre, CV et prétentions sous référence MCM/78 à BAYARD PRESSE, Direction des Affaires Sociales, 3 rue Bayard 75008 Paris.



BAYARD PRESSE

52 Publications - 26 à l'étranger - 36 en France -  
1,5 Milliards de CA - 1700 personnes

Nous sommes la filiale française du groupe britannique Legal & General, l'un des leaders européens dans la diffusion et la gestion de produits financiers, de fonds de retraite et d'assurance-vie. Nos objectifs de croissance sont ambitieux et les moyens pour les atteindre sont importants. Pour accompagner ce fort développement (CA x 4 en 4 ans), nous recherchons trois fortes personnalités :

**Organisateur confirmé.** Il participe activement à la conception des systèmes d'information (rédaction de cahiers des charges destinés à l'informatique), assure la recette des applications, mène des études d'organisation et met en pratique ses recommandations. Ingénieur de formation, il a 3 à 5 ans d'expérience de la fonction dans l'assurance, dans la banque ou le secteur financier d'une grande entreprise. (Réf. ORG)

**Contrôleur de gestion.** Il a la responsabilité du plan, des budgets et du reporting des différentes sociétés du Groupe (Compagnies d'assurance, Etablissement financier et holding). Il met en place puis développe un véritable contrôle de gestion. Diplômé de l'enseignement supérieur en gestion, il a acquis une première expérience de la fonction, de préférence dans un groupe anglo-saxon. Il est bilingue français anglais. (Réf. GES)

**Chargé d'études.** Il se verra confier des missions de natures très diverses : études à caractère économique, financier, juridique, fiscal et administratif et mise en place des solutions. Diplômé de l'enseignement supérieur, il est débutant ou a une première expérience. Anglais courant. (Réf. ETU)

Dans une ambiance de travail tonique et très opérationnelle, directement rattachés à la Direction, les trois postes comportent d'emblée de réelles responsabilités. Ils requièrent avant tout des "têtes bien faites plutôt que bien pleines".

Envoyer votre manuscrit, CV et prétentions en précisant la  
référence du poste recherché à :

Legal &amp; General (France)

Direction du Personnel - 58, rue de la Victoire - 75009 Paris

(la plus haute confidentialité est garantie à toutes les candidatures). Votre Consultant Financier Privé

Groupe de Promotion Immobilière à vocation nationale et internationale  
recherche, pour la Région RHONE-ALPES LYON

## RESPONSABLE DE PROGRAMMES

Vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur et possédez déjà une  
expérience en Promotion Immobilière.Rattaché au Directeur Régional, vous serez chargé de monter et de gérer  
plusieurs opérations immobilières (logement, bureaux, para-hôtelier).Vous coordonnerez l'action des intervenants techniques et des commerciaux,  
et vous maîtriserez les aspects financiers, juridiques et administratifs.Pour ce poste à pourvoir rapidement à Lyon, merci d'adresser lettre  
manuscrite, CV et photo à DRH SOFAP 8, rue Blaise Pascal 92200 NEUILLY

Mairie d'Argenteuil

(Val d'Oise)

recherche son

CONTROLEUR  
DE GESTIONDirectement rattaché au Secrétaire Général, vous travaillerez avec un collaborateur et des  
assistants de gestion sectoriels.

Vous metrez en place les outils du contrôle opérationnel dans le sens d'une décentralisation.

Reconnu comme structure d'appui de l'exécutif et de l'équipe de direction pour l'analyse  
et la prise de décision, vous diffuserez la pratique du Contrôle de Gestion.

Vous prendrez en compte un double objectif :

- l'évolution des outils (tableaux de bord, comptabilité analytique)

- l'introduction de structures de pilotage.

Ce poste s'adresse à un (e) candidat (e) doté (e) d'une solide formation au contrôle  
de gestion (bac + 4 minimum) et possédant une expérience de 3 ans sur des travaux de mise  
en place d'outils de gestion.Adaptable au milieu des collectivités, vous êtes capable d'analyser un existant, fixer  
des délais et négocier un projet.

La dimension de conseil et d'animation est essentielle pour cette fonction.

Merci d'envoyer CV, photo, prétentions  
et lettre manuscrite à FELDMAN CONSEIL  
85, Boulevard Voltaire 75011 PARIS.

Feldman Conseil

Cabinet International, membre de l'un des tout premiers réseaux  
mondiaux d'Audit et de Conseil

## Auditeurs Juniors et Seniors

Vous êtes débutants : vous valoriserez votre formation supérieure dans le cadre de missions  
variées auprès d'une clientèle nationale et internationale.Vous possédez une expérience de 3 à 4 ans : vous mettrez à profit vos compétences acquises  
en cabinet d'audit ou commissariat aux comptes.Exercez votre goût de la performance, votre sens des responsabilités, affirmez votre esprit  
d'initiative... Pour réussir, vous bénéficierez d'un plan de formation, d'un réel soutien dans la  
préparation des examens professionnels. Vous progresserez dans un environnement propice à  
la diversité des carrières en France et à l'étranger.Rejoignez nos équipes à Paris, Grenoble, Lille, Lyon, Marseille ou Strasbourg. Adressez votre  
dossier de candidature s/réf. M/50/C, à notre Conseil 8, avenue Delcassé 75008 Paris.Coopers  
& Lybrand  
Consultants

RECRUTEMENT

## ORGANISATEURS

## SENIOR / JUNIOR

● Nous sommes un partenaire économique reconnu sur nos 3 régions :  
Ile-de-France, Lorraine et Champagne-Ardenne. Rejoignez notre  
Département Organisation (30 collaborateurs) à Nancy pour participer  
à la conduite de projets d'envergure.

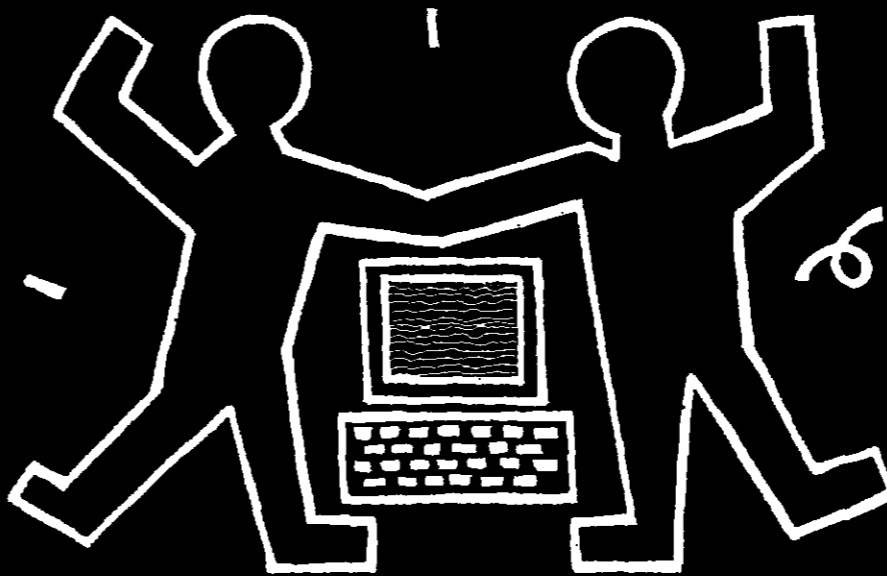
● SENIOR : plus qu'à votre formation supérieure, nous serons  
attachés à votre expérience (de 3 à 5 ans) du milieu financier, voire  
bancaire, ainsi qu'à votre compétence en conduite de projets.  
Réf : 39/3019 L.

● JUNIOR : vous êtes jeune diplômé de l'enseignement supérieur.  
Bac + 4/5 de formation Sciences Eco., Finance, ESC, Ingénieur,  
débutant ou première expérience. Réf : 39/3019 M.

● La connaissance de l'informatique et de ses contraintes serait un  
atout.

● Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et  
rémunération actuelle sous référence choisie à notre conseil :  
EGOR Région Est - 41, avenue Foch - 54000 NANCY.

SNVB LA BANQUE D'INITIATIVES

Prenez  
une initiative  
décisive  
pour  
votre AvenirMaintenant, vous pouvez contacter  
directement votre futur employeur

Maintenant, 36 15 LM vous permet de  
répondre immédiatement à votre d'emploi  
de votre vie. 36 15 LM conserve  
également dans une « Boîte aux lettres »  
confidentielle la  
réponse de votre futur  
employeur. 36 15 LM  
c'est aussi un mois

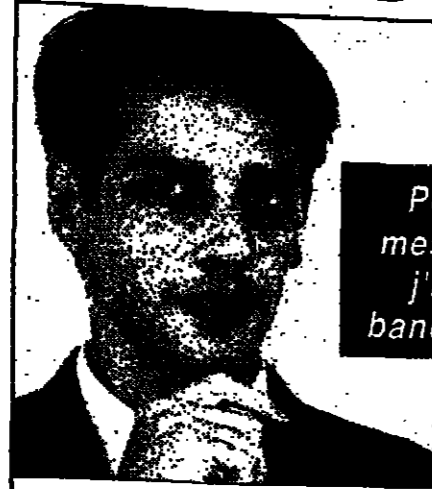
36 15  
LM

d'annonces parues dans le Monde  
consultées en quelques minutes et la  
sélection de toutes les offres d'emploi  
correspondant à votre C.V. Avec  
36 15 LM vous êtes  
assuré d'être informé de  
tous les postes impor-  
tants pour votre carrière.

Le service télématique expert de l'emploi des cadres

REPRODUCTION INTERDITE

# Le Monde de la Gestion



Pour optimiser  
mes compétences  
j'ai trouvé une  
banque à qui parler

Dans le cadre de son développement, le Crédit Mutuel Ile-de-France, basé à Fontenay-sous-Bois (94), ligne A du RER, recherche un(e)

## ASSISTANT(E) CONTROLEUR DE GESTION

Sous la responsabilité du Contrôleur de gestion, vous participerez au contrôle de la gestion de l'entreprise et à la fourniture et l'analyse d'indicateurs performants. Vous aurez notamment à participer à l'élaboration et à la mise en place du système d'information et de gestion de l'entreprise.

De formation supérieure (Bac + 4 gestion ou niveau ITB), vous chercherez à valoriser 2 à 5 ans d'expérience dans le domaine bancaire. Une bonne maîtrise du traitement d'information sur micro-informatique (tableur) est indispensable pour ce poste.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et présentations, sous référence LM/02/91, à la Direction des ressources humaines, Crédit Mutuel Ile-de-France, 18 avenue des Olympiades, 94721 Fontenay-sous-Bois Cedex, ou tapez 3615 CMIIDF puis emploi.

**Crédit Mutuel**  
une banque à qui parler

## Un DAF très opérationnel.

Société de courtage immobilier, basée à Lyon, nous commercialisons diverses formes de multipropriété, notamment au Portugal. Notre rattachement à un puissant réseau international nous permet les échanges les plus souples en matière de vacances dans le monde entier.

Responsable financier et informatique, vous aurez une vision très dynamique de l'administratif. En appui logistique de la force de vente, vous préparerez les contrats et les déclarations publicitaires. Dans une société encore jeune et en plein développement, vous mettrez en place un contrôle budgétaire et suivrez les problèmes juridiques et légaux de l'activité et de la gestion du personnel.

Aux compétences techniques nécessaires pour un tel poste, vous saurez ajouter vos qualités d'adaptation et de souplesse dans un rôle très opérationnel qui vous positionnera d'entrée comme le n° 2 de notre PME très ambitieuse. Vite un CV sous référence 162 710 LM à Claude des Reis, associé de Sirca, 140, boulevard Haussmann 75008 PARIS.

**Sirca**

Paris-Lyon-Madrid-Lisbonne

Membre de Syntec

Association comptant 10 établissements en région parisienne recherche pour une résidence de retraite médicalisée.

## Directeur H/F

Une expérience de gestionnaire dans ce type d'établissement, vous mènerez à bien, outre, les travaux de restructuration et d'extension à 80 lits environ.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et présentations sous réf. 6831/MO à L.B.W., 30 bis rue Spontini, 75116 PARIS, qui transmettra.

## GRAND ETABLISSEMENT BANCAIRE recherche pour l'Est de la France RESPONSABLES DE SECTEUR ENTREPRISE H/F

Professionnel confirmé de la banque, vous êtes un homme de terrain, doté d'une solide compétence commerciale et familiarisé avec le contact clientèle PME-PMI.

Vous avez une expérience réussie dans le domaine du financement des entreprises, du suivi des engagements et de l'évaluation des risques.

Une logistique performante vous permettra de gérer et de développer avec une grande autonomie votre portefeuille de clientèle composée de PME-PMI.

Vous animerez et assisterez une équipe de conseillers clientèle entreprise au service de notre réseau d'agences.

Vos compétences techniques, mais aussi votre sens relationnel, votre rigueur et vos capacités de management vous garantiront une évolution réelle au sein de notre groupe.

Nous vous remercions d'adresser rapidement votre candidature (lettre + CV), qui sera traitée avec la plus grande confidentialité, sous la réf. 334954 à :

PREMIER CONTACT - 2, rue de la Durancie  
67100 Strasbourg qui transmettra ou tapez  
3615 code PCONTACT.

**PREMIER  
CONTACT**

# Le Monde des Cadres

ORGANISME DE SOUTIEN  
SCOLAIRE

recherche

**ENSEIGNANTS**

TOUTES MATIÈRES

DU PRIMAIRE AU SUPÉRIEUR

pour cours particuliers

à Paris et banlieue

Tél. : 45-84-81-53

Établissement Public

du Parc de la Villette

recherche pour sa

DIRECTION FINANCIÈRE

**SON CHEF**

**DU DÉPARTEMENT**

Contrôle et du contenu

des marchés.

Niveau BAC + 4 ou 5.

Droit public ou expérience

confirmée des marchés

publics.

Adr. CV et présentations à :

L.E.P.P.V.

Direction du Personnel

211, avenue Jean-Jaures

75019 PARIS

COLLÈGE DE JULY

INTERNAT CATHOLIQUE

RECH. POUR SEPTEMBRE 91

**1 CADRE EDUCATEUR**

Logement de fonction

Env. CV + photo + réf.

à COLLÈGE de JULY

77220 JULY

ÉTABLISSEMENT SUPÉRIEUR

PRIVÉ SOUS CONTRAT

Centre de Paris

cherche pour la rentrée 91

**PROFESSEUR**

**DE TECHNIQUES**

**DU COMMERCE**

**INTERNATIONAL**

12 heures par semaine.

Envoyer CV et photo.

Ecrire sous le n° 8283

LE MOISSE PLAGETTE

5, rue de Montesson, Paris 7.

STE BLOUX HAUTE COUTURE

recherche

**VRP MC**

Tous les jours

Tél. : 93-01-70-80

STÉ SÉCURITÉ PERI

INFORMATIQUE CHERCHE

**AGENTS**

**COMMERCIAUX M.C.**

TOUTES RÉGIONS

Tél. (1) 46-71-10-45

Association PIVOD

Aide à la création de micro-

entreprises chez

**CADRES RETRAITÉS**

Bénévoles formés, assurés.

Disponibilité min. 10h.

8, bd de Strasbourg, 10°

Tél. 42-01-27-72

**ORSTOM**

recherche

**RESPONSABLE**

**DOCUMENTATION**

pour gestion réseau docu-

mentaire France et outre-

mer. DESS informatique

documentaire ou équivalent.

Expérience PVD.

Adresser CV à :

ORSTOM DES

213, rue La Fayette

75019 PARIS

Premier réseau associatif

pour l'animation

de l'habitat, recherche son

**CHARGÉ (E)**

**D'INFORMATION**

**ET DE**

**COMMUNICATION**

Capacité rédactionnelle,

d'organisation et d'animateur

société par le logement.

Formation supérieure ou

supérieure en communica-

tion, 35/45 ans. Poste basé

à Toulouse. Déplacements

en Midi-Pyrénées.

Envoyer CV, photo et

présentations à :

L'UNION RÉPUBLICAINE

PACT-ARSI

MONTREUIL

27, rue Valade

31000 Toulouse

recherche

**JEUNES MOINS**

**DE 26 ANS, BAC + 4**

12 mois 80 % SMIC

Polycom. 43-06-00-68

VILLE

DE CHAMP-SUR-MARNE

Secteur de

22 000 hb., au cœur

de Marne-la-Vallée.

Lycée, collèges,

université

en développement

recrute

**ATTACHE TERRITORIAL**

(2° ou 1° classe

ou principal)

pour la DIRECTION

des affaires financières,

de la comptabilité et

du secteur informatique.

**MISSION :**

Préparation, exécution et

gestion du budget com-

munal (120 hb. en fonc-

tionnement).

• Suivi de trésorerie, ges-

tion de la dette, tableaux

de bord, développement

de la comptabilité analyti-

que.

• Analyse financière,

perspectives et conseils,

en liaison avec le S.G.

• Encadrement de la cellule

informatique et suivi de

son développement.

**PROFIL :**

Rigueur, sens de l'organi-

sation, disponibilité.

• Maîtrise de la M12, de

l'outil informatique et de

toutes les techniques

financières.

**CADRE B**

(technicien

ou rédacteur)

pour son service

**URBANISME**

**MISSION :**

Instruction des permis

de construire

suivi des dossiers

d'urbanisme et foras

dont révision du POS.

Relations avec

organismes Ville Nouvelle.

Parcelation,

déclaration de travaux

régionaux

et ville d'accueil.

**PROFIL :**

Bonnes connaissances

en droit de l'urbanisme.

Ces postes sont à

pourvoir rapidement.

Adresser candidature

et CV à Monsieur

le Maire CG de

77420 CHAMPS-SUR-MARNE

AGENCE RECHERCHE

**TRADUCTEURS**

Langues européennes.

Techniques, affaires, droit.

Ad. CV et présentations

RSVD, 66, CHÉSEBRES

75008 PARIS

**SOCIÉTÉ**

**CENTRE DE PARIS**

recherche

**DOCUMENTALISTE**

**(H. ou F.)**

Pour rédaction et tenue à

jour annuelles biographiques

consacrées aux résidences

politiques en France (notam-

ment Assemblée Nationale,

Sénat, Conseil de Paris...)

Dactylographe indispensable.

Libre rapidement.

Adresser CV + photo à :

S.G.P. - PA N° 2368

13, avenue de l'Odéon

75001 PARIS

**ACUTRONIC FRANCE**

recherche un informaticien

niveau DUT ou équivalent.

Aux responsabilités des

systèmes de gestion de

jeunes en séjour linguistique

du 21/4 au 3/05.

Tél. (1) 43-50-20-20

**CAES - CNRS**

recherche pour

Ses Editions, Communication

**PERSONNE**

**AVEC EXPÉRIENCE**

Service télématique Fick

940 PC Vaux-sur-Seine.

Envoyer CV et présentations

17, av. de Choisy 75013

## DEMANDES D'EMPLOIS

### Organisateur - Communicateur

31 ans. 12 ans d'expérience en informatique dont 7 en tant que responsable des services informatiques (import, export, transport, transit).

Cherche à évoluer dans le secteur de l'organisation de l'entreprise en établissant, documentant et améliorant les procédures de travail et de communication interne afin d'obtenir une fluidité maximale. Esprit d'analyse et de synthèse. Salaire 250 000 F/an.

Écrire au Monde Publicité, sous réf. n° 8255

5, rue de Montesson - 75007 Paris

### CHEFS D'ENTREPRISE

L'Agence Nationale Pour l'Emploi

vous propose une sélection de collaborateurs :

• INGENIEURS toutes spécialisations

• CADRES administratifs, commerciaux

• JOURNALISTES (presse écrite et parlée)

ASSISTANTE RELATIONS PUBLIQUES - 24 ans - IFAG option marketing + DUT biologie - bilingue anglais - bonnes connaissances en informatique - 1 an d'expérience en relations publiques/marketing direct : organisation et commercialisation de colloques et séminaires (secteur économique et financier).

RECHERCHE : poste assistante communication (Paris-Ile-de-France) (Section BCO/MS 1931).

CADRE COMMERCIAL - 40 ans - 18 ans d'expérience automobile, spécialisé dans la maintenance des moyens et grand public.

RECHERCHE : poste commercial ou gestion de parc dans société structurée et d'avenir.

OUVERT : aux propositions tous secteurs sur Paris et R.P. (Section BCO/HP 1932).

DYNAMISEZ VOS RESSOURCES HUMAINES.



## BOURSE DU 25 MARS

## Règlement mensuel

## PUBLICITÉ FINANCIÈRE

c : coupon détaché - o : offert - \* : droit détaché - d : demandé - † : prix précédent - m : marché commun

## BIBLIOGRAPHIE

Un livre de M. Pierre Marion, ancien patron de la DGSE

## Jeu de massacre

Un vrai jeu de massacre, réglé par un homme armer qui continue, dix ans après, de se demander pourquoi il a été choisi en 1981 pour diriger les services secrets français et pourquoi, en fin de compte, il a dû, dix-sept mois après sa nomination, donner sa démission, fautive d'un « courant » qui n'est jamais passé entre le pouvoir politique et lui. Tel se présente, de prime abord, le livre *La mission impossible*, de M. Pierre Marion, appelé par les socialistes à animer la Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE) entre le 17 juin 1981 et le 17 novembre 1982.

Personne, à l'exception peut-être de M. Pierre Bérégovoy, alors secrétaire général de l'Elysée, et de M. Michel Jobert, ministre du Commerce extérieur dans le gouvernement de M. Pierre Mauroy, ne trouve grâce aux yeux de l'auteur.

A commencer par le chef de l'Etat lui-même, qui n'échappe pas à ce jeu de massacre et dont M. Marion fustige – le mot est faible – en termes sévères l'absence de consignes à la DGSE et de soutien dans les moments difficiles, le double langage et jusqu'à la soumission à la « maison » concurrente, à savoir la Direction de la surveillance du territoire (DST).

« Avec lui, écrit de M. Mitterrand l'auteur, qui avoue son ignorance du sraï politique et de ce qu'il nomme le « cirque » gouvernemental, on ne sait pas à quoi s'en tenir ».

L'entourage présidentiel n'est pas davantage épargné. MM. Guy Penne (l'homme en charge des actions africaines), François de Grosbois (le conseiller des missions spéciales), Christian Proust (le gendarme mis en cause dans l'affaire des Irlandais de Vincennes et promu préfet, à l'irrépressible outrecoûdence), Jean-Christophe Mitterrand (le fils) et jusqu'à Patrice Pelat (l'ami aujourd'hui décadent) sont très violemment « excusés ».

Aucun ministre, non plus, ne réchappe à la vindicte de l'ancien « patron » de la DGSE : les vivants, bien sûr, comme

MM. Claude Cheysson (dont le discours est jugé « incohérent » et « décousu ») ou Michel Charasse (« qui joue au bouffon »), mais aussi – et cela devient gênant – les disparus, qui ne peuvent plus se défendre, comme Charles Hernu (qui manque de « capacités conceptuelles »), Gaston Defferre (le concitoyen marseillais qui se refuse à « raisonner en termes de stratégie » dans l'antiterrorisme) ou Joseph Francheschi (accusé d'insipidité « intellectuelle »).

## Un Kissinger à la française

De cette galerie de portraits, duquel le « patron » de la DST de l'époque, M. Maurice Chatelet, ne sauve pas sa tête, qu'il a « fuyé », seul l'auteur du livre sort naturellement intact : il voulait avoir l'oreille du chef de l'Etat, être en quelque sorte le Kissinger français, et il aurait évité – par ses informations hors pair et ses conseils frappés au coin du bon sens – que le président de la République ne soit victime de la « pollution politicienne » qui fait, spécialement en France, entrevoir les graves problèmes de géostratégie mondiale par le petit bout de la lanterne politicienne.

Hélas tout le monde s'est ligé contre M. Marion ! A l'en croire celui-ci il ne fut pas le plus fort, en dépit du mérite qu'il s'attribue d'avoir pu obtenir de la Syrie, grâce à ses contacts personnels à ses rencontres un peu rocambolesques avec le frère du président Assad, qu'elle cesse d'agiter des réseaux terroristes en France.

## Une véritable interrogation

L'ancien « patron » de la DGSE balade d'un revers de la main les appréciations de « mauvais caractère » dont il sera affublé durant tout son temps passé à la tête des services secrets. Et c'est vrai que ses sautes d'humeur fréquentes, voire son instabilité caractérielle, lui valurent, dès le début, de solides inimitiés.

M. Marion préfère mettre son départ sur le compte, précisément, de son succès auprès des

Syriens : le dialogue établi avec Damas en aurait généré plus d'un à Paris. L'auteur de *La mission impossible* va même jusqu'à prétendre que « cette issue contrarie les plans » de certains hauts responsables politiques. Quelle terrible accusation ! On attend des preuves. Le livre n'en apporte aucune.

Mais il y a une deuxième lecture possible de ce même ouvrage, à la condition d'oublier l'autosatisfaction et les règlements de comptes de l'auteur, qui finissent par laisser transparaître M. Marion ne soit pas un simple « instrument politique » comme la DST, mais qui soit un authentique organisme de recherche du renseignement et d'action hors des frontières ?

Sans aucune indulgence pour son prédécesseur, M. Alexandre de Marenches, qui lui a abandonné un service « invérifiable », ni pour ses successeurs, qui ont présidé à sa dégradation ou, pis, à son transfert dans la « mouvance policière », M. Marion s'interroge à juste titre de constater que le pouvoir politique, en France, ne sait pas « appuyer sur la fonction secrète parallèlement aux administrations normales ». A, peut-être, une exception près : celle du temps où M. Michel Debré était le premier ministre du général de Gaulle.

Le diagnostic de l'ancien « patron » de la DGSE est posé : la France n'aime pas ses espions. M. Marion le déplore, qui observe que ce n'est pas le cas à l'étranger, où, au contraire, les services secrets sont intégrés à l'action gouvernementale. Pour avoir étayé cette réflexion-là, *La mission impossible* est tout de même un livre utile.

JACQUES ISNARD

► *La Mission impossible*, de Pierre Marion, éditions Calmann-Lévy, 260 pages, 120 francs.

## MÉDECINE

## Une lettre du directeur du NIH des Etats-Unis

A la suite de la publication dans nos colonnes d'un article révélant que les autorités américaines avaient mis un terme à la collaboration entre les professeurs Robert Gallo et Daniel Zagury à propos de la recherche du vaccin anti-sida (le Monde du 14 mars), nous avons reçu une lettre de M. William Raub, le directeur du National Institute of Health (NIH) des Etats-Unis.

L'enquête menée par l'Office for Protection Research Risks (OPRR) du NIH se poursuit, écrit-il, et aucune conclusion n'a encore été rendue publique. Cette enquête soulève le problème de la protection des personnes participant à des expérimentations menées par des chercheurs du NIH, en collaboration avec des scientifiques d'autres pays.

En attendant que cette enquête s'achève, des contraintes ou conditions supplémentaires ont été imposées à propos de ces recherches menées en collaboration avec deux institutions étrangères et une autre en France. La poursuite de ces projets fera l'objet d'un nouvel examen de manière à vérifier qu'ils respectent bien les réglementations relatives aux expérimentations sur des personnes humaines. Il s'agit donc d'une mesure de précaution, prise dans l'attente des conclusions de l'enquête.

[Ces précisions ne contredisent pas les informations publiées dans nos éditions du 14 mars. Un memorandum de six pages, rédigé par le docteur William Raub, directeur de l'OPRR, daté du 24 janvier, détaille les mesures provisoires prises par l'OPRR à l'encontre des chercheurs de l'Institut américain, de deux institutions étrangères et du professeur Daniel Zagury.]

Un deuxième document, en date du 21 février, a été adressé par M. Edward Rall, directeur scientifique du NIH, aux directeurs d'unité de l'Institut, ainsi qu'à M. Raub. Il annonce la décision, à compter du 1er février, de se plus couvrir, par le système d'assurance du NIH, les travaux menés en collaboration par les chercheurs du NIH et ceux de l'université Pierre-et-Marie-Curie, des cliniques universitaires de Kinshasa et de l'Institut national de recherches biomédicales de Zaire, F.N.]

## VENTES

Le premier Festival international du pin's  
Epingles au feu des enchères

Plusieurs milliers de personnes ont participé, vendredi 22, samedi 23 et dimanche 24 mars à Villard-de-Lans (Isère), au premier festival international consacré à ce badge de métal clipsé sur tous les revers de veste : le pin's.

## correspondance

« Epinglophilie ». En préconisant l'usage de ce vocabulaire français, de préférence à « pin's », pour désigner l'amateur de la petite broche, un académicien a tenté, samedi à Villard-de-Lans, de dissiper le flou linguistique qui entoure encore cette espèce en voie de développement. Mais c'est sur leur carte que les fines pièces de métal émaillé ont été fixées. Elle a attiré, sous le marteau d'ivoire, une première enchère propre à laisser rêver : 4 500 francs pour une série de onze médailles en email grand feu à l'effigie de boxeurs ; 2 600 francs pour une mascotte des Jeux olympiques ; plus de 50 000 francs pour la totalité des quatre-vingt et un lots adjugés.

La pin'omanie affiche les signes extérieurs d'un phénomène de société. Elle a des adeptes de tous âges et de toutes conditions, collectionneurs invétérés, tel ce festiva-

lier à la tête d'un butin de trois ou quatre mille pièces, s'adonnant à son pèche jusqu'à quatre heures par jour, ou adeptes occasionnels usant du petit objet comme d'un accessoire vestimentaire. Un magazine *Pin's Up*, lancé voici huit mois par un Grenoblois, Christophe Faure, est tiré à 15 000 exemplaires. Les pin's, c'est aussi un haut lieu parisien, le Bar romain, à quelques pas de l'Olympie. Des historiens, déjà parvenus sur l'origine d'un insigne dérivé pour les uns des médailles militaires, pour d'autres des premiers spots publicitaires, pour d'autres encore des « laissez-passer » de Roland Garros. Des sociologues et des analystes, bien sûr, qui violent dans ces quelques centimètres carrés métallisés « la marque d'une culture d'entreprise » selon un publicitaire fameux, ou encore un signe distinctif d'appartenance ou de différence. C'est un marché surtout, avec ses bourses de troc, ses transactions clandestines et son industrie à la croissance foudroyante, dont le volume d'affaires se chiffre déjà pour la France en dizaine de millions de francs.

Aux amoureux de la petite épingle, il manquait encore une échelle de « valeurs » et la faculté de se nommer : ce vide est peut-être comblé.

PIERRE LE HIR

L'HERMÈS Editeur Tél. (1) 46 34 07 70  
Outils de  
ANGLAIS COMMERCIAL ET ECONOMIQUE  
énoncés - fiches techniques - corrigés sélectionnés  
par Gérard PERROUD et Michèle GRENIER  
Diffusion MEDILIS SA 9 rue Séguier 75006 PARIS

## AGENDA

## CARNET DU Monde

## Décès

— Françoise Delamour à la douleur de faire part du décès de son père.

M. Georges DELAMOUR, officier de la Légion d'honneur, directeur honoraire de la police nationale, survenu ce 21 mars 1991.

Les obsèques auront lieu le 27 mars dans la plus stricte intimité.

Cet avis tient lieu de faire part.

— M. et M<sup>me</sup> Jean-Loup Durieux, M<sup>me</sup> Jean Ernst, l'ingénieur général de l'armement Jean-Luc Giovachini, M<sup>me</sup> Marie-Claire Durieux, Le colonel et M<sup>me</sup> Antoine Durieux, M. et M<sup>me</sup> Nicolas Durieux, M<sup>me</sup> Vincent Durieux, M. Bruno Durieux, M. et M<sup>me</sup> Bernard Athand, Le capitaine de frégate et M<sup>me</sup> Pascal Durieux, ses enfants, M. et M<sup>me</sup> Bertrand Arnaud, Isabelle Durieux, Marianne Ernst, M. et M<sup>me</sup> Jean-Roch Giovachini, L'espérant Jérôme Durieux, L'enseigne de vaisseau et M<sup>me</sup> François-Xavier de Cointet, Eric et Juliette Durieux, Stéphane, Guillaume, Sébastien et Thomas Durieux, Séverine, Gilles et Ariane Durieux, Fabrice et Anne-Charlotte Athand, Charles, Isabelle, François et Catherine Dejeu, ses petits-enfants, Stéphane, Paul et Blaise Arnaud, ses arrière-petits-fils, M<sup>me</sup> Madeleine Renaudin, M<sup>me</sup> Marguerite Renaudin, ses sœurs, Le docteur Paul Denis.

font part du rappel à Dieu de M<sup>me</sup> Paul DURIEUX, née Elma Ramadani, née Elma Ramadani.

endormie dans la paix du Seigneur, le 21 mars 1991, dans sa quatre-vingt-deuxième année, à Paris.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 27 mars, à 10 heures, en la chapelle du Val-de-Grâce, 277 bis, rue Saint-Jacques, Paris-5.

L'inhumation aura lieu, à 16 h 30, au cimetière de l'Est à Metz (Moselle).

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire part.

— M<sup>me</sup> Joseph Raybaud, M. et M<sup>me</sup> Léon-Pierre Raybaud et leur fille Sabine, M. François Seigne et son fils Pierre-Paul, ont la douleur de faire part du décès de M. Joseph RAYBAUD, sénateur honoraire des Alpes-Maritimes, ancien président du conseil général des Alpes-Maritimes, conseiller général, maire de Levens, chevalier de la Légion d'honneur, décédé dans sa quatre-vingt-septième année.

Les obsèques auront lieu le mardi 26 mars 1991, à 10 heures, en l'église de Levens (Alpes-Maritimes).

Château de Tralou, 06670 La Trinité-sur-Var, 37, rue d'Agde, 31500 Toulouse.

## JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du dimanche 24 mars :

DES DÉCRETS  
— n° 91-303 du 22 mars 1991 relatif à la Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur.

— du 21 mars 1991 portant dissolution du conseil municipal d'Evry-Grévy-sur-Yerre (Seine-et-Marne).

DES ARRETES  
— du 28 février 1991 fixant la liste des espèces de phoques protégées.

— du 21 mars 1991 portant nomination à la Commission nationale des études médicales.

— du 21 mars 1991 portant nomination à la Commission nationale des études pharmaceutiques.

## BENNETON

faire-part de mariage  
papier à lettre  
invitations  
ex-libris  
bagues chevalières

75 bd Malesherbes 75008 Paris  
tél. (1) 43 87 57 39 - fax (1) 43 87 15 68

## Remerciements

— Jean et Suzanne Descroix, Claude et Françoise Descroix, Monique Vagne-Descroix, Maguy Descroix, Dominique et Michelle Descroix, Etienne Descroix et Anne-Marie Poin, Michel et Marie Descroix, ses enfants, ses petits-enfants et arrière-petits-enfants, Irène Jambon, Gaby Lamure.

Et toute sa famille, vous remerciant des marques de sympathie manifestées lors du décès de

M<sup>me</sup> Joseph DESCROIX, née Berthe Combaral.

« Appaginé », Lantipia, 69430 Beaujeu.

## Anniversaires

— En souvenir.

Il y a cent soixante-quatre ans, le 26 mars 1827, mourait

Ludwig van BEETHOVEN.

« Je ne reconnais pas d'autre signe de supériorité que la bonté. » Beethoven

— Il y a vingt-cinq ans,

Jean-Dominique CULIOLI

quittait, à l'âge de quatorze ans, ceux qui l'aimaient.

« Garçons des autres planètes N'oubliez pas cet enfant Dont nous sommes sans nouvelles Depuis déjà très longtemps. » Supervielle

## Soutenances de thèses

— Université Paris-VII, le vendredi 29 mars 1991, à 9 heures, salle des thèses, tour 25, M<sup>me</sup> Anastasie Hauri (Jeanne Hauri) : « Les médias yéménites : un instrument de développement national dans un milieu rural ».

## THÈSES

Tarif étudiants  
50 F la ligne H.T.

## MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5484

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I									
II									
III									
IV									
V									
VI									
VII									
VIII									
IX									
X									
XI									

## HORIZONTALEMENT

I. Des gens qui ne travaillent que lorsqu'ils ont le dent. — II. Peut nous guérir quand on s'efforce. — III. Un ami de saint Paul. Dix sur dix. — IV. Article d'usage. Carré sur le sol. — V. Flâne quand on ne voit plus les côtes. Sans dessous dessus. — VI. Peut payer les frais. — VII. Ne craint pas le froid. Valeur du silence. — VIII. Pousse un cri. Femme de lettres. — IX. Une rappe. Peut être dessinée au poêle. — X. Combien ? On laisse triper et boyaux ? — XI. Quand il est libre, n'est évidemment pas dans la course. Élément pour le calcul d'un quotient.

## VERTICALEMENT

I. Qui peut accourir dès qu'on s'efforce. — II. Abrévié pour les perroquets. — III. Armée d'autrefois. Tissue à carreaux. — IV. Une question pour le psychologue. Adverbe. — V. Morceau de Revel. Met à l'abri des indiscretions quand elle est sympathique. — VI. Proverbe. Pas d'écarter. Petit, est vu avec plaisir. — VII. Hors du droit chemin. Abruti par les coups. — VIII. En parlant contageux quand il devient fou. Des gens qui sont faits comme nous. — IX. Dans l'Orme. De grosses tranches.

Solution du problème n° 5483

## Horizontalement

I. Arsenic. Caramen. — II. Teuton. Totalité. — III. Égérie. Erreur. — IV. La. Orner. Adier. — V. INR. Amère. De. VI. Etat. Rre. Erreur. — VII. Ara. As. Ose. — VIII. Noria. On. Ténia. — IX. Colombes. Anel. Et. — X. Vanille. Ame. Ru. — XI. Eau. Pocher. — XII. Lésée. Dépit. S.E. — XIII. Europe. Ende. — XIV. Mu. Rôti. Sucre. — XV. Erg. Sésame. Russ.

## Verticalement

1. Atelier. Blème. — 2. Régent. Novas. Ur. — 3. Sue. Racoteuse. — 4. Etroit. Rondeur. — 5. Noir. Alme. — 6. Inénarrable. Oré. — 7. Érié. — 8. Tarte. Eude. — 9. Cor. — 10. Étraves. Nappe. — 11. Raeder. Témoin. — 12. Ululer. Electeur. — 13. Mire. Fon. Ecu. — 14. Es. Routières. Rd. — 15. Nez. Créature. Es.

GUY BROUTY

## MÉTÉOROLOGIE

Le temps va être très chaud et ensoleillé sur la majeure partie du pays. Des chutes de pluie de quelques millimètres sont prévues principalement mercredi. Les températures commenceront une légère remontée vers le milieu du mois.

Mercredi 27 mars : temps très chaud et ensoleillé. La température sera en moyenne de 15 à 18 degrés Celsius. Des pluies sont attendues en fin de semaine.

Le temps va être très chaud et ensoleillé sur la majeure partie du pays. Des chutes de pluie de quelques millimètres sont prévues principalement mercredi. Les températures commenceront une légère remontée vers le milieu du mois.

Mercredi 27 mars : temps très chaud et ensoleillé. La température sera en moyenne de 15 à 18 degrés Celsius. Des pluies sont attendues en fin de semaine.

Le temps va être très chaud et ensoleillé sur la majeure partie du pays. Des chutes de pluie de quelques millimètres sont prévues principalement mercredi. Les températures commenceront une légère remontée vers le milieu du mois.

Mercredi 27 mars : temps très chaud et ensoleillé. La température sera en moyenne de 15 à 18 degrés Celsius. Des pluies sont attendues en fin de semaine.

Le temps va être très chaud et ensoleillé sur la majeure partie du pays. Des chutes de pluie de quelques millimètres sont prévues principalement mercredi. Les températures commenceront une légère remontée vers le milieu du mois.

Mercredi 27 mars : temps très chaud et ensoleillé. La température sera en moyenne de 15 à 18 degrés Celsius. Des pluies sont attendues en fin de semaine.

Le temps va être très chaud et ensoleillé sur la majeure partie du pays. Des chutes de pluie de quelques millimètres sont prévues principalement mercredi. Les températures commenceront une légère remontée vers le milieu du mois.

Mercredi 27 mars : temps très chaud et ensoleillé. La température sera en moyenne de 15 à 18 degrés Celsius. Des pluies sont attendues en fin de semaine.

Le temps va être très chaud et ensoleillé sur la majeure partie du pays. Des chutes de pluie de quelques millimètres sont prévues principalement mercredi. Les températures commenceront une légère remontée vers le milieu du mois.

Mercredi 27 mars : temps très chaud et ensoleillé. La température sera en moyenne de 15 à 18 degrés Celsius. Des pluies sont attendues en fin de semaine.

Le temps va être très chaud et ensoleillé sur la majeure partie du pays. Des chutes de pluie de quelques millimètres sont prévues principalement mercredi. Les températures commenceront une légère remontée vers le milieu du mois.

Mercredi 27 mars : temps très chaud et ensoleillé. La température sera en moyenne de 15 à 18 degrés Celsius. Des pluies sont attendues en fin de semaine.

Le temps va être très chaud et ensoleillé sur la majeure partie du pays. Des chutes de pluie de quelques millimètres sont prévues principalement mercredi. Les températures commenceront une légère remontée vers le milieu du mois.

Mercredi 27 mars : temps très chaud et ensoleillé. La température sera en moyenne de 15 à 18 degrés Celsius. Des pluies sont attendues en fin de semaine.

Le temps va être très chaud et ensoleillé sur la majeure partie du pays. Des chutes de pluie de quelques millimètres sont prévues principalement mercredi. Les températures commenceront une légère remontée vers le milieu du mois.

Mercredi 27 mars : temps très chaud et ensoleillé. La température sera en moyenne de 15 à 18 degrés Celsius. Des pluies sont attendues en fin de semaine.

Le temps va être très chaud et ensoleillé sur la majeure partie du pays. Des chutes de pluie de quelques millimètres sont prévues principalement mercredi. Les températures commenceront une légère remontée vers le milieu du mois.

Mercredi 27 mars : temps très chaud et ensoleillé. La température sera en moyenne de 15 à 18 degrés Celsius. Des pluies sont attendues en fin de semaine.

Le temps va être très chaud et ensoleillé sur la majeure partie du pays. Des chutes de pluie de quelques millimètres sont prévues principalement mercredi. Les températures commenceront une légère remontée vers le milieu du mois.

Mercredi 27 mars : temps très chaud et ensoleillé. La température sera en moyenne de 15 à 18 degrés Celsius. Des pluies sont attendues en fin de semaine.

Le temps va être très chaud et ensoleillé sur la majeure partie du pays. Des chutes de pluie de quelques millimètres sont prévues principalement mercredi. Les températures commenceront une légère remontée vers le milieu du mois.

Mercredi 27 mars : temps très chaud et ensoleillé. La température sera en moyenne de 15 à 18 degrés Celsius. Des pluies sont attendues en fin de semaine.

Le temps va être très chaud et ensoleillé sur la majeure partie du pays. Des chutes de pluie de quelques millimètres sont prévues principalement mercredi. Les températures commenceront une légère remontée vers le milieu du mois.

Mercredi 27 mars : temps très chaud et ensoleillé. La température sera en moyenne de 15 à 18 degrés Celsius. Des pluies sont attendues en fin de semaine.

Le temps va être très chaud et ensoleillé sur la majeure partie du pays. Des chutes de pluie de quelques millimètres sont prévues principalement mercredi. Les températures commenceront une légère remontée vers le milieu du mois.

Mercredi 27 mars : temps très chaud et ensoleillé. La température sera en moyenne de 15 à 18 degrés Celsius. Des pluies sont attendues en fin de semaine.

Le temps va être très chaud et ensoleillé sur la majeure partie du pays. Des chutes de pluie de quelques millimètres sont prévues principalement mercredi. Les températures commenceront une légère remontée vers le milieu du mois.

Mercredi 27 mars : temps très chaud et ensoleillé. La température sera en moyenne de 15 à 18 degrés Celsius. Des pluies sont attendues en fin de semaine.

Le temps va être très chaud et ensoleillé sur la majeure partie du pays. Des chutes de pluie de quelques millimètres sont prévues principalement mercredi. Les températures commenceront une légère remontée vers le milieu du mois.

Mercredi 27 mars : temps très chaud et ensoleillé. La température sera en moyenne de 15 à 18 degrés Celsius. Des pluies sont attendues en fin de semaine.

Le temps va être très chaud et ensoleillé sur la majeure partie du pays. Des chutes de pluie de quelques millimètres sont prévues principalement mercredi. Les températures commenceront une légère remontée vers le milieu du mois.

Mercredi 27 mars : temps très chaud et ensoleillé. La température sera en moyenne de 15 à 18 degrés Celsius. Des pluies sont attendues en fin de semaine.

Le temps va être très chaud et ensoleillé sur la majeure partie du pays. Des chutes de pluie de quelques millimètres sont prévues principalement mercredi. Les températures commenceront une légère remontée vers le milieu du mois.

Mercredi 27 mars : temps très chaud et ensoleillé. La température sera en moyenne de 15 à 18 degrés Celsius. Des pluies sont attendues en fin de semaine.

Le temps va être très chaud et ensoleillé sur la majeure partie du pays. Des chutes de pluie de quelques millimètres sont prévues principalement mercredi. Les températures commenceront une légère remontée vers le milieu du mois.

Mercredi 27 mars : temps très chaud et ensoleillé. La température sera en moyenne de 15 à 18 degrés Celsius. Des pluies sont attendues en fin de semaine.

Le temps va être très chaud et ensoleillé sur la majeure partie du pays. Des chutes de pluie de quelques millimètres sont prévues principalement mercredi. Les températures commenceront une légère remontée vers le milieu du mois.

Mercredi 27 mars : temps très chaud et ensoleillé. La température sera en moyenne de 15 à 18 degrés Celsius. Des pluies sont attendues en fin de semaine.

Le temps va être très chaud et ensoleillé sur la majeure partie du pays. Des chutes de pluie de quelques millimètres sont prévues principalement mercredi. Les températures commenceront une légère remontée vers le milieu du mois.

Mercredi 27 mars : temps très chaud et ensoleillé. La température sera en moyenne de 15 à 18 degrés Celsius. Des pluies sont attendues en fin de semaine.

Le temps va être très chaud et ensoleillé sur la majeure partie du pays. Des chutes de pluie de quelques millimètres sont prévues principalement mercredi. Les températures commenceront une légère remontée vers le milieu du mois.

Mercredi 27 mars : temps très chaud et ensoleillé. La température sera en moyenne de 15 à 18 degrés Celsius. Des pluies sont attendues en fin de semaine.

Le temps va être très chaud et ensoleillé sur la majeure partie du pays. Des chutes de pluie de quelques millimètres sont prévues principalement mercredi. Les températures commenceront une légère remontée vers le milieu du mois.



## A la Réunion

## Retour à un calme précaire

SAINT-DENIS DE LA RÉUNION

de notre correspondant

M. Louis Le Pensec, ministre des DOM-TOM, a fait savoir qu'il recevra les élus de la Réunion les 16 et 17 avril à Paris pour se concerter avec eux « sur l'ensemble des problèmes de l'île et les réponses qui y sont apportées ».

Sur le terrain, la nuit du dimanche 24 au lundi 25 mars a été relativement calme, à Saint-Denis de la Réunion, après six nuits consécutives de violences. Il y a eu, toutefois, deux incidents. Un policier en civil, qui rentrait chez lui, dans le quartier du Brûlé, dimanche, vers 20 heures, a été blessé au dos et aux jambes par des coups de feu tirés par un homme armé d'une carabine mais son état n'inspire aucune inquiétude.

Dans ce même quartier de la banlieue de Saint-Denis, des individus ont pénétré dans une annexe de la mairie et ont détruit de nombreux documents d'état-civil avant d'allumer un incendie, rapidement maîtrisé par les pompiers. Dans la nuit de samedi à dimanche, en

revanche, quelques manifestants avaient réussi à s'introduire dans la maison du directeur de Radio-France outre-mer, M. Jean-Philippe Roussy, sur les hauteurs de Saint-Denis, et à y mettre le feu avant de harceler, à coups de gallets, les pompiers et les gendarmes arrivés sur les lieux. Pour la première fois des coups de feu avaient alors été tirés contre les forces de l'ordre et quatre gendarmes avaient été légèrement blessés par des coups de feu.

Au terme de sa visite, M. Danielle Mitterrand, présidente de la fondation France-Liberté, a notamment déclaré : « Je ne m'attendais pas à trouver un tel état de misère dans un département français. » Avant de partir pour Madagascar, l'épouse du président de la République s'est entretenue avec M. Camille Sudra, président de Télé Free-DOM, qui lui a remis un dossier contestant les appréciations portées par le premier ministre sur cette station pirate dont la saisie de l'émetteur avait provoqué, il y a un mois, les premiers incidents. (Interim.)

M. Fabius : « Être plus efficaces dans la réduction des injustices. » - Le président de l'Assemblée nationale, M. Laurent Fabius, qui était, dimanche soir, l'invité de FR 3, a estimé que « la télévision de service public, en l'occurrence RFO, doit être à l'écoute de ce que veulent les gens qui souhaitent une télévision de proximité ». « Il faut très activement se pencher sur les problèmes de la Réunion, a-t-il ajouté. Les responsables devraient être encore plus efficaces dans la réduction des injustices. »

M. Toubon : « Agir avec plus de tact. » - M. Jacques Toubon, député RPR de Paris, a affirmé, dimanche 24 mars, sur Radio J, que le récent voyage de M. Michel Rocard avait été « inutile » : « Inévitablement, ce voyage ressemblait à une affirmation d'autorité qui ne pouvait être prise à Saint-Denis que comme une sorte de provocation. Il faut agir avec plus de tact et de retenue. »

## La cote de popularité de M. Mitterrand au plus haut

Selon un sondage IFOP, publié dimanche 24 mars dans le *Journal du dimanche*, le président de la République enregistre sa plus forte cote de popularité depuis sa réélection en 1988, avec 56 % des Français « très satisfaits » ou « plutôt satisfaits » de son action.

En hausse de neuf points par rapport au mois de février, M. Mitterrand devance largement le premier ministre, M. Rocard. Celui-ci, avec 43 % de satisfaits, enregistre une hausse de quatre points (39 % en février) et réalise son meilleur score depuis un an.

Mais l'écart entre sa cote de popularité et celle du président de la République - treize points - n'a jamais été aussi élevé.

Ce sondage a été réalisé du 5 au 12 mars 1991, auprès d'un échantillon national de mille neuf cent onze personnes, représentatives de la population française âgée de dix-huit ans et plus.

## En Polynésie française

## M. Gaston Flosse présiderait le nouveau gouvernement et M. Dehors la nouvelle Assemblée

PAPEËTE

de notre correspondant

M. Gaston Flosse, président du Taharua Huiratira (Rassemblement pour le peuple), ancien secrétaire d'Etat, et M. Vernaudeau, président du Aia Api (Patrie nouvelle), député non-inscrit de la deuxième circonscription, qui ont signé, jeudi soir 21 mars, un « accord de majorité » pour diriger ensemble la Polynésie française, devaient de nouveau se rencontrer, lundi 25 mars, pour procéder à la constitution de leur futur gouvernement.

M. Flosse devrait présider lui-même le nouvel exécutif territorial tandis que la présidence de l'Assemblée locale serait confiée à l'un des colistiers de M. Vernaudeau, M. Dehors, maire de Moorea.

MM. Flosse et Vernaudeau s'emploient, d'autre part, à consolider davantage leur majorité, qui s'établit pour l'instant à vingt-trois sièges sur quarante et un au sein de l'Assemblée territoriale.

Il n'est pas impossible que trois conseillers élus sur des listes appartenant à l'Union polynésienne, conduite par les deux chefs de la majorité sortante, MM. Léontieff,

député non-inscrit de la première circonscription, et Juventin, maire de Papeete, se rallient à MM. Flosse et Vernaudeau. Il s'agit de MM. Spitz, élu des Tuamotu-Gambier, membre du gouvernement sortant, Marceur, maire de Rangiroa, élu du même archipel, et Hiro, élu des Îles Sous-le-Vent.

## Rallier les élus indépendantistes

MM. Léontieff et Juventin ne se tiennent pas, toutefois, pour définitivement battus. Ils multiplient les contacts avec M. Vernaudeau et ses quatre colistiers pour tenter de les faire changer d'avis, une fois encore, avant la première réunion, jeudi 28 mars, de la nouvelle Assemblée territoriale, ou, au moins, de les convaincre de s'abstenir lors des votes prévus. Dans le même temps, MM. Léontieff et Juventin s'efforcent de rallier à leur cause les élus indépendantistes du Front de libération de la Polynésie, en particulier MM. Leboncher et Roomataarua, élus sur la liste du maire de Faaa, M. Oscar Temaru. Ils ont eu avec ces deux conseillers, dimanche, un déjeuner remarqué.

MICHEL YIENGKOW

## SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

## Par Dieu!

EN voilà une affaire, cette affaire Depardieu qui mobilise, de Jacques Toubon à Jacques Attali, toute la classe politique française enfin réconciliée dans un assourdissant hurlement de clameurs indignées autour de notre porte-drapeau à Hollywood! Alors qu'aux Etats-Unis, passé le coup de gueule d'un censeur, qui a tiqué, normal, elle est femme, elle est noire, en lisant ses confidences dans la presse, plus personne n'en parle. Ah! si, ce matin même, le correspondant à Paris du *Washington Post*, témoin surpris de ce concert de cocoricos enflammés.

Vrais, faux, les propos désinvoltes sur le viol tenus en 1978 par Depardieu et confirmés le mois dernier? Pure invention ou provocation, maladresse, inconscience, ivresse... Il avait peut-être tout simplement un verre dans le nez. Cyrano le magnifique, qui va repartir, dans le rôle de Christophe Colomb, à la conquête de l'Amérique très injustement accusée de complot, de chauvinisme infâme.

Faut pas pousser! Moi, je trouve déjà très beau que l'Oscar puisse aller, c'est pas le cas du

César, à un acteur étranger. Combien ils sont dans la profession à avoir vu le film de Rappeneau projeté en version originale sous-titrée dans une petite salle à New-York et une autre à Washington? Et ne venez pas me dire que si *Green Card*, sorti il y a plus de six mois outre-Atlantique, a quitté l'affiche, c'est rapport au boycott décrié par les salopes du Women's Lib!

Où on en serait, sans elles, nous aujourd'hui? Sans eux les Ricains? C'est là-bas qu'il a commencé, ne l'oublions pas, le combat pied à pied, mot à mot, contre le racisme, le sexisme et puis l'égisme. Il faut vraiment rien comprendre aux formidables bouleversements d'une société éclairée, à la recherche d'une nouvelle identité, à travers ses minorités, les femmes, les hispaniques, les senior citizens, les blacks, les gays et les natives américains, les Indiens, oui, pour s'étonner d'une émotion bien naturelle.

Moi, j'aurais réglé exactement pareil si ces articles m'étaient tombés sous les yeux. Un complot médiatique, tu parles! Au pire deux confrères ou une vedette pas assez ou trop francs pour être honnêtes.

## ROUMANIE

## Seize anciens dignitaires communistes condamnés à des peines de prison

Cinq des vingt et un ex-dignitaires du Parti communiste roumain poursuivis pour « génocide » ont été acquittés lundi 25 mars par le tribunal militaire

INDE : vingt-huit morts dans un accident d'avion militaire. - Un avion militaire indien, de conception britannique, s'est écrasé lundi 25 mars lors d'un vol d'entraînement, peu après son décollage de Bangalore, dans le sud de l'Inde, et les vingt-huit personnes se trouvant à bord ont trouvé la mort. - (AFP.)

MAROC : quarante-quatre personnes tuées dans un accident d'autobus. - Quarante-quatre personnes ont péri noyées et dix-huit autres ont été blessées, samedi 23 mars, dans un accident d'autobus près de Tanger. - (AFP.)

UGANDA : affrontements meurtriers dans une mosquée. - La radio officielle ougandaise a annoncé que plus de quatre cents jeunes musulmans ont été accusés, samedi 23 mars à Kampala, du meurtre de quatre policiers tués, la veille, au cours d'affrontements dans une mosquée. Celle-ci était occupée depuis mercredi par des manifestants qui réclamaient la tenue de nouvelles élections pour renouveler l'actuelle direction de la communauté islamique ougandaise. Les policiers, qui tentaient d'évacuer la mosquée, auraient, pour leur part, tué quatre personnes par balles, au cours de leur intervention. - (AFP.)

## POUR EVITER LA DEPRIME, LA "MODE PSYCHO"

Le DELIRE des Créateurs me donne des COMPLEXES quand, amoureux de la Mode, je dois REFOULER mes désirs, à cause des prix? "Si jamais je dépense comme une folle, je CULPABILISE alors que les achats de mes amies me rendent PARANO ou HYSTERIQUE!" Alors l'interprète mes REVES de Mode et je SUBLIME mes PULSIONS esthétiques grâce aux ISSUS.

Les "anti-déprime" depuis 30 F le mètre.

**RODIN**  
36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

## L'ESSENTIEL

## SECTION A

## Débats

Justice et droits de l'homme : « Le palais et l'écurie », par Gérard Soutier ; « Les Sisyphe de la procédure », par Marcel Lamonde ; « De l'habitus corpus aux six » de Birmingham », par John Rason Spencer..... 2

L'élection présidentielle au Bénin  
Le premier ministre, M. Soglo, en tête..... 3

Les suites de la guerre du Golfe..... 4-5

Les boat people  
Nouvelle conférence sur les rapatriements « non volontaires »... 6

Les relations s'enveniment entre l'UDF et le RPR  
Orage de printemps, par André Passeron..... 9

Plan social étudiant  
Il sera mis en place à partir de la rentrée 1991..... 10

Le cosmos de Gérard Grisey  
Au Festival Ars Musica de Bruxelles, le *Noir de l'étoile* : un hommage d'un musicien à ses ancêtres, les extraterrestres du son..... 13

Le retour de Roger McGuinn  
Le fondateur des Byrds revient au moment où son influence sur le rock n'a jamais été aussi grande... 13

## SECTION B

Les banques contre la Poste  
Le PDG de la Société générale conteste les ambitions bancaires du service public..... 17

American Express ou Club Med..... 17

CHAMPS ÉCONOMIQUES

Le complexe militaro-industriel dans le monde : en URSS, le noyau dur de l'économie • Marées d'hommes dans le Golfe • Les causes profondes de l'instabilité sociale et politique au Proche-Orient • La chronique de Paul Fabre..... 21 à 24

L'avenir de la chaîne musicale française  
Euromusique cherche à asseoir sa diffusion..... 25

Un pont entre le Danemark et la Suède..... 32

## Services

Abonnements..... 32  
Annonces classées..... 28 à 31  
Carnet..... 34  
Loto et Loto sportif..... 25  
Marchés financiers..... 32-33  
Météorologie..... 35  
Mots croisés..... 34  
Radio-Télévision..... 36  
Spectacles..... 14

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 24-25 mars 1991 a été tiré à 576 359 exemplaires.

## L'odyssée d'un Albanais

## « J'ai vu les lumières de Brindisi... »

TIRANA

de notre envoyé spécial

« Tous ces magasins, remplis, et qui sentaient bon! Mais je n'avais pas d'argent pour acheter. » Elir Geshi, vingt ans, revenu à Tirana, raconte aujourd'hui, sous le regard admiratif de ses amis restés en Albanie, son odyssée.

Le 4 mars, sa sœur, qui habite Dürres, lui téléphone : « Il y a des bateaux pleins d'Albanais qui partent pour l'Italie. » Sans rien dire à personne, pas même un mot à sa mère, il prend un taxi. Il n'y a pas de voiture privée en Albanie et il ne veut pas entrer dans une gare, car les stations sont surveillées par la police. Il file vers Dürres. « Il y avait des milliers de personnes les unes contre les autres. Dès qu'un bateau partait, nous nous précipitions pour monter à bord. »

Arrivé en Italie, il est placé dans un camp où il restera trois jours et trois nuits. Il dort à la belle étoile, car seuls les enfants peuvent se reposer sous un toit. De temps en temps, il reçoit du lait froid et des biscuits. Un soir, il tente la belle et parvient à sortir du camp. « Je suis resté quelques heures à Brindisi, mais des policiers m'ont demandé mes papiers et, quand ils ont vu que j'étais Albanais, ils m'ont ramené au camp. »

Les Italiens ont tous été courtois, dit-il. « Bravo l'Italie! », répètent ses amis. « Au camp,

avec d'autres jeunes que j'avais rencontrés, nous avons parlé des heures et des heures. Nous étions prêts à partir n'importe où pour aller travailler. Certains disaient qu'à cause de la guerre, nous pourrions partir au Koweït ou en Irak, parce que, peut-être que là-bas, ils auraient besoin de nous. »

En fin de compte, il monte une nuit sur un bateau de retour et revient chez lui. « Mes parents m'ont demandé où j'étais passé. Je leur ai dit que j'étais allé en Italie. Ils n'ont rien répondu. » Quand on demande à Elir si, un jour, il tentera à nouveau de quitter l'Albanie, sa réponse est immédiate : « Bien sûr! Mais la prochaine fois je ne partirai pas tout seul et je préparerai mieux mon départ. » Autre question : « Mais pourquoi voulez-vous partir? » « Vous savez, j'ai vu les lumières de Brindisi... »

JOSÉ-ALAIN FRALON

Six blessés par balles à la frontière yougoslave. - Six Albanais ont été blessés par les tirs d'armes automatiques des gardes-frontières albanais dans la matinée du samedi 23 mars, alors qu'ils tentaient d'entrer clandestinement en Macédoine, dans le sud de la Yougoslavie. Quatre d'entre eux ont été grièvement touchés. Un groupe de plus de cinq cents personnes a réussi à franchir la frontière en dépit de la fusillade. - (AFP.)

Le mois de la 309 chez NEUBAUER  
Exceptionnel jusqu'au 30 avril :  
Votre 309 superéquipée "PLUS"

● Alarme GRATUIT!  
● Toit ouvrant  
● Poste de radio  
● Tatouage des glaces

**NEUBAUER**  
PEUGEOT

4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎42.85.54.34  
8, rue de 4 septembre 75002 PARIS ☎42.61.15.68  
29, bd des Batignolles 75008 PARIS ☎42.93.59.52  
227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎48.21.60.21

Offre valable jusqu'au 30 avril 1991 pour toutes les 309 en stock, sur présentation de cette annonce.

MA GRAND-MÈRE DISAIT  
« Je ne suis pas assez riche pour acheter du bon marché, mais trouvait toujours le meilleur au meilleur prix »

**STEPHANE MEN'S**  
Découvrez de Lacroix lui-même le meilleur plus car c'est  
LE PRÊT-À-PORTER MASCULIN DES GRANDS COUTURIERS  
MAIS... A DES PRIX ÉTONNANTS

ouvert en fond de cour 111, de 12 h à 19 h 30  
7, rue WASHINGTON, M. Georges A. et 230, bd St-Germain, M. Gilbert  
Entrée par la presse magazine et le ministère du commerce.  
Recommandé par le Code de la Consommation et le Paris Combien.

**1990**  
L'ALLEMAGNE RÉUNIFIÉE  
Une édition  
Le Monde édito d'actualité

EN VENTE EN LIBRAIRIE

288 pages  
L'année 1990 dans Le Monde  
Peter Hinkel, Rainer  
Fischer, André Rottmann  
27,50 F